DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12639 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 18 SEPTEMBRE 1985

Élagage à Pékin

Les mises à la retraite – plus d'une centaine – annoncées dans les organes dirigeants du PC chinois impressionnent inévitablement par leur nombre. Il est tentant d'y voir une nouvelle victoire de M. Deng Xiaoping, qui, faisant table rase d'une génération, libère ainsi la place pour des hommes plus jeunes mais surtout de confiance et qui seront désormais en mesure de poursuivre son œuvre sans entraves. Aussi bien l'homme fort de la Chine, lui-même plus qu'octogénaire, ne montre-t-il aucun désir d'abandonner les commandes qu'il détient depuis 1979.

Si victoire il y a, elle n'est pas tout à fait sans nuances, et l'opération doit être examinée de plus près. Elle comporte d'abord un élagage de ce qu'il faut bien appeler le bois mort qui figurait encore dans la direction du PCC. Quelques-uns des « vétérans » remerciés ne jouaient plus, depuis plusieurs années, aucun rôle politique réel. Le cas du vieux maréchal Ye Jianying est à cet égard le plus typique, mais non le seul puisqu'il est accompagné de deux autres maréchaux.

D'autres départs ont plus de signification, en particulier ceux de militaires qui exerçaient encore des commandements effectifs. C'est sans doute sur ce terrain que M. Deng Xiaoping marque les points les plus nets. Pour toutes sortes de raisons – idéologiques, sociologiques, voire économiques, – l'armée est le secteur où les réformes qu'il inspire rencontrent le plus de résistances. Le poids des militaires sera désormais réduit dans la direction du parti, et l'avertissement est clair pour le reste du haut commandement d'avoir à s'incliner devant l'autorité politique.

De très importants personnages, dont l'âge aurait pu justifier qu'ils se retirent, conservent en revanche toutes leurs fonctions. On pense entre autres à MM. Chen Yun et Li Xiannian, tous deux membres du comité permanent du bureau politique. Ce ne sont nullement des alliés inconditionnels de M. Deng Xiaoping, et leurs voix sont encore écoutées sinon dans la gestion des affaires courantes du moins lorsqu'il s'agit des grandes orientations du régime.

En particulier dans le domaine économique, où certains dérapages de la politique de libéralisation – et pas seulement les phénomènes de corruption – suscitent d'assez sérieuses préoccupations. L'économie chinoise, si elle est en pleine expansion, donne des signes de surchauffe, l'inflation s'accroît, la balance commerciale est de nouveau déficitaire et des déséquilibres se dessinent, entre régions notamment, dans les rythmes de développement.

Or le PC chinois examine actuellement le projet de septième plan quinquennal (1986-1990), et il fait peu de doute que, à cette occasion, de notables « réajustements » seront jugés indispensables. Aux « audaces » de M. Deng Xiaoping s'oppose ici le « réalisme » de personnalités installées dans le rôle de gardien des bonnes mœurs, sinon des traditions, que le remaniement de cette semaine n'a pas touchées et qui conservent encore quelques alliés bien placés.

Une fois de plus, les décisions qui viennent d'être prises portent la marque d'un compromis. On en verra mieux les contours lorsque les postes laissés vacants auront été pourvus et que seront précisés les projets économiques du gouvernement.

(Lire nos informations page 6.)

Le « Rainbow-Warrior » aurait été coulé par une troisième équipe de militaires français

L'attentat contre le Rainbow-Warrior *(un mort, le 10 juillet, à Auckland) aurait été perpétré par deux nageurs de combat de l'armée française. Telle est l'information que nous avons recueillie de sources concordantes : il y avait en Nouvelle-Zélande une troisième équipe de militaires français, que les cinq membres de la DGSE déjà identifiés, l'équipage du voilier* Ouvéa *et les faux époux « Turenge » étaient chargés d'épauler.*

Cette révélation contredit formellement la version fournie par la haute hiérarchie militaire à M. Bernard Tricot. Dans son rapport, celui-ci assurait que les militaires français n'avaient participé qu'à une mission de surveillance de Greenpeace et ne mentionnait pas l'existence d'une troisième équipe.

*Dans l'entourage du ministre de la défense, après avoir qualifié l'attentat de « regrettable, inadmissible et scandaleux », on ajoute : « Ceux qui ont été arrêtés n'ont pas fait le coup, l'équipage de l'*Ouvéa *pas davantage. Quant à une autre équipe, nous ne connaissons pas d'autre équipe de la DGSE dans cette affaire et nous ne croyons pas à l'implication d'autres équipes des armées françaises. »*

Qui, le 10 juillet au soir, dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande, a posé deux bombes sur la coque du *Rainbow Warrior*, le « navire amiral » du mouvement écologiste Greenpeace ? Qui, si les auteurs de cet attentat, « *criminel et absurde* » selon M. Mitterrand, sont bien français, leur en a donné l'ordre ? Telles sont toujours les deux questions-clés de l'affaire Greenpeace.

Le rapport Tricot a confirmé, le 26 août, que des agents français se trouvaient alors en Nouvelle-Zélande et que leur mission visait Greenpeace. Mais, il n'a pas été prouvé que les faux époux Turenge, les deux agents français incarcérés en Nouvelle-Zélande, soient les auteurs de l'attentat lui-même ; et les autorités militaires, du ministre de la défense à la haute hiérarchie, assurent que la mission confiée aux agents de la DGSE n'était que de surveillance et d'infiltration. Depuis le 10 juillet, du temps a, cependant, passé et des bouches s'ouvrent.

Anciens et proches de la DGSE, « honorables correspondants » de ce service secret, policiers ayant eu connaissance de l'enquête néo-zélandaise, membres de cabinets ministériels placés à des postes sensibles, militaires du cadre de réserve collaborant avec les partis d'opposition, nombreux sont ceux qui parlent. Et ce qu'ils disent aboutit aux mêmes conclusions. Qui a agi ? A les en croire, une troisième équipe, évoquée par *le Canard enchaîné* du 11 septembre, complémentaire de l'équipage du voilier *Ouvéa*, chargé de la logistique, et du faux couple Turenge, lequel aurait servi de « leurre » vis-à-vis des Néo-Zélandais, et aurait réunis le matériel apporté par l'*Ouvéa* aux auteurs de l'attentat. Ces derniers seraient deux nageurs de combat – un par explosif – de l'armée française, chacun ayant posé une charge. Nos informateurs ne précisent pas leur base d'affectation, qui ne peut être que le Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) de la base d'Aspretto, en Corse, s'ils relèvent de l'armée de terre, ou Lorient s'ils relèvent de la marine. Mais, traditionnellement, c'est au CINC, lié à la division Action de la DGSE, que le service secret français fait appel pour ce genre d'opérations.

Ces deux militaires ont la même spécialité qu'Alain Turenge (de son vrai nom Alain Mafart, commandant en second de la base d'Aspretto) et que les trois équipiers de l'*Ouvéa* (sous-officiers du CINC).

BERTRAND LEGENDRE et EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 7.)

Les journées parlementaires de l'UDF

« Avec eux deux, on est de toute façon gagnant », a déclaré, lundi 16 septembre, un député UDF lors des journées parlementaires du groupe qui se tiennent à Strasbourg.

(Lire nos informations et le point de vue d'ALAIN MADELIN, page 8.)

Chimères et réalités en Libye

Les grands desseins du colonel Kadhafi à l'épreuve de la crise économique et du malaise de l'armée

De notre envoyée spéciale

Tripoli. – Dans les ruelles de la Médina, les rideaux verts des échoppes, désespérément baissés, tranchent sur le blanc des murs passés à la chaux. La ville est quasi déserte en cette fin d'après-midi, et même les jeux des enfants ne secouent pas la léthargie qu'a créée ici l'interdiction du petit commerce. La Médina somnole, comme abandonnée.

Dans le centre, deux cafés seulement subsistent – l'alcool est, bien entendu, interdit – ainsi que quelques restaurants et de très rares cinémas. Pas de quoi, en tout cas, faire flâner les Tripolitains ; ils délaissent même la promenade ombragée qui domine le port ou la place « verte », au centre de la ville, dont le sol est soigneusement repeint deux fois par an.

Naguère comblés par un régime qui leur promettait et leur donnait tout – des soins aux logements gratuits, – bénéficiaires d'un niveau de vie inégalé dans le tiers-monde, les Libyens pouvaient supporter sans broncher les extravagances d'un chef qui faisait la une de l'actualité mondiale. La crise a brisé l'image de cet eldorado pétrolier et rend moins aisée à supporter la quête, scandée de slogans d'une société idéale par le fougueux porte-flambeau de la « nation arabe reconstituée » et de l'islam.

A quelques centaines de mètres du mur d'enceinte de Bab-Azizia, résidence habituelle du colonel Kadhafi, les décombres d'un immeuble rappellent comment fut écrasée en mai 1984 la plus sérieuse tentative de coup d'Etat jamais ourdie contre le régime. En pleine ville, deux batteries de missiles Crotale protègent le Palais du peuple.

Le temps n'est plus où le « guide » pouvait, au volant de sa voiture, se promener en ville et y exposer au bon peuple sa « *troisième théorie universelle* » consignée dans le *Livre vert*, fondement théorique de la vie politique et sociale en Libye. Le déplacement en dernière minute – alors que les préparatifs étaient en cours depuis un mois à Tripoli – des festivités du 1er septembre de la capitale à Sebha, rebaptisée pour la circonstance Charara-Al-Oula (la première étincelle vient d'illustrer nouveau la crainte du pouvoir vis-à-vis de l'armée.

En effet, les attaques les plus sérieuses menées contre le régime sont venues de ses rangs. Forte d'environ 80 000 hommes, elle est étroitement tenue en laisse. Rotations et mutations d'officiers sont permanentes ; la hiérarchie « classique » est doublée d'une soixantaine d'« officiers libres » (par référence à Nasser) qui ne rendent de comptes qu'au colonel Kadhafi ; les comités révolutionnaires, « *force morale* » chargée dans la logomachie kadhafienne d'« *animer et de motiver les masses populaires qui détiennent le pouvoir* », exercent un contrôle permanent au sein des unités, n'hésitant pas à dénoncer tel imprudent pour une parole malheureuse ou un comportement suspect. Les membres de ces comités sont d'ailleurs toujours armés, alors que les munitions distribuées aux forces régulières sont étroitement contrôlées.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 4.)

Vrai et faux dialogue social

par MICHEL DELEBARRE (*)

La rentrée sociale nous confronte à des schémas simples : les actions ponctuelles et volontairement spectaculaires de la CGT occupent le devant de la scène, tandis que les négociations patronat-syndicat paraissent enlisées à l'exception de celles sur l'UNEDIC, l'assurance-chômage.

En bref : une rentrée sociale sur fond d'absence de dialogue social !

Trois questions méritent réponses : est-ce la réalité ? Est-ce préoccupant ? En quoi l'intensité du dialogue social est-elle vitale pour notre avenir ?

Les actions lancées par la CGT ont visiblement pour objectif d'occuper le terrain de la revendication, c'est-à-dire en réalité d'être présent dans les médias, avec une prédilection pour les journaux télévisés. L'action de masse serait-elle devenue l'action d'une minorité destinée à être vue par les masses ?

Il est normal que les syndicats se fassent l'écho des craintes pour l'emploi. Lorsqu'ils suggèrent des modifications d'activité, des aménagements du temps de travail, des efforts de formation, les syndicats jouent leur rôle, qu'il s'agisse d'améliorer le fonctionnement d'une entreprise ou de préserver l'emploi.

Pour eux, être entendus, voir leurs propositions examinées sérieusement, et éventuellement prises en compte, est essentiel. Lorsque tel n'est pas le cas, le recours s'il le faut à la manifestation ou la grève est légitime et l'a toujours été.

Mais le droit à la violence n'existe pas !

Ce qui est le plus préoccupant, au-delà de l'attitude de tel syndicat qui conduit des actions de harcèlement, c'est la capacité de ce type d'action d'occulter le reste de la réalité sociale.

(Lire la suite page 37.)

(*) Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Attentat à Rome

Quarante blessés dans un café du centre

L'adversaire de M. Kohl

M. Johannes Rau candidat social-démocrate à la chancellerie

Nouvelle-Calédonie : 138 juges

Pour assurer la légalité des élections

Relance de la recherche sur la formation

Se mettre à l'écoute des entreprises et des collectivités

Mort de Laura Ashley

Le romantisme de la mode

Le Monde SCIENCES

Le « Titanic » au plus près

Parmentier : une racine pour la faim

débats

ENTREPRISES

Il ne faut pas avoir peur des technologies qui nous viennent de l'étranger, affirme Jacques Morin. C'est comme cela que le Japon a réussi. Les petites et moyennes entreprises n'ont jamais été, à cet égard, aussi innovantes. L'artisanat a de beaux jours devant lui, estime Jean Paquet, si l'on prend soin des leviers de son développement.

Accueillir toutes les inventions

Acquérir et céder des technologies, un va-et-vient sur la voie de l'enrichissement

par JACQUES MORIN (*)

PENDANT longtemps le transfert de technologies a paru ne concerner que les échanges de savoir-faire entre pays industriels et pays en voie d'industrialisation.

Aujourd'hui, l'accélération et la généralisation du progrès technique, le caractère contagieux des nouvelles technologies, la nécessité de créer en permanence de nouveaux avantages concurrentiels faute de pouvoir désormais bénéficier du confort relatif d'une croissance continue, sollicitent plus que jamais les entreprises d'élargir le champ de leur maîtrise technologique.

L'impossibilité de disposer des meilleurs experts sur tous les fronts possibles et le raccourcissement des délais disponibles pour mettre au point, avec des risques acceptables, des technologies sans cesse remises en cause par le progrès favorisent le développement des échanges technologiques ; seules les entreprises qui, sous une forme ou sous une autre, comme acquéreur ou comme vendeur, sauront tirer le meilleur parti stratégique de ces courants porteurs pourront prétendre à la prospérité, parfois simplement à la survie.

Ce qui est vrai pour les grandes entreprises qui, bien que dotées de moyens importants, n'hésitent pas, en nombre croissant, à nouer des accords de coopération technologique (IBM - Matsushita - Philips-ATT.), est *a fortiori* vrai pour les entreprises, petites et moyennes, dotées de moyens limités.

Le temps n'est plus où une des forces de l'entreprise résidait dans sa capacité à jalousement garder le secret de son « tour de main » ; les remises en cause technologiques étant de plus en plus fréquentes, la force serait plutôt, aujourd'hui, dans ses capacités d'ouverture, d'échanges, de coopération qui permettent de tirer le meilleur parti des possibilités offertes par la multiplication « collective » des opportunités d'innovation.

C'est dire que le transfert de technologies, qu'il s'agisse d'acquisition ou de cession, devient un facteur d'importance *croissante de la stratégie* de toute entreprise.

Une stratégie de troc

Faute de pouvoir, par elle-même, conduire toutes les recherches nécessaires, ou assurer le développement, — parfois, simplement, l'adaptation — de produits ou de procédés nouveaux, dans les délais voulus, au meilleur coût ou au moindre risque, l'entreprise, pour rester présente et compétitive, devra chercher à s'associer avec un tiers, entreprises, universités, organisme d'Etat, ou passer avec lui un contrat de recherches et développement.

Mais pourquoi s'engager, directement ou non, dans des recherches lorsqu'on peut, à plus *faible risque*, acquérir des technologies prêtes à l'emploi soit d'une industrie très différente (*ce qui est le cas de plus de 50 % des innovations*), soit d'un concurrent étranger, dans le cadre d'une stratégie d'alliance impliquant un véritable troc technologique et une concertation en matière de développement international ?

Une telle stratégie ne semble, malheureusement, guère en faveur en France, si on en juge par les parts respectives des innovations réalisées à partir d'inventions étrangères : 15 % au Japon, 12 % en Grande-Bretagne, 7 % aux Etats-Unis et…0 % en France, selon une enquête américaine (1).

Il s'agit là d'un fait culturel ; il reflète une insuffisante implication des dirigeants d'entreprise dans les stratégies de transfert, l'idée, trop répandue parmi les pouvoirs publics, que les échanges technologiques ne doivent être encouragés que s'ils contribuent à l'amélioration de la balance des paiements.

On ne dira jamais assez, à cet égard, que la dynamique industrielle des Japonais s'est bâtie, et continue à se développer, grâce à cette stratégie délibérée d'intégrer toutes les inventions, d'où qu'elles viennent, pour consacrer les moyens de développement disponibles à aller au-delà, ou ailleurs.

La cession des technologies n'est pas moins essentielle à la stratégie des entreprises, mais nécessite conjointement une véritable stratégie de propriété industrielle.

Pour certaines, il s'agit de valoriser des *ressources technologiques*. *Tel est le cas de la vente des procédés* de fabrication de l'aluminium qui permet d'entretenir à un haut niveau *de compétence les équipes de* bureaux d'études.

Pour d'autres, la vente de technologies vers les pays développés contribue à *compenser leurs propres frais de développement*, telle cette PMI du nord de la France qui, grâce à la cession de sa technologie aux Etats-Unis, *s'est trouvée en mesure* de pratiquement doubler ses propres moyens de fabrication et a pu mettre *au point des variantes de son produit*, initial s'ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de développement sur de nouveaux marchés.

Pour d'autres, enfin, le transfert de technologies autorise la *pénétration de marchés d'accès difficile*, *grâce à l'appui de partenaires qui*, très familiarisés avec les spécificités locales, assureront l'essentiel des *fabrications transférables*. La part du négoce des technologies est assurée, en tout cas, d'un développement important.

Comme l'acquisition, la cession de technologies peut aussi contribuer à la *stratégie d'innovation* de l'entreprise, c'est-à-dire à l'enrichissement de son patrimoine technologique. Elle oblige l'entreprise à jeter un regard critique sur elle-même dans son effort de formalisation pour transformer sa technologie en un produit commercialisable, ou lors de sa confrontation avec ses concurrents sur des aspects précis de ses procédés dont l'insuffisante compétitivité peut lui révéler indirectement les faiblesses, ou, enfin, pour s'adapter à des contraintes ou des contextes nouveaux.

La conclusion est claire. *Le* transfert de technologies ouvre une porte sur l'avenir. Ses effets multiplicateurs de progrès et de développement sont évidents. Puissent en prendre conscience les pouvoirs publics et les organisations socio-professionnelles. Seuls survivront ceux qui seront totalement perméables au flux vivifiant des échanges technologiques qu'ils contribuent eux-mêmes à nourrir.

(*) Directeur à EUREQUIP, président de TECNOVA, auteur de *l'Excellence technologique*, éd. Jean Picollec, Publi-Union.

(1) Citée par la revue de l'ANRT de mars 1984.

Demain, l'artisanat

L'entreprise personnelle a le vent en poupe. Il faut l'aider à éviter les récifs

par JEAN PAQUET (*)

LA troisième révolution technologique remet en cause les concentrations industrielles et réhabilite l'entreprise personnelle. L'artisanat redevient actuel, comme mode d'entreprendre.

Il reste vivace dans les métiers traditionnels de l'alimentation, du bâtiment et des services liés à la vie domestique. Avec plus de 850 000 entreprises, il représente un poids d'actifs minimum de 2,5 millions de personnes, l'équivalent des demandeurs d'emploi.

En dépit de trop d'indifférence des pouvoirs publics, de l'industrialisation de certaines productions, du développement de formes capitalistes de distribution, les métiers se perpétuent. Des entreprises artisanales certes disparaissent mais d'autres trouvent en elles-mêmes les moyens de leur survie et même se développent. Nous assistons à la naissance d'une génération de nouveaux artisans qui se spécialisent dans les technologies nouvelles, les productions et services de haut de gamme.

Cette capacité de renaissance constitue bien une preuve de vitalité peu banale qui devrait inspirer, à l'avenir, une politique artisanale dynamique s'appuyant sur les capacités d'adaptation du secteur des métiers. Quatre facteurs expliquent et alimentent cette vitalité et la prolongent :

1) **La qualité** reste en effet la constante explication de la résistance de l'artisanat aux mutations *de son environnement*. Elle est son label, le vecteur de garantie de ses produits et de ses prestations auprès *du public qui* souffre du « vite fait — mal fait » et réprouve de plus en plus le gaspillage et la banalisation des produits.

2) **Les relations permanentes** des « métiers » avec la population dans la cité constituent un facteur naturel de la résistance des artisans *aux difficultés économiques*. Ils forment avec leurs clients un tissu de relations humaines privilégiées pour vaincre *l'indifférence en milieu* urbain et l'isolement en zones rurales.

3) ***L'innovation*** *: si la recherche* théorique nécessite des équipes de savants, la capacité d'innovation *technologique en matière de produits* est plus individuelle qu'elle n'est le fait de structures industrielles lourdes. *En matière de* productivité, les nouvelles technologies ont, pour partie, effacé les avantages de la grande industrie.

4) **La solidarité** : enfin, il faut *souligner ce que la résistance du secteur* artisanal aux effets de la crise doit à son *sens traditionnel de la solidarité*. La complémentarité des modes de production oblige à de nouvelles greffes entre secteurs professionnels, jadis indifférents les uns aux autres. La prise de conscience de ces données nouvelles trouve des applications concrètes dans les politiques de filières où l'artisanat exerce des activités induites de l'aval et de l'amont qui engagent son avenir dans une politique de type libéral.

Un effet de novation

En refusant l'assistance et en voulant conserver le risque d'entreprendre, le monde des métiers n'a pas *seulement des sursauts de résistance* ; il offre une véritable alternative.

L'artisan apporte, dans un monde qui se fonctionnarise, sa volonté d'entreprendre. C'est une richesse. Mais il attend de l'Etat-arbitre qu'il établisse et fasse respecter les indispensables règles du jeu, sans lesquelles la liberté d'entreprendre n'est que loi de la jungle.

Pour avoir des entreprises artisanales viables, qui soient moteurs du développement économique, il faut assainir la situation et offrir au secteur les leviers de sa promotion :

● **Une exigence de qualification.** On ne doit pas laisser s'installer n'importe qui dans l'artisanat. Il ne s'agit pas d'ériger des barrières protectrices, mais simplement d'exiger un minimum de qualification attestée soit par un diplôme, soit par une ancienneté dans l'activité.

● **Une politique économique contractuelle.** Elle doit garantir la capacité d'entreprendre et de gérer sur un plan pluriannuel de développement par des règles du jeu claires en *matières* administrative, d'emploi, de crédit et de fiscalité. La mise en œuvre des différentes filières *de produits* devrait constituer un élément essentiel d'une dynamique économique intersectorielle faisant *intervenir la production*, la transformation et la distribution.

● ***Un urbanisme artisanal*** **concerté.** Dans l'organisation de l'espace, il faut à la fois améliorer le *service du public et sauvegarder les* professions. L'inventaire systématique du potentiel artisanal par département est une première étape.

Les municipalités, qui doivent conserver un rôle majeur dans cette nouvelle répartition des richesses humaines et économiques, pourraient intervenir pour empêcher sans doute, mais aussi pour encourager de nouvelles implantations locales, dès lors qu'elles correspondent à un projet mûrement réfléchi ; cela, pour éviter les amères et coûteuses désillusions des créations intempestives d'entreprises qui n'ont ni marché, ni spécificité.

● **Une loi d'orientation complémentaire.** Toutes nos réflexions tendent à *réconcilier l'homme et son* travail et à favoriser l'initiative individuelle. Mais c'est à la loi, après négociations *de l'Etat avec le secteur* des métiers, de projeter l'avenir d'un nouvel artisanat : mainteneur de services *personnalisés et de proximité* ; manufacturier de haute qualification ; initiateur d'innovation et de *maîtrise des technologies de pointe* ; facteur de qualité de vie en milieu rural et urbain.

Si l'Etat le veut, l'artisanat peut offrir un cadre d'épanouissement des valeurs économiques, morales et culturelles à la jeunesse de notre pays.

(*) Président de l'assemblée permanente des chambres de métiers.

COURRIER DES LECTEURS

La haine de soi

La relation que le Monde du 13 septembre a donné d'un « fait divers » survenu la veille sur les *grands boulevards parisiens* frappe par sa rigueur et sa précision.

Une jeune femme rentre chez elle en début de soirée. Elle est soudain terrassée par trois individus dont un la viole sur un trottoir où se promène une foule de femmes et d'hommes qui savourent une fin d'été radieuse. Ils entendent la jeune femme crier. Ils la voient se débattre. Ils passent leur chemin. Ils l'ignorent. Ce n'est pas leur affaire. C'est l'affaire de ceux qui ont en charge leur sécurité.

Ce détournement de responsabilité nous engage et nous condamne. Il trahit un mépris de nous-mêmes, de notre dignité, qui en dit long sur un délabrement qui ronge les fondements mêmes d'une culture et d'une civilisation. Ceux qui ont vu, ceux qui ont entendu, qui ont peu ou prou assisté à la scène, vaincus par la peur (au demeurant parfaitement naturelle) ont consenti, qu'ils le veuillent ou non, à l'ignominie.

Qui ne dit rien consent. Consent à violer et à être violé. A tuer et à être tué. Le « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » devient par une perversion de l'esprit et du cœur « Tu haïras ton prochain comme toi-même ».

Cette passivité complice ne condamne pas seulement les présents, *ceux qui ont laissé commettre l'ignominie*. Elle nous condamne tous en nous renvoyant une image avilie de l'homme qui laisse le champ libre au mal, qui démissionne de sa dignité face à sa puissance dont la peur est la première des armes.

Les sociologues, les psychologues et autres analogues tenteront bien entendu d'élucider le comment et le pourquoi du criminel, de la victime et du témoin, estompant l'étendue du désastre. Rien n'y fera. Coupables. Collectivement et individuellement coupables, car quelque part consentants. Par mépris, par haine de l'autre et de nous-mêmes.

GUY SUARÈS,
Ecrivain.

Les anciens d'Algérie et le PC

Dans un article sur « les vétérans de la guerre d'Algérie » (le Monde, *5 juillet 1985), Jean Planchais indiquait qu'une association rivale dénonçait les infiltrations communistes à la Fédération nationale des anciens d'Algérie-Tunisie-Maroc (FNACA). M. Wladislas Marek, président de la fédération, nous écrit notamment :*

« Quant à de prétendues infiltrations communistes à la FNACA, ceux qui affirment qu'elle *serait* manipulée ont déjà été condamnés pour diffamation par la cour d'appel de Rennes, le 21 janvier 1981, et par le tribunal de grande instance de Paris, le 13 juin 1984. Comme le stipule l'article 2 de ses statuts, la FNACA est indépendante à l'égard des pouvoirs publics et de tout parti politique. Elle est dirigée par un comité national de cent trente-quatre membres, de toutes opinions, élus à bulletins secrets lors des congrès nationaux par les délégués de quatre-vingt-quinze comités départementaux.

La FNACA se consacre uniquement à la défense des droits moraux et matériels des anciens combattants en Afrique du Nord (…).

Jamais, notamment lors des élections, la FNACA n'a pris position en *faveur d'un parti ou d'un homme* politique, quel qu'il soit. Ses démarches auprès des pouvoirs publics et *des formations politiques en faveur* de la troisième et dernière génération du feu sont sans aucune exclusive. *C'est ainsi que son conseil parlementaire* comprend des députés et des sénateurs de tous les groupes du parlement, *sans exception*.

Pour ce qui est du choix de la date du 19 mars, anniversaire du cessez-le-feu ayant mis fin officiellement à la guerre d'Algérie, le 19 mars 1962, afin de rappeler le souvenir des 30 000 militaires français tombés (…) en Afrique du Nord et celui de nombreuses victimes civiles, la FNACA n'a pas attendu d'être approuvée par M. Marchais puisque la décision a été prise dès 1963. »

L'appareillage de handicapés

J'ai été très étonnée à la lecture de votre journal en date du mardi 27 août de constater que l'article consacré à la visite de M. Den Pu Fang, bien que très complet, ne mentionnait pas le passage très officiel, le 24 août dernier, de cette personnalité au centre d'appareillage de l'Ile-de-France, dépendant du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, situé au Val-de-Fontenay (Val-de-Marne).

Ce centre, qui fait partie des 20 centres d'appareillage régionaux du ministère et qui a pour mission de suivre l'appareillage de handicapés tant militaires que civils, a beaucoup intéressé M. Den Pu Fang. (…) Ces centres, constituant un véritable service public, comportent des équipes médico-techniques compétentes, les médecins y exerçant à plein temps étant tous des médecins spécialistes pour la plupart en rééducation fonctionnelle. (…)

LINDA DARMON
CES de rééducation fonctionnelle (Fontenay-sous-Bois.)

Les pickpockets du métro

A Paris, je viens de participer à un congrès international auquel assistaient cent vingt-huit participants étrangers et cinquante et une accompagnantes étrangères. Sur ce nombre, deux Allemands, un Espagnol et une Italienne ont été, séparément, délestés dans le métro de leurs portefeuille ou sac à main. Ces personnes — qui toutes parlent le français — *ne veulent plus revenir à* Paris, ville aussi peu sûre.

Professeur D. BOUBALS.
(Montpellier).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
TÉL : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX

OJD 1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0.350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

La Grande-Bretagne a expulsé six autres ressortissants soviétiques

Le gouvernement britannique a annoncé, lundi soir 16 septembre, sa décision d'expulser six Soviétiques supplémentaires, pour répliquer au renvoi de vingt-cinq Britanniques de Moscou, lui-même consécutif à l'expulsion de vingt-cinq *Soviétiques* de Londres.

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a souligné que les mesures de rétorsion prises par les Soviétiques avaient été *« totalement injustifiées »*, et que de nouvelles contre-mesures de leur part le seraient encore plus. *« Nous voulons arrêter là cette affaire,* a ajouté le responsable de la diplomatie britannique, *et en revenir à la tâche à laquelle le premier ministre et moi-même avons consacré beaucoup de temps et d'attention ces deux ou trois dernières années, à savoir l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest, entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. »*

Les six Soviétiques concernés sont deux diplomates (un premier secrétaire et un colonel, exerçant les fonctions d'adjoint à l'attaché de l'air), deux employés de l'ambassade, le responsable d'une compagnie maritime, Anglo-Soviet Shipping, et un correspondant de l'agence Novosti (l'autre correspondant de la même agence faisait partie de la première fournée d'expulsés).

Les Britanniques font valoir que tous les six se sont rendus coupables d'activités répréhensibles et ont été dénoncés par le transfuge soviétique Oleg Gordievsky, présenté comme l'ex-résident du KGB pour la Grande-Bretagne. Cependant, ajoutent les responsables britanniques, ces activités étaient *« moins graves »* que celles qui étaient reprochées aux victimes de la première mesure d'expulsion.

D'autre part, les Britanniques ont décidé de limiter désormais à deux cent cinq le nombre total des ressortissants soviétiques admis à séjourner en Grande-Bretagne par le ministère des affaires étrangères.

Un porte-parole de l'ambassade d'URSS à Londres a qualifié les nouvelles expulsions de *« provocation et de vengeance »*, ajoutant que les Britanniques en supporteraient les conséquences, — ce qui pourrait passer pour une menace de nouvelles mesures de rétorsion.

De son côté, le Parti travailliste, par la bouche de son porte-parole pour les affaires étrangères, a dénoncé les décisions *« excessives »* de Mme Thatcher, alors que la presse britannique estime dans son ensemble que le premier ministre a eu raison de faire preuve de fermeté.

Coup de tabac sur une mer qui s'apaisait

Après mûre réflexion et plusieurs entretiens avec les responsables du Foreign Office et des services secrets, Mme Thatcher a donc décidé de reprendre l'initiative, après les expulsions réciproques décidées d'abord à Londres, ensuite à Moscou. A vrai dire, il s'agissait d'une fausse symétrie — les Soviétiques expulsés ayant été dénoncés comme espions par leur ancien chef, le transfuge Oleg Gordievsky, tandis que les Britanniques étaient victimes des mesures de rétorsion habituelles.

Mme Thatcher pouvait d'autant moins se satisfaire de ce faux match nul qu'une tradition déjà assez solidement établie veut que les Soviétiques dosent leur « vengeance » en tenant compte du déséquilibre qui existe presque toujours entre les effectifs (considérables) de leurs propres ambassades et représentations annexes, et ceux des pays occidentaux visés.

Parfois, comme ce fut le cas avec la France en 1983, ils se montrent même beaux joueurs en oubliant de répliquer à l'expulsion de quarante-sept Soviétiques.

Rien de tel cette fois. Moscou ayant rendu coup pour coup, Mme Thatcher, en dehors même de son souci bien connu de préserver sa réputation, ne pouvait guère se permettre de ne pas relever le gant. En fait, ces « contre-contre- expulsions » sont même d'ampleur plutôt modeste. Visiblement, Londres ne veut pas jouer la politique du pire, et renoncer aux fruits des efforts d'amabilité (relative) déployés depuis près de deux ans par Mme Thatcher.

La véritable surprise reste donc la virulence de la première « réponse » soviétique (il pourrait bien y en avoir une seconde). S'agit-il d'un simple geste de colère ? Ou, ce qui est plus vraisemblable, M. Gorbatchev, profitant de l'occasion qui se présentait, a-t-il voulu lancer un coup de semonce destiné non seulement à Mme Thatcher, mais à l'opinion occidentale en général, et aux présidents Mitterrand et Reagan, qu'il doit rencontrer à l'automne, en particulier. On savait que M. Gorbatchev, pour être d'aspect plus « moderne » que ses prédécesseurs, n'était ni faible ni vraiment conciliant. On le saura désormais encore mieux.

Jeux mystérieux

A ces explications, on peut en ajouter au moins une autre : les services secrets de Londres et de Moscou entretiennent depuis des décennies des relations de rivalité « intime » grâce à toute une série de « taupes » et d'agents doubles. Longtemps, dans ces jeux mystérieux, les Soviétiques ont semblé prendre le meilleur, ou du moins les « traîtres » du plus gros calibre étaient-ils anglais — en particulier les célèbres « apôtres » de Cambridge, Philby, Burgess, McLean et consorts. Des révélations portées à la connaissance du public au début des années 80 ont d'ailleurs montré l'étendue jusque-là insoupçonnée de la pénétration par le KGB des services de Sa Majesté, et encore ne sait-on sans doute pas tout.

Cependant, lesdits services semblaient avoir repris récemment du poil de la bête. Sans remonter au « grand nettoyage » de 1971 (cent cinq Soviétiques expulsés), on constate que, depuis quelques années, les Britanniques ont marqué des points, au moins dans la partie visible du jeu. En 1982, un Anglais, Geoffrey Prime, qui livrait des informations aux Soviétiques pour assouvir sa passion des petites filles, est arrêté et lourdement condamné. Ensuite, Londres expulse successivement une série de diplomates et journalistes soviétiques, s'attirant à chaque fois des représailles, mais « un cran au-dessous ». En 1984, c'est au tour d'un correspondant de la *Literoutarnaia Gazeta*, Oleg Bitov, d'être pris en charge par le MI-6, qui le « débriefe », mais l'opération, dans la mesure du moins où on en connaît la signification véritable, se termine sans gloire, puisque Bitov finit par regagner Moscou pour y donner une conférence de presse.

Par contre, la défection d'Oleg Gordievsky, qui travaillait pour les Occidentaux depuis plusieurs années, représente selon toute apparence un revers cuisant pour le KGB, même si certains, en particulier le célèbre « journaliste » soviétique Victor Louis s'attachent déjà à minimiser l'importance du personnage. C'est peut-être au contraire la taille du « poisson » pêché par les Anglais qui explique la réponse furieuse du camp d'en face.

Les efforts de Mme Thatcher

Sur le plan politique, les dégâts sont évidemment importants. Comme l'a déclaré lundi un porte-parole du Foreign Office, *« la Grande-Bretagne avait travaillé dur pour améliorer ses relations avec l'URSS »*. En effet, ces relations, déjà très fraîches, avaient encore été refroidies par l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, ses prises de position franchement atlantistes et, en outre, par l'intervention soviétique en Afghanistan. Mais Mme Thatcher, après que sa réputation de fermeté eut été clairement établie, avait mis de l'eau dans son vin.

Dès l'automne 1983, le premier ministre britannique expliquait que faute de pouvoir *« désinventer le communisme soviétique »*, il faudrait reprendre le dialogue avec Moscou *« au moment opportun »*. Le premier signe tangible de ce nouvel état d'esprit apparut avec le voyage réussi de Mme Thatcher à Budapest, en février 1984 (M. Mitterrand avait lui aussi commencé par la Hongrie).

Quinze jours après, elle était à Moscou pour les obsèques de Youri Andropov — alors qu'elle avait « snobé » la mort de son prédécesseur Leonid Brejnev, — et, l'année suivante, on la revoyait dans la capitale soviétique pour l'enterrement de Tchernenko.

Ce dernier, cependant, était encore vivant quand survint l'événement majeur, la « petite apothéose » des relations anglo-soviétiques de ces dernières années : la visite à Londres, en décembre 1984, de M. Gorbatchev. Il n'était alors que le numéro deux du Kremlin, mais il sut, avec la complicité de Mme Thatcher, qui le gratifia de paroles aimables, profiter de ce séjour pour réaliser une brillante opération de relations publiques. Cependant, s'il avait dévoilé la face lisse et avenante de sa personnalité, il en avait aussi laissé entrevoir l'aspect rugueux, remettant sèchement à leur place des parlementaires britanniques qui avaient imaginé de l'interroger sur les droits de l'homme. Les vingt-cinq « expulsés » de Moscou, à leur tour, n'ont certainement plus aucun doute à son sujet. M. Gorbatchev n'est décidément pas un pot de terre...

JAN KRAUZE.

● *Les Mémoires d'un ancien agent secret britannique.* — Le gouvernement britannique négocie actuellement avec une maison d'édition australienne pour éviter la publication des Mémoires d'un ancien agent de ses services secrets qui mettent gravement en cause l'ancien chef du contre-espionnage britannique, le MI 5.

M. Peter Wright (soixante-neuf ans), lui-même ancien du MI 5, et qui vit retiré en Tasmanie (Australie), avait affirmé l'an dernier avoir écrit un dossier de cent soixante pages sur les agissements soviétiques au sein des services spéciaux britanniques. Il accusait notamment l'ancien directeur du MI 5, le défunt sir Roger Hollis, d'être un agent de Moscou.

Il avait à l'époque menacé de publier le dossier si son gouvernement n'engageait pas une enquête de son côté, ce qu'avait refusé de faire Mme Thatcher. — *(AFP.)*

Italie

Attentat à la bombe contre un café du centre de Rome : quarante blessés

Jean-Pierre Clerc vient de prendre le poste de correspondant à Rome en remplacement de Philippe Pons, qui va bientôt s'installer à Tokyo.

De notre correspondant

Rome. — 23 h 15, le lundi 16 septembre sur la via Veneto, souvent appelée « les Champs-Elysées de Rome ». Aux terrasses des cafés, la foule un soir d'été : surtout des touristes américains — leur ambassade est à deux pas.

En quelques secondes, la scène aimable a viré au cauchemar. Lancée d'un véhicule en marche, une bombe a explosé devant le Café de Paris, un établissement rendu célèbre par Fellini qui y avait tourné plusieurs scènes de son film *la Dolce Vita*. Soudain, ce ne sont plus que cris de victimes parmi des tables et des chaises renversées. Quarante personnes, selon un chiffre donné ce mardi matin pour définitif, ont été blessées dont cinq gravement.

Selon les premières constatations de la police, deux bombes, en réalité, ont été lancées par les auteurs de l'attentat. L'une d'elles, une grenade F.1 à fragmentation n'a pas explosé. Son examen sera évidemment précieux pour tenter de découvrir l'origine de l'attentat, qui n'avait pas encore été revendiqué ce 17 septembre au matin. Il est du même type que celui qui avait eu lieu en octobre 1982 contre la synagogue de Rome et qui avait tué un enfant et blessé trente-six personnes sortant d'une cérémonie.

La question qui est ici dans tous les esprits est évidemment : Assiste-t-on à cette reprise de la violence intérieure que pronostiquent depuis quelques mois certains services de sécurité italiens ? Ou bien s'agit-il d'une nouvelle manifestation de terrorisme international ? Certaines affirmations, reprises par les premiers commentateurs, selon lesquelles le Café de Paris serait pour tout ou partie possédé par des capitaux libyens, n'étaient en tout cas nullement confirmées ce mardi.

Les agents de la Digos, la police antiterroriste italienne, ont interpellé un jeune homme à proximité de la via Veneto, peu après l'attentat. Selon la police, il était porteur d'un faux passeport marocain, mais est en fait de nationalité libanaise.

JEAN-PIERRE CLERC.

Danemark

Les agressions antisémites de Copenhague n'ont pas été revendiquées

De notre correspondante

Copenhague. — Personne n'a encore revendiqué la paternité des deux explosions de forte puissance qui ont eu lieu dimanche soir vers 22 h 30 dans le centre de Copenhague, à quelques minutes d'intervalle. La première, dans la cave d'une épicerie casher, la seconde, 200 mètres plus loin, contre la façade d'une agence de tourisme israélienne. Les dégâts matériels ont été très importants et une dizaine de personnes qui se trouvaient à proximité ont reçu des blessures superficielles.

Les experts de la police ont constaté que ces deux engins n'étaient pas de même nature que les deux bombes au magnésium qui, le 22 juillet dernier, avaient été déposées dans l'enceinte de la synagogue de la capitale danoise et contre la vitrine d'une compagnie aérienne américaine. Ces deux bombes avaient blessé une vingtaine de personnes, dont quelques-unes grièvement. Un jeune Algérien brûlé à 80 % devait décéder trois semaines plus tard.

Le mouvement extrémiste chiite Jihad avait alors, de Beyrouth, endossé la responsabilité de ces deux actions terroristes.

La communauté juive danoise, déjà très choquée par les événements du 22 juillet, a ressenti encore plus douloureusement les attentats du 15 septembre, parce qu'ils coïncident avec le Nouvel An juif. Le ministre de la justice, M. Ninn Hansen, a déclaré : *« Il semble que ces attentats visent à isoler nos compatriotes juifs en incitant la population à éviter les endroits qu'ils fréquentent. Je suis certain que ce but ne sera pas atteint, au contraire. »*

C. O.

URSS

RESPONSABLE POLITIQUE DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE PENDANT VINGT-TROIS ANS

Le général Epichev est mort

De notre correspondant

Moscou. — La *Pravda* de ce mardi 17 septembre publie une nécrololgie signée par la direction soviétique au grand complet du général Alexei Epichev, qui fut pendant vingt-trois ans et jusqu'à la mi-juillet le responsable politique de l'armée soviétique (*le Monde* du 18 juillet). Le quotidien du Parti indique que le général Epichev est mort le 15 septembre *« des suites d'une longue et grave maladie »*. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Né à Astrakhan dans une famille ouvrière, il avait été permanent du Parti *« dès l'âge de dix-huit ans »*. Il a donc vraisemblablement participé aux opérations dirigées à cette époque contre les *« ennemis de classe »*, notamment dans les campagnes. A sa sortie de l'Académie militaire, il obtient des postes de responsabilité régionale au sein du Parti. Il est ainsi premier secrétaire du Parti dans un district d'Ukraine, à la veille de la guerre. Dès le début des hositilité, il est notamment chargé d'évacuer les entreprises industrielles de la ville de Kharkov (Ukraine). Lors de la bataille de Stalingrad, il est déjà apparemment commissaire politique.

Après la guerre, il devient vice-ministre de la sécurité de d'Etat, premier secrétaire du Parti à Odessa et enfin, à partir de 1955, il est successivement ambassadeur en Roumanie, puis en Yougoslavie.

En 1962, il accède à la direction politique de l'armée rouge, un des postes les plus importants de l'appareil du Parti, puisqu'il constitue l'œil de ce dernier sur le monde militaire. Son départ à la mi-juillet n'avait pas été annoncé officiellement mais avait été confirmé de divers côtés. Il semble que la maladie était bien à l'origine de cette décision.

Sa nécrologie est signée notamment par le maréchal Koulikov, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, une façon de réaffirmer que celui-ci est toujours en fonctions, malgré les bruits qui courent périodiquement sur son remplacement par le maréchal Ogarkov. Le nom de ce dernier, ancien chef de l'état-major général de l'armée rouge, limogé en septembre 1984, n'apparaît pas parmi les signataires.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Yougoslavie

● QUATRE MEMBRES DU PARTI RADICAL ITALIEN EXPULSÉS. — Quatre membres du Parti radical italien, Mme Andréa Tamburi, MM. Vincenzo Donvito, Lucio Berte, Massimo Lanzano, ont été expulsés de Yougoslavie, lundi 16 septembre. Ils avaient été arrêtés, dimanche, dans le centre de Belgrade, alors qu'ils commençaient à distribuer des tracts demandant l'entrée de la Yougoslavie dans le Marché commun et dénonçant les violations des droits de l'homme dans ce pays. Ils s'étaient auparavant rendus dans plusieurs villes de la côte adriatique pour y effectuer des distributions similaires. Cinq militants du même parti, qui manifestaient au mois d'août dans la capitale yougoslave en faveur de la paix, avaient également été expulsés. — *(Reuter.)*

AMÉRIQUES

Pérou

Les excès commis par l'armée sont, pour la première fois, sanctionnés

De notre correspondante

Lima. — Le général Cesar Enrico Praeli, la première autorité militaire du pays, a été destitué (*le Monde* du 17 septembre). Le communiqué officiel, qui a annoncé cette décision dimanche 15 septembre, précise que *« le gouvernement a décidé de modifier la stratégie de la lutte contre la subversion, qui doit être énergique mais ne pas entraîner d'excès »*.

Le général Praeli, en tant que président du commandement conjoint de l'armée, commandant en chef de l'armée de l'air et membre du Conseil national de défense, est moralement rendu responsable de la « sale guerre » dans les vingt-neuf provinces déclarées en état d'urgence et, plus précisément, de l'assassinat de sept habitants de la région d'Ayacucho, arrêtés pendant la première semaine d'août, et enterrés clandestinement dans une fosse commune à Pucayacu. Trois officiers et le chauffeur, auteurs de ce massacre, ont été mis à la disposition des tribunaux. C'est la première fois que les excès commis par les forces répressives sont sanctionnés.

Le général Sinesio Jarama, commandant de la deuxième région militaire de la capitale et principal stratège de la lutte contre les guérilleros du Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL) et le général Wilfredo Mori, commandant de la région d'Ayacucho, berceau de la subversion, doivent, d'autre part, se présenter, ce mardi 17 septembre, devant les commissions de défense nationale et de droits de l'homme du Parlement pour rendre compte d'un assassinat collectif, dans la communauté andine d'Accomarca. Des témoins ont dénoncé l'exécution de soixante-neuf habitants de cette localité, le 14 août, soit deux semaines après la prise de pouvoir de M. Alan Garcia.

« Je ne suis pas un boucher et je n'ai pas l'intention de garder un silence complice, a déclaré le président Garcia. *Nous ne pouvons coexister avec la mort, la mort provoquée par la folie homicide du Sentier lumineux ou par les excès de la répression... Pour combattre la barbarie, on ne doit pas tomber dans la barbarie. Les responsables seront sanctionnés. »*

Le silence complice du précédent régime a été durement critiqué par le chef de l'Etat qui, dans le communiqué de dimanche soir, par même de la *« grave responsabilité »* du gouvernement présidé jusqu'au 28 juillet dernier par l'architecte Fernando Belaunde.

Trois ans de « salle guerre » ont entraîné la mort de plus de sept mille personnes et la disparition de plus d'un millier. Combien d'entre elles ont été victimes du PCP-SL ? Combien des groupes paramilitaires, dits « d'auto-défense » ? Combien des forces de l'ordre ? Jusqu'à présent, l'impunité a été de règle, et toutes les enquêtes concernant des crimes commis par l'armée ou la police ont tourné court.

NICOLE BONNET.



EUROPE

République fédérale d'Allemagne

M. Johannes Rau est désigné comme candidat social-démocrate à la chancellerie

Le populaire ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, un « gagneur », mènera les « sozis » à la bataille pour les élections de janvier 1987.

De notre correspondant

Bonn. — *Le* ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Johannes Rau, *s'est lancé* dans l'arène. A l'issue d'une réunion du comité directeur du Parti social-démocrate, il s'est déclaré publiquement, lundi soir 16 septembre, prêt à devenir « *le chancelier de tous les Allemands* ». Comme l'a annoncé le président du SPD, M. Willy Brandt, c'est lui que le comité directeur proposera *en août* 1986, à *Nuremberg*, lors du prochain congrès du parti, comme candidat à la chancellerie contre le chancelier Kohl pour les élections de janvier 1987.

En attendant d'être formellement investi, M. Johannes Rau est désormais chargé de formuler, avec les ministres-présidents des quatre autres Länders sociaux-démocrates (Hambourg, Brême, Hesse et Sarre) et le chef du groupe parlementaire, M. Hans-Jochen Vogel, les alternatives à la politique du gouvernement en place. Il devra présenter le 19 novembre prochain, devant une assemblée solennelle de *tous* les responsables et députés du parti, ses idées sur les perspectives et la stratégie à suivre par le SPD au cours de la campagne électorale — un discours programme qui s'intitulera : « Le renouvellement social et écologique dans la paix. »

La décision du comité directeur n'a pas constitué une surprise : la candidature de M. Rau, vice-président du parti depuis trois ans déjà, s'était imposée d'elle-même au parti après son éclatante réélection, le 12 mai dernier, en Rhénanie du Nord-Westphalie, le plus grand et le plus peuplé des Läenders allemands. Depuis, la popularité de « Frère Johannes » n'a cessé de se renforcer auprès de l'opinion publique, principalement, il est vrai, dans la moitié nord de l'Allemagne fédérale. Il caracole loin en tête dans les sondages, alors que son futur adversaire, *le chancelier Kohl, n'en finit* pas au contraire de décliner.

Seul autre candidat potentiel du SPD, M. Hans-Jochen Vogel — qui avait *mené les « sozis » à la bataille* en 1983, après le renversement puis *le retrait d'Helmut Schmidt* — n'était pas de taille, malgré ses qualités d'organisateur et d'intégrateur, à résister à un tel engouement. Avec Johannes Rau, *cinquante-quatre* ans, les sociaux-démocrates retrouvent un « gagneur » qui ne s'engage pas dans la bataille électorale pour gérer des états d'âme, mais pour réinstaller si possible son parti au gouvernement. C'est dire qu'une tâche doublement difficile l'attend. L'habileté de MM. Willy Brandt et Hans-Jochen Vogel a évité au SPD de succomber, après les élections de 1983, aux âpres luttes internes qui avait miné la coalition social-démocrate-libérale de l'ancien chancelier Schmidt. Mais le SPD, qui s'était préparé au départ à une longue cure d'opposition, n'a pas eu beaucoup de temps pour reprendre haleine. Rien n'a été vraiment réglé *sur le fond.*

Fragile unité

Que ce soit sur les réponses à apporter aux mutations provoquées par les nouvelles technologies, ou sur d'autres thèmes particulièrement sensibles comme le nucléaire civil et surtout la sécurité, l'unité du parti risque à tout moment d'apparaître comme bien fragile. Si populaire *qu'il soit, M. Johannes Rau aura* d'autant plus de mal à convaincre *une majorité de ses concitoyens de* sa capacité à diriger le pays qu'il ne disposera pas de tous les leviers de commande au sein du parti lui-même. Même si M. Vogel l'a expressément assuré lundi soir de tout son soutien, la présidence du parti continuera d'être assumée par M. Willy Brandt, contrairement aux conseils que lui avait donné M. Helmut Schmidt, bien placé pour connaître les désagréments d'une telle dichotomie. C'était sans doute trop demander à une gauche social-démcrate, qui n'accepte que du bout des lèvres d'être menée à la bataille par M. Johannes Rau.

Le candidat du SPD, lors des prochaines élections de Basse Saxe, Gehrard Schroeder, qui représente avec Oskar Lafontaine, ministre-*président de Sarre, cette classe mon*tante propulsée par les jeunes géné*rations du parti, n'avait pas caché* avant la réunion de lundi qu'il n'était pas question de remettre tous les pouvoirs entre les mains de M. Rau.

Même si on doit reconnaître à ces derniers un sens du réalisme politique souvent plus prononcé que certains de leurs discours antérieurs ne le laissaient présager, les points de convergence ne seront pas toujours faciles à trouver. Sur les questions de sécurité, où risque de se jouer une victoire social-démocrate, tout le monde attend avec une certaine *curiosité la plate-forme que le parti* est en train de mettre au point. Les récentes propositions de M. Von Bülow, qui s'en est pris au sacro-saint tabou de la présence américaine en Europe de l'Ouest, n'ont pas fait que des heureux dans l'entourage du candidat chancelier. Tout en se reconnaissant dans la décision prise par le parti en *1983* de refuser le déploiement des missiles Pershing II, M. Rau s'est toujours prononcé sans équivoque dans les *rares déclarations qu'on lui connaît* sur ce sujet, pour un ferme engagement *de la RFA dans l'Alliance* atlantique.

*Au moment de prendre sa déci*sion finale, plus d'un électeur *indécis réfléchira à deux fois* avant de se risquer à voter pour un parti *qui n'aura pas retrouvé dans* ce domaine une certaine crédibilité. *Les chances de M. Rau dépendront* pour beaucoup de sa capacité à se concentrer *sur la critique de la poli*tique économique et sociale du gouvernement. C'est là que *son talent* pourra se donner à plein, face à un chancelier affaibli qui, malgré des succès indéniables sur le plan écono*mique, n'a pas réussi plus que ses* autres collègues occidentaux à trouver *jusqu'à présent* le remède miracle contre le chômage.

HENRI DE BRESSON.

Autriche

La retraite du cardinal Koenig artisan de l' « Ostpolitik » du Vatican

De notre correspondante

Vienne. - Le pape Jean-Paul II a accepté, lundi 6 septembre, en raison de son âge, la démission du cardinal Franz Koenig, archevêque de Vienne, qui a *fêté* le 3 août dernier son quatre-vingtième *anniversaire.* Le cardinal, qui dirige depuis vingt-neuf *ans l'archevêché de Vienne, avait* demandé dès 1980 — à l'occa*sion de son soixante-quinzième* anniversaire — l'autorisation de *prendre sa retraite.*

La succession du cardinal *reste ouverte et, en attendant la* décision du pape, le chapitre de *Vienne élira un administrateur* chargé de la direction des affaires courantes. On est cependant unanime à estimer difficile *le remplacement* du cardinal, un des hommes les plus importants de l'Eglise mondiale et sans aucun doute la personnalité ecclésiastique qui a *marqué* le plus, au cours de ce siècle, les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Autriche.

Né le 3 août 1905 dans le petit village de Warth, près de Rabenstein, en Basse-Autriche, dans une famille paysanne. le futur cardinal vit une enfance difficile après la mort prématurée de son père.

Il fait des études de sciences naturelles et de philosophie à Vienne et à Rome avant d'être élève de la Gregoriana (université du Vatican), où il se consacre à la théologie et à des recherches sur les religions de la Perse antique. Ordonné prêtre en 1933, sa no*mination à la tête d'une paroisse* de sa région d'origine ne marque *pas, pour lui, la fin de tout* contact avec le monde universi*taire : il étudie en Grande-*Bretagne et à la faculté de Lille, *en France, avant d'être chargé,* d'un cours à l'université de Vienne et d'occuper la chaire de théologie à celle de Salzbourg.

Coadjuteur de l'évêché de Saint-Poelten en 1952, il devient quatre ans plus tard archevêque de Vienne et accède le 15 décembre 1958 au cardinalat. Le cardinal Koenig sera un chef spirituel exemplaire pour l'Autriche, rompant avec les traditions du catholicisme politique toujours vivantes. *Dans des circonstances* difficiles, avec un gouvernement *socialiste majoritaire, il a réussi à* maintenir l'Eglise à l'écart des querelles politiciennes en respectant sa devise *« être un évêque politique sans être un évêque qui politise ».* Au cardinal revient le grand mérite d'avoir réconcilié l'Eglise catholique et la social-démocratie en Autriche, et cela en dépit de frictions importantes et nombreuses concernant notamment la décision du gouvernement socialiste de libéraliser l'avortement.

Le sens du compromis

Son esprit politique, son sens des réalités et du compromis, ont aussi fait de lui le messager de l'Eglise occidentale auprès des fidèles et de la hiérarchie des pays *socialistes.* Avec l'actuel cardinal secrétaire d'Etat Agos*tino Casaroli, le cardinal Koenig* a été l'un des principaux artisans *de l'« Ostpolitik » du* Vatican. En 1960, il a été le premier cardinal *occidental à se rendre en* Europe de l'Est pour assister aux obsè*ques du cardinal Stepinac en* Yougoslavie. A l'occasion de *nombreux voyages dans les pays* du glacis soviétique, il s'est appliqué à rechercher un *modus vivendi* pour assurer la coexistence entre l'Eglise et les autorités communistes.

En 1965, il prend la direction du Secrétariat pour les non-croyants, que le Vatican venait de créer, et en reste le président jusqu'en 1982. Fondateur d'un institut *Pro Oriente* à Vienne, le cardinal assure une liaison constante avec l'orthodoxie et a joué un rôle important dans le dialogue œcuménique avec les Eglises d'Orient.

En 1963, son discours — le premier d'un dignitaire chrétien — à l'université Al-Ahzar du Caire a fait sensation. Le cardinal rend visite au grand mufti de Damas, il est le bienvenu en Israël et reçoit le dalaï-lama à Vienne. En 1980, il est un des *premiers prélats catholiques à ef*fectuer un voyage d'information *en Chine.*

Durant le concile Vatican II, le *cardinal Koenig a été l'auteur* d'interventions, remarquées sur *le schéma marial, sur la liberté de* religion et sur l'œcuménisme. Il passait pour un des porte-parole du camp progressiste.

WALDTRAUD BARYLI.

AFRIQUE

Libye

Chimères et réalités

(Suite de la première page.)

Appelée à disparaître un jourpour laisser la place au « *peuple en armes* », l'armée subit la rigueur du temps. Les soldes sont payées avec deux ou trois mois de retard, et les magasins réservés aux militaires ne sont pas mieux approvisionnés que les autres. La grogne monte chez les jeunes soldats astreints à servir parfois pendant six ans.

Le mécontentement est aussi vif chez les officiers formés avant 1978 en Occident leurs jeunes camarades frais émoulus des académies militaires des pays de l'Est, principalement d'Union soviétique. En mars dernier, la tentative de soulèvement de la base aérienne de Bomba, entre Derna et Tobrouk, a été sévèrement réprimée, plusieurs dizaines d'officiers étant passés par les armes. On dit ici que certains d'entre eux, arrachés à leur domicile par des membres *de comités révolutionnaires, ont* été fusillés en pleine rue et leurs corps abandonnés sur place en guise d'avertissement.

Est-ce seulement pour retrouver son désert bien-aimé? Le colonel Kadhafi a récemment voulu faire transférer l'état-major à Al-Joufra, cuvette désertique à 250 kilomètres au sud de Syrte. — « *L'endroit est parfaitement protégé,* remarque un expert, *par les trois oasis de Waddan, Hon et Sokna et est situé à peu près à mi-chemin entre les frontières algéro-tunisienne d'une part, et égyptienne de l'autre.* » C'est là que le colonel voudrait faire édifier une deuxième capitale. En attendant, si la mesure de déplacement de l'état-major a été reportée, de très importantes infrastructures militaires, piste d'atterrissage, bunkers souterrains, ont déjà été édifiées dans le plus grand secret par les «amis» de l'Est.

Ceux-ci sont particulièrement nombreux dans l'armée : de six mille à neuf mille conseillers militaires soviétiques sont venus avec les considérables quantités d'armements achetés à l'URSS. Des spécialistes est-allemands encadrent les services de sécurité et les transmissions. S'y ajoutent un grand nombre de coopérants «civils» polonais, tchèques, bulgares ou hongrois. La colonie «orientale» compte entre soixante *mille et soixante-dix mille* personnes, soit 10 % environ de la population étrangère en Libye.

« *Kadhafi ne se rend pas compte de la situation de dépendance que cela implique,* nous dit un diplomate. *Son anticommunisme réel n'enlève rien au fait que les Soviétiques connaissent tout de ce pays. Permettraient-ils un coup d'Etat en leur défaveur?* » La dette libyenne à l'égard de Moscou, qui s'élève à 5 milliards de dollars, n'empêche d'ailleurs pas les Soviétiques de continuer à livrer des armements pour un montant global de 18 à 20 milliards de dollars. « *Kadhafi a une amitié stratégique avec l'Est,* explique un homme d'affaires. *Il souffre d'un complexe d'encerclement ce qui justifie, à ses yeux, toutes les dépenses militaires. Or seul l'Est ne lui demande pas de comptes. S'il pouvait, il achèterait volontiers à l'Occident et y enverrait ses officiers.* »

L'encadrement de la jeunesse

Un virulent anti-américanisme verbal n'empêche pas le colonel Kadhafi d'apprécier à sa juste valeur le travail des deux mille à trois mille Américains qui font « tourner » le secteur pétrolier. Ils sont d'ailleurs les seuls étrangers non arabes à pénétrer en Libye sans visa, accueillis avec tous les égards dus à leur savoir-faire technique.

Le triomphe de la « révolution » qu'il appelle de ses vœux est l'unique pensée du colonel Kadhafi. Les comités révolutionnaires s'y emploient à tous les échelons de la société. Secrets dans leur composition — on sait seulement que leurs membres sont recrutés « *parmi ceux qui ont découvert, à travers le* Livre vert, *l'imposture de la démocratie traditionnelle moderne* », — ils sont les yeux et les oreilles du « guide » et la vraie force armée du régime. Son chef, qui dénonce dans les partis politiques une forme de « *dictature moderne* » dispose bel et bien d'un parti unique, chargé d'encadrer une population de plus en plus récalcitrante à assumer le rôle qui lui est assigné.

Si la base, de l'avis général, comporte beaucoup d'hommes à toutes mains, les cadres des comités révolutionnaires sont choisis avec soin. Pour appartenir à l'état-major du comité révolutionnaire de Tripoli-Centre — *soixante membres,* — il faut exciper non seulement d'une fi*délité indéfectible au régime,* mais encore d'un diplôme universitaire. *Omniprésents,* les *comités entretien*nent dans la vie courante un climat de terreur *favorable* à la *délation* pratique par ailleurs vivement encouragée jusque au sein des familles. L'encadrement très strict de la jeunesse, à tous les niveaux, facilite la formation de réseaux, qui doublent en pratique tous les comités populaires — environ douze mille — chargés de la gestion du pays.

Est-ce pour améliorer son image de marque à l'extérieur, à un moment où l'économie défaillante risque de l'obliger à composer? Le colonel Kadhafi a fait, dans son discours du 1er septembre, une distinction plus marquée entre l'Etat libyen, représenté par les comités populaires, et la « révolution » soutenue par les comités révolutionnaires. « *Kadhafi est dans une impasse* », affirme un expert économique. « *Il a financièrement le genou à terre.* »

Est-il prêt pour autant à renoncer à ses chimères? Rien n'est moins *sûr.* Aux yeux d'un diplomate, « *le colonel Kadhafi sait toujours s'arrêter à temps* ». « *Pourtant,* objecte un collègue, *la fin des importations, la désorganisation du pays, le mécontentement de la population, les tirages dans l'armée, cela fait beaucoup, même pour un peuple réputé passif et docile.* »

FRANÇOISE CHIPAUX.

POUR « PRÉVENIR UNE OFFENSIVE DE LA SWAPO »

L'armée sud-africaine a lancé un raid dans le sud de l'Angola

Au lendemain de la réunion à Maputo des six pays de la « ligne de *front* », qui cherchent à *renforcer* leur coopération face aux menaces *sud-africaines,* Pretoria a *lancé un* nouveau raid dans le sud de l'Angola, le lundi 16 septembre. Il s'agit d'une opération de « poursuite à *chaud* » contre les *maquisards* namibiens de la SWAPO, a indiqué le général Constand Viljoen, chef des forces de défense sud-africaines.

On ignorait encore mardi si le raid était achevé et aucun bilan n'avait été publié. Une opération analogue avait été menée fin juin et s'était soldée par la mise hors de combat d'une soixantaine de maquisards. Comme précédemment, le général Constand Viljoen a indiqué que la SWAPO n'avait pas tenu compte des « *avertissements répétés* » de Pretoria au sujet de ses activités dans les régions frontalières. Selon lui, « *des opérations de reconnaissance ont montré que la SWAPO avait prévu de pilonner des bases militaires et d'attaquer des objectifs civils* » dans la province de l'Ovambo, au nord de la Namibie.

L'Afrique du Sud, qui avait envahi l'Angola en 1983 pour détruire les bases de la SWAPO, s'est retirée de ce pays après un accord conclu à Lusaka en février *1984. Pour justifier le retard pris* par ce retrait, Pretoria soulignait que *Luanda ne tenait pas sa pro*messe d'interdire à la SWAPO d'opérer dans le Sud. Les Sud-Africains ont annoncé le 3 juin que ce retrait était effectif, mais se sont réservé le droit de « protéger la Namibie » par des « raids ponctuels » au-delà de la frontière. On souligne à Johannesburg que l'Angola a été informé de l'opération,qui « *n'est pas dirigée contre ce pays* ».

La SWAPO semble se préparer à une forme de guérilla « urbaine » plus efficace que celle menée depuis près de vingt ans sans grand succès dans le « bush », la savanne. Selon l'AFP, en plus des incidents habituels dans la province d'Ovambo — explosions de mines, sabotages, enlèvements, — la police a découvert récemment une très importante cache d'explosifs dans la banlieue de la capitale, Windhoek.

L'opération contre l'Angola survient au moment même où les Etats-*Unis reçoivent M. Samora Machel,* président du Mozambique, autre *pays de la « ligne de front ».* Les américains suivent également avec intérêt l'évolution vers plus de prag*matisme du régime marxiste* d'Angola. Ils n'ont pas perdu l'espoir *qu'un aménagement durable des* relations entre Luanda et Pretoria *conduise un jour au retrait de* l'Angola des Cubains et des conseil*lers militaires soviétiques.*

Malgré la diatribe qu'il avait prononcée contre l'« *axe Washington-Pretoria* » à l'ouverture de la conférence des non-alignés dans son pays, le président Dos Santos, qui doit tenir compte des difficultés économiques de l'Angola, paraît se rapprocher des *positions* plus nuancées de la Zambie en ce qui concerne la *façon de ramener la paix dans la région.* Le nouveau raid va sans doute compliquer la tache des « modérés » au sein d'une équipe dirigeante divisée à Luanda.

L'Afrique du Sud a peut-être voulu démontrer que la crise intérieure qu'elle traverse n'enlève rien à sa pugnacité et que le débat interne sur l'apartheid n'influe pas sur sa détermination en Namibie. *Au moment où l'armée sud-africaine* entrait en Angola, la police était *déployée à Soweto, qu'une rumeur* sur la « mort en prison » de M. Nelson Mandela avait *suffi à mettre en* ébullition pendant quelques heures.

J. G.

Algérie

M. Chevènement souhaite améliorer la qualité de la coopération avec Alger

Frédéric Fritscher a remplacé récemment au poste de correspondant en Algérie Jean de la Guérivière, qui a regagné la rédaction centrale.

De notre correspondant

Alger. — Le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, est rentré à Paris, lundi 16 septembre, après une visite officielle de trois jours en *Algérie. La* coopération dans les domaines de la *formation supérieure et de la* recherche scientifique a été au centre des *entretiens qu'il a eus avec M. Abdel*hak Brerhi, ministre de l'enseigne*ment supérieur, M. Mohamed Kher*roubi, ministre de l'éducation *nationale, et Mme Leila Ettaye, vice*-ministre, chargée de l'enseignement secondaire *et technique.*

Cette coopération est toujours régie par la convention signée pour vingt ans en avril 1966, et qui expire *donc* l'année *prochaine.* Les négociations en vue d'aboutir à une nouvelle *convention* sont en *cours. Elles se* poursuivront lors de la réunion, à la mi-octobre à Alger, de la commission mixte, puis lorsque M. Kher*roubi et Mme Ettaye se rendront* à Paris, répondant à l'invitation du ministre français.

En 1985, au niveau universitaire, 159 coopérants français, dont 90 maîtres assistants et 45 maîtres de conférence, ont dispensé leurs cours, et 250 missions de courte durée de professeurs et d'experts ont été organisées. Dans le même temps, 10 000 étudiants algériens poursuivaient leurs études en France, dont la moitié en troisième cycle. Un millier d'entre eux ont bénéficié d'une bourse algérienne et environ 400 d'une bourse du gouvernement français.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire et technique, 1 032 Français enseignent dans les lycées algériens, 139 dans les écoles fondamentales et 30 dans les écoles normales. Le communiqué publié au terme de la visite de M. Chevènement exprime l'intention de faire évoluer ce type de coopération vers des formules plus élaborées faisant *intervenir des universités,* des centres de recherches, des centres de *formation* professionnelle, des administrations, des entreprises, des instituts technologiques, afin de favoriser, à terme, comme le souhaite l'Algérie, certains transferts de technologie. Un premier pas dans ce sens va être franchi dès la prochaine rentrée, puisque neuf accords interuniversitaires retenus par le comité mixte d'évaluation et de prospective seront mis en œuvre.

« *Passer d'un type de coopération à un autre prend forcément du temps* », a dit M. Chevènement, insistant sur le fait que la qualité doit primer sur la quantité, le nombre des enseignants-coopérants diminuant au fil des ans pour passer bientôt sous la barre des mille.

FREDERIC FRITSCHER.

GOUPIL G4

MAINTENANT C'EST EVIDENT

Le groupe français SMT constate aujourd'hui le succès éclatant de sa nouvelle gamme G4, totalement compatible et surpuissante, orientée réseaux de communication et besoins des grandes entreprises. ■

COMPATIBILITÉ ET PERFORMANCES : MAINTENANT C'EST L'IDÉAL

Les avis sont aujourd'hui unanimes :

plus performant et plus rapide, c'est très difficile : le Goupil G4 laisse loin derrière lui les principaux PC du marché, tous les logiciels standard fonctionnant de deux à cinq fois plus vite sur G4 que sur un simple PC ;

plus compatible, c'est encore plus difficile aujourd'hui, tant sur le plan du hardware que du software, tous les tests spécialisés l'ont démontré clairement ;

plus attirant et plus "classe", c'est là tout à fait impossible : le design du G4 est indiscuté et a déjà été primé pour ses qualités ergonomiques et esthétiques.

Il semble donc qu'avec la gamme Goupil G4, les managers d'aujourd'hui trouvent les produits professionnels, performants et sûrs, dont ils pourront être parfaitement satisfaits pendant de longues années. ■



"MS/net (Microsoft ©) est aujourd'hui le standard mondial de réseau local pour micro-ordinateurs, aime à répéter Jean-François Vaysset, Directeur du Développement du groupe SMT, et c'est pourquoi nous l'avons retenu et que nous l'installons depuis mars 1985."

Le groupe SMT a été en effet le second constructeur mondial à proposer MS/net au travers de son réseau GOUPILnet (jusqu'à 64 G3PC ou G4 compatibles sur une paire torsadée de 1200 mètres).

Marquant ainsi sa compétence dans ce domaine et l'importance de sa collaboration avec les équipes de Microsoft, il apporte à ses grands clients une solution sûre pour le court et le moyen terme. ■

CONNEXION AUX GRANDS SITES : SANS SURPRISE

En tout état de cause, la communication d'entreprise reste l'axe stratégique privilégié du groupe qui propose de nombreuses solutions professionnelles dans les domaines des microserveurs vidéotex (en liaison avec la société Méta-Vidéotex) et du télétex. En outre, la SMT et ses équipes Télécommunications offrent toutes les solutions constructeur de connexion, directe ou en grappe, aux grands sites :

VIP 7700, Questar, BSC 2780 et 3270, SNA 3270 et 5251, DSA et X25...

SMT et Goupil, maintenant, c'est évident. ■

LA CONVIVIALITÉ : UN AVANTAGE DÉCISIF.

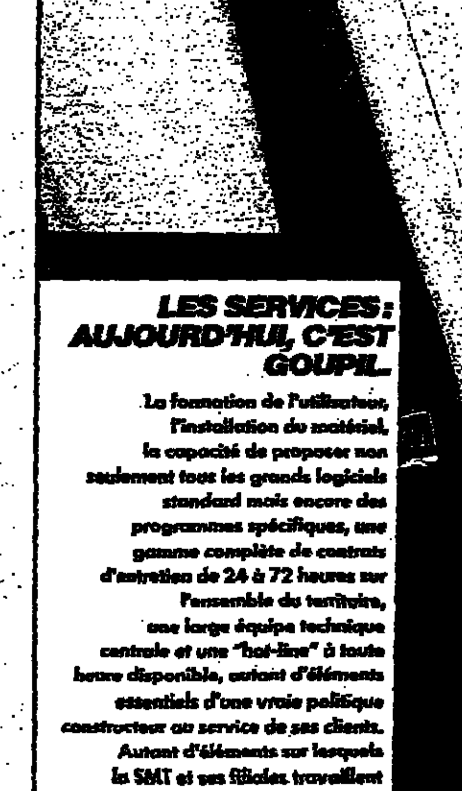
Super-machine, le Goupil G4 est équipé en standard de l'intégrateur graphique Windows (Microsoft ©) et devient ainsi, immédiatement, le compatible le plus convivial. C'est en effet le 9 mai dernier, au cours d'une réunion au Pré Catelan, que Bill Gates et Claude Perdrillat, Présidents de Microsoft et de Goupil, ont signé l'accord (le 1er au niveau mondial) visant à offrir Windows avec chaque G4. Cet avantage significatif marque, de la part du groupe SMT, la volonté de faciliter l'approche des grands produits bureautiques et aussi, comme le précise François Baeza, Directeur des Ventes France, "celle de préparer les futurs marchés de la formation où l'entreprise investit depuis plusieurs années". Une telle orientation est en effet complétée par un effort tout particulier dans le domaine des logiciels éducatifs avec les meilleurs systèmes d'EAO du marché actuel.

SICOB Stand 3-A n° 3100



SMT-GOUPIL
3, rue des Archives 94000 Créteil
Tél. : (1) 399.15.15
Télex 262043 F

alliance



LES SERVICES : AUJOURD'HUI, C'EST GOUPIL.

La formation de l'utilisateur, l'installation du matériel, la capacité de proposer non seulement tous les grands logiciels standard mais encore des programmes spécifiques, une gamme complète de contrats d'entretien de 24 à 72 heures sur l'ensemble du territoire, une large équipe technique centrale et une "hot-line" à toute heure disponible, autant d'éléments essentiels d'une vraie politique constructeur au service de ses clients. Autant d'éléments sur lesquels la SMT et ses filiales travaillent depuis des années et qui expliquent aussi leur réussite d'aujourd'hui.

ASIE

LE RAJEUNISSEMENT DU BUREAU POLITIQUE EN CHINE

Une page d'histoire est tournée...

De notre correspondant

Pékin. – Avec le départ de près de 40 % de vétérans membres du bureau politique du Parti communiste chinois et de 15 % des membres du comité central lundi 16 septembre, c'est véritablement une page de l'histoire de la République populaire qui est tournée. Avec ces anciens disparaissent la plupart des survivants, des témoins de l'épopée légendaire qui permit à Mao Zedong et à ses partisans de se hisser au pouvoir à Pékin en 1949. Disparaissent aussi deux des quatre derniers survivants du groupe dirigeant de la révolution culturelle.

Les partants seront remplacés par de plus jeunes, qui, au mieux, auront commencé leurs activités au cours des dernières années de la résistance, ou seulement après la proclamation du régime communiste, et qui n'auront guère connu les chefs légendaires comme Mao, Zhu De hou Chen Yi. De même, aux rangs intermédiaires, apparaissent des responsables directement issus de l'appareil mis en place après 1949. C'est, par exemple, le cas de secrétaires du parti ou de gouverneurs provinciaux.

Nul ne personnifie mieux les vétérans chenus que le maréchal Ye Jianying, longuement cité en exemple pour sa décision de se retirer. Sa longue biographie officielle republiée pour l'occasion raconte l'épopée d'un homme (quatre-vingt-huit ans) partisan de la révolution démocratique de Sun Yat-sen avant de rejoindre le PC et les maquis de Mao en 1927, alors que les derniers militants du Parti, pourchassés par les nationalistes, se terraient dans les campagnes. Vétéran de la Longue Marche, il combattit et travailla aux côtés de Mao, de Zhu De et Zhou Enlai avant de devenir le premier maire de Pékin libéré. Il joua un rôle déterminant dans la chute de la « bande des quatre » après la mort de Mao, en octobre 1976.

Cela dit, la presse chinoise, qui s'abstient – prudemment – de tout commentaire en attendant de voir qui remplacera les partants, n'a pas réservé le même traitement aux autres militaires démissionnaires. En particulier, le général Li Desheng, soixante-neuf ans, semblait moins concerné *a priori* par la limite d'âge que M. Deng Xiaoping, qui a, lui, quatre-vingt-un ans. Il aura tout de même réussi de survivre neuf ans à la révolution culturelle...

Une autre personnalité souvent citée en exemple est Mme Deng Yingchao (quatre-vingt-un ans), la veuve de Zhou Enlai. Modèle de femme fidèle à son mari, et qui sut rester à sa place, au contraire de l'ambitieuse Mme Jiang Qing, veuve de Mao.

Les huit autres membres démissionnaires du politburo sont : le maréchal Xu Xiangqian, né en 1902, et qui fut ministre de la défense entre 1978 et 1983 ; le maréchal Nie Rongzhen, né en 1899 et qui fut gouverneur militaire de Pékin et Tianjin (Tientsin), puis maire de la capitale ; M. Ulanhu, né en 1904, fils d'aristocrates mongols, ancien responsable de la région autonome mongole, révoqué par la révolution culturelle ; M. Wang Zhen, né en 1908, qui fut notamment vice-premier ministre (1975-1980) et l'un des responsables de la commission des affaires militaires du PCC ; le général Wei Guoqing, né en 1906 et originaire de la minorité zhuang dans la province méridionale du Guangxi ; le général Li Desheng, né en 1916, qui a dirigé la région militaire de Shenyang (Mandchourie) de 1974 au printemps dernier, en dépit de son rôle dans la révolution culturelle ; M. Song Renqiong, né en 1909, secrétaire du parti pour le Nord-Est, violemment dénoncé par la révolution culturelle, puis réhabilité ; enfin, le général Zhang Tingfa, âgé de près de quatre-vingts ans, qui a fait carrière depuis 1956 dans la direction de l'armée de l'air.

PATRICE DE BEER.

RECTIFICATIF. – C'est par erreur que nous avons annoncé dans nos éditions du 17 septembre la démission du comité central du directeur de l'agence Chine nouvelle. M. Zhu Muzhi a, en effet, quitté la direction de l'agence en 1982 pour devenir ministre de la culture.

Thaïlande

LES SUITES DU PUTSCH AVORTÉ

• Mandat d'arrêt contre trente-trois personnalités
• Démission de plusieurs ministres

De notre correspondant

Bangkok. – Un mandat d'arrêt a été lancé contre trente-trois personnalités impliquées dans la tentative de coup d'Etat du lundi 9 septembre. Parmi celles-ci, figurent un ancien premier ministre, le général Kriangsak Chomanan, plusieurs officiers à la retraite, tel l'ancien commandant suprême Serm Na Nakhon, l'ex-commandant adjoint de l'armée Yos Thephassadin, l'ex-commandant suprême adjoint Krasae Intharathat, et un militaire d'active, le commandant en second de la force aérienne, le maréchal de l'air Arun Promthet.

L'ex-colonel Manoon Roupkachorn, réfugié en Allemagne fédérale, et son frère, le commandant d'escadrille Manas, en fuite, sont également sur la liste des personnes recherchées par la police, en compagnie de plusieurs syndicalistes, proches de certains milieux militaires, et qui avaient publiquement encouragé la rébellion. Mardi 17 septembre, M. Kriangsak, le général Serm et le maréchal de l'air Arun ont été interrogés par la police.

Parmi les autres personnes visées, on remarque M. Ekkayuth Anchanbutr, ancien directeur d'une de ces tontines qui avaient été récemment interdites par un décret royal, sur proposition du gouvernement. Ces cagnotes, très populaires notamment dans les milieux militaires, impliquaient des centaines de milliers de personnes et brassaient des milliards de baths. Leur mise hors la loi avait profondément déplu à certains militaires, et c'est sans trop de surprise qu'on a vu M. Ekkayuth, en fuite depuis plusieurs mois, réémerger brusquement à la faveur de la récente tentative de coup d'Etat. Il avait participé à l'occupation du dépôt des autobus de Bangkok.

Plus personne ne pense, ici, que la tentative de putsch fut le seul fait d'un groupuscule de militaires à la retraite, agissant sous la conduite de l'ex-colonel Manoon, dont l'ancien régiment de chars constitua le fer de lance de la rébellion. Sa foi dans le succès de son entreprise ne pouvait venir que de promesses fermes de soutien émanant de dirigeants militaires en activité.

Un remaniement ministériel ?

Lors du coup d'Etat manqué d'avril 1981, les « jeunes Turcs », dont le colonel Manoon était l'un des chefs, disposaient au départ de quarante-deux bataillons. Les vingt-deux chars et la poignée de soldats de la force aérienne impliqués dans l'affaire du 9 septembre ne constituaient même pas les effectifs d'un seul bataillon. Ainsi que l'écrit *la Nation*, quotidien de Bangkok, *« il ne faudrait tout de même pas s'imaginer que ceux qui ont pris part au coup sont des attardés mentaux »*.

On sait, à présent, qu'au sein de l'armée, tout le monde ou presque était au courant des menées pour organiser ce qu'autrefois un général avait publiquement baptisé une « manœuvre ». Mais, selon une source militaire, dès avant la mise en route de l'action, le coup était voué à l'échec du fait du refus d'une fraction importante des forces armées de participer à l'opération. Rien cependant n'aurait été fait pour empêcher le coup, de façon à en exposer les auteurs, et à les neutraliser définitivement.

Les instigateurs du coup, dont les motifs profonds étaient sans doute de pure ambition personnelle, avaient cependant misé sur le malaise provoqué par la récession économique pour bénéficier d'un soutien populaire qui, en fin de compte, leur a fait totalement défaut. Les dirigeants syndicalistes, rameutés à cette fin, n'ont pas réussi à leur apporter la caution de la rue.

Les membres du gouvernement, qui appartenaient au Parti national pour la démocratie de M. Kriangsak – dont le ministre de l'industrie et son adjoint, – ont remis leur démission mardi matin. Un remaniement ministériel aura donc lieu, peut-être après le retour de New-York du premier ministre, le général Prem, qui s'y rend le 24 septembre pour prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies.

L'armée divisée

L'armée est actuellement profondément divisée, et ce qui ne devait être qu'une simple pression un peu musclée a tourné à la tragédie. Mais pour séduisante qu'elle soit, la thèse du « complot généralisé » est loin d'être prouvée.

Quant aux hommes politiques, particulièrement les membres du Parti d'action sociale de l'ancien premier ministre Kukrit Pramoj et les démocrates, ils dénoncent depuis une semaine, avec force, la notion même du coup d'Etat comme outil du changement politique. Pour eux, *« les changements de politique doivent se faire au sein du Parlement et non par des coups d'Etat »*.

Le général Thienchai, commandant en chef adjoint de l'armée, qui, aux yeux de l'opinion publique, a fait échouer la tentative du 9 septembre, prend normalement sa retraite à la fin du mois. Les démocrates viennent de lui proposer une place de choix sur leurs listes pour les élections législatives de 1986. Un autre militaire a largement bénéficié des événements de ces derniers jours. C'est le général Chaovalit Yonghaiyuth, chef d'état-major adjoint de l'armée, sans doute le véritable cerveau derrière l'échec du coup. C'est une personnalité à la fois brillante et discrète. Sa promotion, prévue avant le coup, n'en est aujourd'hui que plus certaine. Fidèle au général Prem, à qui le roi vient de renouveler sa confiance, le général Chaovalit s'est toujours présenté comme un ferme défenseur de la démocratie parlementaire.

JACQUES BEKAERT.

DIPLOMATIE

APRÈS LE VOYAGE DE M. MITTERRAND A MURUROA

• Fidji et l'Equateur condamnent à leur tour les essais français
• La visite à Paris du vice-premier ministre néo-zélandais ajournée ?

Le voyage-éclair de M. Mitterrand à Mururoa, et, d'une manière générale, l'intention française de poursuivre les expérimentations nucléaires souterraines dans le Pacifique sud, continuent de susciter de vives réactions en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais aussi dans d'autres *Etats riverains*. M. Ratu Sir Kamisese Mara, premier ministre des îles Fidji, a ainsi fermement condamné, lundi 16 septembre, ces essais nucléaires. *« Quoique nous tenions à nos relations avec la France, qui a donné beaucoup au monde,* a-t-il dit, *rien ne pourra nous détourner d'une condamnation totale, complète et absolue de son indifférence à l'égard des protestations des pays du Pacifique et même, nous le pensons, de leur sécurité. »*

Le ministre équatorien des affaires étrangères, M. Edgar Taran, a également réaffirmé lundi l'opposition de son pays aux essais nucléaires dans le Pacifique sud, qui, a-t-il estimé, risquent d'affecter l'équilibre écologique de la région.

A Ottawa, le vice-premier ministre néo-zélandais, ministre de la justice, M. Geoffrey Palmer, qui effectue une visite en Amérique du Nord, a déclaré lundi que l'*« intransigeance de la France »* était *« frustrante »*, mais qu'il ne fallait pas *« confondre opposition de Wellington aux armes nucléaires et pacifisme »*.

M. Palmer devait en principe se rendre ultérieurement à Paris. En raison du climat actuel des relations entre la France et la Nouvelle-Zélande, un report de son voyage a été évoqué à plusieurs reprises ces derniers jours, tant à l'Elysée que par le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, dont l'ambassadeur à Paris, M. McArthur, a été reçu lundi soir au Quai d'Orsay. On s'attendait à la publication, dans la journée de mardi, de façon simultanée à Wellington et à Paris, d'un communiqué annonçant l'ajournement de cette visite.

En Australie, si l'opposition du gouvernement de M. Bob Hawke aux essais nucléaires français demeure très vive, le quotidien *Sydney Morning Herald* a qualifié d'*« idée constructive »*, dans un éditorial publié ce mardi, l'invitation lancée dimanche par M. Mitterrand aux dirigeants des Etats du Pacifique sud à se rendre à Mururoa pour y vérifier que les expérimentations françaises sont sans danger pour l'environnement. Invitation aussitôt refusée par MM. Hawke et Lange, mais que le ministre chilien des relations extérieures, M. Jaime Del Valle, considère, de son côté, comme *« un élément nouveau et intéressant, qui sera examiné »*. – *(AP, Reuter).*

• *Polynésie : expulsion d'une Néo-Zélandaise.* – M. Bernard Gérard, haut commissaire de la République en Polynésie française a ordonné, par un arrêté daté du 15 septembre, l'expulsion et l'interdiction de toute nouvelle entrée en Polynésie française de Mme Tuaiwa Hautai Rickard, une Néo-Zélandaise d'ascendance maorie, âgée de soixante ans. Arrivée dimanche 15 septembre à Tahiti, Mme Rickard avait participé, dans la soirée, à une manifestation du Front de libération de la Polynésie, et appelé *« toutes les forces indépendantistes à s'unir contre la présence française et à lutter contre les essais nucléaires »*, alors que les autorités locales avaient notifié à Mme Rickard, dès son arrivée, que *« tout ressortissant étranger se doit de respecter une certaine neutralité vis-à-vis du territoire de la République française qui l'accueille »*.

L'OUVERTURE DE LA QUARANTIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES A NEW-YORK

Une session pas tellement « ordinaire »...

La quarantième session ordinaire de l'Assemblée générale annuelle des Nations unies s'ouvre ce mardi après-midi 17 septembre à New-York, en présence des représentants des cent cinquante-neuf membres de l'Organisation. De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement – on en attendait environ quatre-vingts au total, à un moment ou à un autre de la session – devant assister, avec leur ministre des affaires étrangères, à cette Assemblée générale marquée par le quarantième anniversaire de l'ONU, des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises. La session proprement dite doit durer environ quatre semaines ; elle sera suivie d'une période commémorative d'une dizaine de jours.

Cette quarantième Assemblée générale, quoique « ordinaire », ne sera pas, cette année, un pur exercice de routine. On retrouve, certes, à l'ordre du jour un certain nombre de questions qui sont autant de « grands classiques » de l'ONU : les tensions en Amérique centrale, la situation en Afghanistan, les questions palestinienne et namibienne, le non moins rituel débat sur l'apartheid ou sur l'état de l'économie africaine, etc. Pourtant, la réunion qui s'ouvre ce mardi revêt une importance exceptionnelle à plus d'un titre.

D'abord parce que ce quarantième anniversaire, dont la célébration culminera le 24 octobre avec une cérémonie pour laquelle le président Reagan viendra de Washington, a été et reste l'occasion, pour les Nations unies, d'un bilan inévitablement critique. Leur secrétaire général, M. Perez de Cuellar, a senti la nécessité d'en profiter pour redorer le blason d'une organisation dont le prestige, au fil des décennies et des crises, s'est trouvé singulièrement terni. M. Perez de Cuellar a d'ailleurs pris les devants en publiant, au début de septembre, un rapport courageux faisant sur un ton inhabituel, état, d'un certain nombre de défauts de l'organisation et suggérant des remèdes (*le Monde* du 7 septembre).

En second lieu, cette session sera marquée par une rencontre entre les ministres américain et soviétique des affaires étrangères, MM. George Shultz et Edouard Chevardnadze, le 25 septembre. Sans doute, dans l'entourage du secrétaire général de l'ONU, avait-on espéré que l'Assemblée générale accueillerait un sommet Reagan-Gorbatchev, et, si l'on s'y réjouit que celui-ci ait bien lieu, on l'aurait préféré en septembre à New-York plutôt qu'en novembre à Genève... Mais on peut imaginer que la préparation de cette rencontre sera largement amorcée aux Nations unies. M. Reagan recevra d'ailleurs M. Chevardnadze le 27 à la Maison Blanche.

Du côté français, il avait été question que M. Mitterrand lui-même assistât à une journée ou deux de la session. Le calendrier présidentiel et aussi l'absence probable d'autres chefs d'Etat ou de gouvernement européens ont fait écarter cette hypothèse. Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, devra donc affronter seul – du 23 au 28 septembre – les prévisibles salves de critiques des États du Pacifique sud, et de quelques autres, contre la politique nucléaire de la France. Mais il en profitera aussi pour expliquer à nouveau cette politique, tout particulièrement aux pays francophones.

BERNARD BRIGOULEIX.

• *Visite de M. Nucci à Washington.* – M. Nucci, ministre de la coopération et du développement, s'est entretenu, lundi 16 septembre, à Washington, de la situation sur le continent africain avec M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines. L'évolution de l'Afrique du Sud et la visite, cette semaine, aux Etats-Unis, du président mozambicain, M. Machel, ont été particulièrement abordées. MM. Nucci et Crocker ont également évoqué le problème de la famine et *« des difficultés d'acheminement de l'aide alimentaire à travers certains pays africains »*. – *(AFP.)*

La nomination de M. Bouchard comme ambassadeur du Canada en France est bien accueillie à Québec

Dans une interview accordée à l'AFP, à la veille de rejoindre son poste, M. Lucien Bouchard, nouvel ambassadeur du Canada en France, a déclaré que sa nomination était *« un nouveau signe de la normalisation des relations au sein du « triangle » Ottawa-Québec-Paris »*. M. Bouchard a ajouté qu'il entendait *« consolider »* cette évolution.

Le moins que l'on puisse dire, en effet, est que la venue de M. Bouchard à Paris marque un événement dans la communauté diplomatique franco-canado-québécoise. Le futur ambassadeur à plusieurs cordes à son arc : ami personnel du premier ministre canadien, M. Mulroney, il jouit de toute sa confiance, ce qui n'est pas un mince avantage, compte-tenu des délicates questions protocolaires et politiques qui se sont posées dans le passé entre la France, d'une part, le Canada et le Québec, d'autre part.

En même temps, originaire de la *Belle Province*, M. Bouchard a été membre du parti québécois, d'orientation « indépendantiste » au sein duquel il a milité pendant quinze ans. Autant dire que sa nomination a été favorablement accueillie à Québec, où elle a été interprétée comme un geste du gouvernement fédéral pour accentuer la détente, sensible depuis l'avènement au pouvoir de M. Mulroney il y a un an, avec la province francophone.

Attendu à Paris dans le courant de la semaine, le nouvel ambassadeur s'attachera, selon ses premières déclarations à *« dynamiser »* la dimension économique des relations entre les deux pays. Il sera également, a-t-il indiqué, le représentant personnel de M. Mulroney pour l'organisation d'un sommet de la francophonie, vraisemblablement au début de l'année prochaine et auquel le Québec pourrait être représenté en tant que gouvernement participant.

M.L.

A TRAVERS LE MONDE

Pérou

• SPECTACULAIRE OPÉRATION ANTIDROGUE DANS LA JUNGLE AMAZONIENNE. – Huit aéroports clandestins, deux héliports, deux grands hydroglisseurs et trois laboratoires modernes pour produire de la cocaïne ont été découverts par la police dans la jungle près de la frontière avec la Colombie. Les services américains de la DEA et des policiers colombiens ont participé à cette opération de lutte antidrogue. – *(AFP.)*

Inde

• M. GANDHI AU PENDJAB. – Sous la protection d'un service de sécurité renforcé, le premier ministre indien a entamé, le lundi 16 septembre, une campagne en vue de l'élection, le 25 septembre, de l'Assemblée de l'Etat du Pendjab. Plus de 900 candidats se disputent les 115 sièges de l'Assemblée de l'Etat et 13 sièges au Parlement fédéral indien. Une centaine de milliers de soldats ont été déployés au Pendjab afin d'assurer la sécurité d'un scrutin boycotté par les extrémistes sikhs. – *(AP.)*



L'AFFAIRE GREENPEACE

Le chaînon manquant

Dans le puzzle Greenpeace, c'était le pièce manquante. Jusqu'à présent, les indices et témoignages concordants rassemblés par la police néo-zélandaise pouvaient à la rigueur semer le doute sur les intentions des agents français présents dans ce pays des antipodes lors de l'attentat contre le *Rainbow Warrior*. Mais ils ne suffisaient pas à réduire à néant la thèse de la DGSE : leur mission n'était que de surveillance, ils n'étaient pour rien dans l'explosion.

Les vrais coupables manquent donc à l'appel et, de l'acte criminel lui-même, les cinq agents français identifiés depuis sont innocents. Les trois sous-officiers nageurs de combat – l'adjudant-chef Verge, les adjudants Andries et Bartelo – embarqués à bord du voilier *Ouvéa* ne peuvent matériellement avoir posé les explosifs, le 10 juillet, dans le port d'Auckland. Ils ont, en effet, quitté, le 9 juillet au matin, le port de Whangarei, à 250 kilomètres au nord d'Auckland, pour rejoindre à vive allure, l'île australienne de Norfolk, a 1 200 kilomètres au nord, qu'ils atteignent le 13 juillet.

La sérénité apparente – et provisoire ? – des défenseurs de Dominique Prieur et Alain Mafart, les deux officiers circulant sous la fausse identité suisse de Sophie et Alain Turenge, inculpés et incarcérés en Nouvelle-Zélande, s'explique par la même raison. En effet, le capitaine Prieur n'était pas entraînée à la plongée sous-marine. Elle souffre, d'autre part, comme l'a noté le rapport Tricot, de lombalgie. Elle travaillait dans les bureaux de la « Piscine », boulevard Mortier à Paris. Quant au commandant Mafart, qui était officiellement radié des nageurs de combat depuis 1983, il ne peut à lui seul avoir préparé un attentant nécessitant la pose sous-marine de deux bombes, de puissances différentes et de mise à feu échelonnées, l'une afin d'obliger ses occupants à quitter le *Rainbow-Warrior*, l'autre pour saboter le navire.

Tant que ce chaînon manque – qui a posé les bombes ? – l'accusation néo-zélandaise est en porte à faux et toutes les contre-attaques sont permises : un autre service secret, un piège pour discréditer la France, etc. Or, dans les milieux militaires et policiers français chargés de démêler cet écheveau, la qualité de cette troisième équipe est, aujourd'hui, un secret de polichinelle : elle est bien française et bien militaire. Il s'agit de deux sous-officiers nageurs de combat de l'armée française qui ont quitté la Nouvelle-Zélande par avion, au lendemain de l'attentat, l'un à destination de Nouméa en Nouvelle-Calédonie, l'autre de Sidney en Australie.

Ils ne se sont fait aucunement repérer. Par déduction logique, les policiers néo-zélandais tournent autour de ce chaînon manquant. *Listings* de vols aériens, registres des hôtels, locations de véhicules, touristes francophones, tout est actuellement passé au peigne fin. Mais sans succès apparemment pour l'instant.

Car la clef est en France...

Des nageurs de combat

Cependant, l'existence de cette troisième équipe de militaires français, responsables de la pose des bombes, ébranle fortement la thèse officielle. M. Tricot n'a-t-il pas écrit, dans son rapport, sur la foi des confidences de la haute hiérarchie militaire, que *« la DGSE n'avait pas alors, en Nouvelle-Zélande, outre les « Turenge », d'autres agents que ceux qui composaient l'équipage de l'*Ouvéa » ? Surtout l'affirmation selon laquelle il ne s'agissait que de se « renseigner » sur Greenpeace, ne tient plus devant une telle accumulation de nageurs de combat, entraînés aux actions de commando et relevant, en l'occurrence, de la division Action de la DGSE.

> *La troisième équipe a accompli un parcours sans faute mais les époux « Turenge » ont commis quelques erreurs...*

Comment expliquer que l'on ait déplacé, pour cette mission théorique, cinq sous-officiers spécialisés dans le minage sous-marin, accompagnés, qui plus est, d'officiers aguerris dans la même spécialité ? Car, outre le commandant Mafart, numéro deux de la base d'Aspretto, où se trouve le Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC), dont provenait l'équipage de l'*Ouvéa*, l'opération fut supervisée, notamment lors du départ de l'*Ouvéa* de Nouméa, début juin, par le commandant Louis-Pierre Dillais, patron de cette même base et circulant sous la fausse identité de Philippe Dubast.

Ainsi complété, le déroulement de l'opération est logique et, au fond, d'un grand classicisme (lire la chronologie de l'affaire dans *le Monde* du 28 août). L'objectif est d'enrayer la campagne de Greenpeace contre les essais nucléaires français en sabotant son navire amiral. Un membre de la DGSE, le lieutenant Christine Cabon, alias « Frédéric Boulieu », prépare le terrain en infiltrant le mouvement écologiste à Auckland, de fin avril à fin mai, et accumule les renseignements techniques (hôtels, locations de véhicules, date d'arrivée du *Rainbow Warrior*, etc). Elle a déjà l'expérience de ce genre de missions, notamment au Proche-Orient.

Deuxième étape : la logistique. Comment faire parvenir, dans une île, sans attirer l'attention de la douane, un canot Zodiac, des équipements de plongée et des explosifs ? Avec un voilier. Deux anciens officiers de marine – le patron d'une agence de voyages parisiennes, l'*Odyssée*, et le docteur Xavier Maniguet, célibataire libre de ses mouvements – sont mis à contribution. Ils permettent la location à des fins « touristiques » d'un voilier néo-calédonien sur lequel embarqueront trois sous-officier d'Aspretto, parmi lesquels l'adjudant Velche qui a déjà l'expérience de missions « nautiques » pour la DGSE dans la Mer des Caraïbes. L'un de ces militaires, l'adjudant Andries, est chargé, fin mai, de l'achat à Londres d'un Zodiac et d'un moteur dont l'abandon sur place, après l'explosion est prévu.

Troisième maillon : le « leurre », les « Turenge », ces faux touristes dont il importe peu *a priori* qu'ils se fassent voir. Ils sont là, tout à la fois, pour surveiller le déroulement des opérations, s'assurer d'une bonne réception par les plongeurs chargés de l'attentat des équipements embarqués à bord de l'*Ouvéa*, et enfin veiller à la disparition de ce matériel après l'opération. Chaînon ultime : les deux auteurs de l'explosion qui passeront, de fait, inaperçus.

Les erreurs des « Turenge »

Pourtant, ce scénario laisse intacte une question : pourquoi la police néo-zélandaise a-t-elle pu récupérer tant d'indices et mettre en cause si rapidement les services français ? *« Ils ont fait des erreurs »*, nous avaient confié, dès août, des officiers de la DGSE. Qui et lesquelles ? A l'évidence, la troisième équipe a fait un sans faute : pas vu, pas pris, en somme.

Du côté de l'*Ouvéa*, la faute se situe à Londres. En faisant ses achats, l'adjudant Andries est repéré par les services anglais, comme l'a établi l'enquête du *Monde* dans la capitale britannique (nos éditions du 4 septembre). Ses imprudences expliquent le contrôle du voilier, le 15 juillet, dans l'île de Norfolk par des policiers néo-zélandais et australiens alors qu'*a priori* aucun élément matériel n'établit à ce moment un lien entre l'*Ouvéa* et le *Rainbow-Warrior*. Mais, munis de ce simple renseignement anglais, les enquêteurs sont quelque peu démunis : l'*Ouvéa* et ses occupants peuvent repartir libres.

En fait, les fautes décisives ont été commises par les « Turenge ». Il ne s'agit pas du matériel abandonné entre deux eaux dans la baie d'Hobson, à 3 kilomètres du port d'Auckland : c'était prévu, et l'on n'a d'ailleurs toujours pas retrouvé les combinaisons de plongée utilisées. Les « Turenge » ont, en fait, commis trois imprudences. L'une était imparable : en approchant leur camping-car Toyota, le 10 juillet, à 21 h 30, le long de la baie d'Hobson, trop près du Zodiac qui accostait avec un plongeur à bord, ils ont permis à deux membres d'un club de voile, inquiétés par des vols récents, de relever le numéro de leur véhicule. Mais ils pouvaient, quand même, s'échapper : la police d'Auckland ne s'est pas précipitée sur ce renseignement et s'est contentée de demander au loueur du véhicule de la prévenir quand le couple viendrait le récupérer.

La deuxième erreur des « Turenge » est donc de s'être présentés, comme si de rien n'était, le 12 juillet, chez le loueur d'Auckland. *« Ils auraient dû s'affoler et prendre le premier avion disponible*, confie un ancien de la DGSE, *car il y avait eu mort d'homme, celle du photographe, qui n'était pas au programme ! Et cela changeait tout le climat. »* La police néo-zélandaise n'a pourtant pas encore grand-chose contre eux, et, d'ailleurs, les « Turenge », après avoir été libérés peu de temps sous caution, ne seront arrêtés pour leurs faux papiers, que le 17 juillet et ne seront inculpés pour l'attentat que le 23.

Las, le faux couple avait, entre temps, commis une troisième faute. Invités, dans les locaux de la police et selon la tradition anglo-saxonne, à donner un coup de téléphone, ils s'empressent d'appeler le numéro *« de secours »* prévu à Paris, par la DGSE, en cas de pépin. Il s'agit du 846-87-90, comme l'a révélé *le Point* du 16 septembre. Or, les policiers néo-zélandais n'auront aucun mal à écouter – en décrochant un autre poste dans une pièce contiguë ! – la conversation. Surtout c'est le numéro qui, transmis partr Interpol à la police française aux fins d'identification, alertera les policiers français : placé sur la liste rouge, il était, selon les PTT, affecté, sans plus de précision, au *« ministère de la défense »*.

C'est ainsi avec ce numéro fatidique que l'attentat devient un secret d'Etat : alerté par ses services, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, ira prévenir le président de la République, aux alentours du 18 juillet. Un président qui, assure-t-on, entendait pour la première fois parler d'une action de la DGSE, quelle qu'elle soit, en Nouvelle-Zélande. Et ceci une semaine après l'attentat...

E. P.

L'engrenage du silence

L'explosion du *Rainbow-Warrior* n'en finissant pas de faire des vagues, il n'est pas inutile de se demander qui elles menacent d'éclabousser. Le président de la République ? A responsabilités diplomatico-militaires revendiquées, risques consentis. Il est le chef des armées, timonier de la politique extérieure, celui par qui la France répète qu'elle ne déviera pas de sa ligne de conduite : dissuasion nucléaire, ancrage dans le Pacifique, directive aux armées de contrecarrer, *« au besoin par la force »*, les raids de Greenpeace à Mururoa et à Fangataufa.

A ces hauteurs, la piteuse équipée contre le *Rainbow-Warrior* relève du subalterne, de la péripétie. C'est, semble-t-il, la réaction spontanée de M. Mitterrand, aux lendemains de l'attentat, au point de négliger le signal d'alarme tiré presque aussitôt par le ministère de l'intérieur. Le 18 juillet, une semaine après l'explosion d'Auckland, M. Mitterrand sait que des agents français se sont fait pincer en Nouvelle-Zélande. Mais il attend. Certains disent : *« Il tergiverse »*. Ce n'est que le 7 août qu'il invitera le premier ministre à ouvrir une enquête.

Trois semaines à peser le pour et le contre. A supputer l'implication de la DGSE dans l'attentat. Avouer une responsabilité française, prendre des sanctions ? C'est le scandale assuré, intérieur et extérieur. L'Elysée choisit de faire le dos rond : l'affaire heureusement ne s'est pas encore envenimée. Les journaux français n'y consacrent, pour la plupart, que des entrefilets. Et puis sanctionner qui ? L'amiral Pierre Lacoste, le patron de la DSGE ? D'autres officiers supérieurs ? Tous risquent d'affirmer qu'ils ont agi sur ordre. L'opposition volera à leur secours, demandera des têtes, politiques celles-là.

Sans doute est-ce pour cela que M. Mitterrand décide d'attendre. Mais l'affaire a pris une mauvaise tournure. La Nouvelle-Zélande se drape dans sa souveraineté outragée. Des révélations distillées sur place, malgré un secret de l'instruction prétendument absolu, désignent la DGSE de manière insistante. Et puis la presse française s'apprête, elle aussi, à mettre en cause les services secrets.

Dans les premiers jours d'août, le chef de l'État est dans une posture inconfortable. Il a sans doute compris que l'attentat contre le *Rainbow-Warrior* risque de tourner à l'affaire d'Etat. Mais il a trop attendu. Son silence pourrait lui être reproché. Probablement aussi, hésite-t-il encore sur la conduite à tenir face aux militaires.

Dans cette situation, la nomination d'un enquêteur insoupçonnable lui apparaît comme une planche de salut. Que celui-ci accable tel ou tel responsable militaire et il pourra s'abriter derrière ses conclusions pour prendre éventuellement des sanctions. Moyennant quoi M. Tricot, non seulement reste délibérément à la surface des choses, se défaussant à son tour sur le gouvernement, mais il révèle à l'opinion que la coûteuse mission des agents français dans le Pacifique sud n'a pu avoir lieu qu'avec l'aval financier du chef de l'état-major particulier du président de la République.

Ce jour-là, M. Mitterrand comprend probablement l'étendue du désastre qui menace. Mais il lui est impossible de revenir en arrière, sauf à reconnaître qu'il a été joué par M. Tricot. Et puis que faire ? Le ménage à la « piscine », siège de la DGSE ? M. Tricot l'a absoute. Celle-ci le rappellera si nécessaire et plaidera qu'elle n'agit pas sans ordre. Le chef de l'Etat choisit donc le silence. Une nouvelle fois. Il s'est fait piéger et en conserve de la rancune contre le ministre de la défense qu'il a, en privé, accablé de reproches.

Les doutes de M. Fabius

A côté des risques que courent M. Mitterrand, ceux qui menacent M. Laurent Fabius paraissent bénins. Certes le premier ministre a commis une erreur d'appréciation à propos de M. Tricot qui fut son président de sous-section du contentieux au Conseil d'Etat et qu'il a lui-même choisi pour enquêter, pas mécontent, en désignant ce gaulliste grand teint, du tour ainsi joué à l'opposition. Cependant l'expédition en Nouvelle-Zélande s'est décidée, jusqu'à preuve du contraire, en dehors de lui et de ses services.

Il n'empêche : M. Fabius doit bien avoir sa petite idée sur les tenants peu clairs et les aboutissants funestes de cette expédition. Mais il a intérêt à tout en ignorer et s'y applique. Tout au plus a-t-il admis le 4 septembre sur Antenne 2 qu'il ne se satisfaisait qu'à demi de la version tissée d'épines de M. Tricot (*« J'ai des doutes »*). Dans le même souffle cependant, il s'est employé à faire endosser la responsabilité de ce qui pourrait un jour apparaître comme un mensonge d'État à son ministre de la défense : *« S'il y a des choses qui le troublent, il me les communiquera »*. Sous-entendu : Charles Hernu a les moyens de savoir. Qu'il ait le courage de dire ou, s'il préfère se taire, à lui d'en assumer les conséquences. Phrase assassine qui désigne, en cas de malheur, le ministre de la défense comme un fusible de choix et tente de lui faire endosser la responsabilité de l'engrenage du silence dont le gouvernement est aujourd'hui prisonnier.

B. L. G.

Le « Rainbow-Warrior » aurait été coulé par une troisième équipe de militaires français

(Suite de la première page.)

L'opération aurait été coordonnée par « Philippe Dubast », qui est, en fait, le commandant Louis-Pierre Dillais, « patron » de la base d'Aspretto. A l'exception de Dominique Prieur, alias Sophie Turenge, qui n'était que la couverture maritale d'Alain Mafart, l'opération tout entière semble donc bien avoir été confiée, au plus haut niveau, à des nageurs de combat de l'armée française. Et la DGSE, qui les emploie, a bien, ainsi, participé à l'attentat. Les deux auteurs directs de l'attentat, leur mission achevée, ont quitté Auckland par avion, sans être repérés, l'un pour Nouméa, l'autre pour Sydney (Australie).

La réponse à la seconde question (Qui leur a confié cette mission ?) est cohérente avec le déroulement de l'opération. Ces huit officiers et sous-officiers ont agi sur ordre. Ce sont des militaires disciplinés, dont tous nos interlocuteurs, à l'instar de M. Tricot lui-même dans son rapport, excluent une initiative intempestive. Ils ne sauraient improviser une mission de cette envergure, quand ce ne serait que parce qu'elle est très coûteuse financièrement, en raison en particulier de l'éloignement géographique.

Ils ne peuvent dans cette optique qu'avoir obéi à leur chef hiérarchique : le colonel Jean-Claude Lesquer, responsable de la division Action de la DGSE, entré dans le service en juin 1984 et nommé à ce poste en novembre. Officier discipliné, nommé avec l'aval de M. Charles Hernu et sur les conseils du chef d'état-major des armées d'alors, le général Jeannou Lacaze, le colonel Lesquer n'est pas homme à agir de sa propre initiative : il obéissait lui-même à l'amiral Pierre Lacoste, patron de la DGSE.

Celui-ci répondait ici aux pressions du « client », la Direction des centres d'essais nucléaires (DIRCEN), à laquelle le président de la République vient de rendre hommage. La DIRCEN était fort inquiète de la nouvelle campagne de Greenpeace. C'est son « patron » jusqu'en juin 1985, l'amiral Henri Fages, qui, début mars, déclenche le processus de l'opération en assurant que le mouvement écologiste envisage de débarquer, à l'aide de canots légers et rapides, sur les atolls de Mururora et de Fangataufa durant la campagne de tirs nucléaires.

Mais l'amiral Lacoste est lui-même fort discipliné, et il est inconcevable qu'il fasse faire cavalier seul. Aussi nos interlocuteurs assurent-ils – mais sans toutefois en apporter la preuve – que trois autres hauts responsables auraient été dans la confidence, ayant soit autorisé selon les uns, ou laissé faire selon les autres – une opération conçue pour enrayer la campagne écologiste et lancer un avertissment à Greenpeace. Il s'agirait des généraux Jeannou Lacaze, alors chef d'état-major des armées, et Jean Saulnier, alors chef d'état-major particulier du président de la République, nommé depuis à la tête des armées en remplacement du général Lacaze, mais aussi du ministre de la défense lui-même.

Dans son rapport, M. tricot avait insisté sur le rôle de M. Hernu et dy général Saulnier dans la prise de décision, mais n'avait pas mentionné le général Lacaze.

Sortir du piège

A ce stade, il est impossible de savoir si ces trois personnalités sont directement impliquées, ou simplement concernées en raison de malentendus et de non-dits lors des discussions sur Greenpeace. Le rapport de M. Tricot insistait d'ailleurs sur cette ambiguïté. Le conseiller d'Etat s'est ainsi longuement interrogé sur la signification de la phrase *« anticiper les actions de Greenpeace »* figurant dans une note du 1er mars de l'amiral Fages, au nom de la DIRCEN, et destinée à M. Hernu. Il a, de plus, noté entre le ministre de la défense et le chef de la DGSE une différence d'interprétation des consignes données : l'amiral Lacoste estimait qu'*« il s'agissait d'un peu plus »* que d'une simple mission de renseignement, comme a cru s'en souvenir M. Hernu.

Recueillies et recoupées jusque dans l'entourage de M. Mitterrand, ces informations ne sont évidemment pas désintéressées. Certains de nos interlocuteurs, liés à l'opposition, agissent ainsi en pensant aux prochaines échéances électorales ; d'autres, liés au pouvoir actuel, souhaitent que la vérité soit rapidement rendue publique pour échapper à l'engrenage du mensonge. A en croire nos informateurs, M. Mitterrand n'aurait pas été informé par le ministère de la défense, ni avant ni après l'attentat. On lui aurait au moins menti par omission. C'est le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, qui, le premier, l'alerta, une semaine après l'explosion.

Après avoir attendu, le chef de l'Etat, cherchant à éviter un Watergate français, eut recours, sur les conseils du premier ministre, à M. Bernard Tricot. Sans moyens d'investigation et peu préparé à ce genre d'enquête, celui-ci ne put que rapporter la version fausse des autorités militaires. D'autant plus qu'on ne lui facilita pas la tâche : le ministre de l'intérieur ne lui communiqua pas les éléments glanés par ses policiers, tandis que le garde des sceaux se faisait fort prier pour lui communiquer la commission rogatoire néo-zélandaise.

La lecture de ce rapport aurait appris à M. Mitterrand un fait qu'il ignorait : l'implication de son chef d'état-major particulier, qu'il venait de promouvoir à la tête des armées, dans le feu vert financier donné à une opération *« de surveillance »* qui s'est avérée de sabotage. Désormais l'Etat était pris au piège : si la vérité éclate, comment éviter – malgré les précautions oratoires de M. Laurent Fabius qui assure ne rien savoir de plus que ce qu'a écrit M. Tricot, mais ne pas y croire vraiment – que le gouvernement et la présidence, soient éclaboussés ?

C'est de ce piège que certains, à l'hôtel Matignon, à l'Elysée, comme au ministère de l'intérieur, voudraient sortir M. Mitterrand. Sans attendre le 4 novembre, début de l'audience d'instruction des « Turenge » à Auckland. Et en l'invitant à prendre des décisions draconiennes.

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL.

politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE STRASBOURG

La cohabitation inquiète et divise l'UDF

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — L'UDF se sent toute proche du pouvoir et, tout d'un coup, elle est comme saisie de vertige devant la difficulté de la tâche qui l'attend. Elle commence à douter et même à avoir peur : la victoire électorale ne va-t-elle pas finalement lui échapper ? Devra-t-elle, pourra-t-elle cohabiter avec un président de la République socialiste ? Saura-t-elle user, comme l'attendent ses électeurs de ce pouvoir retrouvé ? Son unité même ne risque-t-elle pas d'être mise à mal par les chamboulements politiques qui se profilent à l'horizon ?

En ouvrant le lundi 16 septembre, à Strasbourg, les *Journées parlementaires de la confédération giscardo-barriste*, M. Jean-Claude Gaudin, le président du groupe à l'Assemblée nationale, a donc recommandé, *« à six mois, jour pour jour »*, de ce fatidique dimanche 16 mars 1986 (date présumée du scrutin), de *« ne pas vendre la peau de l'ours... »*. Cette crainte diffuse est apparue largement partagée tant dans les conversations de couloir que dans les interventions officielles, tant par les élus de base que par les responsables. *« Une lucidité inquiète »* pour reprendre l'expression de M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, qui semblait bien loin de l'impression de « force *tranquille* » *qu'avait voulu donner la veille* M. Valéry Giscard d'Estaing lors du « Grand jury RTL-*le Monde* ».

M. Soisson, comme M. Gaudin, n'a pas la mémoire courte. L'un et l'autre ont rappelé que, à l'automne 1977, la droite paraissait devoir perdre les législatives de 1978, qu'elle a finalement gagnées ; à l'inverse, six mois avant mai 1981, elle partait gagnante pour l'élection présidentielle. Au-delà de l'« effet Fabius », qui n'est pas à négliger, M. Gaudin reconnaît que la progression des idées libérales dans l'opinion se heurte au *« goût »* des Français *« pour la sécurité et le maintien des situations acquises »*.

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, ne dit pas autre chose lorsqu'il assure qu'il n'y aura pas de *« grand soir libéral »*. Aussi, M. René Monory, sénateur de la Vienne, met-il en garde ses amis contre le danger du seul face à face socialisme-libéralisme, en leur rappelant que, en 1981, ils avaient perdu parce qu'ils avaient donné l'impression d'*« oublier l'humain »*. Comme lui, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, insite sur la nécessité de faire acte d'une *« volonté sociale et d'une volonté de justice »*. En un mot, l'étiquette de libéralisme ne peut suffire pour gagner en 1986.

La victoire acquise — si elle l'est — comment ne pas s'en faire déposséder ? Car la cohabitation peut permettre à un président de la République socialiste d'empêcher la droite d'appliquer totalement son programme. M. Gaudin ne l'a pas caché. Cette fois, l'UDF n'a pas craint d'aborder cette délicate affaire qui la divise. M. Gaudin et M. Jean Lecanuet, le président de l'UDF, en ont longuement parlé, insistant l'un et l'autre *sur ses risques* plus que sur ses avantages. Leur solution ? Un appel au président de la République pour qu'il tire les conséquences de l'échec éventuel de ses amis socialistes, et quitte l'Elysée.

Giscardiens et barristes éludent leurs divergences pour continuer à vivre ensemble.

Le sénateur de Seine-Maritime a d'ailleurs estimé que M. Mitterrand aurait déjà dû partir, très précisément après l'éclatement de la coalition qui l'avait porté au pouvoir : *« Il a gagné en longueur ce qu'il a perdu en grandeur ; depuis, il vit en sursis »*, a affirmé M. Lecanuet.

Ce souhait suffira-t-il à satisfaire la curiosité des électeurs ? M. Gaudin, qui sait bien que la cohabitation sera *« une question centrale de la campagne »* électorale, a dû se contenter de philosopher : *« Lorsque nous bâtissons des scénarios sur la cohabitation, qu'ils soient noirs ou qu'ils soient roses, nous spéculons sur l'avenir au lieu de le construire »*, a-t-il dit.

Cette cohabitation fait d'autant plus peur aux responsables UDF que la tâche du futur gouvernement paraît déjà bien difficile.

« Pas de miracle »

M. Marcel Bigeard, député de Meurthe-et-Moselle, a même demandé à ses amis s'ils étaient sûrs *« de faire tellement mieux »* que les socialistes, depuis que ceux-ci se sont mis *« à corriger leurs premières erreurs » ?* Aussi, craignant par avance la déception des électeurs, M. Gaudin a demandé à l'opposition de *« se lier par une obligation de moyens et non par une obligation de résultats »*. *« Car*, dit-il, *personne ne doit s'attendre au miracle. »* D'autant que, bien loin de penser que l'essentiel pourra être fait en cent jours, comme M. Giscard d'Estaing, M. Gaudin pense qu'il faudra *« beaucoup plus que quelques mois pour inverser les tendances sur le chômage, le pouvoir d'achat, les déficits, l'endettement »*.

M. Paul Girod, sénateur de l'Aisne et porte-parole des adhérents directs de l'UDF, annonce lui, qu'il ne faut pas *« que nos concitoyens s'imaginent à tort qu'ils vont se débarrasser de leurs problèmes par un vote »*.

Cette « sinistrose » agace M. Léotard : il n'est, selon lui, *« ni utile ni efficace de développer une campagne de flagellation et d'appel à la pénitence »*.

S'ajoutent à ces divergeances *sur* le discours électoral les tensions, toujours vives, entre barristes et giscardiens. Si vives que l'UDF pourrait ne pas y résister. Dans l'immédiat cependant, chacun s'est voulu rassurant. Ainsi, M. Méhaignerie, dont le parti est bien décidé à rester membre de la confédération *« tant que ses convictions et ses positions seront respectées et prises en compte »*. Pas question, dit-il, même au lendemain des législatives, de créer un groupe centriste à l'Assemblée nationale. Tous les orateurs ont plaidé pour le maintien de ce groupe UDF, à condition toutefois, a souligné M. François d'Aubert, député de la Mayenne, que soit maintenue la liberté de vote et que ne soit imposé à ses membres aucun mandat impératif.

Immoral

Et, pour éviter toute éventuelle OPA giscardienne sur la présidence de ce groupe, via par exemple M. Chinaud, les intervenants barristes ont rendu un hommage appuyé à M. Gaudin, qui lui-même a annoncé que sa seule ambition était de continuer à le présider.

Les centristes, toutefois, ne veulent pas qu'on leur interdise de se montrer accueillants envers tous ceux qui, un temps, les ont quittés pour le socialisme. Mais *« cette ouverture*, a dit M. Méhaignerie, *est parfaitement compatible avec notre fermeté de conviction »*. M. Lecanuet en a, de toute façon, fixé les limites : *« Un recentrage parlementaire entre centristes et socialistes après mars serait immoral et contraire à l'intérêt national. »* Pour lui, les socialistes qui voudraient gouverner avec l'actuelle opposition doivent remplir deux conditions : *« faire leur Bad-Godesberg, abandonner la référence au marxisme et renoncer à l'alliance communiste »*.

Une telle évolution, pour le sénateur de Seine-Maritime, n'est possible qu'à l'occasion d'une élection présidentielle : *« En Ve République, les courants politiques, les partis, les fédérations, les alliances se forment, se déforment ou se reforment à l'occasion de l'élection du président de la République. Nous n'en sommes pas là. »* Lorsque nous en serions là, précisément, que se passera-t-il ? *« Le destin de l'UDF ne pourrait être remis en cause que si les formations qui la composent ne faisaient pas le même choix pour l'élection présidentielle future »*, concède M. Lecanuet.

Mais ce futur, évoqué par le président de l'UDF, est déjà, pour beaucoup d'élus, le présent.

THIERRY BRÉHIER.

D'un gagnant à l'autre

De notre envoyée spéciale

Strasbourg. — *« Avec eux deux, on est de toute façon gagnant »*, commentait, hilare, un député au soir de la première des journées parlementaires de l'UDF. Eux deux, c'est-à-dire MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre. L'ancien premier ministre était à table avec ses collègues, lorsque est arrivé l'ancien président de la République, en tout début d'après-midi. Poignée de main. Quelques mots sans importance, pour occuper le silence. Puis M. Giscard d'Estaing est allé prendre son café à une table voisine. N'oubliant au passage ni Mme Simone Weil, ni M. Jean-Claude Gaudin, dont le plus grande fierté est d'avoir réussi, depuis quatre ans, à maintenir la *cohésion du groupe* UDF à l'Assemblée nationale, et qui manifestait une certaine nervosité. *Dans quelques minutes*, il allait *devoir effectuer un numéro d'équilibriste.*

Onze pages de discours, onze pages d'un savant jeu de cache-*cache pour aborder* toutes les questions, sans en régler aucune. M. Giscard d'Estaing avait pris place au premier rang, M. Barre quelques mètres plus loin.

A *l'entracte*, M. Giscard d'Estaing, qui, depuis un moment, regardait sa montre, *s'en retourna en Auvergne*. M. Barre resta sagement à sa place pour écouter le débat de *politique générale. Les députés* se firent alors plus nombreux à ses côtés. Deux heures plus tard, au dîner, l'assemblée était barriste... autour de M. Barre. Et M. Jean Lecanuet, retrouvant tout son talent d'orateur, fait part du cheminement de sa pensée : à quelques nuances près, il rejette, aujourd'hui, la cohabitation.

M. Giscard d'Estaing était donc oublié. A ceci près que si la cohabitation venait à marcher, avec lui... Après tout, une place de ministre ou de secrétaire d'Etat ne se refuse pas si aisément. *« Avec eux deux, on est de toute façon gagnant »*, répétait le même député UDF.

C. F.-M.

Propos et débats

M. Destrade (PS) : tout va bien

M. Jean-Pierre Destrade, député des Pyrénées-Atlantiques et porte-parole du PS, a affirmé, lundi 16 septembre, lors du « Point de presse » hebdomadaire du PS : « Plus on s'achemine vers l'échéance de 1986, et plus les socialistes ont le moral, malgré les difficultés *(...), parce que les attaques de la droite comme du PCF (...)* sont de plus en plus mensongères, même si elles se font de plus en plus virulentes ; parce que la situation économique et sociale s'améliore en dépit des efforts de M. Juppé, *(...), l'économiste du RPR qui n'arrive* pas à prouver le contraire ; parce que, encore, l'opposition, dans son appétit rageur de revanche, n'a rien à proposer et fait assaut de démagogie *(...) ;* parce que leur parti est jeune et vivant, *(...)* les socialistes ont aussi le moral parce que le PS débat *(...)* travaille, avance et *(...)* réussit. »

M. Fabius : pas de débat avec M. Marchais

Pour l'Humanité, *qui avait publié, lundi 16 septembre une lettre de M. Georges Marchais dans laquelle le secrétaire général du PCF se déclarait prêt à un face-à-face télévisé avec M. Laurent Fabius, le premier ministre en refusant un tel débat* « se dérobe ». *M. Fabius, dans une lettre rendue publique lundi soir 16 septembre, explique qu'il a souhaité* « pour la clarté des choix, pouvoir débattre comme premier ministre avec *[ses]* prédécesseurs dans cette fonction, MM. Chirac et Barre ». *Le quotidien communiste y voit en fait le souhait du premier ministre de « s'en tenir à des interlocuteurs* qui sont sur la même longueur d'onde, à rester entre gens qui se comprennent ».

M. Stirbois (FN) : locomotive

« Le Front national souhaite être la « locomotive » d'un vaste rassemblement représentant plus le pays réel que le pays légal », *a indiqué, dimanche 15 septembre à Tours, M. Jean-Pierre Stirbois. Le secrétaire général du parti de M. Jean-Marie Le Pen considère logique qu'un accord soit conclu entre le Front national et le CNIP dont les positions, estime-t-il, sont* « plus proches des nôtres que de celles du RPR ». *Pour M. Stirbois, le Front national ne participera à une nouvelle majorité* « qu'à partir du moment où RPR et UDF *[voteront]* un certain nombre de lois qui *[lui]* paraissent fondamentales ».

M. Stoléru : non au concubinage

« Oui à la cohabitation, non au concubinage », déclare M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, pour qui le *« problème »* de M. Mitterrand est ou bien d'appliquer le programme socialiste et donc de se tromper, ou bien de ne pas l'appliquer et alors de se renier. *« Se planter ou se renier »*, tel est le *« choix tragique »* du chef de l'Etat résume M. Stoléru qui a d'autre part proposé la création au sein de l'opposition de *« pré-équipes de gouvernement »* chargées de préparer des dossiers *« qui seront remis aux ministres lorsqu'ils seront nommés en 1986 »*. L'ancien secrétaire d'Etat s'apprête à constituer une telle pré-équipe chargée des affaires sociales.

M. Rocard : minoritaire

M. Michel Rocard, invité, lundi 16 septembre, de l'émission Face au public, sur *France-Inter*, a affirmé qu'il souhaite, au congrès de Toulouse, une synthèse qui montre que *« les apports intellectuels de tous les courants du parti »* ont été pris en compte pour *« rendre compte du bilan de quatre ans et demi de pouvoir socialiste de manière loyale, de manière concrète »*. *« L'ampleur des désaccords entre socialistes*, a-t-il souligné, *est beaucoup moins grande qu'elle ne l'était au moment de notre débat précédent (...) il y a six ans* (1). *J'ai la faiblesse de penser que je n'y suis pas pour rien (...). Je me suis trouvé en situation de minorité depuis toujours. C'est même un peu ma fonction !*

(1) Au moment du congrès de Metz de 1979 (NDLR).

POINT DE VUE

Pour une réforme constitutionnelle

par ALAIN MADELIN (*)

LA cohabitation nourrit un débat fratricide au sein de l'opposition, dont l'essentiel repose — tout le monde le sait bien — sur des considérations ou des calculs appartenant au domaine de la technique politique. En fait, derrière ce débat de façade se cache un débat institutionnel de fond, sur le rôle du président de la République dans une démocratie libérale, la nécessaire limitation de ses pouvoirs et la séparation de l'exécutif et du législatif.

Le débat sur la cohabitation tourne en fait autour de quatre questions :

1) La cohabitation est-elle synonyme de compromission ? Réponse, non. Il est évident qu'un gouvernement ne saurait être formé à n'importe quel prix. Plusieurs conditions sont nécessaires : que la nouvelle majorité soit unie, qu'un premier ministre se dégage de ses rangs et obtienne les garanties nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de gouvernement qui auront obtenu la confiance des Français. Au président de la République de se soumettre ou... de se démettre. La réponse lui appartient, à lui seul. Rendez-vous au printemps 1986.

2) La cohabitation n'est-elle pas par nature une épreuve de force qui débouchera inéluctablement sur une crise institutionnelle ? Le chef de l'État ne détient-il pas le pouvoir de paralyser au bout d'un certain temps l'action du gouvernement ? Il y a là assurément matière à discussion. *Une chose est sûre, cependant :* le président de la République tient l'essentiel de ses pouvoirs de la pratique constitutionnelle et non du texte lui-même. En cas de conflit sur la délimitation des pouvoirs du président, peu importe cette pratique ou l'esprit de la Constitution. Seule compte la lettre de la Constitution, comme l'a rappelé le Conseil constitutionnel dans sa dernière décision. Mais, au-delà des textes, ce problème ne relève-t-il pas, avant tout, de la détermination, de la cohésion de la nouvelle majorité et de l'ampleur de sa victoire ?

3) La cohabitation peut-elle vivre *sous la menace permanente de la dissolution ?* Pour certains, le président de la République dispose d'une véritable « épée de Damoclès » qui devrait suffire à interdire toute expérience de cohabitation, tant ils jugent inéluctable l'impopularité de la politique du nouveau gouvernement. Je pense pour ma part que l'équation démobilisatrice « politique libérale = politique impopulaire » est non seulement fausse mais encore dangereuse car elle conduit à réclamer les pleins pouvoirs. Curieux paradoxe que de chercher à marier pleins pouvoirs et solutions libérales !

4) La fonction présidentielle ne sera-t-elle pas dangereusement diminuée à *l'issue d'une période de cohabitation ?* C'est là sûrement la question essentielle. Il est de fait inéluctable que l'habit présidentiel sorte rétréci de la cohabitation. Taillé sur mesure pour le général de Gaulle, il n'allait pas si mal à Georges Pompidou ou à Valéry Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, il flotte certes un peu autour de François Mitterrand. Mais est-il taillé pour l'éternité ? Est-il sacrilège de souhaiter qu'il y soit fait des « retouches » ?

Comment d'ailleurs ne pas faire le parallèle entre la concentration de fait des pouvoirs entre les mains du président de la République — sans équivalent dans aucun pays démocratique — et la montée de l'étatisme et du dirigisme qui a caractérisé ces deux dernières décennies ? Lorsque se confondent majorité présidentielle et majorité parlementaire, lorsque le Parlement ne contrôle plus *le gouvernement et en vient à dépendre*, au contraire, du pouvoir exécutif, lorsque les longues discussions budgétaires n'aboutissent plus qu'à modifier moins de 0,2 % des dépenses, la démocratie est guettée par le plus grave des périls : la confusion des pouvoirs.

Mélanger fonction gouvernementale et fonction législative revient à *« confier le pot de crème à la garde du chat »*.

Etonnez-vous alors que les lois ne soient plus des règles générales applicables à tous, égales pour tous, mais des mesures de gouvernement baptisées lois ! Voilà l'impasse où conduit cette confusion constitutionnelle.

Que l'on ne demande pas aux libéraux de considérer cette confusion ni comme une vérité révélée ni comme une vérité éternelle.

Du mal peut sortir un bien. Une expérience de cohabitation bien menée peut conduire à un rééquilibrage entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif. Peut-être même en viendra-t-on à souhaiter institutionnaliser un jour un véritable régime présidentiel. Quoi qu'il en soit, rendons grâce au débat sur la cohabitation de mettre progressivement en lumière cette *évidence : le futur président d'une* démocratie libérale ne doit avoir ni les mêmes pouvoirs ni la même fonction que le chef d'un Etat dirigiste.

(*) *Délégué général du PR.*

Situations 86

● **RPR** : *parachutages.* — Alors que les délégations du RPR et de l'UDF chargées de désigner leurs candidats observent un mutisme officiel sur leurs travaux, *la fébrilité a gagné la* cohorte des postulants. Ainsi bien des volontaires sont déjà en campagne *ou plutôt en pré*-campagne. C'est le cas surtout des éventuels « parachutés ». Si *de telles situations ont fait quel*-que bruit au PS, il en va de même au RPR, où bien peu de cas sont *encore définitivement réglés*. Certes M. Albin Chalendon, ancien député des Hauts-de-Seine, semble certain de conduire la liste chiraquienne dans le Nord, et il en va de même pour Mme Hélène Missoffe, actuel député du dix-septième arrondissement de Paris, dans le Val-d'Oise. Il se pourrait bien aussi que dans la Drôme, M. Xavier Ellie, président du directoire du *Dauphiné libéré*, conduise la liste RPR, alors qu'au titre de ce même parti, M. Gauthier Audinot (fils de M. André Audinot, député non inscrit de la Somme), directeur de la même publication et président du conseil de surveillance, *figurerait sur la liste de* M. Alain Carignon, maire de Grenoble dans l'Isère.

M. Robert Pandraud, directeur du cabinet de M. Chirac à la mairie de Paris, *ira dans la Seine-Saint-Denis, tandis que* M. Henri Cucq, ancien chef de cabinet du maire, directeur de la délégation générale à l'amélioration de la protection des Parisiens, se retrouvera dans l'Ariège.

M. Pierre Chartron, secrétaire national du RPR aux élections, conduira la liste dans la Creuse où il fut naguère préfet. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, le RPR souhaite voir figurer auprès de M. Pierre Bernard-Reymond, ancien ministre (CDS), qui conduira la liste de l'opposition, M. Patrick Ollier, ancien collaborateur de MM. Dijoud, Chaban-Delmas et Peyrefitte, et conseiller municipal de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). De nombreuses autres situations comparables sont encore en discussion pour compléter ce premier stick de parachutistes.

● **HAUTS-DE-SEINE** : *une liste beur.* — M. Said Zamour, un jeune beur de vingt et un ans, a annoncé son intention de conduire une liste *« contre le racisme et pour une France multiculturelle »* aux législatives, dans le département des Haut-de-Seine. Cette liste devrait être *composée pour l'essentiel de* beurs, c'est-à-dire de *« Français d'origine maghrébine, espagnole ou italienne »*.

● **MANCHE** : *M. Darinot accepterait de figurer en seconde place derrière M. Stirn.* — M. Louis Darinot, député socialiste de la Manche et président de la commission de la *défense* à l'Assemblée nationale, a annoncé qu'il serait prêt à figurer en seconde position derrière M. Olivier Stirn, président de l'UCR, sur la liste du PS aux élections législatives. Réaffirmant qu'il se rangera *« au choix définitif qui sera fait quel qu'il soit »*. M. Darinot a indiqué : *« Si ce choix se confirmait en faveur d'Olivier Stirn, je soutiendrai sa candidature et accepterai de figurer en seconde place sur la liste qu'il conduirait »*.

Cette prise de position intervient après la *décision des instances nationales du PS de* reporter au congrès de Toulouse le problème de la désignation des personnalités extérieures. La fédération de la Manche a *jusqu'à présent refusé le « parachutage »* de M. Stirn, lui préférant M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture.

● **NORD** : *un nouveau responsable du RPR.* — M. Serge Charles, *député, maire de* Marcq-en-Barœul, a été élu président départemental du RPR dans le Nord *au cours de la réunion du* comité fédéral de ce mouvement, qui s'est déroulée en présence de M. Albin Chalandon, M. Charles succède à M. Arthur Moulin, sénateur, maire d'Avesnes-sur-Helpe. Hostile au *parachutage* de M. Chalandon pour les législatives, M. Moulin avait *démissionné de ce poste en juillet* dernier pour *« raisons de santé et de disponibilité »*.

LES ÉLECTIONS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Déploiement judiciaire sans précédent

De notre envoyé spécial

Nouméa. – *« Le juge ? Bien sûr, nous allons l'accueillir. Regarde, nous avons même mis des fougères neuves dans la paillasse pour la nuit qu'il y passera. »* La tribu de Oyaguette, dans le nord du territoire, a beau n'avoir ni eau courante, ni électricité, ni poste de radio, elle saura recevoir comme il convient le magistrat qui viendra y présider le bureau de vote le 29 septembre prochain. Et qu'importe si Oyaguette n'a pas non plus de calendrier : les fougères de la paillasse sont changées quotidiennement en prévision du grand jour. Le juge pourra ainsi passer confortablement la nuit précédant le scrutin : le petit chef de la tribu l'a encore confirmé lors de la visite d'inspection du capitaine de gendarmerie la semaine dernière.

L'organisation du scrutin, cette fois, doit être irréprochable. La République ne saurait tolérer que l'on casse des urnes comme le 18 novembre dernier. Pour la première fois dans l'histoire du suffrage universel, les cent trente-huit bureaux de vote du territoire seront donc présidés non par le maire ou un élu mais par des magistrats franchement débarqués de métropole pour l'occasion.

Ce déploiement judiciaire sans précédent n'a pas été facile à organiser, surtout en milieu canaque. Certaines tribus de montagne ne sont accessibles qu'au prix de plusieurs heures de randonnée à cheval. Dans les plus reculés, les magistrats devront être déposés en hélicoptère le dimanche matin. Mais dans la plupart des bureaux, les futurs présidents pourront, samedi soir, se familiariser avec le théâtre de leur magistère.

« Super-magistrats »

Les juges n'ont pas été consultés sur le lieu de leur « affectation ». Ainsi le prévoyait la loi électorale : c'est le premier président de la Cour de cassation, Mme Simone Rozès, qui, de Paris, a affecté « à l'aveuglette » les magistrats dans leurs bureaux. Seule exception : on a pris soin d'envoyer dans les petites îles Belep, qui ont déjà commencé à construire leur mini-indépendance canaque loin de l'administration française – la présence européenne y est assurée par une seule infirmière, – un juge d'instruction de la banlieue parisienne réputé pour sa fermeté.

D'autre part, on a évité d'affecter des femmes dans des régions à risques, et notamment à l'île de Lifou où Dick Ukeiwé, ex-président du gouvernement territorial, est interdit de séjour depuis plusieurs mois par le FLNKS et les chefs coutumiers.

Pour ajouter encore aux difficultés logistiques, ces cent trente-huit « magistrats ordinaires » sont doublés dès à présent par vingt-quatre « super-magistrats », qui composent quatre commissions de contrôle, une par région. Présidées par des magistrats de haut rang de la Cour de cassation ou des membres du Conseil d'Etat, ces commissions, deux semaines durant, vont veiller au bon déroulement de la campagne, visitant les bureaux de vote les uns après les autres. Elles vont notamment s'assurer que les formalités préparatoires à l'exercice des votes par procuration et par correspondance, considérablement assouplies pour ce scrutin, ont bien été respectées. Il va encore revenir aux gendarmes de leur préparer un programme et d'encadrer leurs déplacements, surtout dans les tribus les plus remuantes.

Avant leur départ de Paris, certains de ces juges ont pris des précautions propres à leur faciliter, espèrent-ils, l'accès au milieu mélanésien ; ainsi, M. Christian Le Guenec, conseiller à la Cour de cassation, a-t-il emporté un stock de trente médailles de Saint-Louis, une distinction habituellement remise par la Cour à ses visiteurs de marque. Ces médailles devraient avantageusement remplacer les cartouches de cigarettes et les pièces de tissu bariolé traditionnellement offertes aux chefs coutumiers par les invités des tribus.

Pour le maintien de l'ordre : deux gendarmes se tiendront à l'entrée de chaque bureau de vote, assistés à quelques dizaines de mètres par un groupe de gendarmes mobiles. Une vingtaine de bureaux « à risques » ont été sélectionnés par le haut commissariat, devant lesquels cette présence sera renforcée.

Au total, les effectifs de maintien de l'ordre présents sur le territoire devraient s'élever le 29 septembre à quelque trois mille hommes, soit deux fois moins qu'au plus fort de l'insurrection de l'hiver dernier.

Mais ce dispositif militaro-judiciaire risque de se heurter à la technique la plus éprouvée, surtout en tribus, d'entrave au droit de vote : la dissuasion préalable. Il n'est au pouvoir d'aucun magistrat ni d'aucun gendarme de s'immerger assez profondément dans la vie des tribus pour y empêcher les menaces voilées ou les consignes discrètes...

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Un entretien avec M. Jean-Marie Tjibaou

« La mentalité indépendantiste doit devenir une mentalité de conquête de marché »

« La campagne électorale est à présent ouverte. Les candidats anti-indépendantistes vont recevoir ici le soutien de plusieurs responsables nationaux, dont Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen. Que pensez-vous de ce renfort ?

– C'est du cinéma. Je plains les Calédoniens qui jouent ce jeu. Ils n'ont rien dans le crâne. Aucune position spécifique sur la Calédonie ni sur leur avenir en pays kanak. Faire venir des dirigeants parisiens dénote la pauvreté de leur conscience politique. Culturellement, ils ne se sont pas installés ici, ce sont toujours des étrangers. Il nous faudra construire ce pays avec des gens qui se réfèrent toujours à un ailleurs et sont encore renvoyés à cet ailleurs par ces acteurs de cinéma qu'ils font venir. Au fond, ils se situent comme des banlieusards parisiens.

» Leur avenir pourtant n'est pas en France mais avec les Kanaks dans le pays des Kanaks, dans le Pacifique. Ils feraient bien de se souvenir que lorsque les harkis ont débarqué en France, les grands supporters de l'Algérie française les ont bien vite oubliés.

– Depuis quelque temps, vous semblez avoir pris du recul. Vous espacez vos visites à Nouméa et vous restez à Hienghène, la ville dont vous êtes le maire. La politique vous a-t-elle déçu ?

– Je suis rentré à Hienghène pour plusieurs raisons. D'abord pour m'occuper des enfants de mes deux frères, qui ont péri dans une embuscade en décembre dernier. J'ai à présent six enfants à charge. Ensuite, il fallait faire redémarrer l'économie ici, à Hienghène. Nous avons lancé une coopérative agricole où même les gendarmes mobiles vont s'approvisionner de temps en temps.

» Pour la première fois, nous allons vendre des noix de coco jusqu'à Nouméa. Nous débordons de projets. Le mois prochain, j'attends une délégation japonaise qui va étudier la possibilité d'ouvrir ici un élevage de poissons en pleine mer. Nous mettons en place une scierie ; nous voudrions percer une route forestière transversale de la côte est à la côte ouest. La crédibilité de l'indépendance, par rapport aux patrons européens, elle se joue maintenant.

» Je m'occupe de mon jardin aussi, je prépare mes champs d'ignames : j'ai un cochon, quelques moutons. Pour moi, bien sûr, mais aussi pour servir d'exemple aux gens. J'ai trouvé un système pour construire un poulailler sur un terrain en pente. Je le montre au maximum de gens pour que personne ne puisse plus prendre excuse de la pente pour ne pas élever de poules.

> • *Le responsable du FLNKS place au premier plan le combat pour l'autosuffisance alimentaire.*
>
> • *Magistrats et gendarmes seront-ils en mesure d'assurer le déroulement normal des élections ?*

– Ces raisons sont-elles suffisantes pour se mettre en retrait d'un combat politique fondamental ?

– Il y a aussi autre chose, bien sûr. Je suis revenu ici pour sortir de la scène. Je souhaite que davantage de militants prennent des responsabilités. Quand le public voit toujours les mêmes têtes, il finit par ne plus entendre le message. Un tel apparaît sur l'écran, c'est le diable, on tourne le bouton. C'est un peu provocateur. A force de s'exprimer dans les médias, le langage devient plus sophistiqué et l'on se déconnecte même de ses propres militants. En outre, notre discours est difficile. Nous parlons de quelque chose qui n'existe pas, d'un projet. Pour moi, un discours doit se traduire par une réalité. Construire avec les gens pour qu'ils croient en eux-mêmes.

– Vous êtes tête de liste du FLNKS dans la région nord. Pensez-vous toujours que la création des régions, prévue par le plan Fabius, vous permettra de construire l'indépendance sur le terrain ?

– Dans l'immédiat, notre principal combat se livrera dans les mentalités. Il ne s'agira pas, bien sûr, de parvenir à l'auto-suffisance alimentaire en quelques mois. Mais les gens devront intégrer ce concept d'autosuffisance. L'économie de comptoir leur avait donné l'habitude d'être assistés et de recevoir. Tout, y compris des coups de pied. Ils avaient perdu la technique des taraudières. Ils ne savaient plus construire de pirogues qui aillent jusqu'aux îles. La mentalité indépendantiste doit devenir une mentalité de conquête du marché.

– M. Toubon vient d'annoncer que si l'opposition l'emportait en 1986, elle organiserait tout de suite un référendum d'autodétermination et, en cas de réponse négative, ferait voter un nouveau statut d'autonomie interne proche du plan Ukeiwé.

– Vous savez, c'est toujours facile de faire des déclarations quand on n'est pas au pouvoir, comme François Mitterrand pour la bombinette ; il était contre et, aujourd'hui, il est devenu de Gaulle et il se rend sur les lieux du crime. Alors qu'il y a danger de mort et que si la mer et les courants peuvent être porteurs de vie, ils peuvent aussi être porteurs de germes de mort.

» Dès que les régions seront en place, elles vont voter leur budget et, avec ce budget, nous pourrons travailler pendant dix mois. Et on en fait des choses en dix mois. De toute façon, ce bouleversement des mentalités dont je vous parlais et que nous entreprendrons, cela n'est pas à la merci d'un changement de majorité.

– Si le FLNKS exerce des responsabilités dans les futurs conseils de région, ne craignez-vous pas de vous trouver coupés d'une partie de votre base qui pourrait estimer que les changements ne sont pas assez rapides ?

– En effet, quand on gère, on répond à des questions pratiques, dans un cadre institutionnel donné, qui sera celui de la République française. C'est pourquoi nous venons de décider, le week-end dernier, la création dans la région nord d'un comité de vigilance qui sera issu des comités de lutte des tribus. Ce comité aidera le conseil de région à ne pas perdre de vue les revendications.

– Quels seront ses pouvoirs ?

– Le pouvoir de la rue. Le pouvoir de dire « non ». Et le pouvoir de convoquer un congrès du FLNKS pour trancher un conflit grave avec le conseil de région.

– M. Le Pen a annoncé sa venue à Thio. Allez-vous à cette occasion donner des consignes à vos militants ?

– Le comité de lutte décidera sur place. Mais quand des gens qui insultent nos militants viennent les provoquer, il est dur ensuite de demander aux gens de rester les bras croisés... »

Propos recueillis par
DANIEL SCHNEIDERMANN.

• *M. Jacques Toubon,* secrétaire général du RPR, a été pris à partie par un groupe de jeunes indépendantistes à Kouaoua, un village minier de la côté est de Nouvelle-Calédonie, où il s'était rendu dimanche 15 septembre en compagnie du député Jacques Lafleur et du sénateur Dick Ukeiwé. Après une bousculade entre indépendantistes et gendarmes, la réunion du RPCR, à laquelle venait participer M. Toubon, a pu avoir lieu.

• *Le Sénat et la Nouvelle-Calédonie.* – La commission des lois du Sénat a décidé mercredi 11 septembre d'envoyer en Nouvelle-Calédonie une délégation de cinq membres présidée par M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), président de la commission des lois. Cette délégation composée de MM. Germain Authié (PS, Ariège), Jean Arthuis (Un. Cent., Mayenne), Marc Bécam (RPR, Finistère) et Jean-Pierre Tizon (RI, Manche), et à laquelle les communistes ont refusé de participer, devrait quitter Paris le 25 septembre et séjourner une semaine dans l'archipel avec pour tâche de *« compléter l'information du Sénat et de marquer l'intérêt que* [ce dernier] *porte à la sincérité du déroulement du scrutin ».*

• *M. Fabius et les anciens combattants d'Afrique du Nord.* – Après avoir rencontré lundi 16 septembre M. Laurent Fabius, une délégation de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) a indiqué que le premier ministre lui avait annoncé que *« des directives seraient données »* pour que le gouvernement soit représenté à la cérémonie du 19 mars aux Invalides à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie, que la prolongation du délai pour la constitution de la retraite mutualiste avec participation de l'Etat de 25 % sera étudiée favorablement et qu'enfin l'anticipation de l'âge de la retraite compte tenu du temps de mobilisation en Afrique du Nord sera mise à l'étude.

Les dix-neuf listes en présence

Voici les listes qui seront en présence dans chacune des quatre régions créées par le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie, aux élections régionales du dimanche 29 septembre. Nous indiquons, pour chacune des listes, le nom et l'étiquette politique du leader local.

• **RÉGION NORD** (9 sièges à pourvoir), 5 listes :

– Rassemblement pour la Calédonie dans la République (*RPCR*, M. Max Frouin).

– Rassemblement, progrès et coutume (*RPC*, apparenté *RPCR*, M. Henri Wetta).

– Front de libération nationale kanake socialiste (*FLNKS*, M. Jean-Marie Tjibaou, Union calédonienne).

– Libération kanake socialiste (*LKS*, indépendantiste modérée, M. Francis Poadouy).

– Organisation politique d'alliances d'*OPAO* (*OPAO*, centriste, M. Isaaca Poarairiwa).

RÉGION CENTRE (9 sièges à pourvoir), 5 listes :

– *RPCR* (M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR).

– *FLNKS* (M. Léopold Jorédié, UC).

– *LKS* (M. Mathias Netcharo).

– *OPAO* (M. Jean-Pierre Aïfa).

– *Front national* (M. Jean-Charles Moglia).

• **RÉGION SUD** (21 sièges à pourvoir), 6 listes :

– *RPCR* (M. Jacques Lafleur, député RPR).

– *FLNKS* (M. Roch Pidjot, député non inscrit, UC).

– *LKS* (M. Henri Bailly).

– *OPAO* (M. Gabriel Paita, ex-*FLNKS*, Parti fédéral kanake).

– *Front national* (M. François Noéré, ex-indépendantiste).

– *Calédonie Nouvelle* (M. Jean Leder, centriste).

• **RÉGION DES ILES LOYAUTÉ** (7 sièges à pourvoir), 3 listes :

– *RPCR* (M. Wamo Goïne).

– *FLNKS* (M. Yeiweiné Yeiweiné, UC).

– *LKS* (M. Nidoïsh Naisseline).

LE DÉBAT AU PS

Pas de « chasse au Rocard »

disent les amis de M. Chevènement

Les orientations, réelles ou supposées, de M. Michel Rocard, préoccupent toujours ceux des socialistes (les mitterrandistes, les amis de M. Mauroy et ceux de M. Chevènement) qui ont signé la motion 1 (majoritaire) pour le congrès de Toulouse. Après ceux de l'ancien premier ministre, les amis de M. Jean-Pierre Chevènement viennent de lancer plusieurs mises en garde à l'adresse de M. Rocard.

Le CERES, qui s'est réuni récemment à Saint-Denis pour la préparation du congrès, multiplie les signes de sa bonne volonté unitaire. A la direction du PS, on reconnaît que le CERES respecte scrupuleusement l'accord interne du 6 juillet sur la composition des listes électorales, au point de rappeler à l'ordre ceux des siens qui s'en écartent.

A l'issue de la réunion de Saint-Denis, M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS et l'un des dirigeants du CERES, a souligné que le souci de *« rassembler »* les socialistes exclut, à ses yeux, toute *« chasse au Rocard »*.

Mais, sur le fond, les orientations de M. Rocard préoccupent le CERES. *« Nul ne veut,* a souligné M. Sarre après la réunion de Saint-Denis, *d'un grand parti démocrate à l'américaine qui se contenterait de gérer les aléas de l'immédiat. »*

M. Sarre a également mis en garde les socialistes qui pourraient *« croire que, d'ici à 1988, l'émiettement serait possible et faciliterait d'éventuelles primaires à gauche. C'est un raisonnement* (...) *à courte vue. L'heure ne doit pas être aux scissions ou aux chapelles* (...) *L'heure n'est pas non plus aux alliances avec la droite. Ne l'oublions pas, c'est en s'alliant avec la droite que la SFIO a perdu son âme. Qui oserait proposer longtemps une telle impasse ? »*

En réalité, le message qu'entend délivrer le CERES est lui-même complexe. Si les amis de M. Chevènement excluent aujourd'hui toute alliance d'appareils avec la droite, la construction d'un grand parti socialiste et républicain à vocation « hégémonique », selon leurs vues, impose de rallier une partie non négligeable de la clientèle actuelle des partis de droite. Au demeurant, M. Chevènement n'affirme-t-il pas lui-même dans un ouvrage à paraître (chez Flammarion) que la France traverse une période où *« l'intérêt supérieur du pays commande que des hommes d'Etat soient capables de dépasser l'opposition de la droite et de la gauche »* ?

J.-L. A.

GRÈVE DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS SUIVIE A 72 %

Le mot d'ordre de grève lancé pour le lundi 16 septembre par le Syndicat de la juridiction administrative a été, selon celui-ci, suivi en moyenne par 72 % des juges. La grève a été de 100 % dans les tribunaux administratifs de Versailles, Amiens, Lyon, Bastia et Nouméa, de 87 % à Rennes, de 80 % à Grenoble, de 75 % à Lille, Poitiers et Strasbourg, de 66 % à Paris et de 48 % à Marseille.

Le Syndicat de la juridiction administrative avait déjà lancé un ordre de grève le 20 mars dernier, qui avait été largement suivi. Il protestait, comme le 16 septembre, contre le projet de réforme du Conseil d'Etat que prépare le gouvernement. Les juges des tribunaux administratifs ont reçu le soutien de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) et de l'Association des avocats pour le droit administratif et fiscal (ASTRAFI).

société

MÉDECINE

Le coût du SIDA

Les Centers for Disease Control d'Atlanta viennent, pour la première fois, de faire une estimation chiffrée des conséquences financières de l'épidémie de SIDA aux Etats-Unis. Outre-Atlantique, cette épidémie a touché environ 13 000 personnes. Plus de la moitié d'entre elles ont trouvé la mort. Le coût total de l'épidémie (soins et perte de productivité) est estimé aujourd'hui à 5,6 milliards de dollars. Un coût dû en partie au fait que le SIDA touche, en priorité, les hommes jeunes des grandes métropoles, New-York, San-Francisco, Los Angeles et Miami comptant environ 60 % de victimes.

SCIENCES

L'encombrement de l'espace

Les pays du tiers-monde auront accès à l'orbite géostationnaire, la meilleure pour les satellites de télécommunications et quelques autres. La conférence de l'Union internationale des télécommunications, réunie depuis cinq semaines à Genève, a décidé de réserver à chacun de ses 160 Etats participants une position d'orbite et des fréquences. Cette décision de principe constitue un compromis entre les pays développés, *qui se satisfont du principe* « premier arrivé, premier servi », et celle des pays en voie de développement, *qui craignaient de ne plus trouver de place sur cette* orbiter, déjà encombrée, quand ils seront à même de se doter de *leurs propres satellites. L'attribution des positions d'orbite a été* renvoyée à une autre conférence, qui se tiendra en 1988.

PATRIMOINE

Le président chez les Gaulois

De la guerre de l'an 2000 à celle de 52 avant Jésus-Christ – ou de Mururoa à Bibracte : le président Mitterrand remonte le temps en se rendant, ce mardi 17 septembre, à Glux, petite commune de la Nièvre où il doit déclarer Bibracte site national. Bibracte, oppidum gaulois dont les vestiges sont enfouis au sommet du mont Beuvray, était la capitale des Eduens, une des nombreuses peuplades gauloises. C'est là que Vercingétorix fut porté à la tête de l'armée lors d'un grand rassemblement des chefs gaulois.

SPORTS

L'avenir de Ramirez

Cinq ans après Alfonso Flores, un autre Colombien Martin Ramirez a remporté, lundi 16 septembre, le tour de l'Avenir, une épreuve par étapes réservée aux amateurs et aux jeunes professionnels, qui se déroulait sur les routes du Sud-Ouest. Ramirez n'est plus un novice : il s'était illustré l'an passé en gagnant le critérium du *Dauphiné libéré* devant... Bernard Hinault, Greg Lemon et Pascal Simon.

Ses qualités de grimpeur lui ont permis cette fois de dominer. Il a sans doute bénéficié aussi du matériel futuriste – vélo aérodynamique et casque profilé – que lui avait complaisamment prêté Cyrille Guimard, directeur sportif d'une équipe Renault en cours de reconversion. – J. A.

50000 F pour une médaille

La Fédération française de judo (FFDJA) a pris, à la veille des championnats du monde de Séoul, une décision qui fera date dans le sport français : ses champions toucheront désormais des primes à la performance.

Un champion du monde recevra 50000 F dont 20000 F immédiatement et le reste en fin de carrière. Un vice-champion du monde et un médaillé de bronze recevront respectivement 20000 F et 10000 F en fin de carrière. Aux championnats d'Europe, les sommes seront de 30000 F pour le vainqueur et de 10000 F pour le finaliste.

Ces aides viendront en complément des aides personnalisées aux sportifs de haut niveau, actuellement de l'ordre de 2000 F par mois. Elles seront financées par un fonds spécial alimenté par un prélèvement de 0,50 F sur les licences. La FFJDA a également prévu la création d'un fonds pour la réinsertion des judokas de haut niveau qui *n'ont pas été rattachés à la fonction publique.* – A. G.

M. CHEVÈNEMENT RELANCE LA RECHERCHE SUR LA FORMATION

L'école est partout

M. Jean-Pierre Chevènement a présenté, ce mardi 17 septembre, au cours d'une conférence de presse, le colloque qui se tiendra les 23 et 24 septembre à la Sorbonne sur le thème : *« Education, formation et société : recherche pour demain »*. *Il a annoncé que* cette rencontre, à laquelle doivent participer plus de deux mille personnes, – devra permettre de dégager *« les questions sur lesquelles il est important de se mobiliser »* et avoir *« des retombées effectives ».*

La recherche pédagogique en France n'a pas très bonne presse. Longtemps méprisée, elle paraissait se limiter à une « cuisine » d'instituteurs. Puis les réformes qui s'en sont inspirées (que ce soit pour l'enseignement des mathématiques ou du français) sont apparues hâtives et inutilement compliquées.

Inversement, on s'étonne que l'école n'utilise pas avec plus de hardiesse les ressources des techniques modernes : l'audiovisuel, l'ordinateur... Les retards ou les échecs en ce domaine paraissent alors confirmer la réputation d'immobilisme des enseignants.

Une opération spectaculaire

Des décisions récentes du ministre de l'éducation nationale – *comme* l'abandon des disciplines d'éveil ou l'introduction de l'informatique dans les écoles élémentaires et les collèges – semblaient confirmer cette opinion commune : d'un côté, on met fin à des expérimentations hésitantes dont les enfants ont fait les frais ; de l'autre, on se lance dans la fuite en avant technologique. *Cette politique – et quelques* déclarations fracassantes du ministre à son arrivée rue de Grenelle – ont valu à ce dernier une solide réputation d'« antipédagogue ».

Mais n'étant pas homme à donner longtemps une image négative de lui-même, il a entrepris de contre-attaquer par une opération spectaculaire *comme il les affectionne* : un colloque auquel participeront plus *de deux mille personnes*, non seulement des enseignants et des chercheurs (français et étrangers), mais aussi des représentants des entreprises, des collectivités locales, des associations...

Car la grande habileté de cette initiative est d'avoir largement débordé le cadre proprement scolaire pour traiter l'ensemble des circonstances dans lesquelles un individu *est dans une situation de* formation, aux différentes étapes de sa vie personnelle et professionnelle (1). L'idée principale des organisateurs du colloque est que l'école n'est plus l'instance unique qui assure la formation, mais que celle-ci est aussi à l'œuvre dans les lieux de travail et dans toutes sortes d'expériences sociales (vie associative, locale, familiale, culturelle, fréquentation des médias).

> *Pour améliorer la formation, les chercheurs en éducation sont invités à se mettre à l'écoute de la « demande sociale », c'est-à-dire des entreprises, des collectivités et des usagers.*

L'objectif de la recherche en éducation devrait être d'étudier les interactions entre ces différentes formes d'apprentissage et de se mettre à l'écoute de la *« demande sociale »* – c'est-à-dire des entreprises, des collectivités ou des individus. Or cette demande se fait de plus en plus pressante en raison de la crise et des mutations technologiques, mais aussi de plus en plus *diversifiée. On a besoin de qualifications* professionnelles précises pour *trouver un emploi ou pour s'adapter* à de nouvelles techniques, *mais* aussi d'aptitudes nouvelles à gérer, à communiquer, à *changer d'environnement*. Les artisans doivent s'initier à la *comptabilité* et aux règles administratives ; les cadres de l'industrie et du commerce s'ouvrir aux langues et aux cultures étrangères.

De nombreux professionnels ont à résoudre des problèmes d'esthétique, d'environnement, de sociabilité, d'éthique. Les OS confrontés à la robotisation des ateliers ou les enseignants qui doivent *appliquer une* réforme n'ont pas seulement à acquérir de nouvelles connaissances. Ils voient se modifier leur relation au métier, l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Où et comment tout cela s'apprend-il ? Telles sont les questions maintenant posées aux chercheurs en éducation.

Cet élargissement du champ de la formation conduit la recherche en éducation à explorer les domaines les plus divers : des névrosciences à l'anthropologie, de l'économie à l'intelligence artificielle, de la psychologie sociale à la linguistique...

Foisonnement et éparpillement

Cette diversité, ce foisonnement des approches expliquent la dispersion des activités de recherche. On en trouve à l'éducation nationale (à l'Institut national de recherche *pédagogique*, au CNRS, *dans les* universités), mais aussi dans d'autres ministères (l'industrie, l'agriculture...) et dans les entreprises, avec le développement considérable de la formation professionnelle et permanente. Cet éparpillement conduit à une déperdition de moyens et d'énergie, qui explique la disproportion entre les investissements réels (au reste *impossibles à évaluer* avec précision) et leurs résultats apparents.

Le besoin de relancer et de mieux organiser ce domaine s'impose d'autant plus que les systèmes de formation se trouvent aux prises, dans tous les pays développés, avec une redoutable crise financière : tandis que les besoins augmentent de façon constante (voir l'objectif *du gouvernement de mener 80 %* des jeunes au niveau du bac), les *dépenses publiques d'enseignement*, elles, ralentissent fortement, au point même d'approcher dans certains pays la croissance zéro. D'où la nécessité d'en améliorer le rendement, ce qui signifie à la fois : développer une véritable « ingénierie » de l'éducation, se doter de méthodes efficaces d'évaluation et de diffusion des résultats et mieux rentabiliser le potentiel existant.

Ce colloque pourrait déboucher sur certaines initiatives concrètes, comme *la* création d'un institut national de la recherche en éducation (*par transformation de l'actuel* INRP). Mais plus que des réformes institutionnelles, le *ministère en* attend un effet de sensibilisation et de stimulation, qui pourrait porter ses premiers fruits dans la relance annoncée de la formation permanente.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Ce colloque reprend en grande partie les conclusions du rapport que M. Carraz avait rédigé en 1983 à la demande de M. Chevènement, alors *ministre de la recherche, intitulé Recherche en éducation et en socialisation de l'enfant* (Documentation française).

SIX COMMISSIONS

Six groupes de travail ont été constitués pour préparer ce colloque. *Ils traitaient des thèmes* suivants :

1) *Quels contenus et quels* modes de transmission pour la *formation de demain ?*

2) Quels métiers, quelles *qualifications, quelle production ?*

3) *Comment améliorer,* en qualité et en quantité, le taux de *réussite du système éducatif ?*

4) Quels coûts et quelles ressources *pour l'éducation* de demain ?

5) *Que savons-nous des* enfants, des jeunes, dans leur *mode de vie, leur rapport à l'éducation*, à la culture, à l'emploi ? *Comment éviter une société* duale ?

6) *Comment faire connaître* les résultats de la recherche, les *valorisez, les situer au niveau* international ?

Une table ronde sera consacrée au thème suivant : existe-t-il une spécifité de la recherche en éducation ?

LES BÉBÉS SANS COCAINE

Une femme enceinte ne peut pas consommer de cocaïne sans faire courir de sérieux risques à son futur enfant. Telle est la principale *conclusion d'une étude américaine* publiée dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (1).

Au total, l'étude a porté sur quatre groupes de femmes : un groupe de consommatrices exclusives de *cocaïne, un deuxième de consommatrices* de cocaïne et de narcotiques, un *troisième* d'anciennes consommatrices de narcotiques (auxquels on avait *substitué* un autre produit – la méthadone – durant la grossesse) et un quatrième constitué de *femmes* indemnes de toute toxicomanie.

Il ressort de cette étude que la consommation de cocaïne apparaît directement liée à un taux élevé d'avortements. *Une femme du premier groupe*, consommatrice de quatre à cinq grammes de cocaïne par jour à la cinquième semaine de grossesse, a donné le jour à un enfant gravement malformé. *Si la* cocaïne, associée ou non aux narcotiques, semble sans *effet* sur le poids, la taille et le périmètre crânien des enfants, il n'en va pas de même quant aux capacités psychologiques des nouveau-nés, mesurées *à trois jours sur l'échelle de Brazelton*. La consommation de cocaïne et de narcotiques semble en particulier nettement préjudiciable au développement de *l'enfant. Les auteurs relèvent en* outre que deux enfants de femmes du premier groupe sont morts dans les premiers jours qui suivirent leur naissance, l'un de *« mort subite »*, *l'autre de méningite.*

Autant d'éléments qui, en dépit de conclusions jusqu'à présent plus ou moins contradictoires quant aux effets tératogènes de la cocaïne, permettent aux auteurs de conclure à la nocivité de cette drogue sur le fœtus humain. Selon les auteurs, dix millions d'Américains consomment de la cocaïne dont cinq *millions de manière régulière.*

J.-Y. N.

(1) *New England Journal of Medicine* daté du 12 septembre. L'étude est signée par quatre universitaires (psychiatre, pédiatre, psychologue et pharmacologue) de Chicago.

L'ENQUÊTE SUR ACTION DIRECTE

Mohand Hamami reste introuvable

*Le voyage en Algérie de M. Jean-*Louis Bruguière, juge d'instruction parisien (*le Monde* du 11 septembre), n'a sans doute pas été inutile, même s'il ne lui a apparemment pas permis de retrouver une trace récente de Mohand Hamami, de *nationalité algérienne, militant* présumé d'Action directe, recherché dans le cadre de l'enquête sur la fusillade de l'avenue Trudaine où deux policiers avaient été tués le 31 mai 1983.

M. Bruguière, qui vient, en compagnie de trois policiers, de passer une semaine en Algérie, avait dû insister auprès des autorités de ce pays pour assister à l'exécution d'une commission rogatoire internationale délivrée depuis plusieurs mois. Certains observateurs avaient alors estimé que Mohand Hamami, qui était l'objet, depuis le 4 décembre 1984, d'un mandat d'arrêt international pour assassinats, avait pu *bénéficier de certaines protections* en Algérie.

Or, à Alger, M. Bruguière a appris que les renseignements généraux algériens avaient ouvert un dossier au nom de Hamami dès 1982, au moment où il avait été interpellé alors *qu'il se rendait en* compagnie de Joëlle Aubron dans un box de la rue du Borrégo, où un important stock d'armes avait été entreposé. Relaxé le 7 février 1983, il était l'objet d'une « fiche d'attention » aux frontières et fut signalé, en août 1983, *lors de son arrivée à Annaba*, et au début de l'année 1984, où il était contrôlé dans la région d'Alger.

A la fin de 1984, quand une sympathisante d'Action directe, arrêtée lors d'une tentative de hold-up, a mis en cause Mohand Hamami dans *la fusillade de l'avenue Trudaine*, il n'était plus sous la surveillance des services de police algériens, qui ont diffusé le mandat d'arrêt international délivré par M. Bruguière le 4 décembre *1984*. Les magistrats algériens ont informé M. Bruguière que, en cas d'arrestation, Mohand Hamami serait jugé en Algérie sur les faits dénoncés éventuellement par la France. M. Bruguière a pu faire entendre les membres de la *famille* de Hamami – oncles, tantes et cousins (ses parents sont morts), – qui *résident soit dans* la région d'Alger, soit dans celle de Bougie.

M. P.

AVANT LE SYNODE DE ROME

Les théologiens de « Concilium » dénoncent un « durcissement » de l'Eglise

Les théologiens de la revue *Concilium* publient dans leur prochaine livraison (1) une *« lettre ouverte au sujet du prochain synode »* des évêques catholiques, qui aura lieu à Rome fin novembre. Rappelant que leur revue est *« née du concile et pour le concile »*, les signataires (2) dénoncent *« l'atmosphère de durcissement, de lassitude ou d'indifférence »* dans laquelle le synode aura lieu.

Sans nier que *« Vatican II n'a pas été exempt d'un certain optimisme, – voire d'une certaine naïveté »*, et conscients que *« certaines conséquences positives du concile ont été freinées, déformées ou anéanties par la résistance obstinée de divers groupes ou de certains appareils, et par l'imprudence de divers groupes ou de certains individus »*, les théologiens demandent instamment *« à tous les membres de l'Eglise catholique romaine de ne pas oublier que le concile leur a restitué maintes richesses de la tradition chrétienne authentique »*.

Afirmant que *« le synode n'est pas le maître et le juge du concile : il en est le serviteur et doit se laisser juger par lui »*, les signataires terminent par un appel aux participants du prochain synode extraordinaire : *« Nous supplions les évêques du synode de 1985 de montrer la même invention, la même indépendance de jugement, le même courage, la même espérance* [qu'au concile]. *Nous leur demandons de prendre vraiment une parole qui n'a à leur être concédée par quiconque mais qui leur revient de droit. »*

(1) *Concilium*, cahier 201 (qui paraîtra fin septembre), Beauchesne éditeur, 72, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

(2) Parmi les théologiens, au comité de direction du *Concilium*, citons : Léonardo Boff, Gustavo Gutierrez, Hans Küng, Johann-Baptist Metz, Jürgen Moltmann, Edward Schillebeeckx, et, pour la France, Marie-Dominique Chenu, Yves Conger, Christian Duquoc, Claude Geffré, Jean-Pierre Hossna et Jacques Pohier.

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 LE COURRIER DES LECTEURS

ON ne s'occupe pas assez, à l'intérieur des journaux, des personnes qui en sont la force principale : les lecteurs. « Achète et tais-toi » serait volontiers le mot d'ordre. Le lecteur qui écrit à son journal a mauvaise réputation. C'est un peu le vieux toqué de *la Nausée* de Sartre. Il y aurait du journaliste, de l'écrivain refoulé, dans le monsieur ou la dame qui prend la plume pour dire son mot. On publie sa prose avec un respect apparent et on la prend avec des pincettes comme si elle était contaminée. On la parque dans une réserve spéciale avec le moins de commentaires possible. Il serait pourtant bon que les journalistes en tous genres n'oublient pas qu'ils ont été aussi des lecteurs, qu'ils le sont encore, je l'espère ! L'idéal serait d'écrire comme nous aimerions nous lire : avec plaisir.

Je me demande si les journaux ont une idée précise du nombre de lecteurs qui leur écrivent. S'il y a eu sur ce point une enquête des instituts de sondage. Avec toutes les subdivisions que l'on peut imaginer. Je me demande également s'il y a eu dans les journaux une « politique » à l'égard de ces têtes qui osent sortir du rang, et non pas seulement ces réactions épidermiques que j'ai évoquées. Si je pose toutes ces questions, c'est que je pense qu'il y a quelque chose à faire. Dans tous les cas, que ce qui est fait n'est pas ce qui devrait être fait.

Un des principes des débats télévisés, on le sait, c'est de couper la parole au moment où celle-ci risquerait de devenir intéressante. Pour expliquer ce phénomène, on croit souvent que le meneur de jeu a peur de ce qui va être dit, qu'il y aurait donc censure. C'est beaucoup plus simple. A partir du moment où la conversation s'éloigne de la convention, où les participants commencent à se réveiller, tout le monde a envie de parler.

Le présentateur n'est plus sûr de pouvoir dominer le débat. Une platitude de taille fait retomber le soufflé qui commençait à prendre. De la même façon, le « Courrier des lecteurs » a un faible pour les lettres insignifiantes. Celles qui pourraient nous faire sursauter sont placées de telle sorte qu'elles passent inaperçues. Les responsables des journaux sont de bonnes nounous qui en ont vu d'autres avec leurs sacrés bébés de lecteurs : « Calme-toi, mon petit chéri, c'était un vilain cauchemar, fais dodo ! ».

Le « Courrier des lecteurs » est considéré par eux comme un mal nécessaire, un sacrifice sur l'autel de la démocratie.

Ces propos m'ont été soufflés par une lettre publiée par *le Monde* daté du 7 septembre, à propos du maréchal Pétain. Ce n'est pas le maréchal, Dieu merci, comme on va le voir, qui valait le déplacement. Ecoutons : *« J'ai connu d'une façon très particulière et mieux que quiconque l'occupation de la Bohême et de la Moravie (pays sudète), ainsi que le gouvernement général de Pologne. Je crois pouvoir dire que je suis le seul Français à avoir pratiquement assisté à l'assassinat de Heydrich à Prague, et les conséquences qui en furent la suite. »*

Je suis un peu comme M. Bernard Tricot. Quand un monsieur m'écrit des choses pareilles, j'ai tendance à le croire. Mais si j'étais *le Monde*, je voudrais en savoir davantage sur ce lecteur. J'enverrais un enquêteur. Non pour accuser cet homme de quoi que ce soit, mais pour qu'il nous confie ses souvenirs. Ce n'est pas rien pour un Français de s'être déplacé avec aisance dans les années 40 en Bohême, en Moravie et en Pologne. Ils ne doivent pas être nombreux les témoins encore vivants qui ont assisté à Prague, le 26 mai 1942, à l'attentat réussi contre le Reichsprotecktor Reinhard Heydrich et aux conséquences qui en ont découlé.

Je crois me souvenir que lors d'un « Dossier de l'écran » relativement récent, on a rediffusé un film américain sur cette affaire. A moins que ce ne fût Alain Decaux qui l'ait évoquée. On a même dit alors que si Heydrich fut assassiné c'est en pesant tous les risques : on n'ignorait pas à Londres les représailles qui allaient suivre. Mais il était nécessaire qu'Heydrich fût abattu, car l'ancien adjoint de Himmler s'était rendu relativement populaire dans son protectorat par sa modération. Il avait pris au sérieux son titre, et ce qui était maintenant son royaume et était devenu un danger pour la résistance tchèque.

Le cas d'Heydrich s'apparente à celui de Philippe Henriot, le dernier et le seul porte-parole talentueux du gouvernement de Vichy que la Résistance dut abattre en 1944, alors que la victoire des Alliés ne faisait plus de doute. Son éloquence était telle qu'il battait en taux d'écoute, comme on dirait aujourd'hui, le « Ici, Londres, les Français parlent aux Français » ou Radio-Sottens. Comme si, le match étant presque joué, les Français se régalaient une dernière fois en amateurs de ce qui n'était déjà plus qu'un passé pourri et nostalgique. Nous ne résistons pas aux belles voix !

2 LA CROATIE DE PATRICK BESSON

JE suis content de partager l'opinion de Jacqueline Piatier sur *Dara* (le Seuil), le dernier roman de Patrick Besson. Je trouve même, pour me mêler de ce qui ne me regarde pas, que son article aurait dû avoir la « une » du « Monde des livres ». Après tout, ce n'est pas tous les jours qu'un auteur de vingt-huit ans, qui en est à son neuvième livre, écrit un roman aussi réussi, le vieux chef-d'œuvre au sens artisanal du mot. Ceux qui avaient lu *Lettre à un ami perdu* savaient que Patrick Besson était le meilleur écrivain de sa génération, ce qui est parfois embarrassant, et surtout un écrivain tout court, ce qui est mieux.

Mais si ça n'a rien d'extraordinaire d'avoir du talent à vingt-trois ans, c'est même un âge fait pour ça ; ce qui est plus difficile, c'est d'occuper son temps avec. En littérature, le talent est nécessaire mais ne sert à rien. C'est une espèce de carie dentaire, de douleur sourde qui vous empêche de profiter avec simplicité du moment qui passe. Et le seul moyen de soigner cette carie, c'est d'écrire ou de s'arracher la dent.

On sentait depuis quelques livres que Patrick Besson tournait autour du pot, qu'il prenait son élan pour sauter à la perche une barre idéale ; avec *Dara*, me semble-t-il, la chose est faite. On n'aura plus à y revenir. *Dara* est une sorte d'exploit qui a cette particularité de n'être pas ennuyeux. Il est rare que les livres-trophées, ceux que l'on suspend aux murs, se lisent avec agrément : avec Besson, c'est le cas. Plus qu'aux portraits de femmes – et Besson est pourtant orfèvre en la matière – que j'abandonne aux âmes romanesques, j'ai été sensible à la reconstitution historique subtilement intégrée.

C'est que, en avril 1941, j'ai bondi de joie lorsque le Bulletin de l'étranger du *Temps* m'a appris, avec la prudence qui le caractérisait, que le régent de Yougoslavie, le prince Paul, et son ministre, M. Tsutkovitch, favorables à l'Ordre nouveau, avaient été remplacés par le très jeune roi Pierre II de Serbie et le général Simovitch. Peu importe si, par ce coup d'éclat, Belgrade fut anéantie quelques heures après sous les bombes des Stukas, la Yougoslavie démembrée, la Grèce envahie du moins le troisième trimestre de ma cinquième A, au lycée d'Aurillac, s'annonçait riche en péripéties.

A la différence de Patrick Besson, peut-être, j'avais de la sympathie pour les Serbes qui me semblaient un peu sots mais farouchement francophiles, et je considérais avec méfiance les Croates que je taxais d'antisémites. Je suis resté longtemps fidèle au colonel-général Mihajlovic, Serbe entre les Serbes, et j'ai peu apprécié que Churchill, même à son corps défendant, l'ait laissé tomber pour Josip Proz, ce Croate ! Que Patrick Besson ait ébranlé des préjugés enracinés en moi depuis plus de quarante ans n'est pas un mince exploit. La Croatie lui doit beaucoup.

De la Bohême au Var en passant par la Croatie

A part la Croatie, Besson a une façon de se foutre des hommes qui m'a réjoui. Je me suis reconnu (ou presque) dans le mari de Dara, Frank Laurens. *« Votre père avait une façon bien à lui de faire des cadeaux. Il tendait le paquet négligemment comme il aurait donné du feu. Ça ne lui plaisait pas trop qu'on l'embrasse pour le remercier. Il répétait : « Ce » n'est rien, ce n'est rien... ». Puis, au fil des jours, il s'intéressait de plus en plus à ce qu'il avait offert. Si c'était une paire de gants, il se plaignait de voir une tache dessus, ce qui, avec Dara, arrivait très souvent (...). Enfin arrivait le moment où il vous en voulait de tous les cadeaux qu'il vous avait faits. »*

3 LA DERNIÈRE VISITE

UN séjour qui se prolonge dans le Var, qui est bien joli en cette saison, m'avait fait remettre à plus tard ma vraie visite à Jean Dutourd en l'honneur de « la Gauche la plus bête du monde » et de ma candidature. Pressentant mon souci, Jean Dutourd m'a envoyé un mot charmant qui m'a suivi jusque dans mon village de La Moutonne et qui m'en dispense. Jean Dutourd me dit que si toutes mes visites sont aussi réussies que celle que je lui ai faite par écrit, une élection d'archevêque m'est assurée (minimum vingt-cinq voix). Il me la garantit. Sur cette bonne promesse, comme un maréchal de Louis XV, je suspens ma campagne académique et prends mes quartiers d'automne au soleil !

P.S. – Je vous rappelle, au cas où vous l'auriez déjà oublié, que *Mr Stone*, de V.S. Naipaul (chez Albin Michel) est toujours en tête sur ma liste des succès de la semaine, la seule qui soit homologuée par la FIL (Fédération internationale de littérature).

MUSIQUE

LES ENFANTS COMPOSITEURS DU JAPON

La pépinière de Yamaha

Vingt-cinq mille compositeurs de moins de seize ans ont présenté une œuvre l'an passé au concours de la Fondation Yamaha (1) ! Et lundi soir cinq d'entre eux venaient jouer leurs créations au « Junior original concert » au Théâtre des Champs-Elysées, accompagnés par l'orchestre philharmonique de Radio-France sous la direction – excusez du peu – de Rostropovitch, un fervent de ces manifestations.

Une petite fille de douze ans, Eriko Shimizu, en robe vert pomme, interprète imperturbablement la *Valse d'un soir* sur un orgue électrique FX 1, une valse rigolote, bien enlevée, une écriture impeccable avec des contre-chants malins et une orchestration pour film populiste des années 30.

Une autre, du même âge, Hiroyo Kotani, qui touche à peine les pédales de son piano, évoque des *Chevaux en liberté* piaffants et impérieux, d'une virtuosité assez sidérante où l'on pourrait discerner des souvenirs de *Scarbo*, *la Danse du feu* de de Falla et *la Toccata* de Prokofiev. Le *Message à Van Gogh* pour FX 1 de Minako Kubota aurait justifié, hélas, que le peintre se coupât l'autre oreille, car cette musique tapageuse et sirupeuse paraît tout juste digne d'accompagner une démonstration de patinage artistique tandis que les *Bagatelles* de Shinji Urakabe reflètent Debussy et Satie avec quelque pâleur.

Dans les autres pièces, en solo ou avec orchestre, on saluera encore au passage Sibelius, Scott Joplin, Rachmaninov, Chopin, *la Valse*, de Ravel, etc. Il n'en reste pas moins que l'aisance et la qualité d'écriture de ces pages simplettes sont extraordinaires, et plus encore le « métier » de ces enfants.

Deux remarques peuvent être faites après cet étonnant concert (donné au profit de l'UNICEF, présenté par Eve Ruggieri et retransmis en direct par France-Musique). S'élabore la formidable ambition de Yamaha (en ce domaine comme en bien d'autres) qui, par ce travail de pépiniériste à l'échelle de tout le pays, entend ratisser, dès l'enfance, une masse de compositeurs d'où finiront par sortir les grands créateurs dont rêve le Japon.

On est pris, cependant, d'un certain malaise en voyant ces adolescents déployer avec assurance une telle virtuosité d'écriture pour délayer et mélanger les formules les plus passe-partout du romantisme à fleur de peau, des variétés américaines, de l'impressionnisme français ou du sentimentalisme à la russe. Les influences sont normales, à cet âge, mais lancés sur de tels rails, dressés à imiter n'importe quoi, pourront-ils trouver un jour la voie difficile d'un cheminement personnel ?

Mais comment résister à l'optimisme de Rostropovitch qui terminait la soirée en entraînant ses cinq jeunes amis dans une interprétation endiablée de la Marche des rois de *l'Arlésienne* ? La musique cette fois était au rendez-vous.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) La Fondation Yamaha, créée en 1966, a pour but de populariser la musique dans le monde entier par des écoles fondées sur une méthode d'éducation spécifique qui s'adresse aux enfants dès l'âge de quatre ans et jusqu'aux adultes. Il y a en France cent vingt-trois écoles Yamaha et plus de huit mille élèves.

LA MORT DU MUSICIEN DE JAZZ COOTIE WILLIAMS

Aux côtés du Duke

Le célèbre trompettiste Cootie Williams est mort, dimanche 15 septembre, à New-York. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Il avait été obligé de cesser toute activité il y a deux ans.

Né à Mobile, en Alabama, le 24 juillet 1908, Charles Melvin « Cootie » Williams avait commencé par les tambours. C'est dans l'orchestre de son école qu'il se met à la trompette. Après des débuts professionnels en Floride, il se joint, à dix-huit ans, à la formation d'un certain Alonzo Ross, qui le conduira à New-York, où il jouera trois semaines dans l'orchestre du batteur Chick Webb, qui ne peut lui assurer d'emploi. Un bref passage chez Fletcher Henderson, qui l'ignore, et il remplace, sur la suggestion de Webb, Bubber Miley chez Duke Ellington. Commencée au printemps 1929, l'histoire d'amour avec « le Duke » sera l'épisode le plus significatif de la carrière de Cootie Williams, malgré une longue séparation.

D'emblée, il apporte au son ellingtonien une touche inimitable, puissante, lumineuse ou feutrée, avec la sourdine dont il est un éblouissant utilisateur. Après *Echos of Harlem*, Duke compose pour lui *Concerto for Cootie* (1940). Cootie Williams participe à de nombreux enregistrements et dirige ses propres groupes.

En novembre 1940, stupeur ! il quitte Duke Ellington pour Benny Goodman. Duke prend d'autant mieux la séparation que le lendemain il découvre un autre trompettiste vedette de l'orchestre, Ray Nance. Mais la rupture impressionne à ce point le milieu que Raymond Scott enregistre *When Cootie left the Duke*. Au bout d'un an, Cootie Williams monte son grand orchestre où joue au piano Bud Powell. Succès mitigé.

Au cours des années 50, Cootie Williams disparaît de la scène du jazz. On le voit alors dans divers groupes de rhytm n' blues, le style de musique populaire qui marche bien à l'époque. Rien de comparable évidemment avec l'entourage que lui offrait Duke Ellington. Après une tournée en Europe (1959) et quelques prestations de seconde catégorie, il rejoint, au bout de vingt-deux ans, l'orchestre du Duke. Il y occupe une place à part et le quitte un an après la mort d'Ellington (1974), alors qu'il était dirigé par son fils Mercer Ellington.

FRANCIS MARMANDE.

THÉATRE

« PASO DOBLE », au Petit Montparnasse

Le trio de l'autobus

« Ils étaient trois petits enfants, qui s'en allaient glaner aux champs », non, ce n'est pas ça : ils étaient trois bons comédiens, qui avaient fait rire, ô combien ! en jouant au Théâtre du Petit Montparnasse les *Exercices de style*, de Raymond Queneau.

Jacques Seiler, la tête du peloton, Lucifer ténébreux ; Danièle Lebrun, arlequine ailée, et Jacques Boudet, sournoise banquise, avaient su enchanter les publics d'Ile-de-France et des régions en interprétant à tombeau ouvert les « variations pataphysiques » de Queneau sur les aventures d'un passager de l'autobus 84, Place-du-Panthéon-Porte-de-Champerret, l'un des très rares livres qui fait fuir la déprime (Gallimard).

Ces trois compères ont eu l'idée, excellente, de reconstituer leur fine équipe pour faire un nouveau triomphe, dans le même petit théâtre qui leur avait porté bonheur.

C'est l'histoire, cette fois, d'un couple d'artistes ambulants, deux danseurs de paso doble qui se produisent dans les casinos, deux danseurs un peu miteux, un peu touchants, qui joignent plus ou moins les deux bouts jusqu'au soir où, sur un coup de colère, un coup de tête, ils se quittent.

Ils étaient accompagnés jusque-là par le demi-frère du danseur qui savait calmer les tempêtes, et ce n'est pas inintéressant, c'est vrai qu'il y a parfois, comme cela, des couples d'époux, d'amants, qui ne « tiennent » que grâce à la présence, calmante, d'un troisième larron, femme ou homme, ami indéfectible des deux monstres.

L'« affaire », si l'on peut dire, se présentait donc bien : trois acteurs qui savent s'y prendre, et un propos attachant car les caractères et les tribulations d'artistes gentils, pas terribles, qui courent le cachet de ville en ville, cela signifie beaucoup de choses, par exemple Valery Larbaud l'a montré avec son chef-d'œuvre de nouvelle, *Deux artistes lyriques*, que vous trouverez dans son merveilleux livre, *Aux couleurs de Rome*, l'un des très rares livres qui fait fuir la déprime (Gallimard).

Hélas ! trente-six fois hélas ! l'auteur de *Paso doble*, Jacques Le Marquet, à part ça excellent décorateur de théâtre, n'est pas Valery Larbaud ni Raymond Queneau. Le texte, que nos trois malheureux comédiens ont entrepris de jouer, est maladroit et lourd.

Le trio de choc d'*Excercices de style* est, cette fois, knock-out, on dirait trois pauvres guêpes empêtrées dans la mélasse, Jacques Seiler fronce les sourcils, Danièle Lebrun minaude, Jacques Boudet sourit dans le vide. Ils auraient intérêt à laisser tomber ça tout de suite, et à reprendre l'autobus de Queneau, il y a sûrement des gens qui ne l'avaient pas vu, ou qui aimeraient le revoir.

MICHEL COURNOT.

★ Petit Montparnasse, 21 heures.

EXPOSITION

DURRENMATT, peintre, à Neuchâtel

Le Minotaure au travail

Friedrich Dürrenmatt dessine et peint comme il écrit. Le public francophone, généralement, l'ignore. Celui de la Suisse alémanique n'en sait guère davantage, à part ceux qui ont feuilleté l'album de ses *Bilder und Zeichnungen* publié à Zurich en 1978, aux éditions Diogenes. La vaste rétrospective (1936-1985) que lui consacre le Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel – où l'auteur de *la Visite de la vieille dame* réside depuis 1952 – est donc une révélation.

« *Le monde de l'art n'est pas le monde du pardon* », proclame René Char. L'art de Dürrenmatt moins que tout autre. Comme son théâtre, il ne fait pas de cadeau. Il se dit un « *dramaturgischer Zichner* ». En fait, son œuvre graphique prolonge son œuvre dramatique. Il veut s'y délivrer de ses luttes, de ses aventures, de ses expériences, de ses obsessions, en contrepoint de son travail littéraire, quitte à l'illustrer. Ici et là, il dénonce une espèce aussi peu noble que la nôtre et son destin absurde, il l'attaque de plein fouet ou à travers ses mythes, qu'il piétine avec la rage du dépit amoureux.

Narratif, ou proche de l'expressionnisme (allemand), il ne peut se passer de titres, de légendes.

Humour corrosif

Goya ou Daumier ne s'en sont pas privés. Un humour corrosif fait « passer » les visions les plus cruelles, ou en renforce le sadisme. C'est le Minotaure qui exerce sur Dürrenmatt la plus forte fascination.

Le *Minotaure angoissé* au cœur du Labyrinthe – mais l'œuvre entière de Dürrenmatt n'est-elle pas labyrinthique ? Le *Minotaure humilié* qu'un jeune garçon compisse du haut d'une muraille. Le *Minotaure violant une femme*. Le Minotaure en plein travail (de tueur). Le *Minotaure après le travail*, plus ou moins fier de son tableau de chasse.

Le dessin et la peinture sont pour Dürrenmatt une récréation, une re-création, quand la tension de l'écriture n'est plus supportable. Sa première ambition avait été de devenir peintre. Dürrenmatt s'abandonne aux jeux de son imagination. Son dessin, de préférence à la plume fine, il le travaille, le corrige, le gratte souvent au rasoir. Quand la couleur s'en mêle, elle se fait aussi violente que les impératifs de l'inspiration : témoin la mêlée furieuse des *Centaures en colère*, tout rouges dans un décor glauque, la délirante *Catastrophe* (ferroviaire).

Un talent autodidacte qui se manifeste aussi dans les portraits. Tout d'abord sur le magnifique autoportrait à la gouache de 1982, où précisément l'écrivain s'est représenté en train de peindre. Et pour finir, puisqu'il date de juillet dernier, sur le vivant profil d'Ionesco. Le théâtre a le dernier mot.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Neuchâtel, Musée d'art et d'histoire, jusqu'au 19 janvier 1986.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA POUDRE D'INTELLIGENCE : Lucernaire (374-24-08), 21 h 45.

DOJO JI : Lucernaire (374-24-08), 21 h 45.

KATHERINE MANSFIELD : Essaïon (278-46-42), 21 h.

FRAGMENTS : Tourtour (887-82-48), 20 h 30.

COMME DE MAL ENTENDU : Madeleine (265-07-09), 21 h.

LA FEMME DU BOULANGER : Mogador (285-45-30), 20 h 30.

PASO DOBLE : Petit-Montparnasse (320-89-90), 21 h.

SPECTACLE COMMERCIAL : Cartoucherie Tempête (328-36-36), 21 h.

LE BAISER DE LA VEUVE : Mathurins (265-90-00), 20 h 45.

SAINTE ESCROQUE : Grévin (246-84-47), 20 h 45.

CLASSÉES X : Tourtour (887-82-48), 22 h 30.

JEU POUR DEUX : Grand Hall Montorgueil (258-89-89), 21 h.

UNE SAISON EN ENFER : Essaïon (278-46-42), 19 h.

CHANT DE MOI-MÊME : Trois sur quatre (327-09-11), 20 h 30.

L'ASSASSINAT D'UNE RENONCULE : Petit-Odéon (325-70-32), 18 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Feydeau. Comédies en un acte (*Hortense a dit : « Je m'en fous ! »* ; Léonie est en avance ; Feu la mère de Madame).

PETIT-ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : l'Assassinat d'une renoncule.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) : *Festival de Poésie*, 20 h 30 : l'âme de la Chine.

Les autres salles

☞ A DÉJAZET (887-97-34), 21 h : le Dernier Voyage.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

☞ ATELIER (606-49-24), 21 h : l'Arbre de mai.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

☞ BOURVIL (373-47-84), 21 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30 : Y'en a marr... ez vous ?

☞ CARTOUCHERIE Théâtre de la Tempête (328-36-36), 21 h ; spectacle commercial.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : *Femmes*.

☞ EDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.

☞ FONTAINE (874-74-40), 21 h : Riffifoin dans les labours.

☞ ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Vingt-Huit Moments de la vie d'une femme.

☞ ESSAION (278-46-42), 21 h : Journal de Katherine Mansfield.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

☞ GALERIE 55 (326-63-51), 19 h : Sexual Perversity in Chicago.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : Chôme qui peut ; 21 h 45 : Dodo-Ji.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Rêver, peut-être.

MADELEINE (265-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.

☞ MARIE STUART (508-17-80), 20 h 15 : Savage Love.

☞ MATHURINS (265-90-00) Grande Salle, 20 h 45 : le Baiser de la veuve ; Grande Salle 21 h : *les Mystères du confessionnal*.

MICHEL (265-90-00), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

☞ MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), Petite Salle 21 h : Paso doble.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : le Testament du jour.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-87), 20 h 30 : Ma femme.

☞ POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Double foyer.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE GRÉVIN (246-84-47), 20 h 45 : Sainte-Escroque.

☞ TINTAMARRE (887-33-82), 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Fragments ; 22 h 30 : Classées X.

THÉATRE 33 (858-19-63), 20 h 30 : Courteline pas mort.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Faites chauffer l'école ; 21 h 45 : Chant d'elles ; 23 h : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauver les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 22 h : les Méthodes de Camille Bourreau.

L'ECUME (542-71-16), 20 h 30 : la Raison close.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Tant pis si je vous fais rire.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : *Courteline et Labiche en vacances*.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

ESPACE GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Ph. Val.

MARIGNY, petite salle (225-20-74), 21 h : M. Lagueyrie.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Claude Nougaro.

Mardi 17 septembre

Les concerts

Eglise Saint-Séverin, 21 h : A. Isoir, M. Frasca-Colombier, Ch. Gaugue, M.-A. Malaquin (Bach).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30 : Ensemble vocal M. Piquemal, Orchestre de chambre B. Thomas (Bach, Haendel).

Salle Pleyel, 19 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : Cl. Bardon (Lalo, Beethoven, Brahms...).

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (233-37-71), 23 h : groupe Casino.

BERCY, PALAIS OMNISPORTS (341-72-04), 20 h 30 : J. Higelin.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : S. Guerault, B. Vasseur.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 heures : H. Guibay ; 0 h 30 : J. Bonnard.

MÉRIDIEN (758-12-30), 22 h : Carter.

MONTANA (548-93-08), 22 h : C. Luter.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : J. Abercrombie.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : M. Slim.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 heures : C. Guilhot, G. Arvanitas.

REX CLUB (236-83-93), 22 h : Guadalcanal Diary.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : J. Lou Jazz Band.

SUNSET (261-46-60), C. Escoude, M. Graillier.

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

Sorbonne, Amphi Richelieu, 18 h 30 : L. Cabasso (Debussy, Zourabichlivi, Schumann).

Faculté de Droit d'Assas, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : Sir C. Farncombe (Haendel).

Festival d'automne

(296-12-27)

Th. du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Kshemavati, Mohini-Attam.

Maison internationale du Théâtre, 20 h 30 : E. Gayatri, Vina.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

16 h, Une femme au volant, de K. Gerron et P. Billon ; *Hommage à R. Wise : 19 h*, Secrets de femmes ; 21 h, Marqué par la haine.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) h. sp.

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

COMMENT CLAQUER 1 MILLION DE DOLLARS PAR JOUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 5e (575-79-79). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-33-40).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82). — V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DEUX HOMMES A LA CAMÉRA (Sov., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-Orléans, 14e (540-45-91) ; Images, 18e (522-47-94).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Calypso, 17e (380-30-11).

NO MAN'S LAND (Fr.-Suisse) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

PALE RIDER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) (h. sp.) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

POLICE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (747-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic-Entrepot, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

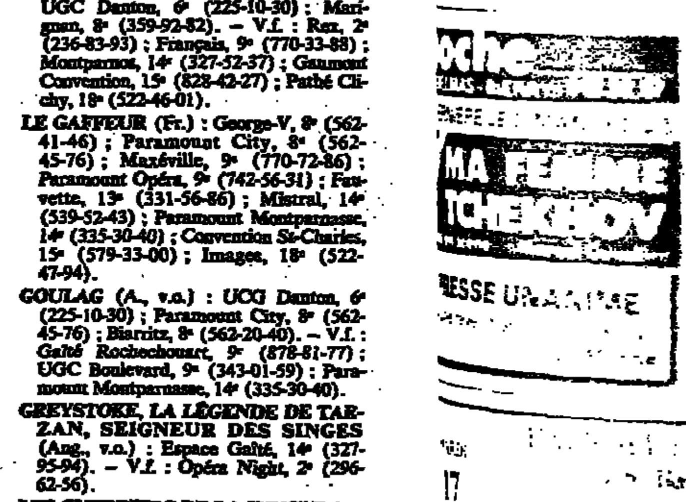
LE GAFFEUR (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

GOULAG (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; UGC Boulevard, 9e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). — V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES GUERRIERS DE LA JUNGLE (A., v.f.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).



SPECTACLES

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 19e (364-51-98).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MASK (A. v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

MISHIMA (A.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

NINJA III (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount

LA PROMISE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Reflet-Balzac, 8e (561-10-60). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

SANG POUR SANG (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

SPÉCIAL POLICE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

STRANGERS KISS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33) (h. sp.).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

SUBWAY (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82) (h. sp.) ; Rialto, 19e (607-87-61).

TRISTESSE ET BEAUTÉ (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Capri, 2e (508-11-69).

LES FILMS NOUVEAUX

BREAKFAST CLUB, film américain de John Hughes (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

CHRONOS, film franco-américain de Ron Fricke : La Géode, 19e (245-66-00).

DANGEREUSEMENT VOTRE, film américain de John Glen (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

DUST (*), film franco-belge de Marion Hansel : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

NOTRE MARIAGE, film franco-portugais de Valeria Sarmiento : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

ORINOKO, film vénézuélien de Diego Risquez : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia-Champollion, 5e (326-84-65).

LE POUVOIR DU MAL, film franco-italien de Krzysztof Zanussi : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT, film américain de Susan Seidelman (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

Les grandes reprises

AMERIKA/RAPPORTS DE CLASSES (All., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

LE CHATEAU DU DRAGON (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30)

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées-Lincoln, 8e (354-36-14).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

DOUX OISEAUX DE JEUNESSE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LA FEMME ET LE PANTIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

GEORGIA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'HOMME AUX PISTOLETS D'OR (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA 8e FEMME DE BARBE BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLUTION, (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MOMIE (A., v.o.), St-Germain Studio, 5e (633-63-20).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI LEAR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

SOLEIL VERT (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

Les festivals

CARNÉ-PRÉVERT, Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : les Visiteurs du soir, les Portes de la nuit, les Enfants du paradis.

CARNÉ, Champo, 5e (354-51-60) : Drôle de drame ; Hôtel du Nord.

CHARLOT, Péniche des Arts, 5e (527-77-55), 21 h : Charlot papa ; Charlot à l'hôtel ; Charlot et Mabel en promenade.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 16 h : Une nuit à Casablanca ; 18 h : l'Impératrice rouge ; 20 h : l'Homme au bras d'or ; 22 h : Thé servant.

LES COMÉDIES MUSICALES DE L'ÉTÉ 85 (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81), Amanda.

L'ÉTÉ D'EASTWOOD (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40), l'Epreuve de force. – Salle 2 : l'Evadé d'Alcatraz.

FASSBINDER (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), les Larmes amères de Petra von Kant.

HUMOUR ANGLAIS (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07), Whisky à gogo.

INVISIBLES A PARIS (v.o.), Cinéma Utopia, 5e (326-84-65), 16 h 30 : la Rose et la Flèche ; 18 h 30 : Sept hommes à l'aube ; 20 h 30 : Immacolata E Concetta ; 22 h 30 : 10, place Rillington.

A. KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), Dodes' Caden ; Dersou Ouzala. – Denfert, 14e (321-41-01), les Sept Samouraïs ; Chiens enragés.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07), Escalier C.

S. RAY (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (544-43-14), les Joueurs d'échecs.

E. ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), 20 h 10 : les Nuits de la pleine lune.

TOTO, Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), 20 h 40 : Fripouillard et compagnie.

Les séances spéciales

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

CUL-DE-SAC (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

LE DERNIER MÉTRO (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h.

LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

FURYO (Jap, v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h 45.

HAIR (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), 18 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 22 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 15.

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 45.

LOLITA (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 21 h 45.

MACAO, LE PARADIS DES MAUVAIS GARÇONS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 18 h.

UN MARIAGE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), mer., 22 h.

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 19 h 40.

ORDET (Dan., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 30.

POSSESSION (**) (Brit., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 25.

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 50.

COMMUNICATION

Scoop !

« Il est en tout temps, à toute heure, à la disposition de son rédacteur en chef. Il a chez lui, toujours prêt dans une salle ad hoc, *deux équipements de campagne, l'un pour l'hiver ou les pays froids, l'autre pour l'été et les climats torrides. Armement, vêtements, campement, sellerie, tout y est, jusqu'à une bourse pleine d'or, jusqu'à des passeports et des lettres de créance pour toutes les capitales. Un ordre téléphonique, et le voilà parti pour Zanzibar, pour l'Inde ou la Russie (1). »*

Avouez que ce baroudeur tartarinesque, et aventurier romanesque, ce Tintin Rouletabille, vous a un jour fait rêver et qu'autour de son image règne encore un parfum d'aventure, d'exotisme, peut-être aussi de solitude. Reconnaissez que ce métier de journaliste, saltimbanque insolent, ou témoin scrupuleux, reporter, gazetier, chroniqueur ou polémiste, porte en lui une petite parcelle d'envie. Comment expliquer, sinon, que les sondages auprès des jeunes le fasse régulièrement apparaître comme l'une des professions les plus grisantes, juste après... musicien de jazz ou explorateur ?

C'est sans doute sur cette attirance que misent Nathan et TF 1, qui nous proposent ensemble de jouer sur le thème de la presse. L'idée vient du premier, qui a imaginé un jeu de société, habile et distrayant, où les joueurs, candidats-journalistes, tentent de faire carrière en s'imposant peu à peu dans la hiérarchie d'un journal – *le Monde, le Point, l'Equipe, Paris-Match, Pif...,* – le sommet étant bien sûr le rôle de rédacteur en chef. Ni voyage de rêve, ni cocktail mondain, ni esbroufe verbeuse : ici on réfléchit et on ne triche pas. A questions précises, réponses rapides, un sablier interdisant les hésitations prolongées. Un journaliste n'a pas le droit de retarder un bouclage !

L'idée Nathan a plu à TF 1, qui en a fait « Scoop à la une », une émission dominicale qui verra s'affronter, salle Marcel-Cerdan, à Bercy, deux équipes représentant deux quotidiens de province : culture générale, intuition et sens de la presse départageront les joueurs, auxquels on demandera, avec photo et phrase « d'accroche », de composer la « une » d'un grand hebdo. Encouragements des supporters venus de la région, sifflets et chahut provenant du camp adverse : tout est conçu pour donner à la confrontation les allures d'un match. Mais un jury de professionnels calmera l'atmosphère et livrera à chaud conseils et commentaires, pour réussir une « une » selon leurs propres critères.

« C'est une émission pour la presse », affirme Thierry Ardisson, le jeune homme charmant, léger et provocant, qui joue le rôle de l'hôte.

Ajoutons que, filmée dans la salle des rotatives du *Monde,* la bande annonce est belle. Et ne résistons pas à vous poser la question qui, dans le jeu Nathan, peut vous valoir une place de rédacteur en chef rue des Italiens : *« Pourquoi les descriptions de Balzac sont-elles si longues et si riches en détails ? »* Mais voyons, c'est parce qu'il était payé à la ligne !

ANNICK COJEAN.

(1) Eugène Dubief, *le Journalisme* (1892), cité par Bernard Voyenne dans *les Journalistes français* – CFPJ (1985).

★ « Scoop », la presse en questions. – Jeux Nathan (entre 185 et 255 F).

★ « Scoop à la une », sur TF 1, le dimanche à 16 h 45, à partir du 22 septembre.



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 17 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Ce fut un bel été (2e partie).
Scénario de S. Roulet, réal. J. Chapot, avec Krystyna Janda, Maurice Ronet, Bruno Cremer... (redif.).
En Espagne, au cours de la guerre civile : un officier des Brigades internationales, blessé et traqué par un agent secret de Franco, trouve refuge chez Wanda. Fronsac désapprouve la présence de cet étranger et soupçonne sa femme d'entretenir une liaison avec lui...

22 h 5 Série : Entre ciel et terre, Jérusalem (1re partie).
« Mourir pour Pomponico », réal. P. Volson.
Trois cinéastes ont regardé et filmé Jérusalem, à la recherche de l'insolite, de l'inédit dans cette ville déjà mille fois regardée. Ce soir, c'est le regard de Patrick Volson, réalisateur juif : un regard critique, notamment sur l'« hégémonie juive » à Jérusalem. Une série intéressante et intelligente.

23 h Journal.
23 h 15 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Cinéma : la Traversée de Paris.
Film français de C. Autant-Lara (1956), avec J. Gabin, Bourvil, L. de Funès, J. Batti, R. Arnoux (N.).
Une nuit de 1943, à Paris, un chauffeur de taxi au chômage et un artiste peintre qui s'amuse à faire une expérience transportent, dans des valises, de la viande de porc destinée au marché noir. D'après une nouvelle de Marcel Aymé, une chronique profondément réaliste de certaines veuleries du temps de l'Occupation. Une grande œuvre d'Autant-Lara.

22 h 20 Magazine : Cinéma cinémas.
De A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
Evocation de Louise Brooks (reportage réalisé à la frontière du Mexique, à l'endroit même où la comédienne tourna les Mendiants de la vie*) ; interviews du réalisateur américain Richard Brooks et du comédien Jean-Louis Trintignant ; séquence musicale sur Dexter Gordon, saxophoniste de jazz. Portrait de Fanny Ardant, et conférence de presse de Liz Taylor à Deauville.*

22 h 15 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La dernière séance : soirée George Sidney.
Emission de G. Jourd'hui et E. Mitchell.

20 h 45 Premier film : la Reine Vierge.
Film américain de G. Sidney (1953), avec J. Simmons, S. Grangers D. Kerr, C. Laugthon, G. Rolfe, K. Byron.
La princesse Elizabeth d'Angleterre, fille d'Henri VIII, s'éprend, adolescente, de Thomas Seymour, qui sera le seul amour de sa vie. Les événements historiques sont utilisés de façon romanesque pour donner une explication sentimentale au mystère de la « Reine Vierge ».

23 h Journal.
23 h 25 Deuxième film : Show Boat.
Film américain de G. Sidney (1951), avec K. Grayson, A. Gardner, H. Keel, J.-E. Brown, R. Sterling, A. Moorehead (v.o. sous-titrée).
Une jeune fille, élevée sur un bateau-spectacle sillonnant le Mississippi, s'éprend d'un chanteur entré dans la troupe, l'épouse, part avec lui. C'est un joueur invétéré. Flamboyante mise en scène d'une comédie musicale de Jérome Kern et Oscar Hammerstein, elle-même tirée d'un roman d'Edna Ferber.

1 h 10 Série : Animaux.
Savana, de Frédéric Rossif.

FR 3-PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h, Feuilleton : La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Série : Dynastie ; 18 h, Effraction ; 18 h 55, Dessin animé : Hello, Moineau ! ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, **l'Africain**, film de P. de Broca ; 22 h 20, **Tchao Pantin**, film de C. Berri ; 23 h 50, **la Reine des rebelles**, film de I. Cummings ; 1 h 15, Rue du cinéma ; 2 h 5, Surprises : Animation à Annecy.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Journal du corps humain.
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; à 0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la faculté de droit d'Assas pour le Festival estival de Paris) : *Esther*, oratorio (version anglaise), de G.-F. Haendel, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. C. Farncombe, chef des chœurs ; J. Jouineau, sol. A. Rossi, A.-M. Rodde, J. Bowman...

22 h Les soirées de France-Musique : le musicien de minuit, Anne-Marie Rodde.

Mercredi 18 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

7 h 30 Sicob matin.
(RFE) les logiciels intégrés.
9 h 30 ANTIOPE 1.
10 h La une chez vous.
10 h 15 Vitamine (et à 13 h 40).
Dessins animés, infos, feuilletons...
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
16 h 10 Série : Grand-père Viking.
17 h Les trois premières minutes.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Huit ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 53 Tirage du Tac-o-Tac.
20 h Journal.
20 h 35 Tirage du Loto.
20 h 40 Série : le Ciel du Faubourg.
D'après le roman d'André Dhôtel, réal. J. Trefouel. Avec : P. Banderet, N. Borgeaud, N. Jadot...
Années 50 : Marc et Paul vivent en banlieue. Les habitants s'ennuient, s'épient. Soudain, un homme meurt, deux jeunes filles disparaissent, un inquiétant homme aux gants verts rôde. Le mystère éclate dans le ciel du faubourg. On frôle le fantastique, malheureusement, on n'y bascule jamais.

21 h 30 Série : Entre ciel et terre, Jérusalem.
Seconde partie : les Frontières du rêve.

22 h 45 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardoze.
Première émission de ce magazine (déprogrammé la semaine passée) qui se propose de traiter des nouveautés dans la création artistique. Images de l'étranger, reportages et un invité. Cette semaine, Pierre Etaix.

23 h 15 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
9 h 15 Récré A 2.
Prince du soleil ; Caméra off ; Judo boy ; Tchaou ; Maraboud' ficelle ; Johan et Pirlouit ; Albator ; Dick le rebelle ; les Shadoks.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.
14 h Téléfilm : Parole d'honneur.
De O. Graham et D. Arckles, réal. : M. Damski.
Un journaliste américain spécialisé dans les enquêtes à scandales apprend qu'un banquier réputé honorable a été vu en train de molester une jeune fille...

15 h 35 Récré A 2.
Les Schtroumpfs ; Sinbad le marin ; Latulu et Lireli ; Poopies ; Les mystérieuses cités d'or ; Bande à BD.

17 h Magazine : Terre des bêtes.
D'A. Bougrain-Dubourg, réal. : J. Pradel. *La route du sel.*
17 h 30 Série : les Brigades du Tigre.
18 h 20 Le Derby. Les résultats.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : la Trappe.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Trou de mémoire.
De M. Robe. Avec : K. Malden, H. DHunter, S. Knight...
Un jeune homme retourne dans sa ville natale après un séjour de quatre ans à l'hôpital psychiatrique. Il avait été enfermé à la suite de l'assassinat de sa petite amie, dont on l'avait tenu pour responsable. Le père et la sœur de la victime entament une véritable croisade pour le renvoyer à l'hôpital.

22 h 5 Le dossier d'Alain Decaux : le temps de Pierrot le Fou.
Emission mensuelle où Alain Decaux se déplace sur les lieux du déroulement de ses récits. Il nous conte entre autres l'histoire de Pierrot Loutrel, dit Pierrot le Fou, qui fut tour à tour allié de la Gestapo et résistant...

23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions sauf, à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau, « la Révolte des Haidouks » ; à 17 h 30, « Fraggle rock » ; à 18 h 55, « Hello moineau ! »

19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Variétés : Drôles de stars.
Emission en deux parties de C. Fléouter, Ph. Kotlarski.
No 1 : sketches, chansons et éclats de rire des plus grands comiques de ces vingt-cinq dernières années. Fernand Raynaud, Michel Leeb, Raymond Devos, Pierre Dac et Francis Blanche, Pierre Desproges... Une mise en images rythmée, des scènes à mourir de rire.

21 h 35 Journal.
21 h 55 L'encyclopédie vivante : Buffon naturaliste.
Série de J. Hiver et R. Deschamps.
Avec Jean Barney, Jacques Dacqmine et la participation de Jacques Roger, professeur d'histoire des sciences, Yves Loissus, conservateur en chef de la bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle, Gérald Antoine, ex-rédacteur de l'Académie, et Bernard Regnault, de l'Association pour la sauvegarde des forges de Buffon.

22 h 50 Série : Animaux.
Les monstres de Patagonie, de Frédéric Rossif.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Concerto pour clavier et orchestre à cordes en ré mineur, *de J.-S. Bach, interprété par M. Galling, clavecin, et l'Orchestre de chambre de Stuttgart, dir. K. Munchinger.*

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 8 h 5, 8 h 55, 11 h 25 et 14 h) ; 7 h 40, Top 50 ; 8 h 30, Dancin'days (et à 12 h) ; 9 h 50, **Les héros n'ont pas froid aux oreilles**, film de C. Nemes ; 12 h 35, Magazine ; 15 h 15, C'est encore loin, Naples ? 16 h, Surprises : Animation à Annecy ; 16 h 50, Série : Winchester à louer ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 5, Bioman ; 18 h 25, Top 50 : 19 h, Maxitête (et à 20 h et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 21 h, **Meurtres sous contrôle**, film de L. Cohen ; 22 h 35, **Le facteur sonne toujours deux fois**, film de B. Rafelson ; 0 h 30, **Calmos**, film de B. Blier ; 2 h 10, C'est encore loin, Naples ?

FRANCE-CULTURE

6 h, **La matière de Bretagne, un foisonnement de perspectives** ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : du surréalisme et du plaisir ; (et à 10 h 50 : le costume en cinq pièces) : 9 h 5, Matinée la science et les hommes : animaux et zoos ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h 30, Feuilleton : Le hussard sur le toit ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Avant-première ; 14 h, Un livre, des voix : « la Louve de Mervent », de Michel Ragon ; 15 h 30, Lettres ouvertes : magazine littéraire : spécial jeunesse ; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct de Maubeuge : 18 h, Subjectif : Agora : 19 h 30, Perspectives scientifiques : l'enfant d'ici et d'ailleurs ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Igor Stravinski, souvenirs de Manuel Rosenthal.

20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h 30 Pulsations : musique d'en France, musiques d'ailleurs : Bretagne - Amérique latine.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; à 0 h : Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, **Musique légère** : œuvres de Lopez, Piazzola, Ketelbey ; 7 h 10, **L'imprévu**, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, Le matin des musiciens : Stravinski contre Schoenberg, œuvres de Stravinski, Schoenberg et Max Reger ; 12 h 10, Le temps du jazz : Les ellingtoniens buissonniers, Johnny Hodges ; 12 h 30, Les Provinciales : Radio-Bretagne, œuvres de Encina, Luis de Victoria, Giorgi, Morondo, Remacha, Balada... ; 14 h 2, Tempo primo : œuvres de Chopin, Rameau, Casadesus, Faure, Prokofiev ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Eusebius et Florestan, à 16 h 30, les airs de concert de Mozart ; 18 h 2, Les chants de la terre, magazine des musiques traditionnelles et populaires ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ? ; 19 h 10, Spirales, magazine de la musique contemporaine ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.

20 h 30 Récital d'orgue (donné le 12 juillet à la cathédrale de Saintes dans le cadre du festival) : *Toccata prima*, de Muffat ; *Pange Lingua et Point d'orgue*, de Grigny, quatre chorals extraits de la *Klavierübung* (3e partie), de J.-S. Bach, extraits du *Premier Livre d'orgue*, de L. Marchand et *Passacaille avec thème fugué*, de J.-S. Bach, par Bernard Foccroulle.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Brasil 85 », à 23 h 5 jazz-club.

LE CARNET DU Monde

Décès

— Mme Serge Aubert,
M. et Mme Jean-Pascal Aubert
et leur fille,
Mme Marguerite Aubert,
Mme Marguerite Guilleaume,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Serge AUBERT,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
directeur du GAN,
vice-président directeur général
de Mondial-Assistance,

leur époux, père, grand-père, fils, gendre et parent,

survenu le 13 septembre 1985, à l'âge de cinquante-huit ans, à Paris.

La levée du corps aura lieu le mercredi 18 septembre, à 14 heures, à l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Michel, 33, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

Mme Serge Aubert,
57, rue de Clichy,
75009 Paris.
M. et Mme Jean-Pascal Aubert,
12 *bis*, rue du docteur-Kurzen,
78350 Jouy-en-Josas.

— Les conseils d'administration,
Les directions,
Les personnels,
des sociétés du groupe
Mondial-Assistance,
de la SFPJ,
de France maintenance bâtiment,

ont le regret de faire part du décès de

M. Serge AUBERT,
leur dirigeant.

chevalier de l'ordre national du Mérite,
président du Syndicat national
des sociétés d'assistance,
directeur du Groupe
des assurances nationales.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille, le mercredi 18 septembre 1985.

On se réunira, à 14 h 30, à la porte principale du cimetière, avenue Rachel, à Paris-8e.

Mondial-Assistance,
8, *place de la Concorde*,
75008 Paris.

— La direction et le personnel du Groupe des assurances nationales

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Serge AUBERT,
directeur.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 18 septembre 1985, au cimetière de Montmartre.

On se réunira, à 14 h 30, à la porte principale du cimetière, avenue Rachel, à Paris-18e.

Groupe des assurances nationales,
2, *rue Pillet-Will*,
75009 Paris.

— Mme Antoine Baz,
M. Claude Baz,
M. Cyrille Baz
et son fils, Alain-Frédéric,
M. et Mme Bernard Baz
et leurs filles, Gisela, Eléonore et Sylvie,
Mme Marie-Laure Baz-Tawil
et son fils, Cédric-Paul,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine BAZ,

ingénieur ESIB et ESE,
commandeur de l'ordre
de Saint-Grégoire (Vatican),
officier de l'ordre du Cèdre,
officier du Mérite libanais,
Palmes académiques,
officier de la Légion d'honneur,

leur époux, père, beau-père et grand-père,
survenu tragiquement à Beyrouth, le 13 septembre 1985, dans sa *quatre-vingt-troisième année.*

Une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Beyrouth (Liban)
Paris
Saint-Nom-la-Bretèche.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jordi CORTADAS,
chercheur scientifique,

le 29 août 1985, à Pampelune, à l'âge de trente-six ans.
De la part de
Nuria Puig-Cortadas,
son épouse,
Et de ses amis.

Barcelone. Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Biarritz
Saint-Vincent-de-Paul
Bordeaux.

Mme X.-J. Dubecq, née Auby-Bastard,
Le professeur et Mme J.-P. Dubecq,
M. et Mme Vincent Dubecq,
Docteur et Mme Michel Dubecq,
et leurs enfants,
Parents et alliés
ont la douleur de faire part de la mort du

professeur X.-J. DUBECQ,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Bordeaux,
fondateur
de l'Institut d'odonto-stomatologie
de Bordeaux,
officier de la Légion d'honneur,

pieusement décédé à Biarritz, le 5 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 6 septembre en l'église Sainte-Eugénie, à Biarritz, et son inhumation à Pau, dans le caveau de famille.

Résidence Océanic,
64200 Biarritz,
91, rue Hoche,
33000 Bordeaux,
Maison de Guiche,
64210 Arbonne,
L'Arrayo,
64600 Anglet.

[Né à Téthieu (Landes) en 1895, le professeur X.-J. Dubecq fit toute sa carrière universitaire et hospitalière à *Bordeaux.*

Successivement docteur en médecine, docteur ès sciences naturelles, agrégé d'anatomie, professeur à la faculté de médecine de Bordeaux, il fut à l'origine de la chaire d'odonto-stomatologie, de chirurgie et de prothèse maxillo-faciale. Il contribua à la création de l'institut d'odonto-stomatologie de Bordeaux.

Il fut membre de nombreuses sociétés savantes et auteur de multiples publications.

Il fut maire de Saint-Vincent-de-Paul, dans les Landes, de 1935 à 1941 et de 1952 à 1965.]

— Salency (Oise).

Mme Maurice Grabois,
son épouse,
M. et Mme Oswald von Carlowitz-*Grabois,*
Le docteur et Mme Jérôme Grabois,
ses enfants,
Hélène, Antoine et Armand,
ses petits-enfants,
Les familles Duprez, Weill et Vandernotte,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Maurice GRABOIS,
médecin honoraire
de l'hôpital de Noyon,

survenu dans sa soixante-dixième année.

Selon la volonté du défunt l'incinération *a eu lieu dans l'intimité, le lundi* 16 septembre 1985.

60400 Noyon. Salency.

— Chantilly.

Mme François Grall,
Soazig et Anne-Marie Grall,
M. et Mme François Colmou,
Ses beaux-parents,
Ses frères, sœurs, beau-frère, belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. François GRALL,

survenu le 15 *septembre 1985, dans sa* soixantième année, en son domicile de Chantilly.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre, à 14 heures, en l'église *de Notre-Dame de Chantilly*, sa paroisse, où l'on se réunira.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des dons *pour* la recherche contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, avenue du Maréchal-Joffre,
60500 Chantilly.

— Le comte et la comtesse Claude d'Andigné,
M. et Mme Henri-Christian Lancrenon,
ses enfants,
Le comte et la comtesse Ivan d'Andigné,
Le comte et la comtesse Hervé d'Andigné,
Arnaud et Alexis d'Andigné,
Karine, Sandra et Fabrice Lancrenon,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 15 septembre 1985, de

Mme Paul LANCRENON,
née Christiane Henri-Chardon,

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité familiale, le jeudi 19 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5e.

81, boulevard Saint-Michel,
75005 Paris.

— Ses enfants,
Bernard Dufour
et Martin-Dufour,
Janine Boulanger-Dufour
et Daniel Boulanger,
Et ses petits-enfants,
Philippe Dufour,
Adama Boulanger-Descamps-Dufour,
Charles Boulanger,
Angélique Boulanger-Lenarié
et Philippe Lenarié,
Aurélien Boulanger,
Guillaume Boulanger,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Madeleine LEFAGUAYS-DUFOUR,

survenu à Dreux, le 14 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-seizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre, à 15 heures, en l'église de Serville.

Cet avis tient lieu de faire-part.
3, Grande-Rue,
Serville, 28410-Bû.

— Etienne Henri Martin,
son époux,
Schu et André Martin,
ses enfants,
Philippe et Thierry Martin,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Mme Henri MARTIN,
née Jeanne Desserteme.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Rémy de Vanves, *le mercredi 18 septembre 1985*, à 10 h 45.

— On nous prie d'annoncer le décès du

Frère
Michel Jean-Baptiste NIELLY,
dominicain,

survenu à *Grenoble*, le 13 septembre 1985, à l'âge de soixante-neuf ans.

1, place Saint-Laurent,
38000 Grenoble.

— *M. et Mme* Paul-Etienne Faugeras,
M. et Mme Jean-Michel Germe,
M. et Mme Jean-François Phelizon,
M. et Mme Michel Phelizon,
ses enfants,
Thierry, *Florence*, Laurent, Elisabeth, Anne, Véronique, Camille, Thomas, Bruno, Constance, Timothée, Charlotte, Olivier, Julien et Guillaume,
ses petits-enfants,
ont *la douleur de faire* part du décès de leur mère et grand-mère

Mme veuve Christian PHELIZON,
née Annick Cammet,

survenu à Paris, le 14 septembre 1985, des suites d'une longue maladie.

Les obsèques religieuses *seront* célébrées le jeudi 19 septembre 1985, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse, suivies de l'inhumation au cimetière Nord de Reims, dans le caveau de famille.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Claude Regnier
a la douleur de faire part du décès de sa mère

Mme veuve Camille REGNIER,

survenu le samedi 14 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 septembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, à Paris-16e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de La Chapelle dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, *square Mignot*,
75016 Paris.

— Mme Rosa Landau,
M. Théophile Vatel,
M. et Mme Daniel
et Ingrid Joseph-Dailly
et leur fille, Emmanuelle,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Manuella VATEL,

survenu à son domicile parisien, le 14 septembre 1985, au *terme* d'une longue et cruelle maladie.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 17 septembre, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse (entrée principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue de Lowendal,
75007 Paris.

Remerciements

— Jacques Valmont,
ses enfants et petits-enfants,
remercient tous ceux qui ont pris part à leur deuil.

36, avenue Raphaël,
75016 Paris.

Anniversaires

— Il y a deux ans, le 16 septembre 1983,

Martin SPINGA,

disparaissait à l'âge de vingt-neuf ans.

Messes anniversaires

— Mme Gilbert Renault,
Et toute sa famille,
vous prient d'assister à la messe anniversaire qui sera célébrée le jeudi 19 septembre 1985, à 12 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, en souvenir du

colonel RENAULT,
dit « Rémy ».

SICOB 85

800 exposants et une certaine morosité

Huit cents exposants au moins venus du monde entier sont présents, du 18 au 27 septembre à Paris-la Défense, au Palais du CNIT, pour le 36e Salon international d'informatique, télématique, communication, organisation du bureau et bureautique, autrement dit le SICOB.

Cette gigantesque foire des technologies nouvelles continue donc d'attirer une affluence nombreuse, professionnels et visiteurs-amateurs mêlés. Dans une ambiance un peu différente il est vrai. L'euphorie, qui caractérisait le secteur de l'informatique, n'est plus de mise. Finis les records historiques enregistrés au cours des dernières années pour la progression des chiffres d'affaires, les bénéfices, les créations d'emplois, les salaires... *« Ce n'est pas encore la crise, comme dans la sidérurgie en France,* dit un constructeur américain, *mais cela ressemble déjà à la crise de l'industrie automobile. »*

Des remarques comme celle-ci alimenteront les conversations, aussi bien dans les stands de l'exposition elle-même que dans les différentes manifestations organisées à l'occasion du Salon : la convention informatique (du 16 au 20 septembre, au Palais des congrès) ; la réunion INFODIAL-VIDEOTEX (du 16 au 20 septembre, au Palais des congrès) ; les Journées d'études et d'applications (du 18 au 27 septembre, au Palais du CNIT).

Rappelons enfin que *le Monde* a publié, avec son numéro du 13 septembre, un supplément spécial illustré consacré à « Ces Français qui font l'informatique ».

Thomson parie sur la micro-informatique

Le marché des matériels électroniques pour le grand public est jusqu'à présent tenu par les constructeurs japonais. Les Français se lancent à leur tour dans la bataille.

LE groupe Thomson lance officiellement à la veille du SICOB un nouveau micro-ordinateur familial, le TO 9. Cette machine complète dans le haut de gamme les matériels existants, MO 5 et TO 7. Thomson vise les parents et les cadres qu'il veut familiariser avec l'informatique.

Face aux Japonais, qui se sont fait une spécialité de fabriquer les matériels électroniques grand public pour le monde entier, et aux entreprises américaines, l'aventure du groupe français dans la micro-informatique domestique est un pari. Les déconvenues des constructeurs britanniques Accorn ou Sinclair, les difficultés de Matra, le prouvent. Le marché subit des à-coups violents à cause d'une concurrence exacerbée des fabricants mais aussi parce que l'utilité réelle des micro-ordinateurs familiaux n'apparaît pas encore clairement et que les phénomènes de mode y jouent à plein.

Thomson affirme pourtant n'avoir pas perdu d'argent dans ce pari lancé en 1980. Les bénéfices de sa filiale spécialisée Thomson-SIMIV ont été de 10 millions de francs l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 350 millions, et devraient être encore positifs cette année avec des ventes d'environ 1 milliard de francs. C'est que le groupe vise la « micro utile » avec des machines « à apprendre » l'informatique aux enfants et, aujourd'hui, aux parents avec le TO 9 dont les capacités débordent largement vers les applications professionnelles grâce aux logiciels de traitement de texte ou de comptabilité (1).

Cette stratégie « marketing » coïncide fort heureusement avec le souci du premier ministre de *« former les Français »* au monde moderne. Plus de 100 000 ordinateurs Thomson seront achetés par l'Etat dans le cadre du « plan informatique pour tous », qui doit permettre d'équiper 120 000 écoles. Même si cet achat ne représente qu'une fraction des ventes du groupe (350 000 machines à ce jour), il s'agit de bien plus qu'un simple coup de pouce : les élèves formés sur MO 5 en réclameront tout naturellement à leurs parents. L'école est un lieu déterminant, *« prescripteur »* ; IBM et Apple, qui ont essayé de participer au plan français, ne s'y trompent pas. Aussi faut-il se réjouir de la coïncidence des choix gouvernementaux avec les axes de développement du groupe nationalisé : il arrive que politique pédagogique et politique industrielle se marient. Mais, du même coup, le pari industriel doit être gagné, faute de quoi les micros des écoles deviendront obsolètes et les enfants les rejetteront...

Demain, le front des logiciels

Thomson n'ignore pas que sa réussite passe par l'imposition de son standard en Europe. Le groupe contrôle environ 30 % du marché français. De gros investissements commerciaux ont été réalisés en Allemagne afin d'y conquérir 10 % du marché avant la fin de 1986 (soit 100 000 machines). Des contacts ont été pris avec l'italien Olivetti, qui s'est lancé à son tour sur ce marché de façon d'ailleurs un peu présomptueuse en rachetant le britannique malade Accorn. Thomson devra faire vite s'il ne veut pas rééditer son échec dans la hi-fi où, parti en fanfare, il a dû récemment lâcher prise devant les Japonais.

La bataille se jouera d'abord sur le front industriel. *« La micro familiale est réservée aux grands groupes qui maîtrisent la production en chaîne »*, estime M. Jean Gerothwohl, PDG de Thomson-SIMIV. Les alliances de l'autre grande entreprise européenne, Philips, avec les Japonais seront à cet égard très gênantes. Mais elle se jouera aussi sur le front des logiciels. Beaucoup dépendra de la faculté de Thomson d'attirer les fabricants de logiciels et de les convaincre, en somme, de créer français.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Environ 4 % des foyers français sont équipés de micro-ordinateurs contre 15-20 % en Grande-Bretagne et 15 % aux Etats-Unis.

Le Salon pratique

- **DATES**
  - 18-27 septembre 1985 (sauf dimanche 22).
  - Réservés aux Professionnels : les 18, 19 et 20 septembre sur invitations seulement.
  - Journées grand public : du 21 au 27 septembre (sauf dimanche 22) sur invitation ou en acquittant un droit d'entrée de 35 F.
  - **Les journées d'études et d'applications** 18-27 septembre 1985, CNIT, Paris La Défense.
- **HORAIRES D'OUVERTURE**
  - 9 h 30 à 18 heures.
- **LIEU**
  - CNIT, Paris La Défense. (SICOB boutique et les congrès du SICOB se tiennent au Palais des Congrès, porte Maillot.)
- **DROITS D'ENTRÉE**
  - 35 F ou sur invitation.
  - Entrée libre pour les visiteurs internationaux sur présentation du passeport ou de la carte d'identité.
- **CATALOGUE SICOBTEL**
  - Accessible auprès de 40 terminaux répartis dans l'enceinte du CNIT, et sur réseau ouvert en appelant à partir du 16 septembre le (3) 615-91-77 code d'accès SICOB.
- **CONGRÈS**
  - **La convention informatique** 16-20 septembre 1985, Paris, Palais des Congrès.
  - **Infodial-Videotex** 16-20 septembre 1985, Paris, Palais des Congrès.
- **MOYENS D'ACCÈS**
  - RER : station La Défense (Ligne A : Boissy-Saint-Léger/ Marne-la-Vallée/ Saint-Germain-en-Laye).
  - Train : Paris (gare Saint-Lazare). Saint-Cloud/ Versailles (gare de La Défense).
  - Bus : ligne 73 (gare d'Orsay/ La Défense)
  - Ligne 174 (Saint-Denis/ La Défense).
  - Auto : boulevard circulaire, sorties La Défense 5, 6, 7, 8, 9 (parkings payants).
- **SERVICES SUR PLACE**
  - PTT, banque, agence de voyages, Air Inter, Air France, SNCF, agence de spectacles.

Le numéro deux américain : Cannes plutôt que Paris

de notre correspondant régional

Cannes. – Dans la bataille des réseaux d'ordinateurs engagée entre le géant IBM et l'ensemble de ses concurrents, le groupe américain Digital Equipment Corporation (DEC) a décidé récemment (*le Monde* du 21 juin) de rejoindre les constructeurs européens en adoptant les normes OSI (Open System Interconnect).

Le numéro deux de l'informatique dans le monde a également choisi l'Europe pour une manifestation de grande envergure, baptisée DECville, organisée du 9 au 14 septembre à Cannes. En revanche DEC ne participera pas au SICOB à Paris.

Destinée à présenter, sous une forme dynamique, la gamme complète des matériels et logiciels de la firme, DECville reconstitue les principales fonctions économiques et culturelles d'une ville informatisée qui appartient déjà, en partie, au présent. Dans l'enceinte du Palais des congrès de Cannes – loué en totalité pour la circonstance, – l'exposition occupe une surface de 5 500 m2. Sur le thème, *« The only limit is your imagination »*, elle met en scène les applications informatiques offertes aux usagers dans les secteurs industriel, bancaire, universitaire, administratif, des télécommunications, de l'information et de la recherche. On trouve, ainsi, dans DECville, une usine, un magasin, une banque, une université, une mairie, une boutique d'accessoires informatiques, un bureau de poste, une bibliothèque, etc. Plus de trois cent cinquante *« postes de travail »* ont été installés, dont 60 % à 70 % d'ordinateurs personnels avec une quinzaine de systèmes centraux et seize gros ordinateurs – notamment VAX 8600 et 11-785 – fonctionnant de manière intégrée et représentant une puissance totale de 50 MIPS (1).

Un millier de personnes ont travaillé à la conception et à la réalisation de cette opération exceptionnelle qui a nécessité une dépense de 25 millions de F dont 7,5 millions pour la location d'un paquebot servant d'hôtel flottant en rade de Cannes (2). Dix mille visiteurs, venant de trente-trois pays d'Europe, du Moyen-Orient et du Maghreb (parmi lesquels les dirigeants des sept cents premières sociétés européennes et des deux mille premières sociétés françaises) sont attendus à DECville et au symposium annuel des utilisateurs européens d'ordinateurs Digital, DECUS, qui se déroulera du 16 au 20 septembre. Une aubaine pour Cannes où tous les grands hôtels, comme le Palais des congrès de la ville, ont été, temporairement, câblés et reliés au monde entier par un satellite de communication.

GUY PORTE.

(1) Cinquante millions d'instructions par seconde. Le coût des matériels exposés est estimé à 10 millions de dollars.

(2) Environ 10 % du budget annuel de promotion de Digital en Europe.

INFORMATIONS « SERVICES »

EN BREF

RELIGION

VOYAGE AU PAYS DES ICONES. – L'Office national de la culture et *des traditions arméniennes* organise du 21 septembre au 9 octobre un voyage œcuménique en Arménie, Géorgie et Russie. Le circuit débute à Leningrad avec visite de la ville et du musée de l'Ermitage. Il se poursuit à travers les *anciennes villes saintes russes* : Novgorod et Zagorsk, haut lieu de l'orthodoxie russe où sont conservés les icones de Roublev, puis Pereslal-Zalesski, Rostov, Iaroslavl, avec leurs couvents et leurs églises. Après un séjour à *Moscou* (le *Kremlin*, la place Rouge, les églises et les musées), c'est le départ pour l'Arménie : Erevan, la Bibliothèque Maténadaran et ses quinze mille manuscrits arméniens, les églises Saint-Hripsimé, Gayainée, Horvirath, *Etchmiadzine*, (siège de l'Eglise arménienne apostolique) et Sardarebad et son mémorial. En Géorgie, on visitera la capitale Tbilissi, mais aussi Mitskhata et sa cathédrale du dixième siècle. Les participants pourront, s'ils le souhaitent, prolonger leur voyage jusqu'au 14 octobre et traverser l'Asie centrale pour admirer les mosquées, forteresses, palais et marchés de Tachkent, Boukhara et Samarcande.

★ **Renseignements : Office national de la culture et des traditions arméniennes, 16, rue José-Maria-de-Heredia, 75007 Paris. Tél. : (1) 734-61-41, de 8 heures à 11 heures.**

TROISIÈME AGE

RAISINS D'AUTOMNE. – Le Centre de loisirs de l'Est (CLE), association à but non lucratif, propose aux personnes du troisième âge qui souhaitent découvrir l'Alsace des séjours en octobre, durant le temps des vendanges à Saint-Jacques, au pied du mont Sainte-Odile, ou au château de Hell à Obernai. Des visites du château de Kintzheim et du musée de la viticulture sont prévues, et, pour les gastronomes, la dégustation des crus du vignoble alsacien.

★ **Centre de loisirs de l'Est, 17, rue Haute-Seille, 57000 Metz. Tél. : (8) 775-02-02.**

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17.09.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18.09.85 DÉBUT DE MATINÉE

Météorologie Nationale

≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France, entre le mardi 17 septembre à 0 heure et le mercredi 18 septembre à 24 heures.

Situation générale :

Un champ de pressions élevées se maintient sur le pays, rejetant sur les îles Britanniques les perturbations atlantiques.

Mercredi : Après dissipations de brumes et *brouillards matinaux qui se* formeront surtout dans l'intérieur, la journée sera bien ensoleillée sur l'ensemble de la France. Le matin, les températures minimales seront en baisse sur la moitié nord et *stationnaires sur la moitié* sud : 3 à 5 degrés dans le Massif Central, de l'ordre de 12 sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche, 15 à 18 degrés sur le pourtour méditerranéen, *8 à 10 degrés ailleurs*.

Au cours de la journée, des vents modérés de secteur sud-est se généraliseront, s'accompagnant d'une hausse des températures maximales de l'ordre de 2 à 4 degrés. *Elles* atteindront 20 degrés près de la Manche, 23 à 24 degrés dans le Centre et 26 à 28 degrés dans le midi.

Sens de l'évolution pour la fin de semaine :

Un champ de pression élevé sur la France rejettera les perturbations atlantiques sur les îles Britanniques jusqu'à vendredi. A partir de vendredi *soir*, un front ondulant abordera les côtes de la Manche pour s'enfoncer samedi sur le nord du pays en perdant de l'activité. De l'air froid résiduel en altitude entretiendra un flux d'est à nord-est en méditerranée avec un temps médiocre jusqu'à samedi soir. Une tendance orageuse s'étendra du sud-ouest à la Loire à partir de vendredi.

Jeudi 19 : *Ciel* très nuageux de la Corse au pourtour Méditerranéen avec des ondées orageuses l'après-midi. Sur les autres régions, temps assez beau avec quelques brouillards matinaux *dans l'Est et le Centre-Est*, des nuages élevés l'après-midi au sud de la Garonne *et des orages isolés le soir sur les Pyrénées.*

Températures minimales de 13 degrés près des côtes, 10 à 12 degrés dans l'intérieur, 15 près de la Méditerranée, maximales de 20 à 24 degrés sur la moitié nord, 25 à 27 degrés sur la moitié sud.

Vendredi 20 : Persistance du temps perturbé sur la Corse, le pourtour méditerranéen et le sud des Alpes. Extension d'un ciel nuageux de l'Aquitaine en *direction de la Loire*, du Centre et du Massif Central, avec des foyers orageux épars le soir. Ciel se couvrant le soir près de la Manche avec quelques pluies dans la nuit. Sur les autres régions, *persistance d'un temps* assez ensoleillé. Températures stationnaires.

Samedi 21 : Lent décalage vers le Sud d'un zone de temps très nuageux, avec pluies discontinues : située le matin de la *Bretagne* au Nord, celle-ci atteindra le soir la Vendée, le sud du Bassin Parisien et les Ardennes. Développement d'éclaircies à partir du milieu de journée près de la Manche. Plus au Sud, *ciel nuageux avec éclaircies mais évolu*tion orageuse l'après-midi en particulier sur le Massif Central. Persistance d'un temps très nuageux avec quelques ondées sur le pourtour méditerranéen mais *éclaircies se développant* près du golfe du Lion l'après-midi. Températures minimales sans grand changement, maximales en baisse de 1 à 2 degrés.

Dimanche 22 : Ciel très nuageux de la Vendée au Centre et aux Vosges se *décalant* dans la journée vers l'est du Massif Central et les Alpes. Risque d'orage sur le Jura et les Alpes. Ailleurs, après une matinée souvent très nuageuse, encore quelques ondées sur l'extrême sud-est et la Corse, *développement* de belles éclaircies. Températures stationnaires ou en légère baisse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 16 septembre, le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 septembre) : *Ajaccio, 24 et 13 degrés* ; Biarritz, 20 et 11 ; Bordeaux, 21 et 8 ; Bréhat, 18 et 15 ; Brest, 16 et 15 ; Cannes, 28 et 15 ; Cherbourg, 16 et 13 ; Clermont-Ferrand, 19 et 4 ; Dijon, 18 et 7; Dinard, 19 et 15 ; Embrun, 21 et 7 ; Grenoble-St-M.-H., 19 et 7 ; Grenoble-St-Geoirs, 18 et 6 ; La Rochelle, 20 et 13 ; Lille, 18 et 15 ; Limoges, 17 et 10 ; Lorient, 17 et 15 ; Lyon, 19 et 7 ; Marseille-Marignane, 24 et 12 ; Nancy, 17 et 9 ; Nantes, 19 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Nice-Ville, 26 (maxi) ; Paris-Montsouris, 18 et 15 ; Paris-Orly, 19 et 14 ; Pau, 22 et 7 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 18 et 14 ; Rouen, 17 et 14 ; Saint-Etienne, 17 et 5 ; Strasbourg, 18 et 9 ; Toulouse, 22 et 6 ; *Tours, 18 et 11.*

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et *16 degrés* ; Genève, 20 et 6 ; Lisbonne, 33 et 18 ; Londres, 18 et 16 ; Madrid, 29 et 10 ; Rome, 28 et 16 ; Stockholm, 15 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MODE

Blouses anti-blues

Le célèbre couturier André Courrèges a pensé à ceux qui souffrent, qui sont pris d'angoisse sur la table d'opération avant d'être anesthésiés pour une intervention, même bénigne. « *J'ai voulu*, a-t-il dit, *que leur regard se pose sur des oiseaux apaisants, des couleurs douces, moins brutales que le blanc cru, je leur ai tissé des rêves relaxants.* » A la demande d'une firme spécialisée dans l'habillement des équipes médicales (Dispogam), il vient, en effet, de créer une collection dite hospitalière dans des coloris roses ou bleus. Ces vêtements non tissés sont jetables, livrés stériles sous plastique et utilisables une seule fois. Il présentera, le 25 septembre, dans ses salons de la rue François-Ier, à la presse et au corps médical ce nouvel uniforme hospitalier « anti-stress ».

VIE ARTISTIQUE

ARLEQUINADE. – Pour la deuxième année consécutive, l'Esplanade de la Défense accueillera du 18 au 22 septembre un spectacle de commedia dell'arte ; *Vie et mort d'Arlequin*, interprété par la troupe des Scalzacani, comédiens, mimes, acrobates et *musiciens. Les personnages* traditionnels (Arlequin, Pierrot, Colombine, etc.) seront évoqués, mais ils donneront naissance à d'autres personnages, (entre autres Carmen et Hamlet) et à d'autres formes de spectacles, *c'est ainsi* que l'on assistera à *des séquences* de rock, des scènes de théâtre nô *japonais et même de western.*

★ **Mercredi 18 septembre à 12 h et 15 h, jeudi 19 et vendredi 20 à 12 h, samedi et dimanche 22 à 15 h, gratuit. Tél. : (1) 796-23-30.**

PARIS EN VISITES

JEUDI 19 SEPTEMBRE

« Le Faubourg Saint-Antoine au XVIIe siècle », 14 h 30, métro Ledru-Rollin, sortie rue de Charonne (Mme Leblanc).

« Corée, Japon », au Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 14 h 50 (L'Art pour tous).

« Cours et jardins du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (S. Rojon).

« Les hôtels de la rue du Bac. Le jardin des missions étrangères », 15 heures, métro Bac (I. Hauller).

« L'Opéra », 13 h 30, vestibule (Hauts lieux et découvertes).

« Les salons de l'Hôtel de Ville » (tél. *la veille (1) 260-71-62* ou, après 18 h 30 (1) 558-26-17 : Anne Ferrand).

« Du parc de Chateaubriand au bal Bullier ». 15 heures, 92, avenue Denfert-Rochereau (Histoire et archéologie).

« Décors intérieurs inconnus du public au Marais », 15 h 30, métro Bastille, sortie Saint-Antoine, C.-A. Messer.

« Le *siège du PC, chef-d'œuvre* d'architecture contemporaine », 15 heures, métro Colonel-Fabien (M.-C. Lasnier).

« Versailles : quartier Notre-Dame », *14 h 30, 7, rue des Réservoirs.*

« De la Butte des Moulins à Notre-Dame-des-Victoires », 14 h 30, métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).

« Les deux plus beaux parcs de couvent au faubourg Saint-Germain », 15 heures, 19 rue Oudinot et « L'Hôtel de Lauzun » 15 heures, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire).

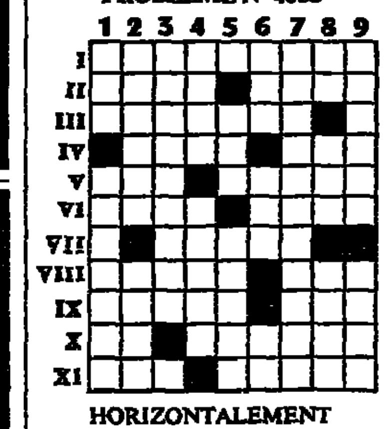
« La Sorbonne, histoire de l'Université et du quartier Latin », 15 heures, *46, rue Saint-Jacques (M. Ragueneau).*

CONFÉRENCES

20 h 30, 5, rue Largillière « Faut-il brûler l'ésotérisme », conférence présentée par F. Schwarz, président fondateur de Nouvelle Acropole France.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4055



HORIZONTALEMENT

I. Recevoir des coups ou des coupures. – II. Qui a obtenu un prix. Un gros bûcheur y finit sur le bûcher. – III. Tente de faire de l'effet en nous prenant pour des billes. – IV. Fait prisonnier lors d'une attaque sur le chemin des dames. Coupé au plus court. – V. Adverbe itératif. Point mousse. – VI. Il fut en son temps un interlocuteur valable. Objectifs de croisière. – VII. Sur le calendrier républicain. – VIII. Casse ou bigorne. Roule parfois des sujets venant de se faire étriller. – IX. L'imagerie orientale lui doit beaucoup. Peut s'enfiler en tricotant. – X. Note. Un des lieutenants d'Alexandre. – XI. Amertume ou subtilité. On les sème plus souvent qu'on ne récolte.

VERTICALEMENT

1. Promotrice de la société de consommation. Dessous de table. – 2. Dessus de table. Fait faire du mauvais sang. – 3. Grise ceux qui en abusent. – 4. Même dotée de lanternes, elle ne peut se passer de bougies. Intervient entre la coupe et la couture. – 5. *Lieu* de culture de légumes. Si c'est un tuyau crevé, il risque de mener à la ruine. – 6. Ne vaut plus un rond. Un homme écartelé. Note. – 7. Elément pesant en relation avec le volume. – 8. Copulative. Ne donne que très peu de champ. Mesure que connurent nos aïeux. – 9. On a fait beaucoup pour *sa conservation avant de le confier* à un conservateur. Parues.

Solution du problème n° 4054

Horizontalement

I. Affaire. – II. Fleuve. Va. – III. Filer. Sil. – IV. Ici. Obole. – V. Cagoule. – VI. Mai. Nafé. – VII. Antre. – VIII. Tuée. Elbe. – IX. IR. Note. – X. Oisiveté. – XI. Nérée. Sûr (sur).

Verticalement

1. Affirmation. – 2. Flic. Anurie. – 3. Félicité (prénom de Lamennais) C.-S.R. – 4. Aue. Renie. – 5. Ivrogne. Ove. – 6. Ré. Boa. Eté. – 7. Soufflets. – 8. Ville. Eu. – 9. Salée. Mer.

GUY BROUTY.

Le Monde

SCIENCES

Le « Titanic » au plus près

En 1912, les techniques ne permettaient pas de connaître à plusieurs kilomètres près la position d'un navire en pleine mer. Il a fallu attendre les technologies modernes pour détecter et photographier l'épave du « Titanic » par 4 000 mètres de fond.

AVRIL 1912 : naufrage du *Titanic*. Septembre 1985 : repérage et photographie de l'épave du paquebot à quelques centaines de kilomètres au sud-est de Terre-Neuve et à une profondeur de 3 950 mètres. Il a donc fallu soixante-treize ans pour retrouver le *Titanic*, l'épave la plus célèbre du monde.

Ce long délai s'explique quand on compare les technologies maritimes de 1912 à nos jours. Il faut se rappeler, en effet, que, en 1912, les marins ne disposaient ni du sonar, ni du radar, ni des radiophares, ni des chaînes de radionavigation, ni des satellites de navigation.

En 1912, la position d'un navire était déterminée en haute mer par la méthode du point astronomique qui donnait la latitude et la longitude par rapport au réseau orthogonal des méridiens et des parallèles.

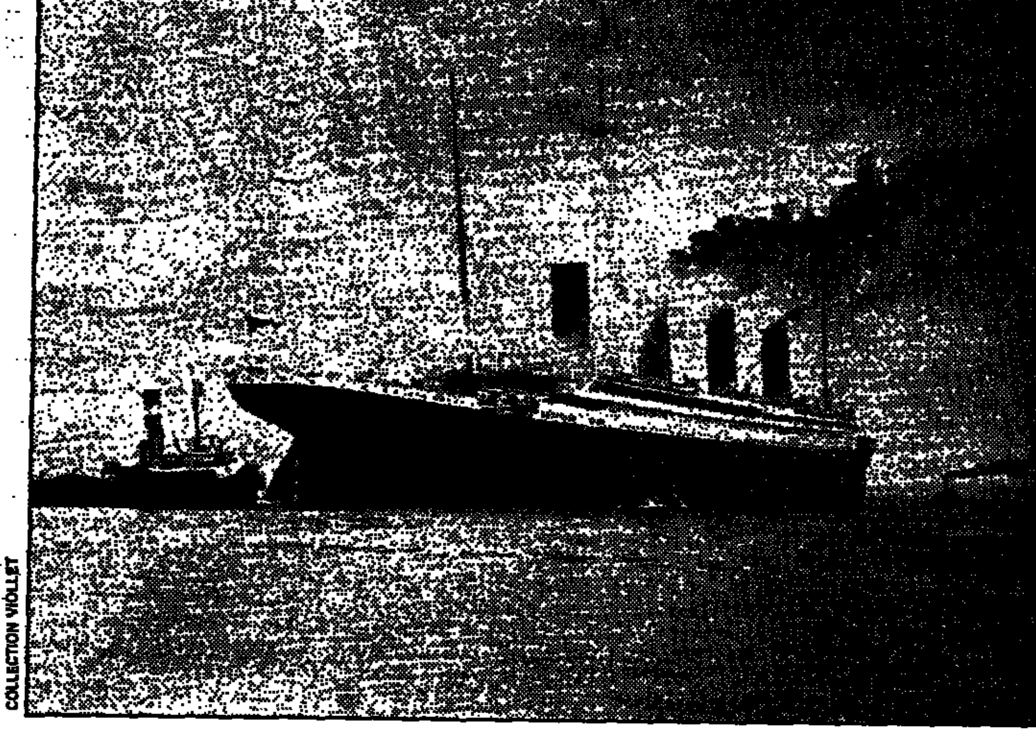
Pour faire le point, il y avait le sextant, instrument inventé en 1730 par le mathématicien anglais John Hadley et qui avait atteint sa perfection en 1860. Ainsi pouvait-on connaître la hauteur d'un astre au-dessus de l'horizon, ce qui impliquait de voir l'horizon, le soleil étant l'astre de référence à midi, et l'étoile polaire au crépuscule ou à l'aube. La mesure de la hauteur de l'un et de l'autre donnait la latitude.

Pour la longitude, c'était plus compliqué. Sa détermination n'a été possible que vers 1775. A ce moment-là furent inventés les chronomètres garde-temps, grâce auxquels on « gardait » fidèlement l'heure du port de départ (ou, plus tard, celle du méridien-origine). Ainsi pouvait-on savoir, avec une précision acceptable, la différence entre le temps-origine et le midi local (passage du soleil au méridien du lieu). Sachant que la terre tourne de 360 degrés en vingt-quatre heures, cette différence permettait par une simple règle de trois de calculer la longitude. Mais, là aussi, le soleil devait être visible. En outre, les calculs nécessitaient diverses corrections dues, notamment, à l'« altitude » de l'observateur au-dessus de l'eau, à la réfraction de l'air et aux anomalies de la pesanteur (déviant la verticale).

Naviguer à l'estime

On pouvait aussi faire le point en observant, au crépuscule ou à l'aube, trois astres répartis le plus également possible sur les 360 degrés de l'horizon.

Toutes ces mesures de la hauteur du soleil, de l'étoile polaire ou de trois astres quelconques obligeaient à se reporter aux *Ephémérides nautiques* où figurent les coordonnées astronomiques des astres en fonction de l'heure et du lieu.


COLLECTION VIOLLET

Entre deux « points », la position du navire était obtenue par l'estime, c'est-à-dire par un calcul tenant compte de la distance parcourue (mesurée avec le loch), du cap suivi, des courants et des vents.

Ces techniques expliquent que, en 1912, la position d'un navire en pleine mer n'était connue au mieux qu'à 3 ou 4 kilomètres près.

A partir de 1914, la radio permet l'émission d'ondes radioélectriques par des radiophares dont la position est connue. Par orientation de l'antenne placée sur le navire, c'est-à-dire par goniométrie, on connaît alors la direction du bateau par rapport au radiophare. Sa position est trouvée en recoupant les directions de deux ou plusieurs radiophares. Goniométrie et radiophares permettaient – enfin – de faire le point la nuit ou par temps de brouillard. La précision était meilleure : la position était connue à 2 ou 3 kilomètres près.

Dans le mille

Si, avec la première guerre mondiale, la radio a fait d'énormes progrès, avec la seconde, les chaînes de radionavigation se sont multipliées. Ces systèmes sont fondés sur la comparaison des réceptions, sur le navire, d'ondes radio-électriques émises avec une parfaite synchronisation par plusieurs stations émettrices fixes. Les performances du Decca, inventé en Grande-Bretagne pendant la deuxième guerre mondiale, étaient encore modestes (il portait à quelques dizaines de kilomètres et donnait la position du navire à 150 mètres près). Mais le Loran américain, par la suite, a étendu la portée de la radiolocalisation tout en gardant une précision acceptable. Dans sa version la plus élaborée, il donnait à 1 mille nautique (1 852 mètres) près la position d'un navire à la distance de 1 200 milles nautiques (2 222,4 kilomètres). Enfin, il y a moins de vingt ans, a été installé le système Omega dont les huit stations émettrices couvrent la terre entière avec une précision analogue à celle du Loran.

Il a fallu attendre l'ère des satellites artificiels pour que soit possible la localisation plus précise d'un navire sur toutes les mers du globe. L'orbite, la vitesse et la position d'un satellite sont connues à tout moment et servent donc de repère pour déterminer la position des navires dotés du dispositif nécessaire. Les Etats-Unis ont d'abord utilisé ces satellites de navigation pour leur marine de guerre. Mais, en 1965, le système Transit – qui comprend cinq satellites de navigation tournant sur des orbites polaires – a été étendu, en diverses versions plus ou moins performantes, à la navigation générale. Actuellement, on peut ainsi connaître à 100 mètres près la position d'un navire civil doté du système le plus complet. Pour les navires de guerre la précision (secret militaire) serait de l'ordre du mètre.

Ratissage

La localisation précise d'un navire en pleine mer aujourd'hui possible a permis de repérer l'épave du *Titanic*. Le navire océanographique français *le Suroît* a « ratissé » la zone probable du naufrage en faisant des passages réguliers, le long de lignes droites parallèles espacées de 700 ou 800 mètres en remorquant le SAR (système accoustique remorqué).

Le SAR est un engin inhabité doté d'un double sonar latéral « haute résolution » capable de « voir » la topographie du fond avec une précision variant de quelques dizaines de centimètres à quelques mètres selon la distance. Il est aussi doté d'un « pénétrateur de sédiments » et il est éventuellement accompagné d'un magnétomètre détectant les masses métalliques. Si le *Suroît* n'avait pu être localisé à tout moment, la zone n'aurait pas été explorée systématiquement.

Après l'exploration du *Suroît*, le *Knorr*, navire océanographique américain, a dû aussi se positionner avec exactitude dans la zone de recherche pour pouvoir mettre en action ses engins inhabités et remorqués de télévision et de photographies, l'*Argo* puis l'*Angus*.

Rappelons que le principe du sonar est fondé sur la transmission des ondes acoustiques (1) dans l'eau. Le sonar n'est devenu d'un usage courant que pendant la deuxième guerre mondiale. Bien entendu, ses performances se sont améliorées au cours des années.

Quant au radar, il « balaye » l'horizon (dans l'air) d'un pinceau d'ondes électromagnétiques. Ces ondes, réfléchies par la plupart des obstacles éventuels, reviennent près de leur source après un temps d'autant plus long que la distance parcourue par l'onde et son écho est grande. Le radar a été inventé entre les deux guerres. Le *Normandie*, mis en service en 1935, a été le premier navire civil français à en être équipé. Même si le radar avait existé en 1912, le *Titanic* n'aurait pas bien vu l'iceberg qui lui a été fatal. Les icebergs, en effet, sont de très mauvais réflecteurs pour les ondes radar, ils sont souvent trop bas sur l'eau et leur partie immergée est beaucoup plus importante que leur partie visible. Dès 1914, les US Coast Guards, avec la collaboration du Canada, ont été chargés de la patrouille internationale qui repère les icebergs dérivant dans l'Atlantique nord-ouest et prévient les navires des dangers éventuels.

YVONNE REBEYROL.

(1) Les ondes électromagnétiques ne se transmettent pas dans l'eau.

Leçons d'un SOS

EN 1912, seule existait, depuis 1864, une convention sur le « franc-bord » réglementant l'enfoncement maximum des navires de façon à garder une distance (ou franc-bord) suffisante entre la ligne de flottaison et le pont principal. A dire vrai, cette convention, qui ne concernait en fait que les navires marchands, n'avait pas une intention humanitaire. Elle était destinée à éviter la compétition malhonnête entre armateurs toujours prêts à entasser plus de marchandises dans leurs cargos.

Dès 1913, une convention réunit à Londres des représentants des grands pays maritimes. Le texte qui en est résulté n'est jamais entré en vigueur à cause de la première guerre mondiale. Une deuxième convention se tint à Londres en 1929. Elle donna le jour à un texte stipulant, notamment, que les paquebots devaient avoir dans leurs canots et radeaux de sauvetage autant de place que de personnes à bord, et les cargos autant d'embarcations de chaque côté qu'il était nécessaire pour recevoir tout l'équipage.

Les dispositions arrêtées en 1929 par la première convention SOLAS (Safety Of Life At Sea) ne prévoyaient pratiquement rien sur la prévention des incendies. Or plusieurs paquebots (dont le *Georges-Philippar*, sur lequel périt Albert Londres en 1932) brûlèrent à cette époque. Le texte devait donc être revu, mais la deuxième guerre mondiale arrêta tout, comme l'avait fait la première.

Une nouvelle convention SOLAS signée en 1948 entra en vigueur en 1952. Elle apportait des progrès considérables, surtout dans deux domaines :

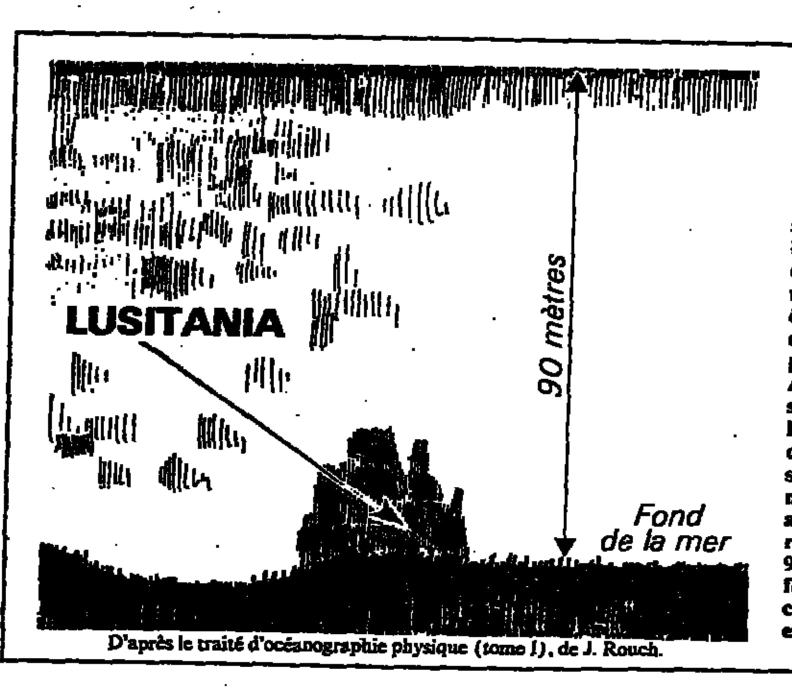
- La protection contre les incendies devait être assurée par trois méthodes : l'une, américaine, prévoyait le cloisonnement des navires en cellules isolées par des cloisons pare-feu ; l'autre, britannique, consistait dans la détection des fumées ou des températures anormalement élevées et dans l'arrosage automatique par *sprinklers* ; la troisième, française, ajoutait au cloisonnement l'usage de matériaux incombustibles.
- Grâce au compartimentage de sa coque par des cloisons étanches, le bateau n'est pas déséquilibré et l'usage des embarcations reste possible sur les deux côtés.

La convention SOLAS 1960 a amélioré celle de 1948. Elle stipule, notamment, que tout paquebot transocéanique doit pouvoir flotter lorsqu'un de ses compartiments étanches – même le très grand compartiment des machines – est envahi par l'eau. Rappelons à ce propos que le *Titanic* était en avance sur son temps avec ses seize compartiments, mais que cinq de ceux-ci furent éventrés et donc inondés. Quant aux paquebots à court rayon d'action, sur lesquels prennent souvent place un très grand nombre de passagers, ils doivent pouvoir flotter même si deux de leurs compartiments étanches sont envahis par l'eau.

La procédure de révision de ces conventions était très longue car la plupart des Etats signataires devaient faire voter des lois pour adopter les modifications. Depuis la convention de 1974, le processus de révision est beaucoup plus facile : toute modification est immédiatement acceptée *ipso facto* par les pays qui n'expriment pas leur opposition.

Depuis 1974, toutes ces conventions sont discutées au sein d'une agence spécialisée des Nations unies, l'Organisation maritime internationale (OMI), qui a succédé cette année-là à l'Organisation maritime consultative internationale (OMCI) créée en 1948.

Y. R.



D'après le traité d'océanographie physique (tome I), de J. Rouch.

L'épave du *Lusitania*, paquebot britannique torpillé par les Allemands en 1915, a pu être « vue » en 1939, au sud-ouest de l'Irlande, grâce au sondeur acoustique. Cet appareil, inventé entre 1912 et 1914, est fixé sous la coque d'un navire. Il émet un pinceau étroit d'ondes acoustiques donnant des mesures de profondeur ponctuelles. Alors que le sonar balaye de ses ondes acoustiques l'horizon sous-marin comme le radar balaye de ses ondes électromagnétiques l'horizon aérien. L'épave du *Lusitania* repose sur le fond à 90 mètres seulement de profondeur, ce qui explique que cette image ait pu être prise en 1939.

Le bateau sans maître

Renflouer le *Titanic* n'est peut-être pas infaisable du point de vue technique. Mais le coût d'une telle opération serait astronomique au sens littéral du terme. Comme l'a fait en effet remarquer M. Yves Sillard, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, remonter les 46 000 tonnes du *Titanic* (qui est coupé en deux morceaux) de la profondeur de 4 000 mètres coûterait probablement aussi cher que d'envoyer un homme sur la Lune.

Mais avant de se lancer dans cette gigantesque opération, encore faudrait-il savoir à qui appartient l'épave. A l'assureur, au propriétaire initial ou à ses héritiers, au « récupérateur » ? Pour le moment, personne ne peut répondre à cette question : aucune convention n'a prévu une telle situation.

Y.R.

Parmentier : une racine pour la faim

Il y a deux cents ans, Parmentier contribuait à faire connaître une plante de la famille des solanacées, un végétal de remplacement pour l'alimentation : la pomme de terre.

EN août 1785, à l'occasion de la Saint-Louis, Antoine Augustin Parmentier, apothicaire-major de l'hôtel royal des Invalides, offrait au roi Louis XVI un bouquet de fanes fleuries de pommes de terre et une corbeille de tubercules mûrs. Les fleurs orneront la boutonnière du roi et la coiffure de la reine, et les tubercules figureront ce jour-là au menu de la table royale (1). La pomme de terre, après bien des vicissitudes, et malgré ses détracteurs, acquérait ainsi ses lettres de noblesse. En effet, après cette consécration, la noblesse française acceptera enfin de consommer ce mets ; car elle jugeait indigne de sa part de *« goûter une racine que l'on donne aux bêtes »*. La pomme de terre faisait également l'objet d'un préjugé défavorable dans les classes aisées parisiennes : ainsi, dans *l'Ecole des potages* (1748), on peut lire : *« Voilà le plus mauvais de tous les légumes dans l'opinion générale ; cependant, le peuple, qui est la partie la plus nombreuse de l'humanité, s'en nourrit. »*

On l'accusera aussi d'avoir des effets nocifs. Elle contient, il est vrai, un alcaloïde, la solanine, toxique pour l'homme à des doses assez fortes (2). Le parlement de Dijon ira même jusqu'à interdire sa culture sous prétexte *« qu'elle est pernicieuse et peut donner la lèpre »*... Il faudra toute l'énergie d'un Parmentier, et son examen chimique de la pomme de terre, en 1774, pour faire tomber toutes les réticences.

La pomme de terre (dont le nom scientifique est *Solanum tuberosa)*, plante de la famille des solanacées – comme le tabac, la tomate, l'aubergine, le poivron, – a dû accomplir un long périple dans le temps et dans l'espace avant de devenir un aliment de consommation courante. Originaire d'Amérique latine, on suppose qu'elle était déjà cultivée par les Incas. On trouve, en effet, exposé au musée archéologique de Lima, au Pérou, un vase ayant la forme d'une pomme de terre daté d'environ deux siècles après Jésus-Christ. Deux hypothèses s'affrontent quant au lieu d'origine de ce légume. La première le fait naître au Chili, au niveau des côtes Chiloé ; la seconde, sur les hauts plateaux du Pérou et de la Bolivie.

En tout cas, quand les conquistadores abordent sur les rivages du Nouveau Monde, elle est déjà cultivée, et ressemble beaucoup à la pomme de terre actuelle, sauf que les variétés sont plus nombreuses, et les tubercules sont de diverses couleurs – blancs, jaunes ou rouges. Zarate Acosta, chargé de la trésorerie espagnole au Pérou, en fait une brève description en 1514, suivi de Juan de Castellanos, dans son *Histoire du nouveau royaume de Grenade*, en 1536, et de Pedro de Cieza, dans ses *Chroniques*, en 1550. D'Amérique latine, la pomme de terre repartira dans les bagages de l'armée espagnole, et on suppose qu'elle a été introduite par eux en Espagne vers la première moitié du seizième siècle. Puis, il semble que le roi d'Espagne, Philippe II, en ait fait don au pape Pie IV, souffrant, et ce dernier fera de même à l'adresse de son légat, à Mons, dans l'actuelle Belgique.



Dessin de NICOLAS VIAL.

Un peu plus tard, mais la date n'est pas très précise, des navigateurs anglais effectuant une mission en Virginie l'introduiront en Grande-Bretagne. De là, elle gagnera l'Irlande. Pendant la guerre de Trente Ans, vers 1640, les soldats venus d'Espagne et d'Italie contribueront à sa diffusion et à sa culture dans le sud-ouest de l'Allemagne. A la fin du dix-huitième siècle, la pomme de terre était déjà largement cultivée en Allemagne, largement admise en Grande-Bretagne et en Irlande, dans les Flandres, en Autriche et en Suisse, et dans l'est de la France (Lorraine, Bourgogne et Franche-Comté), où elle avait été introduite par les occupants espagnols à la fin du seizième siècle. A partir de cette date, et sur l'impulsion décisive de Parmentier, ce légume prendra, avec le pain, une place de plus en plus grande dans l'alimentation des Français. Le point culminant de sa consommation se situe avant guerre, avec 140 kilos par personne et par an. Consommation qui est descendue, de nos jours, à 61 kilos par personne et par an. Mais la pomme de terre a encore de beaux jours devant elle, notamment pour l'utilisation industrielle de sa fécule (colles, cartonnerie, fonderie, flocage, etc.), qui va en augmentant.

CHRISTIANE GALUS.

(1) *La Pomme de terre*, par Jean Feytaud, professeur à la faculté des sciences de Bordeaux. (« Que sais-je ? », n° 372).

(2) Plus de 20 milligrammes pour 100 grammes de partie comestible. Taux qui n'est jamais atteint par les pommes de terre du commerce. La solanine est en outre localisée dans la peau du légume, et dans la chair, près de la peau. Il suffit donc de peler la pomme de terre pour l'éliminer. Mais l'exposition des tubercules à la lumière leur donne une couleur verte, et augmente d'une manière importante la concentration de la solanine. Il faut donc éviter de consommer les pommes de terre verdies.

L'apport féculier

LES vertus alimentaires de la pomme de terre sont maintenant connues de tous. Mais l'utilisation industrielle et alimentaire de sa fécule (ou amidon), après diverses transformations, est moins présente à l'esprit. Pourtant, ainsi qu'on le souligne à l'Institut technique de la pomme de terre, la surface consacrée en France à la culture de la pomme de terre féculière augmente en raison d'une forte demande industrielle. Cela devient aussi un moyen pour les agriculteurs de rentabiliser une culture très chère en raison du prix des engrais, des plants et de la main-d'œuvre.

La fécule est le nom donné à l'amidon contenu dans les parties souterraines des plantes (racines, tubercules, rhizomes). On parle alors de fécule de pomme de terre, de manioc, de sagou, etc., alors que l'on réserve le terme d'amidon à l'amidon tiré des parties aériennes des végétaux (graines de céréales, légumes, glands, châtaignes, etc.). Distinction commerciale qui n'a pas lieu d'être pour le chimiste.

Les propriétés chimiques de cet amidon « souterrain » sont nombreuses (1). Pour n'en citer que les principales, il est insoluble à froid, gonfle à la chaleur humide, forme un gel – appelé empois – en solution aqueuse à 65 °C ; il peut être aussi transformé en amidon soluble (par action combinée de la chaleur, d'acides ou d'enzymes), en sucres (par hydrolyse), ou encore en poudre (dextrine), par action de la chaleur à sec.

La fécule de pomme de terre est un produit dont les utilisations alimentaires et industrielles sont extrêmement variées. Elle entre en effet dans la composition de nombreux produits alimentaires : boissons, biscuits et biscottes, pâtes, produits de régime, entremets et crèmes glacées, plats cuisinés et conserves, charcuterie et salaisons, margarine, sirops et liqueurs. Elle sert aussi à réaliser des comprimés et des cachets pharmaceutiques. Mais l'industrie n'est pas en reste, puisque la fécule a un rôle de premier plan dans des secteurs aussi variés qu'inattendus : l'amiante, la blanchisserie, le textile, la cartonnerie, les forages et la tannerie, le caoutchouc, la floculation et la fonderie, la photographie et les piles électriques, la chapellerie ou les cirages...

C. G.

(1) *La Pomme de terre française*, mai-juin 1982. Revue éditée par l'ITPT.

Epluchage des variétés

Dans le Finistère, une « station d'amélioration de la pomme de terre » met au point de nouvelles techniques pour créer de meilleures qualités.

AU plan botanique, la plante cultivée en Europe – et presque partout dans le monde – est la sous-espèce *Solanum tuberosum tuberosum*, originaire du Chili, qui a la capacité de fabriquer des tubercules pendant l'été, où les jours sont longs. Mais la plante introduite au seizième siècle était très probablement la sous-espèce *Solanum tuberosum andigena*, cultivée par les Indiens sur les hauts plateaux des Andes boliviennes, équatoriennes et péruviennes. Adaptée à la zone équatoriale, cette dernière ne « tubérise » correctement que si les jours durent environ douze heures, donc pas avant septembre en Europe. Cette inadaptation à la longueur du jour explique que la pénétration de la pomme de terre sur le continent européen ait été lente. Il fallut beaucoup de travail de sélection pour obtenir des variétés ayant une productivité satisfaisante. La pomme de terre se cultive habituellement par multiplication végétative : on met en terre un tubercule et il pousse une plante génétiquement identique à celle dont elle est issue. Mais, en recourant à la reproduction sexuée, à partir de deux variétés différentes, on obtient un vaste échantillon de génomes parmi lesquels on peut sélectionner ceux qui se révèlent meilleurs et constituer de nouvelles variétés.

Ces efforts se poursuivent, souvent dans le but d'améliorer la résistance aux maladies. Ils font maintenant appel à des croisements avec des espèces voisines. Il existe, en effet, dans les Andes et au Mexique, de nombreuses espèces appartenant au genre *Solanum*. Certaines sont sauvages, d'autres cultivées, mais elles sont toujours peu productives, donnant des tubercules dont la taille ne dépasse pas celle d'une noix. Des hybridations naturelles se sont d'ailleurs produites et peuvent avoir contribué à la séparation des différentes sous-espèces de *Solanum tuberosum*.

Résister au mildiou

Dès 1850, en Allemagne, un croisement avec *Solanum demissum*, originaire du Mexique, a été utilisé pour conférer une résistance au mildiou, maladie apparue cinq ans plus tôt et qui décimait les cultures. Mais l'hybride obtenu était sans valeur culturale.

Les croisements entre espèces ont été repris au vingtième siècle, avec des succès limités. Pour récupérer la productivité perdue lors de l'hybridation, il faut en général faire de cinq à huit rétrocroisements avec *Solanum tuberosum*, et l'on perd fréquemment la résistance au virus qu'on avait introduite par l'hybridation. Même, si celle-ci subsiste, le gain n'est que provisoire, car le virus évolue pour s'adapter à la nouvelle variété. Les viroses ne tuent pas les plantes, mais font baisser la productivité, et sont transmises aux descendants obtenus par multiplication végétative.

La lutte contre les viroses passe essentiellement par la production de plants sains, dans des exploitations spécialisées, dans des régions à climat humide comme la Bretagne, où les pucerons, principaux vecteurs des virus, sont peu nombreux. Les cultivateurs de pomme de terre peuvent alors ensemencer leurs champs avec des tubercules sains, alors que, s'ils utilisaient leur propre production, une dégénérescence d'origine virale se manifesterait en quelques années. En Bretagne, 8 000 hectares, et 5 000 dans le Nord sont consacrés à la production de plants, l'exportation se faisant surtout vers les pays méditerranéens.

Si l'on continue à pratiquer des croisements interspécifiques, c'est essentiellement pour enrichir le pool génétique des variétés de pommes de terre. Des banques de gènes importantes existent au Pérou, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en URSS. En France, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) gère, à Landerneau, dans le nord du Finistère, une station d'amélioration de la pomme de terre et des plantes à bulbes (tulipes, échalotes...). On y entretient une collection de nombreuses variétés de *Solanum tuberosum* et des espèces apparentées, et l'on y pratique divers croisements et travaux de laboratoire, plus pour mettre au point des méthodologiques que dans le but de créer de nouvelles variétés, ce qui est plutôt la tâche d'organismes professionnels et d'entreprises spécialisées.

Culture en tube

Une de ces méthodologies est la culture de pommes de terre en tube à essai. Un fragment de tubercule donne naissance à une petite plante, qui en fournira ensuite plusieurs par bouturage. L'avantage est triple. D'une part, on évite ainsi toute contamination virale, toute attaque de parasites. Ensuite, le taux de multiplication peut être bien plus rapide que pour une culture en champ, où un tubercule en donne une dizaine l'année suivante. Cela permet de raccourcir le lent processus de sélection d'une variété, même si la culture en champ reste indispensable pour certaines étapes. Enfin, la culture en tube est un moyen commode et peu onéreux de maintenir des variétés qui ne sont pas cultivées par les agriculteurs, mais dont les gènes peuvent se révéler utiles dans l'avenir.

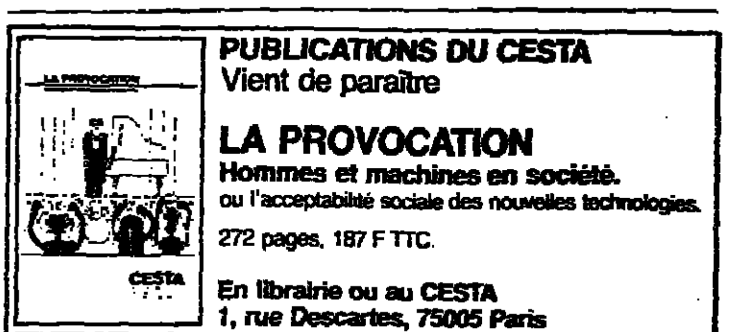
Une autre technique pratiquée à Landerneau est la culture de méristèmes *(le Monde* du 7 janvier 1981), mise au point ailleurs pour d'autres plantes et ensuite reprise pour la pomme de terre. Le méristème est le groupe de cellules à reproduction rapide qui assure la croissance d'un bourgeon. Quand une plante est contaminée par un virus, les méristèmes restent à peu près indemnes. La culture des méristèmes permet donc, à partir d'une plante malade, de produire un individu sain génétiquement identique à la plante dont on part. On peut ainsi récupérer puis remettre en culture une variété sévèrement atteinte par une maladie.

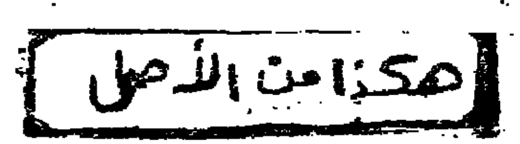
La pomme de terre est peu cultivée dans le tiers-monde. La consommation dans les régions de latitude inférieure à 30° n'excède pas 6 kilogrammes par personne et par an, soit dix fois moins qu'en France. L'Afrique fournit seulement 1 % de la production mondiale. Or ce légume a un important contenu en protéines très digestes, et contribuerait de manière importante à combattre la sous-alimentation si sa consommation pouvait être portée à 20 ou 30 kilogrammes.

Mais, bien qu'originaire de régions équatoriales, la pomme de terre est une plante de pays froids – les hauts plateaux des Andes. En régions chaudes, les maladies à virus et les autres attaques parasitaires se développent très rapidement. Or ces maladies se transmettent d'une plante à ses descendants si l'on plante des tubercules.

En revanche, les graines formées par une plante malade sont saines, et l'on peut pratiquer la culture à partir de graines. Son inconvénient est que, même si l'on part de deux parents issus de la même variété et partageant donc le même patrimoine génétique – mais les bonnes variétés ont souvent des mâles stériles, – les recombinaisons chromosomiques modifient le génome et font souvent perdre des qualités. L'inconvénient n'est pas tel qu'il annule les profits qu'on pourrait espérer d'une augmentation de cette culture. C'est pourquoi la station de Landerneau mène actuellement un programme de recherches sur la culture à partir de graines, pour trouver de bonnes variétés et des pratiques culturales adaptées aux pays africains.

MAURICE ARVONNY.





SECTEURS DE POINTE

Les maires n'ont plus peur de l'ordinateur

Comme le montrent deux enquêtes récentes, l'informatisation des mairies et des départements a, depuis quelques années, beaucoup progressé. C'est une véritable révolution technique et politique

AU début du mois d'octobre M. Gérard Saumade, président du conseil général de l'Hérault, remettra au premier ministre un rapport sur l'informatisation des collectivités locales. Ce rapport fera la synthèse d'une enquête lancée dans les départements et les régions et s'appuiera aussi sur une autre enquête, réalisée par l'Association des maires de France, qui a collaboré étroitement à la mission de M. Saumade. Lors de leur récente assemblée générale à Orléans, les présidents de conseils généraux ont consacré une journée d'étude à cette question.

Courteline n'en croirait pas ses yeux. L'ordinateur a fait une entrée en force dans les salles de mairie. L'informatisation des grandes villes de plus de 100 000 habitants est achevée. Elle l'est pratiquement à 90 %, dans les villes de 30 000 habitants et plus. Au-dessous, un vaste marché reste à prospecter. Le taux d'équipement ne dépasse pas 25 % dans les villes comprenant entre 5 000 et 10 000 habitants. La vague informatique n'a pas encore touché, sauf exception, les communes de moins de 2 000 habitants où vivent quand même plus de 14 millions de nos concitoyens. Mais ce n'est que partie remise.

Quel bond en avant ! Il y a cinq ans encore, Versailles, Chartres et Blois venaient utiliser l'ordinateur de la préfecture du Loiret. Aujourd'hui l'ordinateur de Conilhac-Corbières, dans l'Aude, 537 habitants, s'occupe de « tout » : de la paie des quelques employés communaux, de la comptabilité budgétaire, des élections, du quittancement des eaux et des ordures ménagères. La palme revient sans doute à Ferran, toujours dans l'Aude, 59 habitants : le fichier électoral est sur disquettes et la gestion courante traitée par l'ordinateur du syndicat intercommunal.

Toujours dans la même région, l'Hérault est le département le plus informatisé de France pour les petites et moyennes communes : dans les villes dont la population avoisine 5 000 habitants, 40 % des communes ont un équipement propre contre 2 % dans le reste de la France.

Dans les collectivités départementales, on s'équipe aussi et de plus en plus vite depuis deux ans avec la mise en place de la décentralisation et l'étoffement des services. *« Quand je suis devenu, en 1982, président du conseil général de la Savoie*, raconte M. Michel Barnier (RPR) *pour savoir à tout moment qui nous devait de l'argent et à qui nous en devions il fallait une longue recherche manuelle. »* Outre un centre informatique, un système de « messageries » par Minitel entre les services, les conseillers généraux et 77 communes fonctionne à présent en Savoie.

Une mutation profonde du rôle de l'élu

Pratiquement 90 % des départements possèdent aujourd'hui au moins un ordinateur et ce développement concerne aussi bien les gros systèmes que la mini et la micro-informatique. Quant aux établissements publics régionaux qui ont des budgets plus modestes à traiter, l'informatisation est, là aussi, réalisée soit avec l'aide de l'ordinateur du département le plus proche, soit avec du matériel propre.

Mais les départements ne travaillent pas que pour eux-mêmes. Ils aident de plus en plus les communes à s'informatiser. Près de 40 % d'entre eux, jusqu'ici, ont mis sur pied des systèmes d'aides incluant le conseil, les études, le soutien financier, la formation et le traitement à façon dans le cadre d'une société d'économie mixte ou d'une autre formule.

L'informatique enfin permet de plus en plus aux communes et aux départements d'entrer dans l'ère de la communication ; 41 % des départements qui ont répondu à l'enquête utilisent la télématique pour informer les communes (21 %), leurs administrés (15 %), les services de l'Etat (32 %) et aussi l'Etat (10 %), en même temps que se multiplient les abonnements à des banques de données ou à des réseaux. Tous ces nouveaux clients de l'informatique sont, semble-t-il, satisfaits de leur matériel grâce surtout à une amélioration du service après-vente.

Les constructeurs apparaissent sensibles au marché des collectivités locales. Le matériel français prédomine dans l'équipement des départements. *« Le désir d'informatisation est de moins en moins freiné par la technique et avivé chaque jour davantage par la décentralisation »*, observe M. Gérard Saumade.

Il est bien révolu le temps où l'informatique, arme nouvelle du centralisme pour certains, donnait des frissons. *« Toutes ces données*, fait remarquer M. Saumade, *illustrent les effets combinés d'une révolution technologique, sans arrêt plus accessible, et d'une révolution politique, la décentralisation. L'informatisation n'est pas qu'une évolution technique, elle suppose une mutation profonde du rôle de l'élu dont nous ne mesurons pas encore aujourd'hui tous les effets. »*

RÉGIS GUYOTAT.

UN LIVRE DE BERNARD LORIMY

L'informatique, mode d'emploi

L'INFORMATIQUE est entrée dans les usines et les bureaux, elle pénètre désormais dans les écoles et les foyers. Le temps n'est plus aux supputations philosophiques sur les conséquences sociales et culturelles de cette révolution technique mais aux choix concrets. Faut-il s'équiper en IBM P.C. ou en Apple ? Les nouveaux « micros » qui arrivent sur le marché sont-ils compatibles entre eux et avec les mini ou les grands ordinateurs déjà installés dans l'entreprise ? Faut-il changer son système informatique central et organiser les nouveaux matériels en réseaux locaux ? Comment s'y retrouver alors qu'on annonce un nouveau produit tous les six mois qui risque de rendre obsolètes les précédents ?

C'est à ces questions et à bien d'autres que l'ouvrage de Bernard Lorimy *L'Informatique, mode d'emploi* essaie de répondre. Non en apportant des solutions toutes faites ou des recettes, mais en aidant à bien se poser les problèmes.

Pas simple évidemment de parler clair quand *« l'évolution technique est plus rapide que la diffusion du savoir »*. Mais l'auteur y parvient car il s'appuie sur une double expérience, celle du praticien : il a été et reste un ingénieur, hier confronté aux problèmes de développement des ordinateurs et des télécommunications, aujourd'hui chargé dans la première société française de service informatique (CAP-SOGETI) de suivre l'évolution mondiale des technologies et des marchés ; celle du politique : premier président de l'Agence de l'informatique (ADI), il a pu analyser les tentations et les résistances des acteurs économiques en France face à ces nouveaux outils.

Dans cet ouvrage de quatre cents pages, c'est un voyage de géographie à travers l'informatique qu'il nous propose : géographie des profondeurs qui plonge dans l'histoire toute récente et pourtant bien longue des automates et des ordinateurs pour mettre en évidence les différentes strates d'une évolution souvent liée à IBM, « *ce maître de la machine de bureau depuis les années 30* » ; géographie des grands espaces qui éclairent les luttes économiques mondiales que se livrent aussi bien les Etats que les grandes compagnies américaines, japonaises ou européennes autour des normes, des standards, des machines, des logiciels.

Dans ce monde encore plein de brouillards et de récifs, Bernard Lorimy, en bon géographe et savant navigateur, n'a qu'une ambition : aider les utilisateurs à « piloter à vue » en leur fournissant les moyens de « faire le point » et en leur montrant les cheminements praticables. A chacun de choisir sa route en fonction de sa situation, de ses objectifs et de ses moyens.

Au passage, l'auteur s'en prend à la « manie française » de la classification, de la segmentation qui aboutit à cette floraison de mots en « que » (robotique, bureautique, productique, etc.). Il faut, insiste-t-il, substituer à une notion de panoplie d'outils, qui imprègne trop d'esprits, une notion globale de système. *« Au moment où l'on prêche la communication interne, la vitesse de réaction, la créativité (...), on pense encore trop à l'informatique en applications disjointes. »* Mais constituer des réseaux n'est pas simple : il ne suffit pas de relier entre eux des micro-ordinateurs et des unités centrales ; c'est toute une architecture qu'il faut imaginer pour tenter d'assurer avec des matériels souvent différents des fonctions diversifiées. *« La complexité des réseaux*, écrit Bernard Lorimy, *est à la mesure de l'explosion des équipements informatiques »*, et très bientôt, l'image et la voix vont venir se surimposer aux données actuellement transmises.

Si des progrès importants peuvent être attendus à brève échéance dans les logiciels de communication, le débat reste ouvert sur les chances d'aboutir rapidement à une normalisation des systèmes d'exploitation et des langages informatiques. La compatibilité totale entre les différents équipements offerts par les constructeurs n'est peut-être pas pour demain.

La lecture de l'ouvrage de Bernard Lorimy, enrichissante par la qualité et la diversité de ses informations, stimulante par l'acuité de ses analyses, est aussi souvent dérangeante car l'auteur met à mal bien des idées reçues, bouscule les recettes toutes faites et renvoie sans cesse les utilisateurs de l'informatique à une réflexion personnelle sur leurs besoins et sur leurs objectifs.

JEAN-MARIE DUPONT.

★ *L'Informatique, mode d'emploi*, de Bernard Lorimy. Ed. Fayard. 95 F.

Demain

Des rubans hyperconducteurs

Le laboratoire des matériaux et du génie physique de Saint-Martin-d'Hères (Isère), associé au Centre national de la recherche scientifique, a mis au point un dispositif permettant de réaliser des rubans supraconducteurs constitués d'un alliage de niobium et de germanium, qui ont des performances supérieures à celles des matériaux habituellement utilisés (alliage niobium-étain principalement).

A la température de l'hélium liquide, et dans des champs magnétiques de 20 teslas, ces rubans peuvent transporter des courants électriques dépassant 5 000 ampères par centimètre carré. Cela permet d'envisager la création de champs magnétiques supérieurs à 20 teslas.

De tels champs seront utiles en physique fondamentale, en médecine (résonance magnétique), et pour la mise au point de réacteurs à fusion thermonucléaire.

Cray-2 superpuissant

Le Cray-2, le dernier supercalculateur fabriqué par Cray-Research, est la première machine refroidie par immersion dans un liquide. Cette technique permet à la société de proposer sur ce matériel une *« superpuissance »*, sous forme particulièrement compacte.

Les calculs sont répartis sur le Cray-2 entre quatre processeurs, capables en théorie de produire chacun de un à quatre résultats toutes les 4,1 nanosecondes. A cette échelle, un point crucial est le temps de propagation des signaux électriques entre les circuits, environ 5 nanosecondes par mètre parcouru. Cela explique que les 240 000 circuits du Cray-2 soient entassés dans une armoire de 1,35 mètre de diamètre et 1,14 mètre de haut. Ces mêmes circuits transforment en chaleur les 200 kilowatts qu'ils consomment, d'où le refroidissement par immersion dans un liquide.

Le Cray-2 se distingue aussi par une mémoire gigantesque de 256 millions de mots de 64 bits, ce qui représente un bond de plus d'un ordre de grandeur par rapport aux modèles antérieurs. Avec une telle mémoire, le Cray-2 peut fonctionner à plein régime sans risquer de manquer de données à traiter.

Franchissant le cap du milliard d'opérations, Cray-2 apporte un nouvel atout à son fabricant, qui détient déjà 60 % du marché des très gros ordinateurs de calcul numérique (500 millions de dollars). Le rêve nouveau des scientifiques !

Deux plates-formes dans l'espace

La NASA a signé avec la société américaine Space Industries Inc. un accord par lequel cette société pourra faire mettre en orbite et desservir par la navette spatiale deux plates-formes habitables, destinées à l'exploitation industrielle de l'apesanteur pour la fabrication de produits biologiques et pharmaceutiques, de cristaux de haute pureté, d'alliages de types nouveaux.

La plate-forme se présenterait comme un cylindre long de 11 mètres et d'un diamètre de 4,5 mètres – adapté à la soute de la navette spatiale, – muni de panneaux solaires déployables assurant son alimentation en énergie. Elle pourrait être occupée par des astronautes quand elle serait reliée à la navette spatiale, comme c'est actuellement le cas du laboratoire Spacelab. Mais, à la différence de ce dernier, elle resterait en orbite entre deux dessertes par la navette, fonctionnant alors en régime automatique. Ultérieurement, la plate-forme pourrait s'amarrer sur la future station spatiale américaine.

Le président de Space Industries, M. Max Faget, envisage la mise en orbite d'une première plate-forme en 1989, une seconde étant lancée en 1992.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE



LES NOUVEAUX ESPACES

Motoristes de l'espace, nous développons notre Division Traitement d'images qui exploite un domaine nouveau touchant à l'espace et à l'informatique.

Notre société est filiale du Groupe SNECMA, 26 000 personnes dont 3 200 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

La Société Européenne de propulsion recherche pour sa DIVISION TRAITEMENT D'IMAGES implantée à puteaux (92800) :

5 INGENIEURS INFORMATICIENS EXPERIMENTES

spécialistes des bases de données (VAX) Réf. A/DTI

5 INGENIEURS ANALYSTES EXPERIMENTES

spécialistes du calcul scientifique temps réel (processeurs spécialisés et traitement *rapide de données numériques*). Réf. B/DTI

5 INGENIEURS ANALYSTES PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

spécialistes des problèmes d'acquisition de mesures hautes cadences en liaison avec des bases de données interrogeables (VAX). Réf. C/DTI

2 RESPONSABLES PROJETS

ayant une expérience réussie du développement d'un centre de production d'images *avec manipulation de nombreuses données techniques gérées sous SGBD.* Réf. D/DTI

Merci d'adresser lettre, curriculum vitae et *prétentions* à SNECMA *Département Encadrement.* 2 boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15 en précisant la référence choisie.



CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 258.10.65

Jeunes Ingénieurs
AM ou équivalent

Seita

Prenez tout de suite des responsabilités opérationnelles.

La SEITA (8 500 personnes), *leader sur le marché du tabac* vous propose des postes «terrain» dans ses usines de *l'Oise, de l'Ouest* et du Centre.

Avec nous, vous démarrez votre carrière industrielle. Vous aimez *animer, gérer, mettre* votre *marque,* créer. Vous vous formerez à nos activités, à nos équipements (*machines à cadence rapide,* intégrant des automatismes poussés). Vous jouerez un rôle majeur dans l'encadrement de nos unités.

Une première expérience en production (biens de grande consommation) - même au cours d'un stage - serait un atout.

La taille de notre groupe, la variété de nos établissements permettent une évolution de carrière diversifiée.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite en mentionnant vos prétentions sous réf. 3109 M à Ph. VINCHON à



65 Avenue Kléber, 75116 PARIS.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

La Direction Régionale d'une des grandes *BANQUES* leaders – Région Centre, à 2 h de PARIS – recherche son

responsable système
250 000 F +

Pour un équipement IBM 4341 et 4381, VM/VSE, + de 300 terminaux, TP généralisé, Infocentre, Migration MVS envisagée. Auprès du Directeur informatique et à la tête de son équipe, il participe à la politique d'ensemble et il est responsable de l'optimisation et du développement des moyens techni*ques. Il est particulièrement attentif à la fiabilité, aux sécurités. Il assure l'inter*face avec le constructeur.

Si vous avez une formation supérieure, de 4 à 6 ans de familiarité avec la configuration décrite et que le contexte grande Banque vous intéresse, adressez votre dossier (lettre manuscrite, C.V. détaillé, sal. act., tél. pers.) sous la réf. 35 AM à :



Hervé Le Baut Consultants
11, rue La Boétie – 75008 PARIS
Tél. : 265.38.39

AFCOREM



METTONS DES TIGRES DANS NOTRE INFORMATIQUE
ingénieurs grandes écoles

débutants ou avec première expérience

A l'orée de votre carrière, choisissez une activité motivante dans un secteur en pleine évolution, au sein de la première Société Internationale.

Notre Direction Informatique et Télécommunications vous propose plusieurs postes dans divers domaines :
- Informatique de Gestion
- Infocentre / Bureautique
- Micro-ordinateurs
- Télécommunications.

Par notre politique de développement de carrière, nous vous offrons à terme un avenir intéressant dans toutes les branches de notre Entreprise, filiale française du Groupe EXXON : Exploration, Raffinage, Distribution et Ventes de produits pétroliers, Finances,... et bien sûr Informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. au SERVICE RECRUTEMENT CADRES ESSO SAF CEDEX 02 - 92093 PARIS LA DEFENSE.



AXIAL publicité

C.E.P.E.
FILIALE DE THOMSON-CSF

Notre Société est connue au niveau mondial pour sa haute technologie dans le domaine des Composants Piézo-Electriques et Electroniques associés.

Dans le cadre de la gestion industrielle informatisée en cours de mise en place, nous recherchons un

RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

de Formation Ingénieur Electronique – ENSAM ou équivalent.

- *Expérience industrielle de 3 ans au minimum.*
- *Connaissances en gestion – stocks, commercial, comptabilité.*
- *Anglais courant.*

Le candidat à fort potentiel aura pour principales missions :

- *La responsabilité globale du projet informatique – Analyse et adaptation du progiciel. Assistance et conseil auprès de la Direction Générale dans le choix d'une stratégie informatique.*
- *L'Animation et la gestion d'un service.*
- *L'Assistance technique aux utilisateurs.*

Adresser dossier de candidature (C.V. – lettre manuscrite avec photo et prétentions, sous réf. 79072 LM). au Service du Personnel C.E.P.E. – 44, avenue de la Glacière, 95100 ARGENTEUIL.

THOMSON COMPOSANTS

HAVAS CONTACT



- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur
- Vous maîtrisez les techniques *d'organisation*
- Vous avez réussi votre première expérience professionnelle.

VOUS ETES

l'organisateur

QUE NOUS CHERCHONS

- – Vous dépendrez du Directeur de la Production
- – Vous dialoguerez à tous les niveaux
- – Vous intégrerez une équipe dynamique et nouvellement créée.

Si ce poste correspond à votre profil, écrivez-nous sous réf. 55829 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS.

Banque Populaire

Paris

Moteurs, sports et loisirs

Participer à la création et au développement des futurs produits motorisés. Constituer, former et animer votre équipe projet. Conduire en relation avec les différents services la conception, la réalisation, l'industrialisation des 50 cm3 de demain. Développer des produits leaders et performants. Assurer le soutien technique lors des campagnes promotionnelles : compétitions, manifestations... Telles sont les missions qui vous seront confiées par ce grand constructeur international d'engins motorisés destinés aux sports et loisirs.

Jeune Chef de Projet R & D

A 25 ans environ, vous êtes un jeune ingénieur ENSAM, *possédant une expérience* DAO/CAO acquise en BE. Vous souhaitez *maintenant accéder à de plus grandes res*ponsabilités et maîtriser la vie passionnante d'un *projet «moteurs»* où vous pourrez faire preuve de votre créativité.
(*réf.* 41 107 M)

Chef de Projets R & D confirmé

A 35 ans env., votre formation d'ingénieur A & M + ENSM *confortée par une expérience* «moteurs» acquise chez un grand constructeur automobile... motos... *ou de ses sous-traitants* vous permettront de démontrer votre professionnalisme, votre sens de l'organisation dans un contexte stimulant de développement.
(*réf.* 41 207 M)

Des perspectives intéressantes d'évolution sont offertes pour ceux qui relèveront le challenge avec succès.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence choisie à Nicole Le Breuilly, **TEG**, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

ENVISAGEZ VOTRE CARRIERE BANCAIRE SOUS L'ANGLE DE L'INFORMATIQUE

La Caisse Nationale du *Crédit Agricole, pour faire* face à l'expansion de ses services propose à St Quentin en Yvelines des postes de

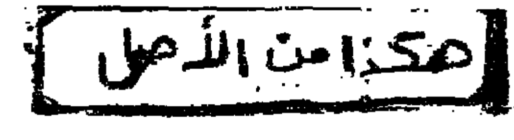
JEUNES CHEFS DE PROJETS
réf. FR 0642

Après une période d'adaptation à nos systèmes, *vous conduirez des projets motivants touchant* les secteurs en développement des activités bancaires et financières avec des techniques informatiques de pointe (VIDEOTEX, RESEAUX LOCAUX, MICRO - INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE...).

Avec un diplôme d'une Grande Ecole (X, HEC, CENTRALE, ESSEC, SUPELEC, ESCP, MINES...), *vous avez également une expérience de* 3 ans et vous souhaitez débuter votre carrière dans la Banque *par l'informatique.*

Pour venir discuter de ces opportunités au Crédit Agricole, adressez - nous votre lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence FR 0642, à CNCA Service Gestion des Personnes St Quentin en Yvelines *78280 Guyancourt.*





Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Références



TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE

recherche pour sa Direction Informatique dotée d'un important réseau d'ordinateurs (IBM, BULL, SFENA) :

Ingénieurs Grandes Ecoles
Option informatique

DEBUTANTS OU 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE

Les candidats seront appelés, après une formation appropriée, en fonction de leur niveau et de leur expérience :
- soit à s'intégrer dans des équipes de projets pour assurer la conception et les développements d'applications de gestion orientées vers des systèmes transactionnels sur ordinateur IBM, BULL ou SFENA avec utilisation de bases de données,
- soit à participer aux études pour favoriser l'utilisation de techniques nouvelles en matière de bureautique, micro-informatique et télécommunications.

Lieu de travail : PARIS avec déplacements éventuels en province.

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MOL/TO/IN.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

Une responsabilité à la mesure de vos ambitions

Après une formation supérieure en informatique (Ecoles d'ingénieurs, Université...), vous avez choisi de débuter en société de services car ce type d'entreprise correspond à votre tempérament de fonceur.

Aujourd'hui, responsable de projets ou chef de département, vous sentez que vous maîtrisez les principales composantes d'une fonction de manager : à l'aise sur les problèmes techniques, vous savez négocier à haut niveau, motiver une équipe, gérer un centre de profit, vous impliquer dans la définition d'une stratégie.

Vous désirez, à présent, donner toute votre mesure dans un poste dont les responsabilités signifient autonomie et pouvoir de décision au sein d'une société qui affiche des résultats, mais surtout des ambitions.

En tant que

Directeur d'agence en SSII

collaborateur immédiat du Directeur Général, vous aurez, à la tête de 50 informaticiens, à promouvoir sur «votre territoire» une gamme complète de services : réponse aux appels d'offres, assistance technique, contrats au forfait, développement et diffusion de produits, ingénierie de grands projets. Peut-être même avez vous d'autres idées ? A vous de les traduire en prestations concrètes et profitables.

Notre SSII (filiale d'un grand groupe) est, en région parisienne, l'une des plus performantes dans le domaine tertiaire (banques, assurances, distribution...). Elle correspond à la structure d'accueil que vous recherchez pour donner une nouvelle impulsion à votre carrière.

Olivier de LAUGEIRET traitera en toute confidentialité votre candidature qu'il vous remercie de lui adresser sous la référence MOL/B2/DA.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS



Nous sommes un centre technique industriel, et dans le cadre de la réalisation d'un pôle productique Bois et Ameublement, nous créons plusieurs postes.

Ingénieurs concepteurs
Futurs chefs de projets

Vous serez chargé, à l'intérieur du groupe Etudes, de prendre en charge des projets d'automatisation de processus (logiciels d'optimisation, automates programmables, capteurs, dialogue interprocesseurs) pour évoluer vers des applications de type lignes flexibles de fabrication.

Ces postes évolutifs s'adressent à des Ingénieurs diplômés, débutants ou ayant une première expérience, possédant des connaissances en systèmes temps réel mini micro, automatismes industriels, langages évolués, protocoles et réseaux industriels.

Ils nécessitent outre ces compétences techniques, des qualités d'animation et la capacité de travailler en équipe. De fréquents déplacements sont à prévoir. (Réf. MSC/CB/RPJ)

Consultant process

Directement rattaché au Responsable d'un pôle productique, vous aurez pour mission d'établir des diagnostics Vous définirez les spécifications préliminaires, établirez les cahiers des charges, puis coordonnerez l'action des différentes équipes projets. Parallèlement, vous participerez et animerez des journées de formation et d'information.

Ingénieur diplômé ESB ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 3 ans dans l'industrie du bois et dans la mise en œuvre d'automatismes et d'informatique industrielle.

Ce poste à larges responsabilités, qui nécessite des qualités d'autonomie et de contacts de haut niveau, vous permettra de valoriser vos compétences techniques et tirer parti de vos qualités relationnelles. (Réf. MSC/CB/COP)

Pour ces deux postes, le lieu de travail est PARIS jusqu'en 1986, puis PONT A MOUSSON.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS



L'informatique et les automatismes au service du procédé industriel

SAINT QUENTIN EN YVELINES - Filiale de SGN et TECHNIP, nous intervenons en France et à l'étranger pour l'ingénierie de systèmes informatiques permettant l'automatisation de procédés industriels complexes : Pétrole, Nucléaire, Verre, Industries Manufacturières...

Une expansion régulière nous conduit à renforcer nos structures en créant plusieurs postes de cadres.

Ingénieur concepteur

Vous serez chargé, en relation avec le responsable du département, des études d'avant projet (faisabilité technique, architecture matérielle et logicielle, spécifications fonctionnelles préliminaires, spécifications d'interface).

Ingénieur diplômé, vous pourrez valoriser, dans ce poste évolutif, votre expérience de 4 années acquise en systèmes temps réel mini et en automatismes (moniteurs temps réel et langages évolués, protocoles et réseaux industriels, automatismes industriels SGBD). (Réf. M002/SC/ES/CONCE)

Ingénieur génie logiciel

Nous vous proposons d'intégrer l'équipe chargée de réaliser les outils logiciels destinés aux groupes de développement. Vous interviendrez plus directement dans l'approfondissement de la méthodologie et de la documentation ainsi que pour le matériel pédagogique destiné aux utilisateurs.

Ingénieur diplômé, vous souhaitez, après une expérience d'au moins 2 ans en réalisation d'applications industrielles, obtenir des responsabilités de management tout en approfondissant vos compétences techniques (Génie Logiciel, VAX/VMS ou UNIX, SGBD, FORTRAN). (Réf. M005/SC/ES/IM)

Responsable technique de projets

Dans le cadre de projets d'informatique industrielle complexes, vous encadrerez une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés de réaliser les applications dans un contexte d'atelier de génie logiciel (méthodologie, outils, environnement VAX/VMS). Vous serez également chargé d'assurer l'intégration sur site.

Ce poste qui nécessite de solides compétences techniques en informatique temps réel, (PDP 11, Solar, HP 1000, MINI 6) s'adresse à un ingénieur diplômé possédant une expérience d'au moins 4 ans et ayant participé à la réalisation de plusieurs projets complets. Il offre la possibilité d'accroître ses responsabilités en animant une équipe avec beaucoup d'autonomie. (Réf. M008/SC/ES/RT)

Ingénieur d'affaires

Vous serez responsable de plusieurs projets de A à Z dans le secteur «Systèmes répartis de conduite de procédés» : vous devrez répondre aux appels d'offres, négocier les contrats, gérer les projets en relation avec les responsables techniques de projets, superviser les sous-traitants, contrôler la qualité, les coûts, les délais...

Ce poste à larges responsabilités qui nécessite des qualités d'autonomie et de négociation, correspond à l'évolution normale de vos fonctions actuelles : ingénieur diplômé, vous justifiez en tant que chef de projet d'une expérience de 5 ans dans la mise en œuvre de systèmes en automatisme et informatique industrielle. Familiarisé avec les méthodes de conduite de projets, la pratique du temps réel, des automates programmables, des régulateurs à microprocesseurs, vous saurez également tirer parti de vos qualités relationnelles. (Réf. M004/SC/ES/IAF)

L'ensemble de ces postes s'adresse à des ingénieurs diplômés susceptibles de prendre des responsabilités plus larges dans une socité en forte progression. Ils impliquent des déplacements en France et à l'étranger et nécessitent la pratique de l'anglais.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

PARIS IXème - Nous sommes l'établissement bancaire d'un des plus importants groupes d'assurances français.

Nos projets de développement et de diversification nous conduisent à accroître et à harmoniser nos moyens informatiques.

Dans ce contexte, nous recrutons un

Chef de projet informatique bancaire

Rattaché au Responsable de l'Informatique, vous serez chargé d'élaborer les cahiers des charges avec les utilisateurs et de rédiger les analyses fonctionnelles.

De plus, vous superviserez la réalisation et la mise en œuvre des systèmes avec le souci de la formation et de la normalisation. Vous aurez également à suivre les applications traitées par les sociétés de services.

Les projets auxquels vous participerez concernent essentiellement les traitements bancaires et leur évolution.

Une expérience informatique d'environ 2 à 3 ans, complétant une formation sérieuse, est donc indispensable pour réussir dans ce poste à larges responsabilités.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/BG/CP.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

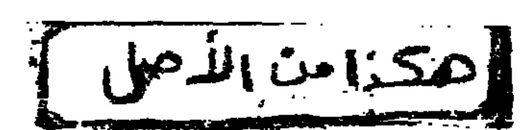
Ordis

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

MEDIA BL

Le Monde

SECTEURS DE POINTE



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Un job de battant, une technique de pointe, un environnement international : trois bonnes raisons de rejoindre une des unités du leader mondial de l'électronique professionnelle en qualité d'ingénieur d'affaires ou d'ingénieur commercial (France ou Export).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés

Notre point fort : les composants électroniques de haute technologie où notre notoriété n'est plus à démontrer. Notre champ d'actions : principalement la France mais nous voulons acquérir des parts de marchés supplémentaires en Europe d'abord, ensuite aux Etats-Unis. Nous avons besoin pour cela d'Ingénieurs capables de créer une interface efficace entre nos unités industrielles basées en région parisienne et les exigences légitimes de nos clients : les grands équipementiers français et étrangers.

Vous êtes Ingénieur électronicien de formation. Débutant ou depuis quelques années déjà dans l'électronique professionnelle, vous souhaitez maintenant élargir une première expérience de laboratoire ou de ventes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous référence M 32/1407 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

X, ENST, ESE, ENSTA, DEBUTANTS OU CONFIRMES

CONCEVEZ AVEC NOUS AUJOURD'HUI, LES RESEAUX ET SYSTEMES DE TELECOMMUNICATION AVANCES DE DEMAIN.

Membre d'un important groupe industriel français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons acquis dans le domaine des grands systèmes de communication une compétence reconnue sur tous les marchés internationaux.

De la liaison par câble aux transmissions par satellite, du civil au militaire, nous abordons sans cesse des techniques nouvelles de communication temps réel que vous pouvez nous aider à maîtriser encore mieux.

Au sein d'équipes d'études amont, et appuyés par d'importants moyens informatiques, vous serez chargés de définir et concevoir des systèmes nouveaux : architecture et organisation, choix des types de modulation, des procédures et des protocoles adaptés, étude des moyens de protection. Parallèlement, vous effectuerez des études prospectives sur tous les modes nouveaux de transmission.

Ces postes très évolutifs sont basés en proche banlieue nord de Paris.
Ils s'adressent de préférence à des Ingénieurs Grandes Ecoles, débutants ou confirmés, spécialisés en réseaux, traitement du signal.

Merci de téléphoner au 225.71.07 ou d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 32/1386 E à Jacques SCARINOFF

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

DESTINATION RESEAUX



Décollage immédiat pour l'avenir. Télésystèmes, une des toutes premières SSII françaises, détient une position clé en matière d'ingénierie de réseaux et de systèmes, tout comme en matière de centres informatiques, de banques de données, de services télématiques, de conseil, d'assistance et développement de logiciels. Si les réseaux sont, comme pour nous, votre destination, rejoignez-nous.

Notre dessein : renforcer nos équipes pour accroître notre avance et nos performances.

Votre objectif : approfondir vos connaissances et les appliquer dans les secteurs de pointe les plus porteurs. Avec Télésystèmes, participez à la réalisation de produits logiciels permettant de satisfaire aux divers types de raccordement (asynchrones et synchrones, réseaux locaux et de transmissions), à la mise en place de structures à base de mini ou micro-ordinateurs, sous DSA ou SNA, via Transpac ou Ethernet, en environnement INTEL.

Les postes offerts : chefs de projets, ingénieurs systèmes réseaux, ingénieurs technico-commerciaux.

DONNEZ DES AILES À VOTRE AVENIR,

écrivez dès aujourd'hui à Télésystèmes - Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. : 544.38.98. Ou venez nous rendre visite au Sicob : stand 3DE 3452.



Gagnons ensemble.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

VOUS ÊTES PASSIONNÉ PAR LES TECHNIQUES D'AVENIR...

(Télématique, réseaux, radio-communication, vidéodisques, systèmes experts...).

Nous recherchons des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
Option INFORMATIQUE

Possédant une première expérience, pour leur confier le développement de projets :

- conception et réalisation de systèmes temps réel
- développement de logiciels de base
- études de réseaux.

La pratique de certains langages (PASCAL, PLM 86, C, ADA...) et la connaissance de systèmes tels que : UNIX, RSX 11 M, GCOS 6... seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. FDP/AS à Anna STAROSWIECKI – SLIGOS DCI – 26, rue des Pavillons – 92800 PUTEAUX.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF
DÉPARTEMENT AVIONIQUE GÉNÉRALE

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Département Avionique Générale d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe. Notre développement nous conduit à recruter ***DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (ENST, ENSAE, ESE, ENSAM, ENSICA, ISEP...).***

INGÉNIEUR SYSTEME
Chef de Projet. Pos. II

MISSION :
- *Coordination et suivi d'études et de prototypes.*
- *Rédaction des propositions techniques et des devis.*
- *Déplacements en France et à l'Étranger.*

De formation Aéronautique et de 3/4 ans d'expérience, vous maîtrisez l'anglais et possédez une bonne connaissance des microprocesseurs. (Réf. CHP/LM)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Assurance - Qualité. Pos. II

DOMAINE : *Aviation Civile.*

MISSION :
- *Établissement et suivi des plans de qualité.*
- *Relations avec les coopérants et les services de surveillance.*

Quelques déplacements courts en France et à l'Étranger. Une expérience de la fonction est exigée. (Réf. ASQ/LM)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Études. Pos. II

COMPÉTENCES :
- *VHF - UHF - Hyperfréquences.*
- *Traitement du signal.*
- *Technologie de circuits.*

Déplacements (24/48 h) en France et à l'Étranger. Maîtrise de l'anglais souhaitée. (Réf. ALB/LM)

INGÉNIEUR MICROMÉCANICIEN
Pos. II

Au sein du Bureau d'Études Mécanique, vous assurez :
- *La rédaction de propositions techniques et de spécifications.*
- *Le suivi des études et l'élaboration d'avant-projets.*

CONNAISSANCES :
- *Micromécanique (études et fabrication) et notions d'électronique.*
- *Anglais lu et écrit.* (Réf. BEM/LM)

INGÉNIEUR APPROVISIONNEMENT
Pos. II

MISSION :
- *Études de marchés.*
- *Marketing achats (matériel et composants électroniques).*
- *Études économiques et technologiques relatives à l'évolution des technologies chez les fournisseurs.*
- *Suivi des produits stratégiques se rapportant aux matériels réalisés par le Département.*
- *Liaisons avec les services techniques et Bureau d'Études, afin de promouvoir les produits.*
- *Assistance des Acheteurs dans le cadre de contrats importants.*

De formation Électronique et d'expérience en Labo, ou B.E., vous travaillez en étroite collaboration avec le chef du Service Achats-Approvisionnements. (Réf. APP/LM)

Postes à pourvoir à ***ISSY-LES-MOULINEAUX (92).***

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant la référence du poste choisi à Mme COLLET – THOMSON-CSF GALLIENI – 31, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Ingénieurs informaticiens
Système temps réel

Notre société développe de grands systèmes embarqués utilisant les techniques liées à l'informatique temps réel.
Nous recherchons des ingénieurs informaticiens pour participer aux études et/ou développement et mise au point de ces systèmes.
2 à 5 ans de pratique sont indispensables. Des connaissances dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : SADT, programmation assembleur et langage évolué, système d'exploitation UNIX et VMS seront un atout.

DEPARTEMENT D'ARCUEIL

Merci d'adresser CV détaillé sous réf. 63/85 à Martine BIALOBOS Service du Personnel 1, avenue Aristide Briand 94117 Arcueil.

THOMSON SINTRA
ACTIVITÉS SOUS-MARINES

Le Monde

SECTEURS DE POINTE





chefs de projet réseaux
responsables "groupe méthodologie"
ingénieurs technico-commerciaux • ingénieurs d'études
chefs de projet • responsables génie logiciel • ingénieurs logiciel

Performante, expérimentée, compétente, CERCI signe de grandes réalisations dans l'informatique industrielle.

Elle se développe sur trois grands axes :
- **INFORMATIQUE TECHNIQUE** : génie logiciel, systèmes experts, méthodologie, architecture de réseaux locaux industriels, micro informatique
- **APPLICATIONS TERTIAIRES DE L'INFORMATIQUE** : produits bureautique, presse et édition, gestion transactionnelle
- **APPLICATIONS INDUSTRIELLES DE L'INFORMATIQUE** : grands systèmes de contrôle commande et d'aide au pilotage *dans les domaines de l'Energie, des Industries Manufacturières et des Transports.*

Convaincue que cette politique de diversification n'est possible que grâce à un haut niveau technologique, pour renforcer sa «matière grise», CERCI propose un choix de carrières aussi diverses que passionnantes sur *PARIS et GRENOBLE, à des Ingénieurs Informaticiens confirmés.*

Pour en savoir plus, adressez lettre de candidature avec curriculum vitae détaillé sous référence INS à Elisabeth Picard *Direction du Personnel CERCI, 56 rue Roger-Salengro 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex. Téléphone 876.12.20 poste 284.*



FILIALE JEUMONT SCHNEIDER

AXIAL publicité

ELECTRONIQUE — PARIS

Savoir-faire US + connaissance du marché européen

Ce sont les atouts conjugués de nos "pères-fondateurs" : un groupe américain diversifié, fort de son savoir-faire et d'un centre de recherche intégré d'une part, une société française apportant sa connaissance du marché européen, d'autre part.
Nos objectifs : fabriquer et commercialiser des boitiers et systèmes d'interconnexion pour circuits intégrés, aujourd'hui importés.
Nos clients : les fabricants de composants et de systèmes en France d'abord, en Europe très vite.
Nous recherchons

Ingénieur technico-commercial

Après une Grande Ecole d'électronique, vous avez acquis une première expérience de la fonction et du marché des circuits intégrés ou de la micro-électronique, à l'échelle européenne de préférence.
Anglais courant. (Référence 7628 A)

Ingénieur électronicien "conception"

Votre formation (Grande Ecole d'électronique) et votre maîtrise de la CAO vous permettent de concevoir *des systèmes d'interconnexion à la demande. Anglais technique nécessaire.* (Référence 7628 B)

2 ingénieurs contrôle-qualité

• 1 ELECTRONICIEN OU AM OPTION ELECTRONIQUE
connaissant les mesures et tests sur composants électroniques. Anglais courant. (Référence 7628 C)

• 1 MECANICIEN
diplômé d'une Grande Ecole et ayant une première expérience de la fonction.
Anglais et Allemand nécessaires. (Référence 7628 D)

Une formation aux Etats-Unis est prévue pour les trois premiers postes.
Si vous êtes prêt à participer à la création d'une activité, dans la souplesse d'une P.M.E., mais avec l'appui de groupes expérimentés, si vous souhaitez évoluer vite, merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmetra.

MATHÉMATIQUES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous sommes une Division de THOMSON-CSF, spécialisée dans l'étude et la réalisation d'équipements de radio-communications et de grands systèmes de télécommunications (3000 personnes – 500 ingénieurs et cadres).

MATHÉMATICIEN

vous souhaitez, à l'issue de vos études sanctionnées par un Doctorat ou un Diplôme de Grande École (ENS – X – ENST), exercer une activité de chercheur dans un environnement industriel de haute technologie.

Vous disposez de connaissances approfondies en théorie de l'information, algèbre, probabilités, attestées par des publications ou des travaux de recherche.

Nous vous confierons des recherches de haut niveau, fondamentales et appliquées, dans un domaine connexe aux télécommunications et à l'informatique, au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Votre ouverture aux problèmes industriels et votre aptitude au travail en équipe seront les atouts de votre intégration et de votre développement professionnel au sein de la Division et du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à : Dominique BAILLY, Emploi et Carrière des Cadres, THOMSON-CSF, Division Télécommunications – 66, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS.

THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
NOUS RÉINVENTONS LA RADIO

HAVAS CONTACT

CORNING FRANCE

Filiale de CORNING GLASS WORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux grâce à la place privilégiée accordée à la Recherche et l'Innovation technologique, recherche

Ingénieurs productique

débutant ou première expérience

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur, vous êtes spécialisé dans l'Automatisme ou l'Informatique industrielle et voulez poursuivre votre carrière dans ce domaine.
Intégré à une structure d'usine et en relation étroite avec les départements centraux d'informatique et d'ingénierie, vous participerez dans un premier temps aux projets d'automatisation des différentes lignes de fabrication.
Ultérieurement vous prendrez en charge l'ensemble des programmes d'informatique industrielle qui seront déterminants pour l'avenir de cette unité. Vous poursuivrez votre carrière au sein du groupe aussi bien dans des fonctions de spécialisation que dans des postes d'encadrement puis de management.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.
Postes basés à proximité de Fontainebleau/Nemours

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 6169 à Corning France, Direction du Personnel 44 avenue de Valvins. 77211 Avon Cédex.

média-system

Ingénieur gestion de production

Nous sommes une entreprise de la région Rhône-Alpes, leader mondial sur son marché (C.A. : 2 Milliards de Francs ; 1.400 personnes).
Pour réussir nos objectifs de diversification, nous savons que l'assimilation et le développement de *nouvelles technologies (ateliers flexibles, CFAO, flux tendus)* sont devenus un enjeu majeur pour l'entreprise.

Nous recherchons un
INGENIEUR PASSIONNE DE GESTION DE PRODUCTION,
pour repenser avec nous la gestion de production et (pourquoi pas) inventer la GPAO du 3è type.

Vous concevrez et mettrez en place l'ensemble des systèmes d'information industriels. Vous saurez *être à l'écoute des responsables de production pour élaborer ces projets d'une manière réellement* participative. Vous serez le garant de la cohérence et de la pérennité du système. Ingénieur grande école, *vous avez une première expérience de 3 à 5 ans qui vous a fait comprendre l'importance de ce que nous cherchons.*
Cette mission vous ouvrira de larges perspectives d'évolution au sein de la société.
Bien sûr, vous ne nous connaissez pas : nous souhaitions que vous aimiez la fonction avant l'entreprise... mais vous ne devriez pas être déçu quand vous saurez qui nous sommes.

Merci d'envoyer C.V. avec lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle sous référence 7639 à :

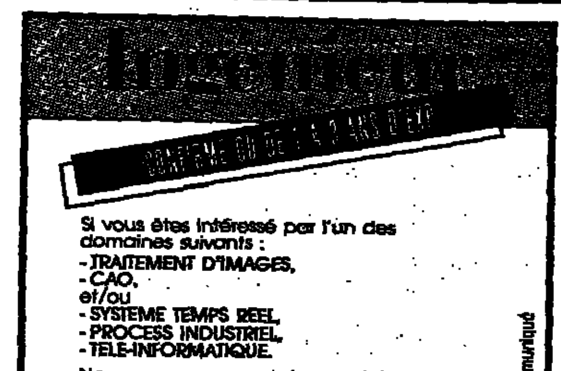
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS,
qui transmettra.

média-system

Le Monde

SECTEURS DE POINTE





Si vous êtes intéressé par l'un des domaines suivants :
- TRAITEMENT D'IMAGES,
- CAO,

et/ou
- SYSTEME TEMPS REEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- TELE-INFORMATIQUE.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'ingénieurs spécialisés.

Merci d'adresser C.V. et prétent. à

telsa informatique

9, boulevard Jean-Jaurès - 92100 BOULOGNE

Communiqué

Laser Systèmes

a pour vocation la conception, la réalisation et la commercialisation de systèmes automatisés utilisant le laser (robots, portiques, centres d'usinage 3 axes, systèmes de marquage).

Nous recherchons un

automaticien

à dominante informatique industrielle.
- 30 ans
- capable de prendre des responsabilités au sein d'une structure légère.

Sa mission consistera à concevoir et mettre au point les systèmes de commande de l'ensemble des produits.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des candidats de formation ingénieur et possédant une expérience en automatique industrielle. L'anglais est indispensable.

Prière d'adresser votre dossier de cand. (lettre + c.v. + rémun. souhaitée) s/réf. DT/RV à LASER SYSTEMES 3, rue Denis Papin - 95250 Beauchamp.

L'infographie, notre métier, votre projet, dès aujourd'hui

Leader international dans le domaine de l'informatique graphique, Benson, société française dynamique et filiale du groupe Schlumberger, nous développons notre activité dans la conception, la production et la commercialisation de systèmes d'aide au Dessin Assisté par Ordinateur (C.A.O./D.A.O.) : traceurs, digitaliseurs, écrans graphiques, contrôleurs. Nous recherchons

Responsable ligne de produits Réf. RL/4622
Product Manager (X, ESE, TELECOM, ECP) + expérience 3/5 ans

Au sein de notre Direction du Marketing

Votre mission :
Définir la stratégie de développement des produits de très haute technicité mis sous votre responsabilité.
Dans le cadre de cette mission, vous aurez à analyser les besoins à long et à moyen terme d'un marché très dynamique, définir votre gamme de produits et en garantir la compétitivité tant au niveau de ses performances techniques que de son prix de vente, assurer la coordination et le suivi des différentes phases de vie de ces produits.

Ingénieur promotion des ventes Réf. IP/4622
Sales Support (X, ESE, TELECOM, ECP même débutant)

Au sein de notre Direction du Marketing

votre mission :
Assurer le lancement et le développement commercial de produits à forte dominante technique.
Dans ce cadre, vous aurez à préparer les annonces des nouveaux produits mis sur le marché, soutenir un réseau commercial fortement implanté à l'étranger par des actions de formation et de motivation, surveiller les niveaux de vente et répondre rapidement aux actions d'un marché très évolutif.

Ingénieurs support software Réf. IS/4622
Technical Support Engineers ESE, TELECOM, INPG et DEA

Au sein de notre Direction des Opérations Commerciales

votre mission :
Assurer l'adaptation de nos produits graphiques aux systèmes de notre clientèle en particulier l'interface contrôleurs et software de connexion.
Participer aux homologations des nouveaux produits (field-tests) en liaison avec les services de notre Direction Recherche et Développement (France/Etats-Unis).
Maintenir le niveau de connaissance technique des supports de notre réseau mondial (filiales France/Europe/Export).
Vous avez acquis de préférence une première expérience dans l'informatique industrielle (secteur péri-informatique). Mobilité exigée (déplacements en France ou à l'étranger).

Du fait de leur **dimension internationale** ces postes exigent la maîtrise parfaite de l'anglais.
Si la double perspective de rejoindre nos équipes de travail, jeunes et motivées par un métier passionnant, et de développer votre potentiel au sein de notre Société (plus de 1000 personnes dans le monde) et du groupe Schlumberger en France ou à l'étranger, vous séduit, nous vous remercions d'adresser rapidement lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence à la Direction du Personnel,
Benson, Z.I. des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine 94015 Créteil.

benson

Avis aux Créatifs

Votre identité : Ingénieur débutant ou ayant 2 à 5 ans d'expérience.

Votre formation : Informaticien Grande École, Master, Thèse ou PhD.

Vos connaissances : La maîtrise d'au moins l'un des sujets suivants :
– circuits à haute densité d'intégration, – architecture multiprocesseur ou répartie, – langage ADA, – logiciel de base, – génie logiciel.

Notre mission :
Réaliser un micro-ordinateur à très hautes performances, son logiciel de base et son atelier de génie logiciel.

Notre profil :
Résolus à faire ensemble cette machine des années 90.
Rejoignez-nous, nous comptons sur vous pour réussir !
Merci d'envoyer votre C.V. à René CUZON – THOMSON-CSF – Laboratoire Central de Recherches – B.P. 10 – 91401 ORSAY CEDEX.



THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT



SINTRA, filiale de THOMSON-CSF, est spécialisée dans les applications aux secteurs militaire et industriel de l'Électronique professionnelle et de l'Informatique. Pour faire face à son développement, nous recherchons plusieurs

INGÉNIEURS LOGICIEL DE BASE
Pos. I Débutants

Mission : Vous êtes intégré au sein d'une équipe ayant la responsabilité de la conception et de la réalisation d'outils de logiciel de base sur machines multiprocesseurs 16/32 bits.

Formation : Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs avec option Informatique.

Connaissance souhaitée en systèmes d'exploitation de préférence UNIX, langage PASCAL, C, Assembleur 68000.

INGÉNIEURS LOGICIEL DE BASE
Pos. II Confirmés

Mission : Vous êtes responsable de la définition et de la réalisation d'outils de logiciel de base sur machines multiprocesseurs 16/32 bits.

Formation : Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs option Informatique.

Expérience : 4 à 7 ans sur mini ou micro.
Au moins 2 ans de conduite d'équipe de plus de 3 personnes.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétent. sous réf. 90495/LM, à Madame BRIAND - **SINTRA** - 26, rue Malakoff, 92600 ASNIÈRES.

FILIALE THOMSON-CSF



SINTRA

HAVAS CONTACT

LE MONDE DU MARKETING ET DES FONCTIONS COMMERCIALES

Responsable marketing agro-alimentaire

Filiale Française Important Groupe Européen recherche pour son siège
Paris Nord-Est

Responsable marketing

Formation AGRO de préférence, 30 ans mini, ayant expérience CHEF PRODUIT SENIOR, chargé avec son équipe (Responsable promotion et Responsable relations publiques) de CONCEVOIR, PROPOSER et REALISER la politique produits pour son créneau de clientèle et d'utilisateurs (boulangers pâtissiers).

La rémunération-départ ne sera pas inférieure à 250 000 F.

Ecrire manuscrit (+ C.V. + photo)

L. justet psychologue

6, rue Brey 75017 PARIS

MEDIA BM



Le Groupe régie presse recrute :

2 CHARGES D'ETUDES H/F

- 3 ans d'expérience confirmée en agence de publicité ;
- créatif, sens aigü de la stratégie ;
- fortement tourné vers la communication extérieure ;
- déjà familiarisé avec la pratique des micros-ordinateurs.

écrire à : Régie-Presse - Direction des Études Alain Chambourdon
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

LE MONDE DU MARKETING ET DES FONCTIONS COMMERCIALES



RECHERCHE

UN(E) STASTICIEN(NE) débutant(e)

ayant une formation de type maîtrise d'économétrie ou de statistique.

Il (elle) utilisera ses connaissances pour optimiser les opérations de vente par correspondance et la gestion du fichier-clients et travaillera en relation étroite avec les chefs de produits et l'informatique.
Anglais souhaité.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, à
Sélection du Reader's Digest – *Direction des Relations Humaines*,
1 à 7, avenue Louis-Pasteur – 92220 BAGNEUX.

Le Monde
SECTEURS DE POINTE

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs et un objectif pour le ***DÉPARTEMENT RADARS CONTRE-MESURES MISSILES*** *de* ***THOMSON-CSF****: rester à la pointe de l'électronique la plus performante.*

Ce Département recherche:

UN INGÉNIEUR STANDARDISATION COMPOSANTS

Vous serez chargé:
– de coordonner la section Composants,
– d'analyser et promouvoir, au sein des services d'Études, la Qualité de nouvelles technologies des Composants.

Une expérience de 2 à 5 ans en Laboratoire Électronique – des qualités de contacts et ténacité sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature à Madeleine GUIGUES – ***THOMSON-CSF****, Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF.*

THOMSON-CSF

CHIMIE ORGANIQUE : MARKETING ET DÉVELOPPEMENT

INGENIEUR CHIMISTE

Hoechst

ESCP, ESPCI, ENSIC, ESCIL, Doctorat :
VOTRE PASSEPORT POUR L'INTERNATIONAL

La Société Française Hoechst réalise, en France et à l'export, près de 5 milliards de Francs de CA dont 40% viennent des produits fabriqués dans 4 usines.

Nous voulons développer la vente des produits issus de notre propre recherche sur les marchés étrangers. Pour réussir, il nous faut un spécialiste. Chimiste d'excellent niveau, confirmé par une expérience d'au moins 5 ans en recherche, production, développement ou commerce international.

Cet homme ouvert, curieux, chaleureux et imaginatif ne va pas prospecter des territoires vierges : il participera aussi au lancement de produits nouveaux. *Il parle couramment anglais, peut-être même allemand.*

Alors, si vous êtes ce «chimiste globe-trotter» vite, faites-nous part de votre expérience, de vos espoirs. Nous sommes impatients de vous rencontrer. *Veuillez adresser votre CV* (et vos prétentions) s/réf. 686 au Département des Ressources Humaines, Société Française HOECHST, *Tour Roussel Nobel*, Cédex 02, 92080 PARIS LA DEFENSE.

Des projets pilote en informatique

40% de croissance en 84, 200 ingénieurs, notre Division «Etudes et Conception de Systèmes» est l'une des toutes premières en France dans son domaine. Ses équipes interviennent sur des projets pilote avec des outils de dernière génération associant recherche et développement. Elles font appel à un atelier de génie logiciel qui développe autour de MERISE toutes les phases, de la conception à la réalisation. Pour les renforcer, nous recherchons :

Chefs de projets — Référence 10603/M
Ils possèdent 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction, si possible sur BULL DPS 8, IBM 43 XX et ont, de préférence, déjà utilisé Merise.

Concepteurs de systèmes — Référence 10610/M
Ils ont une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction et possèdent de réels talents d'analyse des besoins.

Responsables qualité — Référence 10611/M
Ils possèdent une expérience d'au moins 3 ans, une bonne connaissance des méthodes de conception et de réalisation et des compétences dans l'administration des données.

Pour ces 3 postes à pourvoir à Paris et en Province, une expérience dans les domaines **Banque** ou **Distribution** *est très souhaitable.* Marie-Christine Gilles, Responsable du Recrutement examinera votre candidature (indiquez la référence du poste souhaité).

SM SEMA·METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.



DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Groupe industriel et commercial français 600 personnes en France, leader dans son domaine de biens d'équipement, **proche banlieue NORD (93)**
recherche son

DIRECTEUR DES ACHATS

Il aura la responsabilité complète des achats en France et à l'étranger, l'animation de son équipe d'acheteurs sous l'autorité du Directeur de Production.

Le poste conviendra à un candidat :
Diplômé d'études supérieures, connaissant l'Informatique en temps réel, ayant au moins 5 ans d'expérience réussie dans un service achat comportant plusieurs acheteurs.

La connaissance de la gestion par planification et de l'anglais sera appréciée.

Envoyer CV, photo et prét. sous réf. 16228 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01; qui transmettra.



COGEMA
GROUPE CEA

9.500 personnes (dont 940 cadres), première société industrielle mondiale dans son secteur d'activité : le cycle complet du combustible nucléaire, recherche pour son service d'études de procédés et analyses situé en HAUTE-VIENNE

ingénieur confirmé H/F

ayant quelques années d'expérience dans le traitement physique des minerais et/ou l'hydrométallurgie.
Il participera à la mise au point de nouveaux procédés de traitement de minerais ainsi qu'à l'amélioration des techniques existantes.
Ce poste, basé à BESSINES, nécessite de fréquents déplacements.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence UNIH à Elisabeth FRIEDEL - CETAGEP
30, avenue Amiral Lemonnier - 78160 MARLY-LE-ROI

Compagnie Générale des Matières Nucléaires

BATTELLE
centres de recherche de Genève

BATTELLE GENÈVE (400 personnes) l'une des 5 divisions de : « Battelle Memorial Institute » : importante organisation privée mondialement connue pour ses activités de recherche sous contrat.

Recherche son :

DIRECTEUR
DU CENTRE DE TOXICOLOGIE ET DE BIOSCIENCES

UNE PERSONNALITÉ AUX COMPÉTENCES CONFIRMÉES, CAPABLE D'ASSUMER LA RESPONSABILITÉ DE LA MARCHE DES AFFAIRES DE CE CENTRE QUI *COMPREND ACTUELLEMENT PLUS DE SOIXANTE* COLLOBORATEURS.

Les exigences du poste sont les suivantes :
- Formation universitaire complète (doctorat) en biologie, biochimie ou pharmacologie ;
- Plusieurs années d'expérience de la recherche scientifique de préférence dans l'industrie ;
- Connaissance des besoins en recherche et développement des industries et des gouvernements ;
- Expérience de la direction d'un groupe important de chercheurs incluant *le contrôle des budgets et la gestion des ressources humaines* ;
- Talents pour la communication et pour la motivation de ses collaborateurs.

Le candidat devra avoir démontré qu'il est *en mesure de développer* et de maintenir des relations d'affaires avec les responsables des entreprises industrielles et des agences gouvernementales.

Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur candidature, accompagnée d'un curriculum vitae, d'une photographie et de leurs prétentions de salaire, AU CHEF DU PERSONNEL DE BATTELLE-GENÈVE :
7, route de Drize,
1227 CARROUGE/GENÈVE (Suisse).

Futur Chef de Division Maintenance

Nous sommes une entreprise industrielle performante du secteur métallurgique (1000 pers., CA 2 Milliards, croissance 20 % par an), filiale d'un important groupe français.

Nous souhaitons préparer la relève en vue du départ en retraite de notre Chef de Division Maintenance. *Nous recherchons un* Ingénieur Grande Ecole de 35 ans minimum possédant si possible une formation d'électromécanicien et ayant acquis une *première expérience en gestion et maintenance* d'ensembles électro-mécaniques complexes. Dans un premier temps il secondera le Chef de Division Maintenance dans la gestion de son budget (40 millions), la recherche des coûts les plus *compétitifs et l'amélioration des techniques. Il l'assistera dans l'animation du personnel de la Division (100 personnes) et dans* **le pilotage d'une importante sous-traitance.** Par la suite il prendra la responsabilité globale de la Division.

L'usine fonctionne à feux continus. *Elle est installée dans une région agréable, en grande banlieue Nord de Paris. Logement* de fonction ou indemnité compensatrice.

Ecrivez à notre Conseil. Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre curriculum vitae avec photo et rémunération actuelle sous réf. 83093M



MEMBRE DE SYNTEC

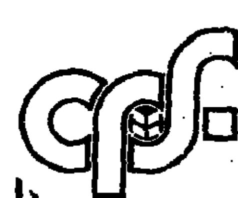
65 avenue Kléber, 75116 PARIS.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



CHAMPAGNE PICARDIE FARINE

UNION DE 4 COOPÉRATIVES MEUNIÈRES – Siège à REIMS, possédant 2 moulins (à Lille et à Fère-en-Tardenois) – Capacité actuelle : 500.000 qx.
CRÉE à REIMS, le poste de :

DIRECTEUR DÉPARTEMENT MEUNERIE

Relevant du Conseil d'Administration, il sera responsable de ce centre de coût et de son développement. Il participera à la définition de la politique commerciale FRANCE et EXPORT et **bénéficiera d'une large autonomie**, pour mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à son application.

Il animera, coordonnera et contrôlera les activités de 32 personnes. Ses responsabilités essentielles seront : le développement des ventes, la production et la distribution, la qualité des produits et des prestations à la clientèle, la gestion. Il négociera les contrats importants.

Déplacements fréquents mais de courte durée.

Le candidat – 33 ans minimum – aura une expérience analogue dans la vente et la gestion de produits agro - alimentaires en PME/PMI. Ses capacités d'animation commerciale seront aussi importantes que celles de gestion.

Veuillez téléphoner (261.65.61) ou écrire sous réf. CPF 31 M en précisant votre salaire actuel, à notre Conseil Monique LAVRUT ou Richard BENATOUIL – **GROUPE BBC** – 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.
Discrétion absolue et réponse assurées à tous les candidats.

Tél. Informations (1) 261.65.61

HAVAS CONTACT

Importante Société de grande distribution à enseigne nationale implantée dans le SUD recherche pour faire face à son expansion

DIRECTEURS D'HYPERMARCHE

- Vous êtes actuellement bloqué dans vos structures.
- Vous avez une forte personnalité et une expérience réussie en hypermarché.
- Vous voulez entreprendre et évoluer.
- Vous recherchez une société indépendante en plein essor.
- Vous voulez être un patron capable d'assurer une Direction par objectif de votre unité.

Votre candidature nous intéresse.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 16176 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Confidentialité et réponse assurées.

PATRON AFRIQUE NOIRE

Cette offre s'adresse à un véritable professionnel : de la gestion, du commercial, avec une solide formation technique.
Vous êtes Ingénieur B.T.P. ou équivalent.
Entre 35 et 40 ans environ.
Avec expérience Afrique noire.

Vous pouvez devenir
DIRECTEUR
d'une société Afrique francophone, filiale d'un important groupe de services.
Salaire motivant avec les conditions habituelles d'expatriation.

Ecrire avec C.V. man. + photo s/nº 7789, *le Monde* Pub., Service Annonces Classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

LE CRÉDIT MUTUEL

Les Uns, les Autres
Fédération Auvergne-Bourbonnais

DIRECTEURS DE CAISSES LOCALES

- Outre vos diplômes professionnels, vous avez acquis une connaissance parfaite des techniques bancaires, administratives et comptables par une expérience réussie dans la banque.
- Vos qualités de rigueur intellectuelles et morales sont reconnues et vous possédez cette aptitude à communiquer, à entraîner et à animer une équipe.
- Vous souhaitez maintenant participer activement au développement d'une caisse dans une structure dynamique en pleine expansion où efficacité et compétence sont les garants de votre évolution future.

RENCONTRONS-NOUS.

Adressez lettre man. + C.V. + photo au CRÉDIT MUTUEL, 67, bd Lafayette, 63000 CLERMONT-FERRAND.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

IMPORTANT ORGANISME DE COOPERATION AVEC L'ETRANGER,
recherche pour la prochaine rentrée :

PROFESSEUR AGREGE DE MATHEMATIQUE

Expérience d'enseignement au niveau des classes préparatoires grandes écoles d'ingénieurs indispensable.
Age indifférent.
Lieu d'emploi : Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs en COTE D'IVOIRE.

Adressez lettre manuscrite + CV + prétentions + photo au CEBTP 12, rue Brancion 75737 Paris Cedex 15.

Carrefour

Medical refresher courses à Peshawar (Pakistan) recherche
J.H. 25-30 ans. angl./fr., sect. adm. hosp. public rel.
Envoyer CV à MRC, 28, rue des Marronniers. 21240 Talent.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
32 000 personnes – C.A. 11 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

Ingénieurs Méthodes et Industrialisation
généralistes ou mécaniciens diplômés grande école

Valeo Thermique Moteur (Nogent-Le-Rotrou - 28)
Valeo Matériaux de Friction (Condé-Sur-Noireau - 14)

Nous vous proposons de DEBUTER votre carrière au sein de ces importantes unités de production en grande série en prenant en charge la conception, la mise en oeuvre, l'amélioration des procédés et matériel de fabrication afin d'obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production. Formation en gestion appréciée. Anglais ou allemand souhaité.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 58476/M à :
Valeo Service Recrutement I & C – 43 rue Bayen – 75017 PARIS

PARIBAS ANNONCES

VOTRE DIPLOME D'INGENIEUR ARTS & METIERS, 2/3 ANS D'EXPERIENCE :

EN ROUTE POUR UNE DIRECTION D'USINE !

Première étape :
Falaise (Calvados).
Vous y seconderez le directeur de l'unité (une centaine de personnes dont un directeur d'atelier et un chef d'équipe).
Activité : usinage, montage, emballage, expédition d'ensembles de comptage informatisés destinés, pour une large part, au marché pétrolier international. Activité florissante s'il en est, puisque nous prévoyons de nouvelles implantations en France et à l'étranger.

Votre rôle ? Dans un premier temps, fonctionnel : responsabilité des méthodes d'usinage et de fabrication automatisée du matériel. Mais à terme, c'est à la tête d'une usine que nous vous attendons.

Quelques précisions quant à nos exigences : une expérience d'environ 3 ans en Production ou Méthodes, dans le secteur mécanique de préférence, et quant à nos références : nous sommes filiale d'un grand groupe industriel privé français.

Adressez votre dossier de candidature (lettre man. et CV) s/réf. 505 à notre Conseil.

UNILOG 9 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC Informatique

DESSEIN

groupe
école supérieure de commerce de lyon

réalise une nouvelle étape de développement de son potentiel informatique et recherche :

responsable de son département pédagogique "informatique et techniques quantitatives"

Il est chargé de concevoir et d'animer des programmes de formation en informatique, techniques quantitatives, ainsi que d'autres enseignements utilisant l'informatique comme support.

Il anime une équipe de formateurs et supervise le service informatique du Groupe.

professeur consultant en informatique

Il conçoit et anime des programmes de formation en informatique et systèmes d'information (formation initiale et continue). Il est notamment compétent en micro-informatique.

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats ont une expérience de plusieurs années en entreprise ou SSCI ainsi qu'une expérience réelle et réussie de la formation.

responsable d'exploitation informatique

Il doit mettre en place un gros système informatique d'aide à l'enseignement et à la recherche commun à deux Etablissements. Il assistera les enseignants et chercheurs dans la conception et la mise en œuvre d'applications nouvelles. Il devra mettre en œuvre et négocier certains services spécifiques avec des partenaires extérieurs.

Il a 5 ans d'expérience en SSCI ou conduite de gros systèmes informatiques.

Adresser C.V. et prétentions à Lucie COTTIN, B.P. 174, 69132 Ecully Cedex.

Nous sommes filiale d'un groupe international qui se situe parmi les cinq premiers sur son marché :

composants et équipements pour automatismes.

Notre unité (60 personnes), implantée en Haute-Normandie, renforce son potentiel technique afin de poursuivre son développement. Pour faire face à l'augmentation de la production ainsi qu'à l'introduction de nouveaux produits, notre responsable d'établissement recherche un

ingénieur

qui le secondera et à qui une large autonomie sera laissée, après une période de formation et d'intégration, pour remplir sa mission :

- étude de nouvelles méthodes pour optimiser le processus de fabrication ; il veillera également à leur application
- développement d'une logistique informatique pour l'organisation de la production.

Une première expérience, ainsi que la connaissance de l'allemand ou de l'anglais constitueront des atouts supplémentaires.

Ce poste, évolutif pour un collaborateur à potentiel, est à pourvoir au Vaudreuil (une heure de Paris - 20 mn de Rouen) au sein d'un cadre agréable (base de loisirs à proximité).

Si vous êtes intéressé, adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. DKM au
Discrétion assurée.

cog hébert conseil
Poissonnière Commercial Building
11, rue du Fg. Poissonnière 75009 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CONCEPTION SYSTEMES HAUTE TECHNOLOGIE

Bull Système vous propose de participer à l'élargissement de la gamme DPS 7 dans les domaines suivants :

- **Unité centrale et circuits VLSI** optimisés à très haut niveau d'intégration
- développement de **logiciels d'aide à la conception** (CAO VLSI et CAO mécanique)
- développement de **technologies nouvelles de construction d'ordinateurs** : composants, connectique, alimentation, normes et standards.

Nous vous ferons partager notre savoir faire et notre enthousiasme en vous intégrant à des équipes performantes en collaboration avec les meilleurs spécialistes de ce domaine au plan mondial.
Certaines phases de ces projets peuvent donner lieu à un détachement temporaire aux **USA**. Nous attendons à la fois la candidature de jeunes diplômés, de préférence Grandes Ecoles et d'ingénieurs plus expérimentés.
Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).

Nous vous remercions d'écrire sous référence 185 M à

Christian FINE
Bull Systèmes
rue Jean Jaurès - BP 53
78340 LES CLAYES SOUS BOIS



Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
32 000 personnes – C.A. 11 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

Ingénieurs diplômés grande école - option informatique
Responsable Système
sur IBM 43XX (DOS/VSE-CICS-DL1 -VM/CMS)
Valeo Machines Tournantes Paris-Rhône (Lyon - 69)

Fort d'une EXPERIENCE DE 3 ANS minimum en système, vous souhaitez élargir vos responsabilités. Nous vous proposons de participer avec votre équipe à la mise en place, la maintenance et l'évolution des logiciels et de conseiller les équipes participant aux projets informatiques. Réf.58477/1/M

Ingénieur Débutant Informatique de Gestion
Valeo Direction Informatique (Paris - 17ème)

Vous serez chargé d'études informatiques de l'analyse des besoins à la mise en oeuvre des systèmes pour les différentes fonctions de l'entreprise. Connaissances en gestion appréciées. Réf.58477/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à :
Valeo Service Recrutement I & C – 43 rue Bayen – 75017 PARIS

Jeune ingénieur en organisation
(ingénieur informaticien ou ESC)

Nous sommes une importante société française d'électronique du secteur privé (800 pers.), en forte expansion (+ 20% par an). Nous souhaitons accroitre, parallèlement à notre système de télétraitement, notre utilisation de la micro-informatique en développant des programmes de gestion et d'aide à la décision sur IBM PC.
Dans cette optique, ce nouveau collaborateur sera donc chargé d'analyser les besoins des différents services de la société, de repenser éventuellement les circuits administratifs, de proposer des solutions adaptées et simplificatrices.
Vous possédez des qualités éprouvées d'écoute, de synthèse, de rigueur et de bon sens : nous vous proposons de réussir avec nous ce projet...
Lieu de travail : proche banlieue Ouest.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1332 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Responsable du service technique : optimisez ses résultats

Filiale de l'un des plus importants groupes industriels français : 1000 personnes, 2 usines, nous recherchons un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole.
Ayant confirmé une première expérience industrielle, vous êtes passionné par l'évolution des matériels et des procédés de fabrication.
Vous serez chargé d'animer et d'optimiser les services annexes à la production. Vous rationaliserez, améliorerez nos méthodes et adapterez les prestations de l'atelier d'entretien à la modernisation de nos outils de production.
Vos qualités personnelles : rigueur, sens du concret et du contact humain associées à de bonnes connaissances en ELECTROMECANIQUE et si possible en INFORMATIQUE seront déterminantes pour participer au progrès et aux résultats techniques de notre société.
De réelles perspectives d'évolution sont offertes vers des responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles dans le groupe.
Anglais très souhaitable.
Localisation : 120 km au Nord de Paris.
Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 6139 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

Établissement de crédit
PARIS-8e
recherche
pour son département
CRÉDIT AUX
MAITRES D'OUVRAGE

UN (E) ANALYSTE FINANCIER

Formation supérieure et expérience indispensables pour un poste immédiatement opérationnel.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à Régie-Presse sous nº 311.636 M – 7, rue de Monttessuy, 75332 PARIS Cedex 07 qui transmettra.

ESE, IEG...
Premier plan

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS LEADER, plusieurs usines modernes en France et à l'étranger, offre au sein de la Direction Technique du Groupe un poste permettant de valoriser une première expérience de 3 à 5 ans à un **Ingénieur Electricien** ayant un fort potentiel d'évolution disposant de solides connaissances dans les "courants forts" et capable d'assumer des responsabilités importantes d'études investissements, d'assistance et de conseil auprès des usines et du siège.

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

Poste à Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F.

Ecrire sous réf. HT 105 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris
etap

Membre de Syntec

Contrôleur de Gestion
Expérience Usine

GROUPE AIRÉLEC est devenu en quelques années leader européen sur le marché des appareils de chauffage électrique (C.A. 84 : 360 MF ; effectif : 700 personnes ; 3 unités de fabrication). Les contributions attendues du contrôle de gestion nécessitent la recherche d'un professionnel confirmé, basé à notre siège à Aubervilliers.
Diplômé de l'Enseignement Supérieur, votre expérience effective des techniques du contrôle de gestion - 5 ans minimum - acquise pour partie en usine, vous permettra de faire évoluer avec nous cette fonction.
Rattaché à la Direction Administrative et Financière, et en liaison étroite avec les directions opérationnelles, vous ferez fonctionner et améliorerez, avec l'aide d'un outil informatique élaboré, les tableaux de bord, systèmes d'information et procédures que requiert une gestion budgétaire efficace. Vous serez responsable de l'établissement et du suivi des prix de revient usine.
Pour ce poste évolutif, vos qualités de rigueur et d'efficacité, votre sens des relations humaines seront les critères déterminants de notre choix.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 15 8202 M. Elle sera examinée confidentiellement par François CORNEVIN qui vous contactera rapidement.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Association d'éducation populaire exerçant son activité dans le secteur du travail volontaire et de l'insertion sociale et professionnelle cherche son

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

Pour la région BRETAGNE

Adresser candidature manuscr. C.V. et recommendations à Régie-Presse, ss nº 312.187 M 7, rue de Monttessuy 75332 Paris Cedex 07, qui transmettra.

CREEZ LA DIRECTION COMMERCIALE D'UNE NOUVELLE PUBLICATION...

Nous lançons une publication « haut de gamme » consacrée à la communication.

Au-delà d'une fonction commerciale (élaboration et réalisation de la politique commerciale de la revue, collaboration avec la rédaction, les réseaux de vente, etc.), vous serez l'interlocuteur des annonceurs et agences de publicité concernés par la spécificité de notre support.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (type HEC, Sces PO, ESSEC, ESCP) ayant à leur actif une première expérience commerciale ou publicitaire réussie, une aisance relationnelle adaptée aux contacts de haut niveau, et de réelles qualités de négociateurs. Vous rejoindrez un des tout premiers groupes multi-médias qui peut offrir des perspectives d'évolution à des candidats de bon potentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence : MLA 426 à

ESPACE ET COMMUNICATION
35, rue Ballu, 75009 Paris
qui transmettra

Important groupe du secteur tertiaire
(plus de 10000 personnes) recherche à **Paris**

SCIENCES PO, MAITRISE DROIT...

pour participer au lancement de l'EAO au sein du groupe

enseignement assisté par ordinateur

Votre mission :
Intégré(e) à une équipe pluridisciplinaire vous aurez à concevoir et réaliser les supports de formation concernant des sujets généraux (gestion, comptabilité...) et des sujets techniques propres aux domaines d'activité du groupe.

Votre profil :
- De formation supérieure : Sciences Po, Droit... (maîtrise minimum), vous avez 1 à 2 ans d'expérience en entreprise.
- Vous associez créativité, rigueur dans l'analyse et aptitude réelle à la rédaction impliquant une excellente maîtrise de la langue française.

Nous vous prions d'adresser votre candidature (CV, photo, rémunération actuelle) sous réf. M 929 à Mme Vasel, Resonance 80, rue Taitbout 75009 Paris

resonance

POUR ÉTUDES EN LIAISON AVEC ENSAM ET GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche

2 INGÉNIEURS ENSAM OU ÉQUIVALENT

Débutant ou désirant faire thèse de doctorat pour recherches sur matériaux composites à matrice métallique et magnéto formage.

Adresser C.V. + lettre + photo à SERAM, 151, bd de l'Hôpital 75013 PARIS.

Sté expertise comptable et commissariat aux Comptes
recherche

COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Ecrire avec CV et prétent. sous réf. GP. SODIP
60, rue du Rendez-vous
75012 PARIS.

---

emplois régionaux

ENTREPRISE MÉCANIQUE
ET MICRO-ÉLECTRONIQUE (LOIRET)
en constante expansion, crée le poste de

RESPONSABLE LOGISTIQUE H/F

- Il/elle prendra en charge les approvisionnements, l'ordonnancement et les transports.
- Il/elle assurera les liaisons avec les différents établissements du groupe.
- Il/elle rendra compte à la Direction Industrielle du Groupe.

Ce poste ne peut convenir qu'à un INGÉNIEUR ayant une expérience de 5 à 10 années d'atelier et de travail dans les Services de Gestion de Production.

Age optimal : 35 à 45 ans.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo à : PIERRE LICHAU S.A., Sous réf. 4673, 10, rue de Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra, en indiquant la rémunération actuelle.

BANQUE NATIONALE
à taille humaine
renforce ses équipes d'exploitation
et recherche

2 EXPLOITANTS H/F
Classe V, VI

pour leur confier la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises.

Ces postes basés l'un à Paris, l'autre en banlieue ouest, font appel à une expérience similaire d'au moins 3 années fortement orientée vers la prospection commerciale et soutenue par une formation de base supérieure, économique ou financière.

Vous appréciez votre autonomie, mais vous aimez travailler en équipe et savez favoriser la communication et les échanges.

Votre évolution de carrière est liée aux performances professionnelles et aux qualités humaines que vous développerez dans cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) sous réf. 311871 à RÉGIE PRESSE LE MONDE, 7, rue de Monttessuy,

---

ROCKWOOL - ISOLATION S.A.

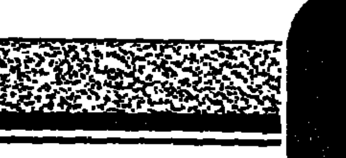
deuxième fabricant européen de matériaux isolants
recherche dans le cadre de son développement en France

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES
HF

En collaboration avec le chef du département administration des ventes et logistique centrale, il sera chargé plus particulièrement de la gestion du portefeuille de commandes, de la tenue des tableaux de bord et du suivi des expéditions des différentes usines. Il assurera pour cela la supervision de 6 personnes et sera en contact permanent avec nos usines et notre force de vente.

Ce poste s'adresse à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Ingénieur, ESC, maîtrise sciences Eco...) possédant une première expérience (2 ans) dans ce type de fonction. La pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions à ROCKWOOL-ISOLATION, Direction du Personnel, 48/50 rue Albert - 75013 Paris




ROCKWOOL-ISOLATION
LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Leader de la communication professionnelle, notre société propose des produits novateurs et de qualité regroupés autour de 6 activités : TERMINAUX TELEMATIQUES, POSTES TELEPHONIQUES, SYSTEMES EN TELEPHONIE/BUREAUTIQUE, MOBILES ET SYSTEMES RADIO, SYSTEMES ET RESEAUX, TELEVISION PROFESSIONNELLE.

Notre C.A. plus d'1 Milliard de Francs est réalisé par 2300 personnes réparties en 5 établissements.

Afin de renforcer nos équipes D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT basées à BOIS D'ARCY (78) nous créons plusieurs postes :

Ingénieurs Logiciels HF

ACTIVITE SYSTEMES RADIO

Ces postes concernent des ingénieurs ayant une expérience de 2 à 8 ans dans le domaine du développement de logiciels sur micro-ordinateurs. Ils participeront à la conception et à l'étude de systèmes complexes de commutation. Réf.A.

ACTIVITE SYSTEMES ET RESEAUX.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs grandes écoles ayant une première expérience de développement dans les domaines : exécutifs temps réel, protocoles télé-informatiques, bases de données en lignes, VIDEOTEX, XENIX, SNA. Réf.B.

Merci de bien vouloir adresser votre C.V., photo en précisant la référence du poste choisi à la Direction du Personnel de BOIS D'ARCY rue J.P. Timbaud — B.P. 26 — 78390 BOIS D'ARCY

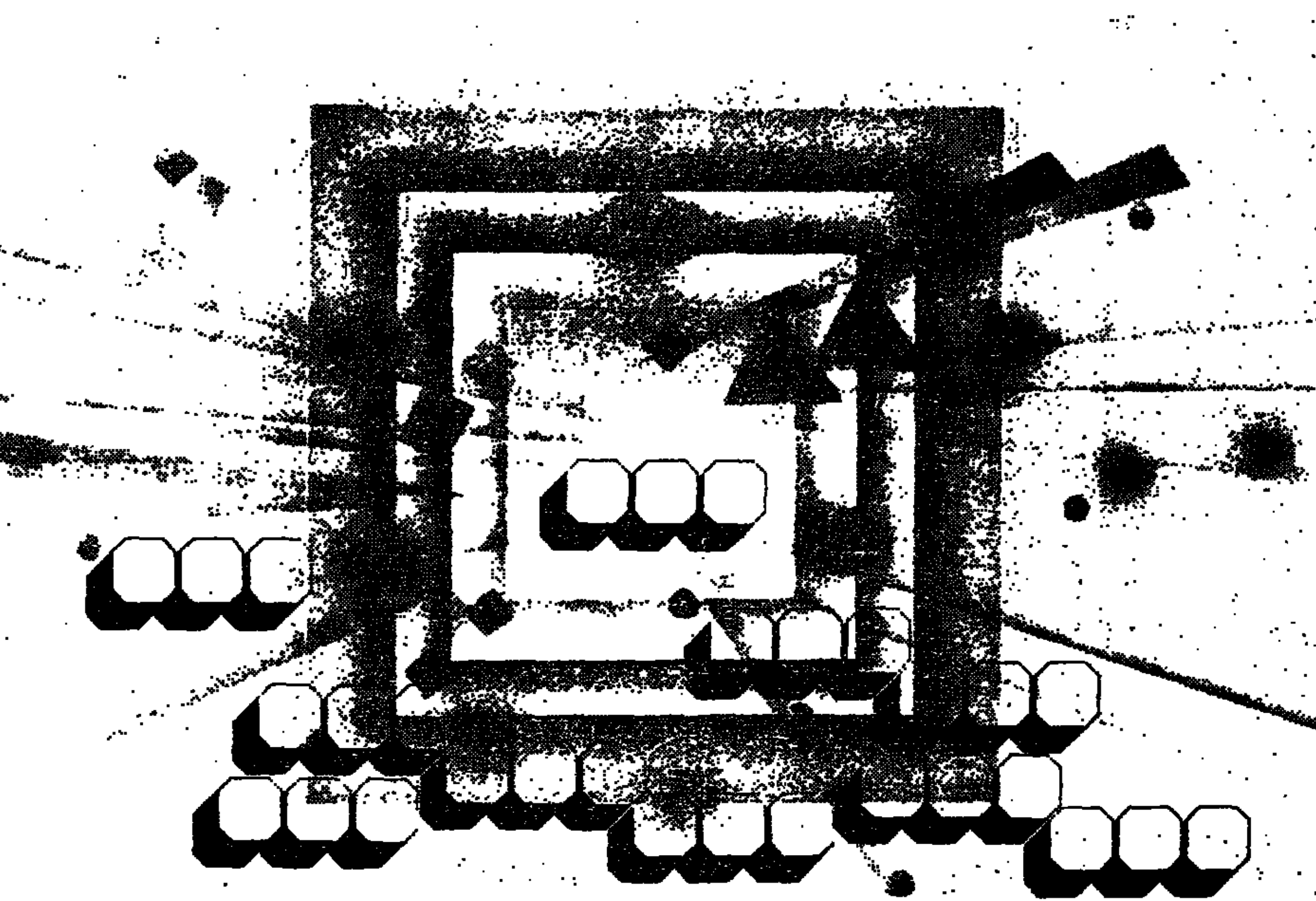
MATRA COMMUNICATION

HAVAS ANNONCES

15 ingénieurs pour La Hague



au présent les technologies du futur



Avec 1300 personnes SGN est l'un des grands noms de l'ingénierie française des techniques nouvelles : conduite de procédés, automatismes, génie chimique et génie mécanique.

Jeunes ingénieurs : automaticiens (systèmes numériques de contrôle commande), électromécaniciens, informaticiens de SUPELEC, ISEP, ENSIEG, SUDRIA... nous offrons un exceptionnel début de carrière aux 15 *meilleurs d'entre vous !*

Venez, sur le plus grand chantier européen actuel, construire et mettre en route l'important complexe industriel de la Hague.

En 3 ans, acquérez la maîtrise des technologies nouvelles qu'aucun 3ème cycle ne pourrait vous donner et devenez ainsi des professionnels d'une rare valeur.

Nos équipes de haut niveau sont déjà sur place.

Choisissez aujourd'hui de les rejoindre : adressez *votre dossier de candidature (CV, photo et prêt.)* à



Direction de la Gestion des Ressources Humaines
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux
78184 Saint-Quentin-en-Yvelines

L'ingénierie de haute technologie

Responsable administratif et comptable

Banlieue Paris Ouest



P.M.E. — 50 personnes, CA 40 MF — filiale d'un important groupe industriel français recherche son responsable administratif et comptable.

Agé de 30 ans minimum et titulaire du DECS ***complet**, vous avez une expérience similaire* de 5 années (au moins) en ***entreprise.***

Rattaché au Directeur de la Filiale, vous prendrez la responsabilité complète de la comptabilité et de l'administration de l'entreprise.

La connaissance de l'utilisation de la micro-informatique sera particulièrement appréciée.

Poste basé à 30 km environ à l'Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions, sous la référence 3718/LM, à

MEDIA P.A.
9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

Institut Pasteur

recherche pour son service

D'INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

MATHEMATICIEN STATISTICIEN

qui travaillera en liaison avec l'ensemble des unités de recherche de l'Institut Pasteur.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme 3me cycle ou équivalent, *justifier d'une solide formation* en mathématiques appliquées et d'une expérience des méthodes modernes d'analyse des données.

Une expérience professionnelle dans le domaine de la biologie et la connaissance de la micro-informatique seront des atouts supplémentaires. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre, CV et prét. à la
Direction du Personnel, INSTITUT PASTEUR
28, rue du Docteur Roux, 75724 Paris cedex 15.

CONTESSE





INTER G

Nous sommes un important groupe d'ingénierie à vocation internationale.
Nous offrons dans notre département

ECONOMIE - AMENAGEMENT

2 POSTES DE HAUT NIVEAU

• Ingénieur Chef de Projet confirmé

(X - Mines - Ponts - ECP... + formation en économie)

Cet ingénieur aura la charge d'études d'économie et d'aménagement importantes.

• Jeune ingénieur d'études

(X - Mines - ponts - ECP... + formation en économie).

Cet ingénieur devra réaliser des modèles économétriques complexes.

Ces 2 postes, basés à **GIF SUR YVETTE,** impliquent la connaissance de l'anglais et une disponibilité pour de courts déplacements à l'étranger.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) à INTER G, Direction du Personnel, B.P. 26, 91190 Gif sur Yvette.

CONTESSE

SOYONS HONNÊTES !

Nous sommes la Filiale d'un Groupe privé (8ème *capitalisation boursière française)*

Notre métier : la conquête de l'Homme et la réponse à ses besoins patrimoniaux.

DANS LE MAQUIS DES PLACEMENTS, NOUS N'INVESTISSONS PAS DANS LES CANADAIRS



Vous : - 23 ans et plus, minimum BAC + 3, habités d'une irréductible vocation commerciale, aurez à nous convaincre
- vous êtes exigeants, nous aussi, élite oblige.

Adressez CV + photo (retournée) + lettre manuscrite avant le 23/09/85 à : BANCE PUB 18, rue Léon 75018 PARIS *(préciser s/enveloppe réf. 850917)*

Filiale de Bently Nevada Corporation (USA)
Leader mondial dans le domaine des systèmes d'information et de surveillance des machines tournantes, la SARL Bently Nevada France est implantée en France depuis 10 ans.

DANS LE CADRE D'UNE RÉORGANISATION INTERNE
ET POUR FAIRE FACE A UN ESSOR SIGNIFICATIF

nous recherchons un

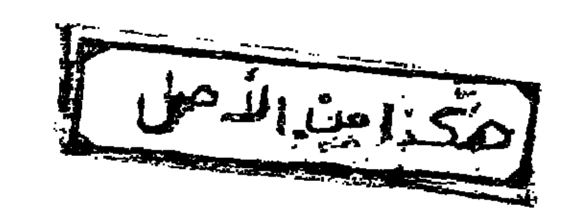
GÉRANT

Il sera chargé de la gestion des différents secteurs d'activité commerciale (ventes, distribution et services), de la gestion financière, de l'élaboration de plans stratégiques détaillés et du suivi des grands projets.

De formation technique supérieure (électronique ou mécanique), le candidat devra justifier d'une solide expérience de gestionnaire et posséder d'excellentes qualités de communication tant en français qu'en anglais.

Merci d'adresser votre candidature (de préférence en anglais) à l'attention de Mme Le Bihan
BENTLY NEVADA FRANCE
30, avenue de l'Amiral-Lemonnier, 78160 Marly-le-Roi.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Psychologue consultant

PA, l'une des premières sociétés internationales de conseil auprès des entreprises recherche dans le cadre de la diversification de ses activités un psychologue consultant. Intégré à une petite équipe spécialisée dans le développement de nouveaux outils d'évaluation pour la gestion des ressources humaines, il participera à l'ensemble des activités de la cellule : contacts commerciaux, études, applications, formation. Diplômé de psychologie, âgé d'au moins 28 ans, il aura acquis une première expérience de la fonction personnel en entreprise ou en cabinet. Créatif, il sera très motivé par les problèmes d'évaluation. Une expérience dans le domaine de la formation serait appréciée sans être indispensable. Une bonne pratique de la langue anglaise est vivement souhaitée. Ecrire à Christine CHABAUD en précisant la référence A/062AM



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Inspecteur Principal des Services d'Études Techniques

"ÉLECTRONICIENS DE HAUT NIVEAU, TESTEZ VOTRE POTENTIEL".

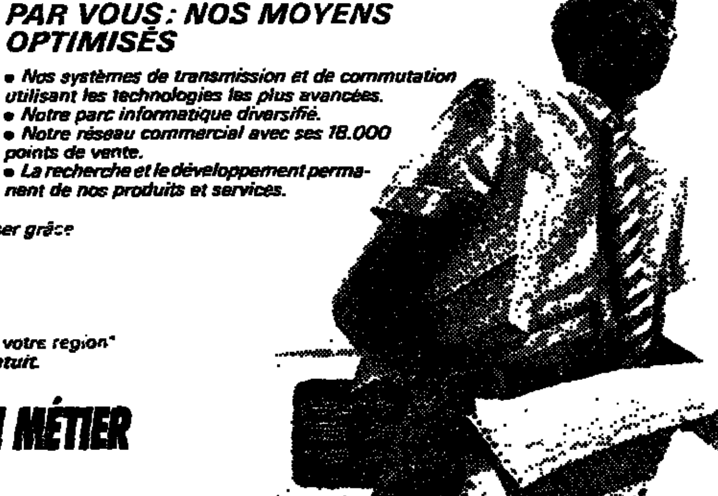
Jeunes diplômés des Grandes Écoles ou des Universités, barrez la route aux préjugés. Collaborez à l'expansion rapide des TÉLÉCOMMUNICATIONS et de la POSTE. Venez participer au concours d'INSPECTEUR PRINCIPAL DES SERVICES D'ÉTUDES TECHNIQUES ouvert aux candidats électroniciens âgés de moins de 30 ans et donnant accès à des métiers diversifiés dans nos établissements, nos directions et dans certains services de haute technicité à compétence nationale.

VOTRE ACCOMPLISSEMENT CHEZ NOUS : DES MISSIONS DIVERSIFIÉES

- La mise en place ou l'exploitation des infrastructures techniques des Télécommunications.
- L'utilisation optimale de notre outil informatique.
- La détermination et le suivi des objectifs commerciaux à partir de systèmes de gestion performants.
- La mise en œuvre de techniques de prévision et de planification.

NOTRE ACCOMPLISSEMENT PAR VOUS : NOS MOYENS OPTIMISÉS

- Nos systèmes de transmission et de commutation utilisant les technologies les plus avancées.
- Notre parc informatique diversifié.
- Notre réseau commercial avec ses 18.000 points de vente.
- La recherche et le développement permanent de nos produits et services.



Pour nos cadres supérieurs, réaliser, c'est aussi se réaliser grâce
- *à la formation professionnelle permanente,*
- *à de nombreuses possibilités de promotion,*
- *à une véritable décentralisation des responsabilités.*

Pour en savoir plus, téléphonez-nous.
Pour Paris : (1) 293 44 10 et (1) 543 43 43*.*
*Pour la province : Direction des Télécommunications de votre région**
*Clôture des inscriptions le 21 octobre 1985. * Appel gratuit.*

PTT ÊTRE BIEN DANS SON MÉTIER

HAVAS CONTACT

Importante Société de services en informatique en pleine expansion, 600 personnes, *nous sommes filiale d'un grand groupe industriel, et nous recherchons pour PARIS le*

Responsable du service "organisation administrative et systèmes d'information"

De formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO...), vous agirez en relation étroite avec le Directeur Administratif.

Nous vous demandons :

- *de réelles compétences en matière d'organisation, de systèmes de gestion (comptabilité, facturation...) et d'informatique (choix des outils, définition des développements, suivi des réalisations),*
- *une expérience de plusieurs années, acquise de préférence en Cabinet de Conseil et en Entreprise,*
- *des qualités d'animation, d'encadrement (équipe informatique interne) et de dialogue dans l'entreprise.*

Ce poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 7636 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

RENDEZ-VOUS AVEC LE DYNAMISME INFORMATIQUE.

LE CRÉDIT LYONNAIS, CÔTÉ INFORMATIQUE, C'EST :

- des ensembles IBM de grande puissance,
- des ensembles TANDEM non-stop,
- un réseau intégré de communication avec près de 10.000 stations de travail réparties sur tout le territoire,
- l'utilisation de technologies de pointe, matériels et logiciels.

LE SYSTÈME D'INFORMATION SE DÉPLOIE, SE DIVERSIFIE ET ÉVOLUE :

- nouveau réseau de communication,
- stations de travail élargies à l'usage d'ordinateurs individuels,
- décentralisation de pôles de traitement régionaux, locaux...
- utilisation des techniques de Vidéotex, de réseau local, de SGBD,...

LES PERSPECTIVES DE CARRIÈRES SE MULTIPLIENT AU SEIN DE NOTRE DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION...

DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ou de L'UNIVERSITÉ

Vous êtes débutant(e)s ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique

Nous vous proposons d'acquérir une double formation informatique et bancaire, débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.

Vous pourrez, notamment participer au développement d'applications bancaires et d'outils proches des systèmes d'exploitation (IBM/MVS, TANDEM, UNIX, MS-DOS), des protocoles, des réseaux locaux.

Nos profils de carrière sont très ouverts, afin de vous permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'Étranger. Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables, mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 90524/M au CRÉDIT LYONNAIS – Recrutement des Cadres – 25, rue du 4-Septembre – 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT

CL CREDIT LYONNAIS

Établissement financier privé (1200 personnes), nous développons notre informatique (80 p.) bien installée autour de deux 4381/MVS supportant un réseau de 200 terminaux, en pleine expansion. Nous cherchons à enrichir notre équipe à Paris en accueillant

un ingénieur, chef de projet

expérimenté et autonome pour participer au plan informatique en développant des applications nouvelles.

Ingénieur, vous avez déjà mené jusqu'à son terme des applications temps réel dans un environnement IBM ; aujourd'hui, à la trentaine, vous pouvez prendre des responsabilités plus larges en menant de front plusieurs projets faisant appel à des techniques avancées.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 4647 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Diriger, dès 23 ans, l'administration des ventes d'une agence...

Nous sommes une société française à vocation industrielle et commerciale, en forte expansion. Nos effectifs (800 personnes) sont distribués autour d'un siège, d'une unité de production et de 15 agences commerciales régionales, à l'intérieur de chacune desquelles se trouve créé un poste de responsable administratif.

Bras droit du Directeur d'Agence, ce cadre partage ses responsabilités entre l'administration des ventes de cette unité (enregistrement et suivi des commandes ; règlement de certains litiges), avec l'aide d'une équipe d'assistantes commerciales qu'il anime et supervise ; le suivi de la balance clients et le recouvrement des créances.

Il est soutenu par une logistique performante et aidé d'un système de télétraitement, permettant une gestion en temps réel de nos stocks et de nos commandes, en même temps qu'un suivi actualisé de nos comptes clients.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (ESC ou équivalent), jeunes, comme la plupart de nos collaborateurs, débutants ou déjà confirmés par 2 à 5 ans d'expérience de préférence dans le domaine de la gestion, capables d'allier rigueur, pragmatisme, sens de la négociation et du "service clientèle".

Nous leur proposerons avec nous, de faire franchir à notre chiffre d'affaires le seuil du milliard de francs...

Deux postes sont à pourvoir : 1) Région Rhône Alpes 2) Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1333 (à préciser sur l'enveloppe) à L.T./Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

Transports Internationaux
Adjoint au Directeur des Opérations France
200.000 F/an ±

Filiale en très forte expansion d'un groupe multinational, nous sommes n° 1 en France dans notre créneau. Le collaborateur recherché, **bras droit de notre Directeur Opérationnel**, devra l'assister sur le plan gestion (reporting et études).

Il aura, au départ, un rôle d'analyse et de conseil quant à l'activité des agences de province. Ces responsabilités évolueront rapidement vers un rôle plus opérationnel (mise en place de nouvelles agences) et hiérarchique.

Ce poste basé dans la banlieue Nord Est de Paris conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (30 ans environ) ayant déjà une expérience des divers aspects du transport international acquise en entreprise de transport ou dans l'industrie.

De bonnes bases de gestion, une première approche de la douane, une connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Env. votre CV sous réf. 1193 M à PLEIN CADRE 1, rue Bassano 75116 PARIS chargé de ce recrutement.

PLEIN CADRE

Importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7.500 personnes, nous recherchons le

Responsable du Marketing Stratégique de notre Département Financier



Il se verra confier le **conseil marketing** des responsables du Département Financier, au niveau de leurs orientations, initiatives et objectifs à moyen terme. Il sera chargé du **suivi des différents marchés** ainsi que du **positionnement** de nos produits vis à vis de notre clientèle (entreprises, institutionnels, particuliers).

De formation **HEC, ESSEC, SUP de CO PARIS** (option marketing souhaitée), le cadre que nous recruterons sera âgé de 30 ans minimum ; son expérience, acquise dans une banque ou un groupe financier important, lui aura permis d'acquérir une **solide connaissance des préoccupations financières** des entreprises (haut de bilan), ainsi que des investisseurs. Il saura enfin se montrer sensible aux analyses menées dans un environnement international.

Un élément de valeur pourra se voir proposer à moyen terme **d'intéressantes perspectives d'évolution** vers des fonctions opérationnelles au sein de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction des Carrières du **Crédit Commercial de France** 103, Champs Elysées 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE DE TRAVAUX PUBLICS DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche
en raison de son développement

juriste d'entreprise

maîtrise de Droit Privé ou des Affaires

(adjoint chef du service juridique)

Les responsabilités confiées à ce collaborateur comportant une évolution vers des tâches autonomes nécessitent une certaine expérience en entreprise (3 ans).

Lieu de travail : N.O. PARIS très proche autoroute A 15.

Cabinet Leconte — *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

Pierre Lichau S.A.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS — Réf. 50238

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

WILLIAM SAURIN plats cuisinés

Entreprise leader sur le marché des plats cuisinés, **WILLIAM SAURIN** qui allie **TECHNOLOGIE AGRO-ALIMENTAIRE AVANCEE**, tradition de **QUALITE**, **MARKETING** de pointe, **POLITIQUE HUMAINE** novatrice, vous propose de venir rejoindre ses usines de **LAGNY** (banlieue Est de Paris) et **CHALON S/SAONE** (71).

Vous souhaitez intégrer un Groupe qui vous offre de réelles opportunités d'évolution dans un **ENVIRONNEMENT PORTEUR ET MOBILISATEUR**, nous vous offrons des postes de

CHEFS DE PROJET INGENIERIE

Vous avez une formation d' **INGENIEUR** ECP, ENSAM, IDN ou ENSIA..., une première expérience industrielle d'environ 3 à 5 ans, vous parlez l'Anglais (et peut-être l'Allemand).
Venez nous rejoindre et apporter votre concours au développement et à l'industrialisation de **PRODUITS NOUVEAUX** et de **NOUVELLES TECHNOLOGIES**. Vous serez **RESPONSABLE** de la conception et de la réalisation de projets, activité polyvalente qui implique : • élaboration du cahier des charges, • évaluation de l'enveloppe budgétaire, • négociation technique, • gestion et coordination, • mise en route. Réf. 190M

INGENIEUR DE FABRICATION

*Vous avez une formation d'***INGENIEUR** *ENSIA, AGRO..., 2 à 3 ans d'expérience industrielle* agro-alimentaire ; dépendant directement du Directeur de l'Usine de **LAGNY** (600 personnes), vous prendrez en charge : • la conduite des études concernant les **METHODES** de fabrication *(technique, technologie et organisation) de nos produits actuels et futurs, • et la diminution* des coûts de **NON-QUALITE**. Votre action en liaison avec les Départements de l'Usine, les Départements Ingénierie et Recherche et Développement, vous permettra d'acquérir une bonne connaissance de l'entreprise avant d'**EVOLUER** au sein de la Société vers un poste de **RESPONSABLE OPERATIONNEL**. Réf. 191M

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manus., C.V. et photo) en précisant la référence du poste choisi à LESIEUR/Recrutement Cadres, 122, avenue du Général-Leclerc, 92100 Boulogne.

Pour initier le futur **GROUPE LESIEUR**

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 384.10.65

• Vous êtes **médecin**,
• vous possédez une expérience de la **documentation** (cette expérience ne se limite pas aux recherches bibliographiques effectuées lors de votre thèse),
• vous vous intéressez aux systèmes informatiques documentaires.

Nous sommes un grand laboratoire pharmaceutique et nous pensons que le centre de documentation est un lieu d'échange privilégié entre les praticiens et l'industrie pharmaceutique.

Nous vous proposons le poste de

médecin documentaliste
plein temps

(vous interviendrez dans plusieurs domaines thérapeutiques sur l'ensemble de la chaîne documentaire). Ce poste est promis à une évolution rapide.
Anglais nécessaire.

Adressez lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 8383 à SELEPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT **sélephar**

Valeurs mobilières SICAV, FCP
gestion comptable et administrative

Filiale en pleine expansion du Groupe Compagnie Bancaire recherche des GESTIONNAIRES ADMINISTRATIFS SICAV, FCP, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.

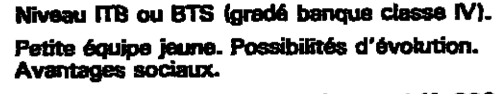
Niveau ITB ou BTS (gradé banque classe IV).

Petite équipe jeune. Possibilités d'évolution. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 309 à M. C. BARJOLIN - COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

CARDIF

MEDIA BA



Aujourd'hui,
chef de publicité senior
Demain,
directeur associé

D'UNE DE NOS FILIALES : PARIS, NANTES, TOULOUSE, STRASBOURG

Notre agence a connu en 8 ans un développement rapide qui fait d'elle un des leaders en France d'un secteur clé de la communication : la publicité de recrutement (*prévisions C.A. 85 consolidé : 105 MF, 45 collaborateurs*).

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons les FUTURS DIRECTEURS ASSOCIES DE NOS *FILIALES PARISIENNES ET REGIONALES*.

Implanter une agence, la développer par une action *intensive de prospection selon des objectifs rigoureux*, tant qualitatifs que quantitatifs (qualité rédactionnelle et *graphique des annonces, conseil média, chiffre d'affaires* et rentabilité), animer une équipe : telle sera votre mission.

Bénéficiant de notre image de marque d'agence de *publicité créative, compétente et impliquée*, d'un appui logistique, financier et technique important, vous agirez en tant que responsable à part entière de l'animation et du développement de « votre affaire ».

Votre rémunération sera à la hauteur de vos capacités professionnelles et de vos ambitions (fixe + commissions + primes sur objectifs).

Si vous êtes âgé de 30 ans minimum, de formation *supérieure commerciale ou littéraire et actuellement* **Chef de publicité senior ou Chef de groupe en agence depuis au moins 5 ans**, vous êtes probablement le **futur Chef d'entreprise** que nous désirons recruter.

Pour saisir cette opportunité, adressez, sous la *référence 3721/LM, votre dossier de candidature en précisant* la ville qui vous intéresse (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) à M. BOUCHE - 6, allée Louise-Labé - 75019 PARIS, qui transmettra.



Une fonction à créer... à Paris

Dans un organisme de rayonnement national, axé sur les vacances enfants, le tourisme social, l'éducatif, le sportif... et réalise 600 MF de CA.

Une fonction qui s'intègre dans la Direction Financière et recouvre : l'élaboration et le suivi des budgets ; l'analyse des prix de revient et des écarts ; les mesures éventuelles de redressement visant à améliorer le rapport qualité/prix et optimiser la rentabilité ; le bilan ; les tableaux de bord en liaison avec les différents responsables de l'entreprise, etc.

Un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion doté de quelques années de pratique ou un contrôleur de gestion qui se serait «fait» en entreprise peut mener à bien cette mission. Il n'a pas moins de 33 ans.

Nous invitons les candidats que ce poste intéresse à adresser leur dossier de candidature s/réf. 420 MEM à : SIFA, 82/84 Bd des Batignolles, 75017 Paris, qui l'examinera confidentiellement.

DESSEIN



les sablières modernes

Solide Groupe de Matériaux de Construction (40 Sociétés - 750 pers. - 420 Mns de C.A.) situé Banlieue Ouest recherche un

chef comptable

rattaché au Directeur de la Comptabilité du Groupe, il sera plus particulièrement chargé, à la tête de son équipe, de la Comptabilité Générale de la société-mère et de filiales - tenue des comptes mensuels, déclarations, bilans et consolidations -.

Respectueux des échéances et des calendriers, il participera à l'informatisation des procédures. Le candidat retenu aura atteint le *niveau DECS et acquis une expérience d'une dizaine d'années en* entreprise ; il aura éventuellement assumé des responsabilités d'encadrement.

Poste évolutif dans le cadre d'un groupe en développement rapide.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 673 à STRUCTURES, 31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

STRUCTURES

BANQUE PRIVEE FRANCAISE - PARIS
en forte expansion,
recherche pour assister
la Direction de ses Services Comptables :

EXPERT COMPTABLE
ou similaire

Expérience professionnelle de 3 à 5 ans.
Perspectives d'avenir à brève échéance pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. 16018 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

Adjoint du P.D.G.

PRODUITS DE BEAUTE ***BANLIEUE NORD-OUEST***

Laboratoires en forte expansion fabriquant des produits de maquillage de renommée internationale (220 personnes, C.A. 90 M dont 30 % à l'export) recherchent un adjoint pour seconder son P.D.G.
Ce poste conviendrait à un cadre expérimenté, âgé de 35 ans environ, de formation E.S.C. (option gestion-finance) ou équivalent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 414 LM à Isabelle ou Daniel LAVAUD

IDL CONSEIL (32) 37.56.82
Le Mesnil Chaudron - 27220 JUMELLES.

IDL

Notre société commercialise en France des produits techniques importés : C.A. 150 MF. Nous offrons à deux jeunes diplômés, basés à Paris mais acceptant de fréquents déplacements, parlant allemand ou anglais, les postes suivants :

Responsable du département Electricité

Il prendra en charge la vente aux industriels et aux grossistes en électricité de : relais, fusibles, prises, câbles spéciaux, automates programmables.
Ce poste pouvant évoluer, de bonnes connaissances en électronique seront appréciées.

Responsable du département Isolation

Il prendra en charge la vente d'isolants thermiques tubulaires, destinés aux marchés du sanitaire, du chauffage, du bricolage. La connaissance de ce type de clientèle sera un plus.

Ecrire à C.E.V.M.I. : 15, avenue Paul Doumer
75016 Paris
à l'attention de Mme Carpiaux en précisant poste 1 ou 2

C.E.V.M.I.

Société de Mécanique
(région parisienne)
Filiale d'un grand Groupe industriel français, recherche

ingénieur
Grandes Ecoles

pour son Laboratoire de Recherche

Etudes et développements de mesures nouvelles, animation d'une équipe de Techniciens.
Connaissances demandées particulièrement en :
- Mécanique des fluides
- Electronique/micro-informatique
- Traitement du signal

Anglais indispensable.
Envoyer C.V. avec photo, s/nº80.591
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris,
qui transmettra.

P.R.B.

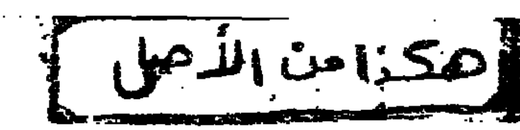
Assistant service CONTENTIEUX

Vous êtes titulaire d'une **maîtrise de droit privé** et vous avez acquis, au sein d'un service contentieux ou d'un cabinet d'avocats, une expérience de 3 ans minimum, notamment en **droit du travail** et en **droit commercial**.

Nous sommes un **important groupe de distribution** basé à Paris et solidement implanté sur toute la France.

Intégré à notre service juridique et contentieux, vous aurez à résoudre des problèmes nombreux et variés grâce à une disponibilité totale et par des **contacts** avec nos directions fonctionnelles et nos établissements de province.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 390 M à l'Agence CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 Paris, qui nous la transmettra en toute confidentialité.



BTS comptabilité

Département financier

Importante Banque Paris 2e, recherche, pour son département financier, des collaborateurs diplômés.

Vous avez le BTS comptabilité, le BP de Banque ou au moins le Bac G2.

Nous vous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, fonds communs de placement, assurances...).

Une expérience préalable de la fonction serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C..V, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3735/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.

MEDIA PA

GROUPE VICTOIRE

JEUNE INGÉNIEUR RODÉ À L'INFORMATIQUE, DEVENEZ UN CHEF DE PROJET COMPLET.

Notre groupe d'assurances a une taille respectable (4 000 MF, 2 100 p.) ; il s'est doté de moyens informatiques conséquents (2 IBM 30XX/MVS, 700 terminaux...) car son objectif est de supprimer la "paperasserie".

Vous rejoignez aux études (Paris-Centre, 40 p.) le responsable du secteur IARD et vous préparez à devenir son bras droit en commençant par vous imposer à une équipe (8 p.) dont la technique est éprouvée.

Ingénieur diplômé ou universitaire, vous avez acquis en trois ans, de préférence dans le tertiaire, de solides compétences techniques : Assembleur, COBOL, CICS, DL1... Cette technicité va asseoir votre crédibilité et vous permettre de devenir ce chef de projet complet capable d'innover sans casser, comme de tranquilliser nos utilisateurs.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4711 LM).

DEVENEZ L'ORGANISATEUR DU RÉSEAU D'AGENCES DE LA C.R.C.A.M. DE L'ILE-DE-FRANCE.

La taille de ce réseau (240 bureaux) comme notre souci de la clientèle nous conduisent à développer des services à la pointe des techniques.

Maître-d'œuvre, au sein de notre Direction Informatique et Organisation (Paris), pour les développements d'un système comportant déjà en agences 900 postes de travail et 180 GAB, vous êtes l'artisan de son évolution, développez la messagerie et vivez l'arrivée de la banque à domicile.

De formation supérieure, vous avez acquis à 28/32 ans, dans la banque ou chez un conseil, une solide expérience des réseaux bancaires et la pratique du bon usage des moyens informatiques les plus modernes. Avec une petite équipe, venez donner libre cours à votre créativité dans la recherche d'un service toujours accru et de l'optimisation des moyens.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4707 LM), à **"Carrières de l'informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE · 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

LAUSANNE SUISSE

Un des leaders mondiaux de la fabrication des encres d'imprimerie engage

DOCTEUR INGENIEUR CHIMISTE

NOUS OFFRONS :
Une fonction de responsable d'un laboratoire de R & D.
Une formation à la technologie des encres d'imprimerie.
Une rémunération motivante, des possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

NOUS DEMANDONS :
Une spécialisation dans le domaine des POLYMERES, un goût prononcé pour la compétition industrielle, un esprit dynamique et créatif, une bonne connaissance des langues anglaise et allemande.

SICPA

Envoyer C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel, SICPA S.A. - B.P. 506 - 74105 ANNEMASSE

CONTESSE

BANQUE

fonction inspection/contrôle

Le développement de son réseau conduit une importante Banque française à renforcer ses structures d'Inspection et de Contrôle, en France et à l'Etranger.

Une formation comptable et une solide expérience (*mini. 5 ans*) de toutes opérations de banque sont nécessaires ; le niveau ITB sera un atout apprécié.

Rémunération élevée et nombreux avantages liés tant aux missions qu'à l'expatriation.

Adresser lettre de candidature
sous réf. 5212/S - M. PONTHIEUX
4, Square Auguste Renoir
75014 PARIS (*qui transmettra*)

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE Val-d'Oise, Yvelines recherche

CHEF SERVICE FINANCIER

Niveau Bac + 4, Maîtrise Sciences Eco, École de Commerce, DECS ou équivalent 35 ans minimum.
Expérience professionnelle dans Société (s) à établissements multiples.
Le candidat retenu sera responsable de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique et de la paie.
Il participera à l'élaboration et au suivi de l'exécution des budgets des différents établissements.
Le poste est à pourvoir très rapidement. Env. lettre man., C.V., photo et prét. sous réf. CSF Service du Personnel 21, av. de Paris, 78011 Versailles.

Importante société de construction et de gestion de logements basée en Ile-de-France, recherche pour sa direction des gérances un

CONTRÔLEUR INTERNE

Vous êtes diplômé d'une ESC option finances comptabilité ou d'une maîtrise de gestion depuis 4/5 ans.

Vous avez une première expérience réussie en cabinet ou en entreprise dans le domaine de l'audit, de l'organisation, du conseil dans les domaines financiers et budgétaires.

La connaissance de la gestion immobilière serait un plus.

Après une formation aux procédures de fonctionnement internes, vous aurez ensuite les missions de contrôler ces procédures, de révéler les disfonctionnements et d'apporter des propositions d'amélioration, de faire remonter l'information et de participer à une réflexion sur le meilleur système de fonctionnement à terme.

Développement de carrière à terme de 3 ans. Poste basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1252 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris, qui transmettra.

---

*Au sein du **G.I.A.T.** (Groupement Industriel des Armements Terrestres), **l'AMX-APX** (1 700 personnes) étudie des systèmes d'armes complexes et en assure la maîtrise d'œuvre en faisant appel aux technologies les plus pointues.*

Vous êtes :

INGENIEUR MECANICIEN

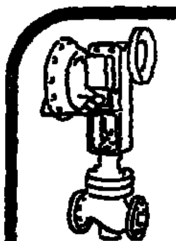
*spécialiste en **ACOUSTIQUE** et **VIBRATIONS INDUSTRIELLES**.*
Nous vous proposons de développer cette activité et d'évoluer rapidement vers la responsabilité de plusieurs petits laboratoires :
- *Gestion des moyens d'essais en environnement.*
- *Gestion des moyens de laboratoire, (physique, physico-chimie, analyse chimique.*
- *Investissements.*
- *Encadrement des équipes de spécialistes.*

Des connaissances en métallurgie et en informatique seront appréciées. Vous êtes apprécié pour votre dynamisme, vos qualités d'organisation et votre sens des relations humaines.

Adressez-nous votre candidature (C.V., photo, prétentions) s/réf. M-1
***AMX-APX** - Service du Personnel*
Route de la Minière - SATORY - RP 1342
78013 VERSAILLES Cedex.
l'avenir technologique au quotidien



Pierre Lichau S.A.



Masoneilan

Spécialiste mondial des Vannes de Régulation recherche pour ses Services Ventes

jeune cadre technico-commercial

Après une période de formation à nos produits, il sera responsable, pour un secteur donné :
- du développement et du suivi des contacts et des relations avec nos clients à Paris et en Province
- de l'établissement des offres techniques et de leur suivi à tous les niveaux.

Il aura une solide formation technique, de préférence dans le domaine de la mécanique, sanctionnée par un diplôme.

Une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente des biens d'équipement industriels est nécessaire.

L'ANGLAIS LU, ECRIT, PARLE D'UNE FAÇON COURANTE EST INDISPENSABLE POUR CE POSTE.

Le lieu de travail est à Neuilly-sur-Seine.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à Madame ABOULKER
MASONEILAN
107, avenue Charles de Gaulle
92521 NEUILLY CEDEX

LEVY-TOURNAY/ABSCONS



Si vous avez une formation supérieure (MIAGE diplôme d'ingénieur ou équivalent) une expérience d'environ 3 ans, **LA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE D'UN IMPORTANT ORGANISME DU SECTEUR TERTIAIRE**, vous propose de vous associer à l'une de ses équipes de projets (**TELETRAITEMENT BUREAUTIQUE**).

Centre équipé IBM 3081, MVS, 8100.

Réseau télétraitement national.

Lieu de travail : **St-Quentin en Yvelines (78)**.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV et photo sous réf. 15911 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PRESSE
spécialisée en droit fiscal et social

recherche pour

RÉDACTION SOCIALE

JEUNES JURISTES

postes de rédacteurs (trices)

Niveau minimum : maîtrise de droit

Adresser lettre manuscrite motivée et CV à Cabinet Hertz 34, rue de l'Arcade, 75008 Paris, sous réf. 8.357.

STÉ D'INGÉNIERIE
recherche

SON FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

Lieu de travail PARIS 11e

FONCTION :
- Participera à la mise en place par un cabinet extérieur du système de contrôle de gestion et d'audit et du suivi des affaires. Devrait par la suite prendre la responsabilité du contrôle de gestion.
- Il devra en particulier obtenir et contrôler dans les unités décentralisées (France), les informations périodiques fournies au sujet : prix de revient, travaux en cours, achats

PROFIL :
- Ingénieur ou cadre mécanique ayant déjà une expérience technique de terrain. Ouvert aux problèmes comptables et de gestion.

Env. CV détaillé accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à no 8.933 PUBLIFOP 29, rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra.

Organisme de formation cherche professeurs d'anglais pour départ. 75, 93, 94. T. 226-52-30.

CHATELET FORMATION
INSTITUT SUPÉRIEUR INFORMATIQUE APPLIQUÉE

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Possib. stage en entreprise
PRÊT BANCAIRE POUR ÉTUDES A TAUX RÉDUITS
98, r. de Rivoli-4e, 887-82-23

Métro, R.E.R. CHATELET.

VILLE DE NOISY-LE-GRAND

45.000 HABITANTS
Seine-Saint-Denis

VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLÉE

RECRUTE :
un SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
un BIBLIOTHÉCAIRE 2e catégorie

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
Mme le Maire
secrétariat général
93160 NOISY-LE-GRAND.

Clinique importante banlieue Nord-Est faisant partie d'un groupe en expansion recherche

SURVEILLANTE GÉNÉRALE

Salaire motivant
Tél. : 834-82-22.

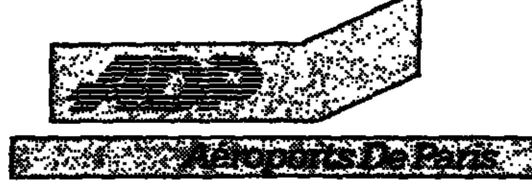
SCII
Informatique

recherche

Dans le cadre de son expansion et pour la conception et le développement d'importants projets de Télécommunications et d'Informatique Industrielle, des candidatures d'Ingénieurs ou d'Universitaires Diplômés en Informatique, Automatique ou Mathématiques justifiant d'expérience dans les systèmes Temps Réels.

La connaissance du VAX et de moniteurs de type RMX 286 serait appréciée.

Envoyer C.V. à l'attention de M. MERED, S.C.I.I., 83, rue Michel-Ange, 75016 PARIS ou téléphoner au : (1) 743-07-01.



Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports.

recherche H/F

RESPONSABLE

de la gestion prévisionnelle

Le candidat devra à partir d'une connaissance approfondie des techniques de gestion du personnel, avoir développé des qualités de réflexion, d'animation et de communication directement appliquées à la gestion prévisionnelle des emplois et des ressources humaines. Il aura pour mission principale la définition et la mise en place d'un système de gestion prévisionnelle adapté à la dimension et aux particularités de l'entreprise.

Adresser lettre et CV à Monsieur MARTIN
291 boulevard Raspail - 75014 PARIS

IMPORTANT GROUPE FINANCIER PRIVÉ
PARIS 8e

souhaite accueillir dans son département CONTENTIEUX

Gestionnaire de recouvrement

HF

IUT (CJJ) ou licence Droit

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 83344
JONCTION 36, boulevard Haussmann
75009 PARIS qui transmettra.

BIMP

renforce son équipe de gestionnaires de portefeuilles. Elle recherche un

ANALYSTE FINANCIER

CONFIRME (H/F) - DIPLOME S.F.A.F.

Il(elle) justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans dans une grande banque, une compagnie d'assurance ou chez un agent de change.
Possibilité d'évolution de carrière.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum-vitae sont à adresser à la Direction du Personnel de la B.I.M.P.
22, rue Pasquier - 75008 PARIS.

CONTESSE

---

secrétaires

HOLDING GROUPE DE COMMUNICATION
PARIS

recherche, pour travailler dans petite équipe au niveau de sa Direction,

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Excellente technicienne (niveau BTS avec exp.), présentation irréprochable, bon bagage culturel, autorité, aisance et contact facile sont des qualités indispensables.

Une première expérience au niveau d'une Direction du Marketing ou dans la Presse serait appréciée.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Les dossiers de candidature (lettre man., C.V., photo et prét.) sont à adresser à RÉGIE-PRESSE, s/no 312.155 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 PARIS CEDEX 07, q. tr.

Petite agence Conseil en publicité quartier HALLES rech. pour poste MI-TEMPS MATIN SECRÉTAIRE ASSISTANTE
Période 6 mois
Frappe importante
Rapports anglais souhaités
Env. C.V. ss no 1354 sur enveloppe à LT ASSOCOM 31, bd de Bonne-Nouvelle, 2e, qui transmettra.

occasions

URGENT

Recherche pièces Mercedes 280 SE 1978, capot, aile avt g., radiateur, face avt, phare g., pare-choc.

Tél. : 781-68-68.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

CONSULTANT (H ou F)

PARIS
Ressources Humaines

Aider les entreprises à réfléchir à leurs structures et à leur évolution dans le domaine des ressources humaines. C'est ainsi que G.H.R. Conseils conçoit ses interventions en matière de recherche de cadres et équipes dirigeantes (par annonce ou approche directe) pour des entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs variés. Une progression constante, depuis bientôt dix ans, témoin de la confiance que lui accorde sa clientèle, rend nécessaire l'intégration d'un nouveau CONSULTANT, pour lui confier des missions complètes de recherche, d'évaluation et sélection de cadres et participer aux actions commerciales du Cabinet. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, possèdera impérativement plusieurs années d'une expérience professionnelle impliquant analyse de structures, conseil en gestion de carrières et pratique de l'entretien, acquise en entreprise et/ou en Cabinet.
Adresser lettre de candidature manuscrite, c.v. et photo s/réf. 791/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
M. Jacques BLIN étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

AFCOREM

PREVOYANCE COLLECTIVE

RESPONSABLES COMMERCIAUX

NOUS : • nous concevons des régimes de prévoyance de qualité
• notre réseau commercial est performant
• nous recrutons deux chargés de clientèle pour diffuser nos produits de prévoyance collective auprès de Sociétés Commerciales importantes et diversifiées.

VOUS : • vous possédez une formation supérieure de type HEC ou ESSEC.
• accrocheur et persévérant, vous avez le goût du contact.

REJOIGNEZ UN GRAND DE LA PREVOYANCE
Adressez lettre de candidature manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous réf. 508 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

DEMAIN

Le Monde
Emplois Cadres
L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI
CHAQUE MERCREDI
PRIX : 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ________ Prénom ________

Adresse ________

Code postal ________ Ville ________

Nombre d'exemplaires ________ × 7 F (frais de port inclus) ________

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe) Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (G 26)
3, rue de Montyon
75429 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (grat.) sur la revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES (C 16)
B.P. 402 – 75009 PARIS.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger, demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
B.P. 402 – 75009 PARIS.

travail à domicile

Secrétaires taperaient tous travaux universitaires.
T. HB 329-21-40 poste 311.

formation professionnelle

IF
ENSEMBLE PRÉPARONS VOTRE AVENIR
devenez
ANALYSTE-PROGRAMMEUR INFORMATICIEN
formé aux métiers nouveaux de l'informatique
Stage de haut niveau sur IBM 3083 : 5 mois
Rapides ouvertures d'emploi. Financement 100%
Institut de Formation INNOVACO
91, rue du Fg-St-Honoré - 75008 Paris
(1) 266.90.75

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR
en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros système IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON
Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique
ciefpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22
Mo Arcueil-Cachan - 10' des Halles
FRANCACIP

VOTRE CARRIERE EN TECHNIQUE DE POINTE
Formation Professionnelle
d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Chefs de projet ou
COORDONNATEURS de MAINTENANCE INDUSTRIELLE
Pour tout renseignement (Inscription, crédit, placement...) contactez
ACILOG
Assistance et conseil International en logiciel
38, rue de Bassano 75008 PARIS M George V
Tél. : 723.55.18

RECONVERSION AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES
Informatique – Bureautique
COURS DU JOUR ET DU SOIR
T. 205-24-63 – 241-83-83.

DEA EN URBANISME ET PRATIQUE DE L'ESPACE
organisé par l'Institut d'urbanisme de l'académie de Paris (Paris-8e), l'École nationale des ponts et chaussées, l'École nationale des travaux publics. Tél. Paris-8e, Mme Meira, 821-63-64, poste 1399 ou ENPC, Mme GUINARD, 260-34-13, poste 1150.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Urgent sous argus 31.500 F. Ford Fiesta SF-85, 15 000 km. TB état. Ap. 18 h tél. 969-01-89.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ingénieur Centrale Lyon 29 ans, 3 ans d'exp. SSII en rég. parisienne. Ch. emploi à l'étranger. Exp. Afrique noire, disp. après préavis 3 mois.
Ecrire à Régie Presse sous/nº 312.006 M. 7, r. de Monttessuy 75332 Paris Cedex 07 q. tr.

SECRÉTAIRE DU PRÉSIDENT
Bilingue anglais. Sténo. Excel. présentation et expérience.
Ecr. s/nº 312.190 M à REGIE PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 PARIS.

INGÉNIEUR GÉNIE BIOLOGIQUE
Expérience : recherche et DVPT Agro-alimentaire ; microbiologie. Fermentation. Cherche poste région parisienne.
Tél. (6) 064-86-47.

Jne F. 20 ans CAP + BAC comptabilité (notions informatique + stage en entreprise) Rech. emploi comptabilité.
Tél. : 942-76-21.

MISSIONS OU EXPATRIATION
H. 34 ans, maîtr. droit, DES Développement, cert. ét. int., IAE, angl., exp. 6 ans Afrique noire, coop. tech. française (dont 4 ans cons. tech. au min. du com. ext. Niger). conn. Californie, étudie ttes propositions France, étranger ou impliquant mobilité.
Ecr. s/nº 7.774 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cherche commerce et industrie J.F. 20 a. *Diplômée* CCI Paris-Londres. BTS comm. internat. trilingue ang., all. connais. secrét. et bureautique ch. poste de service import-export Paris-banlieue. Libre de suite.
T. 332-30-96 Mlle Noel F.
19, rue A.-Renoir 93220 GAGNY.

AGENT DE MAITRISE D'ENTRETIEN. 21 ans d'expérience, recherche emploi stable, banlieue nord ou limitrophe. Connaissances : hydraulique, pneumatique, vapeur, régulation. Téléphone : 028-32-82.

J.F. 19 ans, CAP et BEP secrétariat cherche emploi stable. Libre à partir sept. Téléphone : 990-03-90.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
15 ans expérience de cabinet audit et gdes entreprises ayant installé syst. informatique trilingue anglais, allemand, offre collab. à entrep. dynamique.
Ecr. s/nº 7.751 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire 18 ans exp. cabinet médical ch. emploi déplacements acceptés.
Ecr. s/nº 2.958 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. ESC, adj. direction personnel. Ch. poste évolutif
Ecr. s/nº 2.818 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. méd. thèse 33 ans, bilingue anglais. AEA toxico. pharmaco. cliniques, sérieuse formation en micro-informatique (six mois) cherche emploi en rapport.
Ecr. s/nº 2962 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fiscaliste 35 ans, 7 ans expérience professionnelle. Rech. emploi dans organismes professionnels, financiers ou bancaires. Préf. Pays de loire.
Ecrire Maison PA nº 13.076
6, rue Nationale, 72000 Le Mans.

CADRE SUP. BANQUE CL. VIII Formation universitaire. Étud. propos. pour poste en Exploitation ou Crédit. Région S.-O. ou S.-E.
Ecrire sous nº 312.213 M REGIE PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

Ingénieur 40 a., univ. angl. quadrilingue, 10 a. marketing et commerce international, 4 ans doc. technique et rel. publ. indust., connais. informat. mécan., élect., ch. poste stable à Paris.
Tél. 373-67-26.

Secrétaire, 11 ans expérience, BTS, angl. Traitement texte, cherche poste temps partiel.
Tél. : 016-21-34.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

JUSSIEU, RARE
2 pces, coin cuis., s. de bns, w.-c., à rafraîchir. Except. 250.000 F. 252-01-82.

VAL-DE-GRACE 2P. TT CFT calme clair Px 400.000 F. 325-97-16.

6e arrdt

SEINE, BEAUX-ARTS
Téléphone : 703-32-31
85 m². GDE TERRASSE.

7e arrdt

VANNEAU
2 PIÈCES cuis., DCHE, 38 m² GARBI - 567-22-88.

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER
Imm. restauré, appts neufs, 3 p., 2 p., studios, 556-14-18.

13e arrdt

RUE DE TOLBIAC
Ancien atelier à aménager en r.d.c. s/cour clair et calme. Prêt conventionné possib. 329-58-65.

14e arrdt

Rue DIDOT, 2 pces, entrée, cuis., w.-c., bon imm., 2e ét., calme, clair. 260.000 F. Téléphone : 327-55-44.

ALÉSIA
STUDIO cuis., entrée, douche, w.-c., 320 000 F, 589-49-34.

15e arrdt

RUE DU COMMERCE
Idéal pied à terre, 2/3 P. 5e ét., asc., soleil. 900.000 F. CORTAMBERT 575-80-84.

16e arrdt

JASMIN
Gde récept., 2 chbres, balcon, ét. élevé, imm. stand, park. Ag. BRANCION. 575-73-94.

17e arrdt

R. ÉPINETTES 2 p., 3e ét. rue et cour. Imm. propre, soleil, 190 000 F, 527-61-59 matin.

18e arrdt

Métro LAMARCK
Beau 4 P., tt cft, 4e ét. sur rue, chf. central, asc., tapis escalier. 950.000 F.
Téléphone : 255-86-18.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
MAISON AVEC JARDIN
Très belle réception + 4-5 chbres, 190 m², 2 200 000. EMBASSY 562-16-40.

94 Val-de-Marne

VILLEJUIF
RESIDENCE RÉCENTE 3 P.
2 chbres TT CFT, BALC.
Parking couvert 3e ét. SUD
PX 350.000 F. 588-31-51.

Province

OUISTREHAM (14) près plage BEL APPT duplex 3 p. tt cft + grenier amén., sol., 350 000 F. Pptaire, 705-45-55.

appartements achats

RECHERCHE 1, 2, 3 PCES
même à rénover. 252-01-82.

Sté BARDOT. Tél. 705-46-65
98 bis, bd Latour-Maubourg 7e rech. urgt GDS APPTS dans imm. qual. pr. clients motivés.

AGENCE LITTRE
Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quart. résidentiels. Paiement compt. chez notaire.
Tél. : 544-44-45.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. : 873-20-67 même le soir.

immeubles

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, 15e. 566-00-75. Recherche pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m² dans 15e et 7e arrdts.

locations non meublées offres

Région parisienne

CHANTILLY
dans TRÈS AGRÉABLE CADRE DE VERDURE
Résidence MODERNE

STUDIO	2.100 F+ch.
2 PCES	2.800 F+ch.
3 PCES	3.250 F+ch.
3 PCES	3.659 F+ch.
4 PCES	5.000 F+ch.
5 PCES	5.950 F+ch.

avec cave et parking.

Tél. matin Ségéco : 522-69-92 ou s/place voir gardien
21 BIS, AVENUE AUMONT.

locations non meublées demandes

Paris

Pour loger dirigeants et personnel mutés IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE recherche divers appts 2 à 8 p., studios, villas, Paris et environs. 504-04-45.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. T. (1) 889-89-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE
Rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère, APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. SERVICE ACCUEIL. Tél. : 256-28-16.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing. 4 p. et plus. 285-11-08.

domaines

URGT à vdre cse santé dom. de chasse, exceptionnel, 100 ha Normandie. Ecrire Agence Havas 14000 Caen, nº 9 784.

terrains

Terrains viabilisés près rivière et bois au lotissement de Villebon, à 1 h 30 de Paris. Mairie d'ALLUYRES, 37 47-25-09.

viagers

LIBRE DANS 7 ANS
Trocadéro, superbe 265 m² Sur Seine. 2.500.000 + 9.000. 78 ans. Lapous. 554-28-66.

LAPOUS 554-28-66
SPÉCIALISTE VIAGER
354, rue Lecourbe, PARIS-15e.

12e PLACE D'ALIGRE
Imm. récent, bel appt. 3 p., tt cft, balcons. 180.000 + rente 2.700. Occupé F. 75 ans. LODEL - 355-00-44.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE fondé en 1876,
5, rue Greffulhe, 75008 PARIS.
Téléphone : 16 (1) 266-45-40.

bureaux

Locations

GARE DE LYON
Location courte durée, burx entièr. meublés dans imm. indép. Direct. pptaire 329-58-65.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
(sans frais honoraires)
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLES
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS
SHOW-ROOM
SECRÉTARIAT-TÉLEX.
TÉL. : (1) 727-15-69.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
Bureaux, secrétariat, télex.
CONSTITUTION STÉ
Prix compétitifs, délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +.

7e HOTEL PARTIC. XVIIIe Locaux professionnels à louer 1 200 m² environ + jardin. BELLEROCHE 504-49-13.

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 359-77-55

locaux commerciaux

Ventes

Vd ou loue 93100 400 m², 1er ét., burx, atel. + 4 p. + 50 m² terr. 387-98-37 ou 87-14.

Locations

LOUE 1.200 m² EN 2 ÉT. + 1.000 m² BRX ET PARK. 75020. Tél. : 370-35-48 ou 387-98-37.

économie

REPÈRES

Dollar : vif repli à 8,75 F

Sur des marchés des changes toujours nerveux, le dollar a fléchi assez sensiblement mardi 17 septembre, revenant de 8,88 F à 8,75 F environ et de 2,91 DM à 2,87 DM. Manifestement, les milieux financiers internationaux sont déçus par les indications en provenance des Etats-Unis qui traduisent les incertitudes sur l'état de l'économie américaine et le rythme de sa croissance. Ainsi, le taux d'utilisation des capacités industrielles n'a que faiblement augmenté en août (80,5 %, contre 80,4 % en juillet, 80,6 % en juin et en mai, ces trois derniers chiffres ayant même été révisés en baisse). Maintenant, les opérateurs attendent, pour la fin de la semaine, l'« estimation avancée » de la croissance du PNB américain pour le troisième trimestre, que certains voyaient, il y a huit jours, à 3,5 % et que, maintenant, on situe plutôt à 2,5 %, sans compter les révisions ultérieures, désormais habituelles.

Banques américaines : quatre-vingts fermetures depuis le début de l'année

Le rythme annuel des défaillances de banques aux Etats-Unis, calculé depuis la fin de la grande dépression de 1929-1933, et établi à soixante-dix-neuf établissements en moyenne, a été dépassé cette semaine. En effet, la faillite d'une petite banque de Roswell, au Nouveau-Mexique, a porté à quatre-vingts le nombre des fermetures bancaires intervenues depuis le début de cette année, indique l'Agence fédérale chargée d'assurer les dépôts. Selon M. William Isaac, président de la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), cette faillite ne sera certainement pas la dernière, et elle devrait être suivie par une vingtaine d'autres d'ici à la fin de 1985. Cette série noire devrait se poursuivre au même rythme en 1986, a ajouté M. Isaac, qui s'attend qu'une centaine de banques seront contraintes de fermer leurs guichets l'année prochaine.

Balance des paiements courants : les Etats-Unis débiteurs net

Le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis s'est creusé de 4,9 % d'avril à juin, atteignant 31,8 milliards de dollars. Ce résultat confirme que les Etats-Unis sont devenus, pour la première fois depuis 1914, débiteurs net à l'égard du reste du monde — leurs dettes envers l'étranger ayant dépassé leurs créances (*le Monde* du 7 mai). Ce résultat est la conséquence de la combinaison de mauvais résultats commerciaux (35 milliards de déficits au second trimestre), qui n'ont été que partiellement compensés par une légère amélioration des excédents au titre des échanges de services et des investissements à l'étranger. Les experts estiment que le déficit des comptes courants s'élèvera, pour l'ensemble de l'année, à environ 120 milliards de dollars, contre 101,5 milliards en 1984.

Grande-Bretagne : emprunt international de 2,5 milliards de dollars

La Grande-Bretagne a lancé un emprunt international de 2,5 milliards de dollars (un peu plus de 22 milliards de francs), destiné à renforcer ses réserves de devises, qui ont fortement diminué depuis 1979, tombant de 18 à 7,5 milliards de dollars (de 160 milliards de francs à 66 milliards de francs). Cet emprunt, dont le taux sera indexé sur celui de l'eurodollar à trois mois sur la place de Londres, est le plus gros de ce genre jamais lancé dans le monde, après celui de la CEE (1,8 milliard de dollars en mai dernier), et celui de la Suède (1,2 milliard de dollars en janvier 1983). C'est la première fois que la Grande-Bretagne utilise cette formule d'emprunt à taux variable, dont le succès a été très vif, au point que son montant a été relevé de 2 milliards à 2 milliards et demi de dollars pour satisfaire la demande. Selon les milieux financiers, l'opération pourrait préparer une entrée de la livre sterling dans le Système monétaire européen, ce que le gouvernement britannique dément, assurant qu'elle n'a pour objet que de prendre une assurance contre les turbulences des marchés des changes.

PTT : le personnel et les titulaires de CCP pourront bénéficier de prêts Sofinco

Aux termes d'une convention signée entre la banque Sofinco, second établissement de crédit à la consommation (après le groupe Cetelem-Cofica), et le ministère des postes et télécommunications, les personnels titulaires des PTT, domiciliant leurs traitements sur les CCP (comptes chèques postaux), pourront bénéficier dorénavant de prêts personnels permanents octroyés par Sofinco sur ses ressources propres. L'autre volet de l'accord conclu prévoit l'octroi de prêts bancaires pour l'ensemble des titulaires de CCP — et non plus pour les seuls personnels de cette administration. Une expérience de distribution de cette catégorie de prêts — une activité financière nouvelle pour les PTT — sera menée dès la mi-octobre dans deux régions (le Nord et la Normandie), pour être étendue, éventuellement, par la suite aux quelque dix-huit mille guichets nationaux de la poste.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,7890	8,7920	+ 100	+ 115	+ 190	+ 220	+ 490	+ 590
$ can.	6,3864	6,3909	+ 26	+ 46	+ 45	+ 81	– 31	+ 126
Yen (100)	3,6408	3,6444	+ 96	+ 105	+ 189	+ 207	+ 578	+ 627
DM	3,0475	3,0496	+ 131	+ 140	+ 256	+ 272	+ 745	+ 792
Florin	2,7110	2,7127	+ 85	+ 93	+ 165	+ 178	+ 500	+ 541
F.B. (100)	15,0832	15,0936	+ 94	+ 146	+ 145	+ 235	+ 98	+ 389
F.S.	3,6918	3,6946	+ 156	+ 172	+ 303	+ 326	+ 873	+ 940
L (1 000)	4,5521	4,5560	– 142	– 99	– 259	– 209	– 783	– 688
£	11,7685	11,7813	– 200	– 163	– 389	– 323	– 935	– 758

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 7/16	8 9/16
DM	4 1/8	4 3/8	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 9/16	4 11/16
Florin	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 13/16	5 15/16
F.B. (100)	8	9	8 3/4	9	8 7/8	9 1/8	9 1/2	9 3/4
F.S.	1	2	4 7/16	4 9/16	4 1/2	4 5/8	4 11/16	4 13/16
L (1 000)	10 3/4	12 3/4	11 7/8	12 7/8	12	12 7/8	12 7/8	13 3/8
£	11 1/4	11 1/2	11 1/2	11 5/8	11 7/16	11 9/16	11 3/8	11 1/2
F. franç.	9 3/8	9 7/8	9 5/8	10 1/8	9 5/8	10 1/8	10 1/2	11

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

La Coopérative du Nord-Pas-de-Calais est mise en règlement judiciaire

Le tribunal de commerce de Lille a prononcé, le lundi 16 septembre, la mise en règlement judiciaire de la Coopérative régionale du Nord. Cette décision, qui devrait être complétée ce mardi par une autorisation de poursuite de l'exploitation, intervient alors que la coopérative avait obtenu, le 26 juillet, une mesure de suspension provisoire de poursuites pour trois mois.

Il est apparu, en fait, au conseil d'administration de la société et au curateur nommé en juillet par le tribunal de commerce qu'il n'était pas possible d'éviter le dépôt de bilan. Celui-ci, décidé vendredi dernier par le conseil d'administration, est devenu effectif lundi.

La Coopérative régionale du Nord emploie quatre mille six cent cinquante personnes et compte un peu plus de huit cents points de vente dans le Nord-Pas-de-Calais. Selon certaines informations, deux mille emplois pourraient être supprimés.

Autrefois fleuron de l'économie sociale, le mouvement coopératif s'effondre et vient ajouter aux coupes claires dans l'emploi que connaît la région, déjà gravement touchée dans ses grandes structures industrielles.

De notre correspondant

Lille. — Le mouvement coopératif a une longue histoire dans le Nord-Pas-de-Calais. La première coopérative de consommation y voyait le jour dans les dernières décennies du siècle dernier, à Roubaix puis à Lille. Cette histoire est celle de toute une organisation du mouvement ouvrier, celle aussi d'un développement considérable (dans la région cinq cent mille familles étaient recensées comme adhérant au mouvement coopératif il y a encore deux ans), celle enfin d'une force n'ayant pas su s'adapter à temps aux formes de la distribution moderne. Ainsi ce mouvement s'est-il retrouvé à l'heure des hyper et des supermarchés avec des structures coûteuses et inadaptées.

« Un réseau de vente composé de petits magasins, axé essentiellement sur le service de proximité, l'expansion vers les grandes et moyennes surfaces ayant été tardive et lente ; des structures centrales lourdes et coûteuses avec multiplicité de sièges sociaux, de services administratifs et comptables, et un trop grand nombre d'entrepôts, cela conduisait les coopératives du Nord à une situation difficile : recul de l'activité, pertes d'exploitation, détérioration de l'image... » C'était le diagnostic que dressaient eux-mêmes, en 1984, les responsables du mouvement coopératif après les sérieuses difficultés auxquelles ils avaient dû faire face l'année précédente.

Avec l'appui de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, ils mettaient en place un vaste plan de restructuration : regroupement à partir du 1er janvier 1985 au sein de la Coopérative régionale du Nord de trois des quatres sociétés jusque-là juridiquement indépendantes (1), suppression de quatre entrepôts sur neuf, spécialisation de cinq autres, suppression de près de six cents emplois... La nouvelle coopérative régionale ainsi constituée représentait un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs. Elle devait devenir le premier réseau de magasins du Nord-Pas-de-Calais avec ses mille points de vente. Ce devait être sa force... En fait, c'était sa faiblesse en raison de l'importance des frais fixes et des charges de fonctionnement que pouvaient représenter de telles surfaces, à peine rentables pour certaines d'entre elles : un quart du chiffre d'affaires était réalisé dans quatorze (les grandes surfaces) des mille points de vente.

Liées au mouvement ouvrier, les coopératives n'ont pas su adapter leurs structures surannées à l'ère des hypermarchés.

Le plan de relance accompagné pourtant d'un sérieux effort de promotion ne pouvait suffire à redresser la barre. D'autant qu'il se voyait, cet été, privé du soutien des organismes coopératifs nationaux en butte eux-mêmes à de graves difficultés. Cette situation conduisait, en juillet, la centrale nationale d'achat à suspendre ses livraisons, aggravant ainsi la situation.

Celle-ci appelle aujourd'hui des solutions d'urgence : 150 millions de francs de pertes en 1983, autant en 1984 et, pour cette année, 15 millions de pertes chaque mois. Les organisations syndicales, en désaccord entre elles, se retrouvent cependant pour dénoncer *« toute mesure de démantèlement »*. Elles craignent en effet notamment la vente des trois hypermarchés que gère la Coopérative régionale du Nord, à Liévin, à Denain et à Saint-Pol-sur-Mer (*« Ils sont une source importante de chiffre d'affaires ; sans eux le groupe coopératif nordiste n'est pas viable »*, explique la CGT), et redoutent la suppression de plusieurs entrepôts et de la moitié des huit cents commerces de proximité ; ce qui pourrait entraîner la suppression de deux mille emplois.

« Aucune décision n'est prise pour le moment », affirme l'un des administrateurs nommés par le tribunal de commerce tout en reconnaissant qu'il faut aller vite car se pose dès maintenant un problème de financement pour la poursuite immédiate de l'activité. Des contacts ont déjà été pris avec les pouvoirs publics, la région, le mouvement coopératif national. Tous les partenaires auront à prendre en compte la question de l'emploi des salariés mais aussi celui des consommateurs, notamment dans les quartiers et les zones rurales où la Coop est souvent le dernier point d'activité commerciale.

JEAN-RENÉ LORE.

(1) La quatrième société, la Coopérative centrale du pays minier, devait rejoindre la Coopérative régionale le 1er janvier prochain. Elle a déposé son bilan le 5 septembre. Elle emploie cinq cent neuf salariés.

CONJONCTURE

Les ultimes arbitrages du projet de budget 1986

Le projet de budget pour 1986 qui sera soumis mercredi 18 septembre au conseil des ministres prévoit 1 035 milliards de francs de dépenses, soit une progression de 3,9 % par rapport aux dépenses prévues l'année dernière à la même époque dans le projet de budget 1985.

Les crédits de fonctionnement (essentiellement constitués par les traitements des fonctionnaires) progressent de 5,6 % en valeur et atteindront 456 milliards de francs. Les postes de la fonction publique diminueront de 3 900 l'année prochaine et même de 4 160 si l'on tient compte des emplois à la périphérie de la fonction publique.

Les crédits d'intervention stagnent presque (+ 0,3 %) et atteignent 322 milliards de francs. Le ministère de l'industrie voit ses crédits baisser de 26 %. Quant aux dépenses d'équipement, elles régressent très nettement : de 5 % en crédit de paiement et de 15 % en autorisation de programme.

Les intérêts de la dette publique atteindront 95 milliards de francs, en progression de 13 % sur cette année, le gouvernement tablant sur un dollar à 8,50 F en moyenne et sur des taux d'intérêt de 7,50 % à court terme, et de 9,50 % à long terme.

Côté recettes, outre la baisse de 3 % de l'impôt sur le revenu qui bénéficiera à tous les contribuables et la réduction de 50 % à 45 % de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués, une taxe sur le fuel lourd et le gaz industriel rapportera 1,9 milliard de francs en année pleine à l'Etat. Le prélèvement de 1985 sur les bénéfices des sociétés pétrolières sera reconduit.

Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu seront relevées de 5,6 %. Une bonne nouvelle l'emprunt obligatoire de juin 1983 sera remboursé par anticipation, très probablement dès janvier 1986. Les tranches du barème de l'impôt sur les grandes fortunes seront également relevées mais d'un pourcentage inférieur à l'inflation ; le taux supérieur de ce barème (2 %) sera maintenu.

L'Etat économisera d'autre part une douzaine de milliards de francs en reportant sur la Sécurité sociale et la Caisse de retraite des agents des collectivités locales des charges qu'il assumait jusqu'à présent.

Quand l'Etat cherche à faire des économies

Une lettre du président de la Caisse de retraite des agents des collectivités locales

L'information donnée dans nos colonnes (*le Monde* daté du 3 septembre) d'un transfert supplémentaire de 4 milliards de francs de la Caisse de retraite des agents des collectivités locales vers d'autres régimes sociaux déficitaires – transfert qui permettrait à l'Etat de se désengager pour une somme équivalente – nous a valu une lettre du président de la CNRACL, M. André Petit. Nous en publions les principaux passages :

« La situation de la CNRACL peut faire illusion si l'on ne considère que ses disponibilités. En fait, l'état actuel des réserves de trésorerie cache une dégradation de l'équilibre financier depuis 1983 qui va s'accentuer très rapidement puisqu'en 1988, à situation identique, il manquera près de 6 milliards pour régler les pensions des retraités après avoir liquidé progressivement toutes les réserves. »

« Cette situation est la conséquence de la baisse du rapport démographique qui passe de 4,56 en 1982 à 3,2 fin 1988, les effectifs cotisants se stabilisant alors que le nombre de retraités augmente fortement. »

« Dans les milieux les plus concernés on ne soupçonnait pas une telle évolution à aussi brève échéance. La richesse de la CNRACL était devenue un mythe et on l'imaginait inépuisable. A tel point que, dès 1984, lors de l'élection du nouveau conseil d'administration, on soupçonnait déjà le gouvernement de s'intéresser vivement à ce « trésor », qui pourrait lui servir à combler certains déficits. Il semble bien qu'on veuille actuellement concrétiser cette intention dans le cadre du budget 1986. »

« Ce prélèvement de 4 milliards résoudrait des problèmes immédiats, malheureusement au détriment des collectivités locales et de leur personnel appelés à en supporter les conséquences dès 1987. »

« La CNRACL participe déjà pour une part très importante à l'effort de solidarité pour aider au financement des autres régimes déficitaires : 4,5 milliards ont ainsi été prélevés en 1984, soit environ le quart des cotisations (...). Il suffit d'examiner les perspectives financières jusqu'en 1989, sans le prélèvement éventuel de 4 milliards (voir ci-contre). De 1984 à 1989, le déficit brut passe de 3,2 Mds à 11,7 Mds. Même en tenant compte des intérêts provenant du placement des réserves, le résultat net reste déficitaire (1,1 milliard en 1984, et 12,5 en 1989). En effet, pendant cette période les réserves sont liquidées progressivement, et à partir de 1988 il faudrait emprunter pour payer les pensions, ce qui entraînerait une dette de 5,7+10,8=16,5 milliards en 1989, ce qui est impensable. »

« Si l'on attend le dernier moment pour faire face à cette situation, il faudra brusquement accroître les recettes constituées par l'ensemble des cotisations des collectivités locales et de leur personnel. »

« Quand on sait d'une part qu'un point de cotisation vaut environ 1 milliard de francs et que d'autre part, dans le budget des Communes, le montant des salaires du personnel équivaut en moyenne aux impôts locaux perçus ; on voit que ce seront de nouveau les contribuables locaux qui devront payer, et beaucoup plus rapidement que prévu, si le nouveau transfert de 4 milliards est finalement retenu. »

EN MILLIARDS DE FRANCS	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Charges (pension + compensation)	19,9	21,5	23,6	25,8	28,1	30,6
Produits directs	16,7	17,6	18	18,35	18,6	18,9
Résultat d'exploitation brut	– 3,2	– 3,9	– 5,6	– 7,45	– 9,5	– 11,7
Intérêts des réserves	2,1	1,7	1,5	0,95	– 0,006	– 0,82
Résultat net	– 1,1	– 2,2	– 4,1	– 6,5	– 9,5	– 12,5
Réserve de trésorerie	15,1	13,7	10,1	3,6	– 5,7	– 10,8
(compte tenu des créances et dettes)					à emprunter	

ÉNERGIE

APRÈS DES MOIS D'HÉSITATION

L'Arabie saoudite baisse le prix de son pétrole

Après des mois d'hésitation et de négociations avec les compagnies pétrolières, l'Arabie saoudite a enfin mis ses menaces à exécution. En adoptant une nouvelle politique de prix, plus souple, rompant ainsi avec une stratégie vieille de vingt ans, le royaume saoudien a saisi les moyens de lancer la guerre des prix, dont elle menace ses partenaires indisciplinés depuis maintenant deux ans. Les mises en garde répétées de Ryad, jusqu'ici sous estimées car non suivies d'effet, n'en prennent que plus de poids.

Comme le confirme deux revues pétrolières spécialisées, la *Middle East, Economic Survey (Mees)* et *Petroleum Intelligence Weekly*, l'Arabie saoudite a négocié pendant l'été avec les compagnies membres de l'Aramco (le consortium qui exploite le pétrole saoudien) de nouveaux contrats de commercialisation liant directement les prix de vente aux cours du marché libre. Ces contrats portent sur 800 000 à 850 000 barils/jours soit l'équivalent d'un tiers de la production de Ryad depuis plusieurs mois.

En outre le royaume s'est également entendu avec les compagnies associées à l'exploitation des deux nouvelles raffineries de Djoubail et Yambu, pour que le brut traité dans ces unités soit également vendu au prix du marché. Cela porte à 1,3 million de barils/jour les quantités vendues à des tarifs nettement inférieurs (de 10 % environ) aux prix officiels de l'OPEP.

Enfin l'Arabie saoudite a négocié avec le royaume britannique le paiement pour partie en pétrole de quarante huit avions de combat Tornado qui doivent lui être livrés prochainement.

L'ensemble de ces décisions doivent être, selon le *Mees*, interprétées comme *« un signal d'alarme lancé aux autres pays exportateurs »*. Elles montrent que Ryad est prêt, cette fois, à inonder le marché et à faire chuter les cours mondiaux du pétrole, si les autres exportateurs, membres ou non de l'OPEP, ne respectent pas une discipline stricte afin de limiter la production. Cheik Yamani, le ministre saoudien du pétrole, a répété à Oxford, la semaine passée, qu'en cas de guerre des prix (et si les autres producteurs se refusaient à toute coopération), les cours du brut pourraient tomber au printemps prochain et s'établir entre 15 et 18 dollars par baril (contre 25 à 28 dollars actuellement).

Dans l'immédiat toutefois les nouvelles dispositions prises par Ryad en matière de prix ne devraient lui permettre d'accroître sa production que dans des proportions modérées. Après avoir maintenu un niveau d'extraction extrêmement bas pendant tout l'été, à 2,3 millions de barils/jour, soit presque la moitié de son quota (4,35 millions de barils/jour), le royaume espère bien profiter de la reprise saisonnière de la demande, à la veille de l'hiver, pour augmenter sa production d'environ 1 million de barils/jour. Mais cela n'est possible, sans provoquer une baisse des cours, que si tous les autres producteurs maintiennent inchangé leur niveau d'extraction. D'où les nouvelles mises en garde de Cheik Yamani, d'autant plus crédibles, cette fois, que Ryad s'est donné les moyens de sa politique.

V. M.

TRANSPORTS

La CRISE DE LA BATELLERIE

Des mariniers vident des wagons de sucre

Des artisans-bateliers ont vidé, le lundi 16 septembre, à Dunkerque, plusieurs tonnes de sucre contenues dans des wagons. Cette action, qui rappelle les incendies de trains provoqués, la semaine dernière, en Seine-et-Marne et en Seine-Maritime, traduit la colère des mariniers à l'égard de la SNCF accusée par eux de détourner le transport des céréales grâce à des tarifs de dumping. Les négociations se poursuivent entre les représentants des bateliers et la SNCF pour définir un *modus vivendi*.

La Chambre syndicale nationale des courtiers de fret fluviaux déclare à ce sujet : *« Oui ou non, la France veut-elle encore d'un transport fluvial de marchandises ? Dans la négative, qu'on le dise clairement et que l'on prenne les mesure sociales qui s'imposent (...). Mais dire oui en refusant à cette profession les moyens de travailler ne serait que la continuation de l'hypocrisie gouvernementale qui nous est servie depuis des décennies. »* Les courtiers demandent un budget de 200 millions de francs pour assurer l'entretien des canaux. Ils veulent aussi que la SNCF fixe le prix du transport des marchandises à un minimum de 55 centimes du kilomètre.

SOCIAL

Vrai et faux dialogue social

(Suite de la première page.)

Chaque jour, chaque semaine, des dizaines de négociations s'ouvrent dans les entreprises pour définir les conditions de travail, pour aborder une période difficile, ou examiner une mutation importante et positive, comme l'introduction de nouveaux matériels ou de nouvelles technologies. L'administration du travail peut porter témoignage de quelque 5 000 accords signés en 1984, mais la somme de ces événements concrets passe inaperçue.

Certes, dans nombre d'entreprises et d'établissements, l'ouverture au dialogue n'est malheureusement pas encore d'actualité.

Modernisation économique et modernisation sociale sont inséparables : le social considéré comme un *sous-produit* des décisions économiques compromet souvent la réalisation de celles-ci. Le social conçu comme participant du choix économique ou industriel transforme les perspectives et facilite les évolutions. C'est ainsi que les entreprises peuvent se moderniser en faisant des contraintes extérieures, des impératifs technologiques ou des nécessités du marché, les données de base de la négociation avec les syndicats. Dans cette conception, c'est du débat et de la négociation, sur la base d'une exigence d'information, que peuvent découler des solutions. Si les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius sont crédités d'un effort positif en faveur de la modernisation économique, l'exigence de modernisation sociale n'a pas été oubliée : le droit d'expression des salariés, l'égalité professionnelle hommes/femmes, l'obligation de négocier sur les salaires et la durée du travail, la formation professionnelle, les congés de formation recherche d'emploi, la formation en alternance en portent témoignage.

Le rôle du syndicalisme

Que la vie quotidienne des entreprises prenne en compte ces réformes, et la modernisation sociale progressera. L'Etat peut y inciter, faire respecter les lois et appliquer les règlements. La vie des entreprises n'en demeurera pas moins l'affaire des partenaires sociaux.

Mais pour qu'il y ait dialogue, il faut qu'existent des interlocuteurs, et donc que le rôle du syndicalisme soit pleinement reconnu.

Qui ne voit qu'aujourd'hui c'est de l'existence même des syndicats que dépend en partie la réussite de la modernisation ? Et qui peut ignorer que leurs attitudes découlent, pour une large part, de leur crainte quant à leur devenir ?

Qui peut oublier que l'équilibre social d'un pays passe par des partenaires forts et donc des syndicats puissants ?

Qui ne voit que les organisations syndicales tirant traditionnellement leur poids des branches d'activité historiques – issues de la première révolution industrielle – où elles trouvaient leur appui, en termes d'effectifs, de ressources, de pouvoir de négociation, subissent comme corollaire à la restructuration de ces branches, chute des adhérents, difficultés financières, diminution de leur influence ? Et qui trouverait avantage à voir les organisations syndicales réduites à regrouper, pour l'essentiel, des fonctionnaires et des salariés des secteurs économiques « protégés » ?

Sur les vingt-cinq mille entreprises de plus de cinquante salariés que l'on compte en France, douze mille seulement ont une section syndicale, et cette proportion est encore plus faible dans les petites et moyennes entreprises, ou dans un secteur comme le tertiaire.

Par rapport à cette situation, la première nécessité qui s'impose est d'accepter que progresse la présence des syndicats dans les entreprises. C'est-à-dire d'admettre sans restriction le fait syndical.

> *« Modernisation économique et modernisation sociale sont inséparables : le social considéré comme un sous-produit des décisions économiques compromet souvent la réalisation de celles-ci »*

Lorsque tant de libéraux s'expriment en faveur de la primauté à donner à la négociation entreprise par entreprise, chacun avec *« son »* entreprise, *« ses »* syndicats, *« ses »* travailleurs, on ne peut s'empêcher d'imaginer la gigantesque nébuleuse sociale que deviendrait le monde du travail, avec le triomphe des corporatismes ou de la négociation sociale à rebours et la disparition de la notion d'égalité de statut entre les salariés d'un même secteur professionnel, qui fausserait le jeu de la concurrence entre les entreprises.

Adaptation et expérimentation

Le développement du dialogue social dans l'entreprise, encouragé par le gouvernement, est vital. Il permet adaptation et expérimentation, dans l'organisation du travail en particulier.

Mais une réelle transformation de la vie au travail implique des négociations à un horizon plus large que celui de l'entreprise, plus cohérent, comme peuvent le définir des négociations interprofessionnelles ou au niveau d'une branche d'activité.

Soyons convaincus, par exemple, que l'accord entre les partenaires sociaux sur la formation en alternance des jeunes, si 300 000 jeunes peuvent réellement prochainement en bénéficier, comme s'y est engagé le patronat, entraînera une profonde évolution des mentalités par l'association des entreprises à la formation.

Une telle avancée, sur d'autres thèmes, est-elle actuellement possible, malgré l'échec des négociations sur la flexibilité et les congés de conversion ?

Assurément pas, si se multiplient les faux débats sur les mots à la mode ou les affirmations faisant de toute évolution du Code du travail un retour au dix-neuvième siècle.

La réalité de l'évolution des entreprises associera croissance, investissements technologiques, et aménagement du temps de travail.

Le dialogue social ne doit exclure de son champ aucun de ces termes : les perspectives industrielles, les conditions de travail dues aux nouvelles technologies, la formation professionnelle en sont partie intégrante de la même façon que l'organisation du travail, les aménagements d'horaires ou les éventuelles exigences de la mobilité professionnelle.

Risques de décalage

Globalement ou par étapes, la négociation collective ne saurait échapper à cette réalité qu'implicitement les partenaires sociaux ressentent...

Les risques d'un décalage entre une modernisation économique poussée par les contraintes extérieures, les nécessités techniques ou les besoins de marché et une modernisation sociale à évolution lente peuvent être divers : absence de compétitivité, marginalisation syndicale, multiplication des mises en cause de fait du code du travail.

Insister aujourd'hui sur les relations dans le travail ne signifie pas que l'on ignore les autres enjeux de notre vie collective que sont la formation, *« centre de tout »* comme le soulignait récemment le premier ministre, l'insertion des jeunes avec, par exemple, les TUC, ou la lutte contre toutes les formes d'exclusion sociale...

Dans l'instant, il convenait de rappeler que l'évolution du monde du travail et le développement du dialogue social participent de la définition de notre avenir.

Ils donnent la mesure du rôle des partenaires sociaux et montrent à quel point, si le gouvernement peut y contribuer, il ne peut s'y substituer.

MICHEL DELEBARRE.

M. Viannet, le numéro deux de la CGT, met en cause le « gouvernement socialiste »

Pour la première fois, un dirigeant confédéral de la CGT met en cause le *« gouvernement socialiste »* dans *la Vie ouvrière.* Dans une interview publiée par l'hebdomadaire confédéral du 16 septembre, M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT et numéro deux de la centrale, reconnaît que *« le niveau des luttes est insuffisant par rapport à l'enjeu, à la gravité de l'enjeu »*, mais, ajoute-t-il, *« l'idée qui prend corps avec force et qui grandit chaque jour un peu plus, c'est que l'on ne peut plus se laisser faire »*.

Pour M. Viannet, pendant tout un temps, la volonté d'action de la CGT s'est heurtée *« à l'impact des campagnes magistralement orchestrées sur la fatalité de la crise, et donc sur l'impossibilité de faire autrement. Il faut dire que ces campagnes étaient et restent d'autant plus sensibles qu'il y a peu de différence entre l'argumentation du patronat, celle du gouvernement socialiste et celle des partis de droite sur cet aspect de la situation notamment. Dès lors que c'est le capitalisme qui est malade et que tout ce monde-là se retrouve sur l'idée de « plutôt subir la maladie que de s'arrêter au malade », on comprend les difficultés rencontrées. Mais (...) les efforts de la CGT ne sont pas sans échos, nous ne prêchons jamais dans le désert »*.

Dans la tribune de discussion pour le quarante-deuxième congrès confédéral publiée dans *la Vie ouvrière*, M. Jean-Louis Grillères, secrétaire du syndicat PTT des Yvelines, écrit notamment : *« La question « Pourquoi agir contre le gouvernement socialiste ? » se pose moins. A partir du moment où les mesures décidées et appliquées accentuent l'exploitation capitaliste, enfoncent plus encore le pays dans la crise, augmentent le chômage et la misère, ce n'est pas le socialisme... C'est ce dont la majorité des Français n'ont plus voulu en 1981, et on laisserait faire ? La politique du gouvernement socialiste n'est pas le socialisme, bien au contraire. Alors, y a-t-il problème ? »*

SOCIAL

LES CONFLITS DANS LES CHANTIERS NAVALS

Durcissement à La Ciotat Apaisement chez Dubigeon

Une certaine effervescence sociale subsiste dans les chantiers navals, avec un durcissement à La Ciotat, un apaisement chez Dubigeon.

● *A La Ciotat*, trois cents manifestants des chantiers navals de la Normed ont bloqué, le 16 septembre, dans l'après-midi, le péage autoroutier. *Ils ont directement prélevé*, parfois par la force, les sommes que les automobilistes s'apprêtaient à acquitter *aux guichets. Pris à partie*, M. Pascal Arrighi, un dirigeant local du Front national, a porté plainte au commissariat de La Ciotat. Le matin, lors d'une assemblée générale, l'ensemble des salariés présents aux chantiers avaient décidé à l'unanimité de reconduire de jour en jour la grève décidée il y a une semaine. La direction a qualifié cette attitude de « *suicidaire* ».

● *A Dunkerque, une cinquantaine* de militants CFDT de la compagnie franco-britannique Sealink retiennent à quai depuis le lundi 16 septembre le car-ferry *Saint-Eloi*. Ils protestent contre l'annonce de dix-huit licenciements parmi les employés au 1er octobre, craignant que vingt postes supplémentaires ne soient supprimés.

● *A Nantes*, la direction de Dubigeon, interdite d'accès aux chantiers depuis le 12 septembre (*le Monde* daté 15-16 septembre), a été « autorisée » par les syndicats à réintégrer l'entreprise mardi 17 septembre au matin, ce qui a pu se faire « *sans entraves* ». *Lundi, le ministre* du redéploiement industriel avait donné son accord à la demande de l'intersyndicale CGT-CFDT d'organiser une réunion tripartite (pouvoirs publics, Alsthom et syndicats) sur l'avenir de l'entreprise. Cette réunion devrait avoir lieu le 3 ou le 4 octobre, une réunion préparatoire la précédant, ce 17 septembre, à la préfecture de Nantes.

Le 18 et le 19 septembre

LA GRÈVE DE LA NAVIGATION AÉRIENNE PERTURBERA LE TRAFIC NATIONAL ET INTERNATIONAL

Le trafic aérien sera très sérieusement perturbé, le mercredi 18 et le jeudi 19 septembre, cinq syndicats ayant appelé les personnels de la navigation aérienne à la grève. La CGT, la CFDT, la CFTC, le SNCIA (contrôleurs aériens-*autonomes*) et le SAPAC (autonome) ont décidé un arrêt de travail de quarante-huit heures pour les mêmes motifs que le 5 septembre. Ils demandent l'intégration des primes dans le calcul des retraites des personnels concernés. Au prise avec un budget 1986 difficile à équilibrer, le gouvernement ne semble pas disposé à satisfaire cette revendication.

Si les contrôleurs aériens participent massivement à cette grève, peu d'avions décolleront mercredi et jeudi et les compagnies aériennes ont pris leurs dispositions en conséquence. Air Inter a décidé d'annuler la quasi-totalité de ses vols entre le mercredi matin et le jeudi à 20 h 30. Seule seront *assurées les liaisons* avec la Corse. Des vols supplémentaires étaient prévus dans la soirée du 17 septembre. Air France a préféré supprimer certains de ses vols, les liaisons avec les départements et les territoires d'outre-mer étant maintenues en priorité.

★ Pour tout renseignement, s'adresser à Air Inter ((1) 539-25-25), à Air France ((1) 320-14-44 pour les vols du 18 septembre, (1) 320-15-55 pour les vols du 19 septembre et (1) 320-13-55 pour vérifier les horaires de départ), à UTA ((1) 775-75-75 ou (1) 776-41-52).

DÉMÉNAGEMENT AGITÉ A THOMSON-TÉLÉPHONE

Une manifestation a eu lieu, ce mardi 17 septembre, dans la matinée, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CGC devant le siège de Thomson-Téléphone à Colombes (Hauts-de-Seine) à la suite d'un déménagement agité d'archives et de matériel du service commercial *dans la nuit de dimanche à lundi*. Ce déménagement a été évoqué, lundi, au cours de l'entretien entre Mme Cresson, ministre du redéploiement industriel, et le PDG de la CGE.

La direction a décidé de regrouper à La Verrière, près de Trappes (Yvelines), *avec celui de CIT*-Alcatel, son service commercial dispersé en cinq endroits. Devant l'opposition des syndicalistes, qui occupent l'établissement de Colombes – et avaient notamment brûlé des cartons d'emballage au mois d'août, – elle a chargé, dit-elle, « *une entreprise extérieure* » de déménager ce matériel, dans la nuit, pour éviter « *un affrontement* ». « *Plusieurs dizaines de manifestants, la plupart extérieurs à l'entreprise, ont tenté de s'opposer à cette opération en bloquant les issues et en attaquant les camions* ».

Les syndicats, eux, *ont vu « cinquante vigiles* » armés de matraques de bois et de bombes asphyxiantes accompagner les cinq camions et neutraliser la poignée de militants qui montaient la garde dans une salle du comité d'entreprise. Deux membres du piquet de grève ont été *frappés* et blessés par les « nervis », qui ont aussi détruit des cloisons. Alertés par le piquet de grève, une centaine de salariés sont arrivés sur les lieux, sans parvenir à empêcher le déménagement. La police judiciaire des Hauts-de-Seine a été saisie par le parquet de Nanterre.

Hausse du nombre de chômeurs indemnisés au mois d'août

A la fin du mois d'août, l'UNEDIC a enregistré une hausse de 0,7 % du nombre de chômeurs *indemnisés par rapport au mois de* juillet, mais cette augmentation, souligne un communiqué, est « *plus faible que le mouvement saisonnier habituel* ».

Selon les statistiques publiées le lundi 16 septembre, on comptait 1 917 813 chômeurs et préretraités *en cours d'indemnisation*. En tenant compte des chômeurs ayant déposé une demande d'allocation et qui feront l'objet d'une réponse positive avec effet rétroactif, on peut estimer à 2 260 573 le nombre de personnes *qui seront finalement indemnisées* au titre du mois d'août. Parmi eux se trouveraient 1 611 859 demandeurs d'emploi, 646 317 préretraités et 2 397 bénéficiaires d'indemnités de formation. Les dépôts de nouveaux dossiers, qui s'élèvent à 287 620, enregistrent une baisse mensuelle de 14,3 %, « *plus importante que les années précédentes* », note l'UNEDIC.

ÉTRANGER

LA RÉFORME DU MARCHÉ SUCRIER

La France refuse les propositions de la Commission

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). – Les propositions présentées par la Commission européenne pour réformer le marché du sucre, qui étaient examinées pour la première fois lundi 16 septembre par les ministres de l'agriculture des Dix, ont été mal accueillies par la *plupart d'entre* eux. M. Henri Nallet, le ministre français, leur a reproché de frapper injustement les *producteurs les plus compétitifs*.

Le nouveau règlement, qui s'appliquera à compter de juillet 1986, doit en principe être adopté avant le 1er novembre prochain. Dans le secteur du sucre, la garantie financière accordée par la Communauté aux producteurs est limitée à des quantités préfixées.

Chaque Etat membre se voit ainsi attribuer un premier quota, dit quota A, dont le montant se rapproche plus ou moins de sa consommation intérieure, puis un second quota dit quota B, moins important, qui est destiné pour l'essentiel à l'exportation. Le sucre B est payé sensible*ment moins* cher *que* le sucre A. En effet, une cotisation payée par les producteurs et égale à 2 % du prix *d'intervention est perçue sur le sucre* A, mais elle est de 39 % sur le sucre B.

L'objet de ces cotisations est de faire prendre en charge par les professionnels les dépenses de soutien du marché. La surproduction et la dégringolade des cours mondiaux font que les recettes ainsi fournies ne sont plus suffisantes et qu'elles doivent sérieusement être augmentées si l'on veut que le marché continue à ne rien coûter aux contribuables européens. Aussi la Commission propose-t-elle de porter la cotisation perçue sur le sucre A de 2 à 2,5 %, et celle sur le sucre B de 39 à *49,5 %*.

C'est cette répartition qui est vivement critiquée par la France, la Belgique, les Pays-Bas et la RFA. En effet, ce sont les producteurs les plus efficaces, ceux dont les prix de revient sont les plus bas, qui peuvent utiliser leur quota B (et même parfois produire ce qu'on appelle du sucre C, c'est-à-dire du sucre hors quota, pour lequel ils doivent se contenter du cours mondial sans subventions aux exportations. En changeant de manière excessive le sucre B, on va les inciter à réduire *leur production, alors qu'ils sont les* meilleurs.

Agir dans ce sens, font valoir les Français, n'aboutirait d'aucune manière à des économies car les exploitants qui abandonnent la betterave planteraient à la place des céréales, du colza... Ce qui coûterait bien davantage encore au Fonds européen agricole. Les propositions de la commission sont d'autant plus inéquitables, *soulignent ceux qui les critiquent*, que la croissance de la production dans la Communauté est imputable aux pays nouveaux producteurs, tels le Royaume-Uni et l'Italie.

La France serait favorable au maintien de la cotisation sur le sucre B, au niveau déjà élevé, qui, est actuellement appliqué, et à un relèvement, nettement plus sensible que *celui que propose la Commission*, de la cotisation perçue sur le sucre A. S'agissant de la France, le quota A est *égal* à *2 530 000* tonnes de sucre, le quota B à 750 000 tonnes. A cela il faut ajouter pour les productions des départements d'outre-mer : 466 000 tonnes en quota A et 46 000 tonnes en quota B.

Ph. L.

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES VONT REPRENDRE ENTRE L'IRAN ET L'URSS

La radio de Téhéran a annoncé le lundi 16 septembre la signature à Moscou d'un protocole d'accord irano-soviétique prévoyant le développement des relations économiques entre les deux pays et la remise en vigueur de la commission économique *conjointe*, « gelée » depuis la révolution islamique.

Cet accord a été négocié par M. *Hossein* Adeli, directeur du comité des relations économiques internationales au ministère des affaires étrangères de Téhéran, qui était arrivé à Moscou le 8 septembre à la tête d'une importante délégation économique.

La signature de ce texte met fin à *la détérioration* constante des relations entre l'Iran et l'URSS, amorcée en juillet 1983 à la suite de la mise hors la loi du parti communiste iranien Toudeh. En juillet dernier, les rapports entre Moscou et Téhéran avaient connu une nouvelle période de détérioration, le premier ministre, M. Mir Hossein Moussavi, ayant vivement dénoncé la décision des Soviétiques de rappeler plus d'un millier de techniciens civils travaillant en Iran. Cette décision avait provoqué l'arrêt des travaux de construction de deux centrales électriques à Ispahan et, Ahwaz et d'une aciérie à Ispahan. – *(UPI.)*

ENTREPRISES

British Leyland recourt à la technologie de Peugeot

Austin Rover, branche voitures particulières de British Leyland, *a annoncé le lundi 16 septembre qu'elle produira sous licence une* boîte de vitesses dont Peugeot procède actuellement à la mise au point. Cette boîte à quatre ou cinq vitesses, qui exigera un investissement *de 80 millions de livres (près de 950 millions de francs)*, équipera la prochaine génération de petites voitures, appelées à remplacer l'actuelle Metro. – *(AFP.)*

Equipementiers automobiles français : des progrès à l'exportation

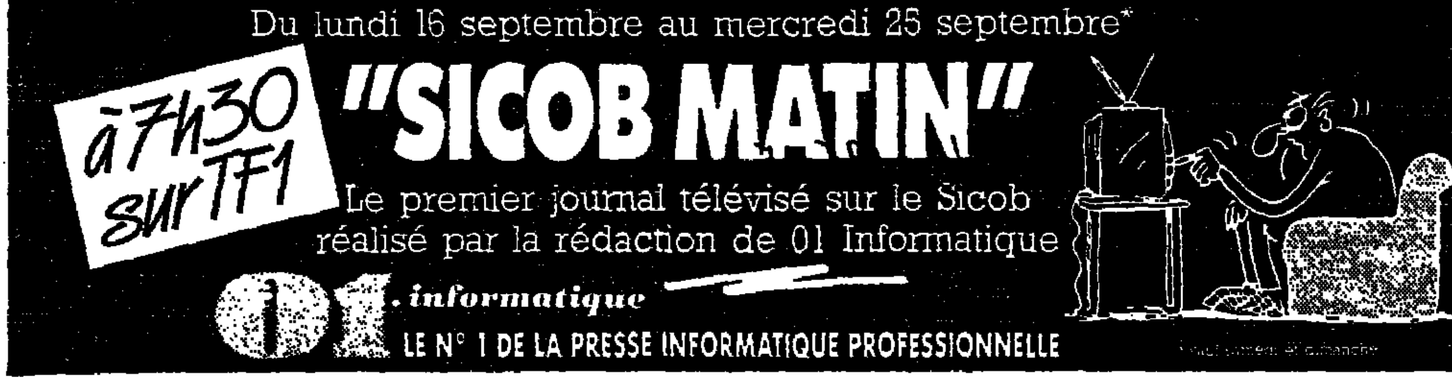
A la veille du Salon Equip'Auto, qui se tiendra à Paris du 27 septembre au 4 octobre, les équipementiers automobiles français peuvent se vanter de bons résultats à l'exportation. Les ventes directes à l'étranger représentent près du tiers du chiffre *d'affaires global de leur activité* (12,6 milliards de francs sur un total de 41,5 milliards). En *1973, avec 1,86 milliard*, les exportations ne constituaient que 15 % du chiffre d'affaires total. *De surcroît, ces chiffres* ne prennent pas en compte les exportations indirectes par le biais des constructeurs – qui achètent des pièces en France pour les besoins de leurs unités d'assemblage et de leurs réseaux de distribution à *l'étranger – et par le biais des* négociants exportateurs. Au total, exportations directes et indirectes s'élèvent à 39,5 milliards.

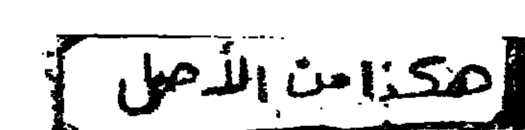
Asie du Sud-Est : nouvelle implantation du groupe SGE BTP

Le groupe SGE BTP vient de *remporter un contrat d'une* valeur approximative de 650 millions de francs réparti sur deux commandes ; la première concerne deux mille quatre cent trente-six logements sociaux pour le compte du Housing *Development Board à Singapour*, la seconde porte sur deux mille cent quatre-vingts logements du même type, confiée à l'entreprise française par le Hong Kong Housing Authority.

LU quitte le centre de Nantes

Le groupe Générale Biscuit, *qui compte réaliser un chiffre* d'affaires consolidé de 7,1 milliards de francs en 1985, va *construire une nouvelle usine* à La Haie-Fouassière, près de Nantes (Loire-Atlantique). Le groupe biscuitier, troisième mondial, premier français, constitué par regroupement successif depuis 1967, qui s'est enrichi des marques tradition*nelles Lu Brun en* 1975, va investir dans cette nouvelle usine 400 millions de francs et quitter ainsi le centre de Nantes. Cette nouvelle unité permettra de doubler la production, avec seulement 75 % des effectifs actuels. Une centaine *de postes seront supprimés sur* deux ou trois ans. Fin 1984, Générale Biscuit, dont le bénéfice net était passé de 261 millions de francs en 1983 à *161 millions, avait annoncé* un plan de restructuration prévoyant la fermeture de plusieurs unités et une suppression nette d'environ cinq cents emplois.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 septembre

Marché maussade

La Bourse de Paris a commencé la semaine sur une note plutôt maussade : l'indice instantané des valeurs françaises, qui avait regagné 0,3 % vendredi après trois séances de baisse, a glissé d'un peu plus de 0,1 %.

Dans un climat incertain, où les opérateurs s'interrogent sur les taux d'intérêt et où les ponctions sur l'épargne disponible se multiplient, avec l'emprunt d'Etat annoncé à la veille du week-end, les situations particulières sont les seules à éveiller l'attention.

Ainsi, l'attribution à la Grande-Bretagne de la commande d'avions militaires par l'Arabie saoudite, aux dépens du Mirage français, a fait chuter de près de 8 % l'action de la société Marcel Dassault, qui les fabrique. Assez curieusement, Thomson-CSF, qui équipe les Mirage en électronique, a monté de près de 2 %. Autre victime, Promodès (– 6 %), à la suite de la chute de ses résultats semestriels (voir ci-dessous). Citons encore Source Perrier que le reflux du dollar continue à pénaliser aux yeux de la corbeille.

Au chapitre des avances, relevons Maisons-Phénix (+ 7,7 %), sans raison bien définies, Crédit national (+ 3,7 %), SGE-SB (+ 3,5 %), Locindus (2,2 %), Essilor et Moulinex (+ 1,5 %).

Aux valeurs étrangères, avec un dollar-titre stable (8,98 F), face à un dollar commercial en très léger repli (8,88 F). On a noté le nouveau repli de Schlumberger.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 850 F à 91 000 F et le napoléon 4 F à 543 F pour un cours de l'once revenu, à Londres, de 318,85 dollars contre 321,75 dollars.

Sur le marché obligataire, où l'on escomptait une baisse de rendement et une hausse, la stabilité observée a causé une certaine déception. Les opérateurs attendent la baisse des taux, notant que, sur le marché monétaire, le taux au jour le jour est revenu de 9 5/8 % à 9 1/2 %.

NEW-YORK

En dents de scie

Tiraillé entre les interprétations qu'il faut tirer des dernières statistiques économiques relatives à la croissance économique et à l'évolution des taux d'intérêt, le marché new-yorkais a évolué en dents de scie tout au long de la séance de lundi. En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles se contentait d'afficher un gain de 1,46 point, à 1 309,14 points, alors que les baisses l'emportaient d'une courte tête, il est vrai, sur les gains : 730 contre 680.

En tête des valeurs les plus actives figure, à nouveau, Richardson-Vicks avec 1,43 million de titres échangés. Unilever, qui est candidat à la reprise de cette société, a fait savoir que sa filiale américaine Unilever United States Inc. offrira 56 dollars par action si le conseil d'administration de Richardson-Vicks soutient l'offre et 48 dollars seulement dans le cas contraire. Cette offre, qui expirera le 11 octobre prochain, est conditionnée au fait que 51 % au moins des actionnaires doivent présenter leurs titres à l'offre. Parmi les autres sociétés, dont le volume d'affaires a été voisin de un million d'actions (sur un total de 66,79 millions, contre 111,39 millions le vendredi précédent), figurent Polaroïd Corp., Portland et American Express. Sur un plan plus général, l'annonce du déficit quasi record de 31,8 milliards de dollars des comptes courants américains au second trimestre est jugé préoccupant.

VALEURS	Cours du 13 sept.	Cours du 16 sept.
Alcoa	33 3/4	33 7/8
A.T.T.	21	21
Boeing	46 1/2	46 1/8
Chase Manhattan Bank	51 7/8	52
Du Pont de Nemours	56 1/8	58 1/8
Eastman Kodak	43 1/4	43
Exxon	51 1/4	50 3/4
Ford	44 1/4	44 3/4
General Electric	60	59 3/4
General Foods	83 3/8	83 3/8
General Motors	68 1/4	69
Goodyear	27 1/4	27 1/2
I.B.M.	127 1/2	128 1/4
I.T.T.	32 3/4	33 1/8
Mobil Oil	29	28 3/8
Pfizer	45 5/8	45 5/8
Schlumberger	34	34 1/4
Texaco	35 3/8	35
U.A.L. Inc.	52 1/8	52 1/2
Union Carbide	53	53 1/2
U.S. Steel	29 7/8	29 7/8
Westinghouse	38 3/8	38
Xerox Corp.	50 1/2	51

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES CONSÉQUENCES DE LA LOI SUR L'AUTOCONTROLE. – A la suite de la loi du 12 juillet 1985 sur les participations détenues dans les sociétés par actions, la Commission des opérations de Bourse (COB) précise les conditions dorénavant applicables aux sociétés cotées en Bourse. Rappelons que ces dispositions font obligation à toute personne physique ou morale possédant directement ou indirectement, à la date du 13 juillet, une participation atteignant 10 %, le tiers ou la moitié du capital dans une société dont les actions sont inscrites à la cote officielle ou à celle du second marché, de déclarer, avant le 30 septembre, à la Chambre syndicale des agents de change, qui tiendra ces informations à la disposition du public, le nombre de titres qu'elle possède soit directement, soit indirectement.

Etant donnée l'imminence de l'entrée en vigueur de ces dispositions et pour éviter une multiplicité de déclarations qui pourraient nuire à la clarté de l'information, la Commission estime que, s'agissant de groupes de sociétés, l'obligation de déclaration à la Chambre syndicale, avant le 30 septembre, doit peser à titre principal sur la société qui se trouve à la tête du groupe. Celle-ci doit déclarer pour l'ensemble des sociétés de son groupe le nombre de titres et le pourcentage du capital de toute société cotée, lorsque le pourcentage détenu par l'ensemble du groupe excède 10 %.

A cette occasion, elle doit déclarer le nombre de titres qu'elle possède directement ainsi que le nombre de titres possédés par chacune des sociétés du groupe, même si pour ces dernières le pourcentage détenu dans une société cotée est inférieur à 10 %. Cette déclaration par la société mère d'un groupe pourra dispenser les autres sociétés du groupe d'une éventuelle obligation de déclaration individuelle. Il est recommandé de présenter le plus clairement possible la situation des groupes en recourant éventuellement à une description sous forme d'organigramme, explique la COB.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	13 sept.	16 sept.
Valeurs françaises	117,7	117,1
Valeurs étrangères	94,6	94,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	13 sept.	16 sept.
Indice général	219,9	218,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 17 septembre ..... 9 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	16 sept.	17 sept.
1 dollar (en yens)	243,35	241,10

BOURSE DE PARIS — Comptant — 16 SEPTEMBRE

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Actions au comptant

SICAV 16/9

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

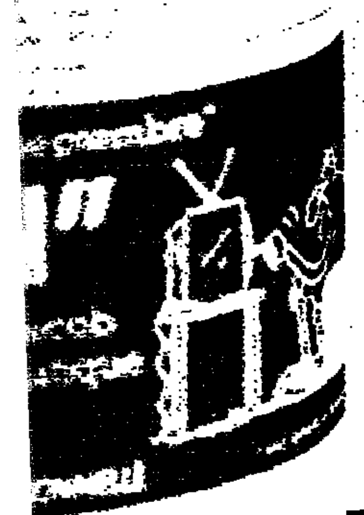
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1615	4,5 % 1973	1601	1619	1617	+ 0 99
945	B.N.P.	944	946	945	+ 0 10
985	C.C.F.	965	963	963	– 0 20
250	Elf-Aquitaine	198 90	197	197	– 1 45
193	– (certific.)	190 40	189 20	189	– 0 73
1210	Epeda-B-Faure	1215	1210	1210	– 0 41
235	Ericsson	252	243 30	243 30	– 3 45
445	Exxon Corp.	461	454	454	– 1 51
385	Ford Motors	394	393 50	393 50	– 0 12
187	Free State	190 20	189	189	– 0 63
99	Gencor	92	91 10	91 15	– 0 92
275	Gén. Belgique	276	278 60	279	+ 1 08
540	Gén. Electr.	532	535	536	+ 0 75
600	Gen. Motors	602	609	609	+ 1 16
52	Goldfields	50 90	51	51	+ 0 18
39	Gd Métropolitain	39 50	39 40	39 40	– 0 25
98	Harmony	97	95	95	– 2 06
25	Hitachi	24 30	24 40	24 30	....
680	Hoechst Akt.	684	681	682	– 0 29
1730	Siemens A.G.	1787	1806	1806	+ 1 06
137	Sony	139	138	136 10	– 2 08
154	T.D.K.	152 30	153	153	+ 0 45
12 50	Toshiba Corp.	12 75	12 60	12 60	– 1 17
920	Unilever	947	940	940	– 0 73
395	Unit. Techn.	338	342 30	342 30	+ 1 27
685	Vaal Reefs	657	637	638	– 2 89
260	Volvo	252	247	246 80	– 2 06
315	West Deep	295	294	295	....
215	West Hold.	225 30	228 50	228	+ 1 19
450	Xerox Corp.	468 40	468	465	– 0 74
1 61	Zambia Corp.	1 64	1 63	1 63	– 0 60

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 882	8 886	8 550	9 180
ECU	6 800	6 794	....	....
Allemagne (100 DM)	304 890	304 810	295	310
Belgique (100 F)	15 101	15 099	14 500	15 350
Pays-Bas (100 fl.)	271 440	271 300	262	277
Danemark (100 krd)	84 150	84 240	79	87
Norvège (100 k)	104 620	104 400	100 500	106 500
Grande-Bretagne (£ 1)	11 879	11 822	11 300	12
Grèce (100 drachmes)	6 367	6 357	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 544	4 557	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	369 800	369 850	3 580	3 780
Suède (100 krs)	104 080	103 950	100	106
Autriche (100 sch)	43 440	43 380	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	5 168	5 153	4 900	5 450
Portugal (100 esc.)	5 100	5 080	4 600	5 400
Canada ($ can 1)	6 468	6 463	6 250	6 650
Japon (100 yens)	3 670	3 670	3 550	3 700

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/9
Or fin (kilo en barre)	92050	91100
Or fin (en lingot)	91850	91000
Pièce française (20 fr)	547	543
Pièce française (10 fr)	405	.....
Pièce suisse (20 fr)	565	560
Pièce latine (20 fr)	535	531
Souverain	675	673
Pièce de 20 dollars	3705	3705
Pièce de 10 dollars	2000	2000
Pièce de 5 dollars	1300	.....
Pièce de 50 pesos	3435	3400
Pièce de 10 florins	556	554



Le Monde

CANAL PLUS : le raz de marée des abonnements

M. Rousselet envisage une diminution de la part de l'État dans le capital

Chaque lundi matin, depuis l'été, le PDG de Canal Plus boit du petit lait. Chaque lundi, ou presque, un nouveau record d'abonnés est battu. M. André Rousselet triomphe. Son sourire vaut plus que de longues phrases : *« Je vous l'avais bien dit. »* Il s'est battu seul, il savoure aujourd'hui son succès.

Cette remontée, il faut bien le reconnaître, la chaîne payante ne peut se l'attribuer qu'à elle-même. Une partie de la presse ne l'a pas ménagée, et les trois chaînes publiques n'ont pas levé le petit doigt pour lui venir en aide. Il a été impossible de passer la moindre publicité télévisée. *« Le black-out »*, note M. Rousselet, qui avoue aussi que, lorsqu'il a fallu plaider le dossier en haut lieu, il a fallu plaider le dossier en haut lieu, il s'est retrouvé tout seul : *« Cette solitude m'a un peu surpris. »* A deux reprises, le président du groupe Havas a dû cette année mettre le paquet et jouer de son influence, y compris auprès du président de la République, dont il est un ami de longue date et dont il fut le directeur de cabinet à l'Elysée.

Première alerte : M. Mitterrand annonce en janvier une prochaine ouverture à des télévisions privées hertziennes. Le résultat ne se fait pas attendre : les abonnements chutent. Pendant les « semaines noires » (du 4 février-10 mars), Canal Plus reçoit en quinze jours autant d'abonnés qu'actuellement en une journée. M. Rousselet, pourtant, défend le principe du « cryptage » et de l'abonnement devant un conseil d'administration démoralisé. Les actionnaires le suivent *« à 90 % »*, et il obtient de l'Etat de nouveaux avantages : une tranche « en clair » élargie, la possibilité de diffuser des messages publicitaires.

Deuxième alerte en juillet. Après le rapport Bredin, le gouvernement se rend compte que seul le réseau de diffusion de Canal Plus permet de couvrir la quasi-totalité du territoire : pourquoi l'affecter à une chaîne payante ? Le PDG monte de nouveau au créneau et gagne.

« La première bonne surprise a été les premiers réabonnements après une période de six mois : nous avons enregistré 90 % de renouvellement. » Depuis, le phénomène s'accélère. Le succès actuel de la quatrième chaîne défie les prévisions les plus optimistes. C'est le raz de marée. Record journalier (hors période de lancement) : samedi 14 septembre, avec 7 175 nouveaux clients.

Si ce rythme se poursuit, l'objectif initial de 700 000 abonnés à fin 1985 (1) devrait être pulvérisé. M. Rousselet, prudent, table raisonnablement sur cet objectif. L'arrivée des ressources publicitaires a permis de ramener le seuil d'équilibre financier à 670 000. Il aura fallu au maximum quatorze mois pour gagner ce pari, là où la chaîne payante américaine Home Box Office (HBO) y est parvenue en six ans. Jolie performance !

> *Trente mille nouveaux abonnés par semaine ; Canal Plus dépasse ses objectifs les plus optimistes. Son PDG, M. André Rousselet, veut que l'Etat, aujourd'hui majoritaire dans la chaîne, devienne minoritaire.*

Les raisons d'une croissance aussi spectaculaire ? Elles sont multiples. D'abord la nécessité d'aller vite, donc d'investir beaucoup, pour supporter les coûts élevés d'achats de films consentis aux producteurs. *« On a été forcé d'exploser, ce qui explique nos problèmes financiers. Mais notre investissement puissant a permis la montée plus rapide des abonnements. »* L'un des secrets de Canal Plus, c'est que les situations apparemment hostiles se sont retournées en sa faveur. Les chaînes la boudent ? Canal Plus affirme sa différence. On annonce des télévisions privées qui tardent à venir. Canal Plus est bien là, elle. *« Au fur et à mesure que la chaîne s'est révélée, les téléspectateurs se sont rendus compte qu'il n'y avait qu'une chaîne de ce type : cinéma et sport. »*

Les difficultés de l'hiver ont permis de négocier l'extension de nouvelles plages de cinéma. Résultat : 50 % de films (au lieu de 30 %) et une programmation bien meilleure. Un film nouveau par jour, un film chaque soir à 20 h 30 et le dimanche à 18 heures. En plus, la qualité s'améliore, notamment avec des productions américaines de prestige, ce qui n'était pas le cas après le lancement. En juillet, le Bureau de liaison des industries cinématographiques intervient pour la quatrième chaîne auprès du premier ministre. C'est un revirement complet, si l'on se souvient des premières angoisses des professionnels.

Autre raison : l'extension de la « couverture » par le réaménagement du réseau d'émetteurs. Au 14 juin, 65 % du territoire (35 millions d'habitants) ; au 1er septembre, 80 % (43,5 millions) ; au 1er novembre, en principe : 87 % (47 millions). Pour M. Rousselet, l'essentiel n'est pas là, mais dans la compétence des hommes : *« Ce qui nous a sauvé, c'est la capacité de nos équipes »*. Coup de chapeau à Pierre Lescure (les programmes) et Marc Tessier (la gestion).

Interrogés au mois de juillet sur un échantillon, plus de la moitié des nouveaux abonnés de Canal Plus affirment s'être décidés avec les annonces en clair de la chaîne ; 43 % sur le conseil d'amis (26 % ont regardé des émissions cryptées avant de s'abonner) ; plus de 40 % ont été sensibles à des articles ou des publicités dans la presse et à la radio. Les motivations sont éclatantes : 60 % s'abonnent d'abord à cause des films, 30 % pour les matches de football ; 5 % seulement à cause des horaires particuliers de la chaîne, 7 % de ses programmes originaux (en juillet, les films pornographiques n'étaient pas encore programmés...)

La population touchée est presque représentative des Français, un peu plus jeune et un peu plus urbaine, mais très familiale. *« On a cru au départ que la clientèle était celle des cadres, on s'est trompé. Les abonnés de Canal Plus, ce ne sont pas ceux qui « comptent » dans la société, mais ceux qui font leurs comptes, qui savent que 2 + 2 font 4. »*

L'année 1986 devrait être au moins équilibrée, ce qui est conforme aux prévisions. Mais les frais financiers dus aux emprunts sont énormes : 60 millions de francs annuels. Si rien ne se détérire, le passif devrait être épongé fin 1988, mais la société ne pourra pas investir avant 1987 ou 1988. D'où l'idée d'augmenter les fonds propres de la chaîne, en faisant appel à de nouveaux capitaux.

Plusieurs négociations sont en cours avec d'éventuels partenaires français, européens et américains, du secteur de la communication. *« Nous cherchons des gens avec lesquels il peut y avoir des synergies, sans qu'ils songent à prendre le pouvoir à Canal Plus »*. Objectif : que l'Etat — qui détient environ 60 % des actions par l'intermédiaire du groupe Havas (42 %) ou de banques — devienne minoritaire. Une manière de contourner l'obstacle d'un changement de majorité en 1986 ? M. Rousselet n'en dit pas plus, se contentant d'affirmer : *« Notre chaîne n'a pas de coloration politique et doit rester ainsi »*.

Le président d'Havas ne paraît pas obsédé par la prochaine échéance électorale. Pour séduire les investisseurs, il doit voir au-delà. *« Il n'y a pas de place en France pour plus des trois chaînes généralistes actuelles. C'est illusoire compte tenu du gisement publicitaire. Ma conviction est que tout le développement télévisuel doit être axé sur le câble, avec des chaînes thématiques. Pourquoi pas des chaînes cryptées pour les enfants, pour le sport, la musique, les nouvelles... ? Au reste, le financement de l'image par la publicité est immoral et très limité. Je préfère la philosophie de Canal Plus : le téléspectateur paie ce qu'il consomme »*. Et, pour finir : *« la logique de Canal Plus, c'est de faire des petits sur le câble »*. Du petit lait.

YVES AGNÈS.

(1) 1,1 million à fin 1986, 1,7 fin 1987.

Sur le vif

Les mains sales

Il y a des petites joies dans la vie qui vous tombent dessus comme ça, des plaisirs auxquels on ne s'attend pas. Tenez, hier, impossible de m'endormir. J'avais une pile de journaux près de mon lit. J'attrape « l'Huma », j'ouvre, et qu'est-ce que je vois sous le titre : *« Une leçon de courage »*, la photo de Marchais inaugurant à La Courneuve le stand des communistes dans la Résistance. Avec le rappel des phrases-clés du discours prononcé à cette occasion par le secrétaire général du PC, « chantre de la liberté et du rejet de l'arbitraire et de l'oppression », un PC qui « assume avec fierté la totalité de son histoire ».

A côté de lui tout souriant, vous ne devinerez jamais qui : la veuve de Manouchian, tout sourire. C'est pas génial ça ? Moi, je me suis gondolée en me souvenant d'une caricature de Jojo les Grands Crocs parue dans « le Canard » à l'époque de la diffusion du film sur les héros sacrifiés de l'Affiche rouge. Avec cette légende : « Tout le monde sait que pendant la guerre j'étais en Allemagne, heureusement. Sinon, on m'aurait encore accusé d'avoir donné le groupe Manouchian. »

Ça ne risque pas. De ce côté-là, il n'a rien à se reprocher, Marchais. D'accord, il s'est peut-être un peu sali les mains quand même. Mais ce n'est jamais qu'en révisant des moteurs d'avions chez Messerschmitt.

CLAUDE SARRAUTE.

Mort de Laura Ashley

Le romantisme à l'échelle mondiale

La créatrice de mode britannique Laura Ashley est morte le 17 septembre à l'hôpital de Coventry où elle avait été admise le 9 septembre à la suite d'une chute dans un escalier. Elle était âgée de soixante ans.

Pratiquant le romantisme en mode et en décoration, la créatrice anglaise Laura Ashley représentait auprès de son immense public le symbole de la mère de famille sereine et attentive, qui possède le don de créer le cadre d'une vie heureuse.

Autodidacte et merveilleuse coloriste, elle lance en 1953, dans son appartement, sous les combles de Pimlico, à Londres, des sets de table et des écharpes imprimées sur une vieille table de cuisine, que Bernard, son mari, propose aux boutiques puis aux grands magasins. La formule réussit vite dans l'Angleterre meurtrie de l'après-guerre. Le couple renforce sa position en mettant sur pied l'indispensable outil de production pour ces cotons aux dessins en carré.

S'ils côtoient, dans les cafés de Chelsea, les jeunes Mary Quant et Terence Conran, ils s'en dissocient rapidement, faute de moyens, de rigueur pour élever leurs quatre enfants à la campagne, dans une chaumière du Surrey. C'est là que Laura Ashley forge sa philosophie de la mode et de l'environnement, avant de s'installer au Pays de Galles, d'où elle est originaire.

Elle ne produit toujours que des tabliers et du linge de maison, vendus en France dès le début des années 60. Puis c'est le choc : deux robes d'intérieur, à des prix minimes pour l'époque. Bientôt une minuscule boutique dans le quartier de Kensington la met en contact direct avec le public.

Dès 1973, elle ouvre à Paris le magasin de la rue des Saints-Pères, où se donnent rendez-vous ses jeunes adeptes françaises, adoptant d'emblée ses robes et ses chemises de batiste blanche à volants, ses jupes empesées d'une fraîcheur ingénue. La décoration suit le même chemin dans la tradition anglaise, que Laura va rendre accessible au grand public en présentant des coordonnées de tissus d'ameublement et de papiers peints.

Ses catalogues et ses livres de décoration aux photos poétiques dépassent de loin le cadre de ses boutiques, pourtant implantées dans le monde entier. Mais, Laura Ashley reste une affaire de famille : les deux fils et les deux filles s'y intégrant à la fin de leurs études.

Dans une récente interview au *Financial Times*, annonçant l'introduction à la Bourse de Londres, au début de 1986, du groupe, composé d'une vingtaine de sociétés, son mari décrivait Laura comme *« une femme au foyer, avec un grand bâton sous son tablier »*, contrôlant avec maestria son domaine artistique.

NATHALIE MONT-SERVAN.

EN VISITE OFFICIELLE EN EGYPTE PUIS EN JORDANIE

Mme Thatcher déplore la « lenteur » du processus de paix au Proche-Orient

Mme Margaret Thatcher, premier chef du gouvernement britannique à se rendre en visite officielle en Egypte depuis Winston Churchill en 1944, est arrivée au Caire le lundi 16 septembre pour une visite de quarante-huit heures. Elle a été accueillie par le premier ministre égyptien, M. Ali Loutfi, et devait s'entretenir, ce mardi matin, avec le président égyptien Hosni Moubarak. Elle quittera Le Caire mercredi pour Louxor, d'où elle se rendra ensuite à Amman, seconde étape de sa tournée au Proche-Orient.

Le chef du gouvernement britannique avait, lundi, dans une interview publiée au Caire par le journal *Al Ahram*, déploré la *« lenteur »* du processus de paix au Proche-Orient. Elle s'était notamment déclarée *« très déçue »* que les Etats-Unis ne soient pas parvenus à se mettre d'accord avec la Jordanie et les Palestiniens sur la liste des personnalités palestiniennes que devrait comprendre la délégation appelée à ouvrir le dialogue avec les Américains. A ce propos, elle avait affirmé la nécessité pour l'OLP de *« reconnaître la résolution 242 du Conseil de sécurité »* qui *« est devenue l'une des réalités importantes de l'évolution du conflit israélo-arabe »*.

Le roi Hussein de Jordanie a fait samedi au Caire une visite inopinée et s'est entretenu deux heures durant avec le président Moubarak, notamment pour préparer les conversations qu'ils auront séparément à la fin du mois avec le président Reagan à Washington. Le chef de l'Etat égyptien sera reçu à la Maison Blanche le 23 septembre et le roi Hussein une semaine plus tard.

Le premier ministre jordanien, M. Zaïd Rifaï et son homologue syrien, M. Abdel Raouf al Kassem, se sont rencontrés, lundi, à Djeddah, en Arabie saoudite, pour tenter de jeter les bases d'un règlement du contentieux qui empoisonne depuis plusieurs années les relations entre les deux pays.

Si les entretiens permettent le rétablissement de contacts politiques pratiquement inexistants ces derniers mois, il sera plus difficile, nous signale notre correspondant à Amman, d'aplanir les divergences jordano-syriennes sur les trois principaux sujets de discorde entre les deux pays, la crise libanaise, la guerre Irak-Iran et les relations avec l'OLP. — *(AFP, Reuter, AP.)*

• *Le championnat du monde d'échecs.* — La sixième partie, qui devait se jouer ce mardi, a été reportée au jeudi 19 septembre, à la demande de Kasparov, qui a pris son premier time-out.

La situation au Liban

LES COMBATS A TRIPOLI ONT FAIT 35 MORTS ET PLUS DE 76 BLESSÉS

Tripoli (Liban-Nord) *(AFP)*. — Des combats particulièrement violents ont opposé durant la nuit du lundi 16 au mardi 17 septembre à Tripoli, chef-lieu du Liban du Nord, les miliciens du Mouvement d'unification islamique (MUI, intégristes musulmans) à ceux du Parti démocrate arabe (PAD, prosyrien).

Commencés dimanche soir, ces combats avaient repris lundi en fin de soirée après une pause de plusieurs heures. Ils ont déjà fait trente-cinq tués, dont dix soldats libanais, et soixante-seize blessés, dont trente-cinq militaires, selon des sources concordantes. Les dortoirs d'une caserne de l'armée, dans le quartier de Qobbeh, sur la ligne de démarcation qui sépare les deux milices rivales, ont été atteints de plein fouet par une salve d'obus. Mardi matin, un calme précaire ponctué de tirs régnait à Tripoli, où la vie était complètement paralysée. Le comité de coordination, qui groupe les notables de la ville et des représentants des milices, devait se réunir dans la journée pour mettre un terme à cette nouvelle flambée de violence.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MARDI 17 SEPTEMBRE
« le Monde » reçoit
M. CARL LIDBOM
ambassadeur de Suède en France
avec PHILIPPE BOUCHER

MERCREDI 18 SEPTEMBRE
Allô « le Monde »
(720-52-97)
TV : en attendant les nouvelles chaînes comment vont les « vieilles » ?
Une émission animée par FRANÇOIS KOCH avec ANNICK COJEAN et JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel
615.91.77 + ISLM

Le numéro du « Monde » daté 17 septembre 1985 a été tiré à 483 183 exemplaires

A B C D E F G